

Les Agents Généraux **du** **Clergé de France** **spécialement de 1780 à 1785**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et Soutenue le 9 Mai 1939 à 14 heures

PAR

Elisabeth BESNIER

JURY :

Président : M. OLIVIER-MARTIN, Professeur

Suffragants : MM. PETOT, Professeur

LE BRAS, Professeur

1939

—
BERNARD FRÈRES

Imprimeurs Editeurs

37, Rue des Trois-Bornes, 37

PARIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547523_0001

Les Agents Généraux **du** **Clergé de France** **spécialement de 1780 à 1785**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et Soutenue le 9 Mai 1939 à 14 heures

PAR

Elisabeth BESNIER

JURY :

Président : **M. OLIVIER-MARTIN**, Professeur

Suffragants : **MM. PETOT**, Professeur

LE BRAS, Professeur

1939

—
BERNARD FRÈRES

Imprimeurs Editeurs

37, Rue des Trois-Bornes, 37

PARIS

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses; ces
opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

Le clergé de France sous l'ancien régime était arrivé à une large autonomie grâce à l'organisation qu'il avait su se donner. Seul des trois corps de l'Etat, il était véritablement un corps organisé. Les assemblées générales du clergé (1) assuraient à cette organisation la centralisation nécessaire. Se tenant depuis la fin du xvi^e siècle de façon périodique et régulière, ceci dans un but financier, le vote et la répartition des subsides accordés au roi, elles jouaient aussi un rôle étendu au spirituel et surtout au temporel.

Mais il fallait entre les assemblées un organe permanent, capable, d'une part, d'assurer l'exécution de leurs décisions, et d'autre part, de représenter et de défendre les intérêts du clergé dans l'intervalle des sessions.

Pour répondre à ce double besoin, on créa, aussitôt après le Contrat de Poissy (1561), les « syndics généraux » (2). D'abord au nombre de deux, puis de six, auxquels on adjoignit bientôt un syndic à la cour, chargé de suivre celle-ci dans ses déplacements tandis que ses collègues restaient à Paris, ils eurent vite des pouvoirs étendus. A partir de 1567 leurs fonctions d'administration financière furent limitées et contrôlées ; mais, outre la surveillance qu'ils étaient chargés d'exercer sur les receveurs du clergé, ils avaient des attributions judiciaires importantes, en matière de rachat de l'aliénation,

(1) On distinguait deux sortes d'assemblées ordinaires : la grande assemblée ou assemblée du contrat qui se réunissait les années dont le millésime se terminait par un 5 et la petite assemblée ou assemblée des comptes qui se réunissait les années dont le millésime se terminait par un 0. La première seule avait qualité en principe pour prendre les décisions d'ordre financier et la seconde vérifiait le compte des rentes et l'administration du clergé.

(2) Cf., L. SERBAT. — *Les Assemblées du Clergé de France : origines, organisation, développement (1561-1615)*, Paris 1906, p. 166 et suivantes.

de décimes et autres subventions accordées par le clergé au roi. Jouissant d'une indépendance insuffisante à l'égard des cardinaux et prélats en cour, leur rôle était délicat : ils défendirent mal les intérêts du clergé et furent supprimés par l'assemblée de Melun en 1579 « pour avoir abusé de leur pouvoir en consentant aux constitutions de rentes ».

C'est alors que furent créés les « agents généraux du clergé » auxquels on ne confia pas les attributions judiciaires des syndics généraux mais qui jouèrent, de 1579 à la fin de l'ancien régime, un rôle de premier plan parmi les rouages qui composaient l'organisation du clergé de France.

Les agents généraux ont été l'objet d'une très rapide étude d'ensemble faite par M. l'Abbé Méric dans son livre « *le Clergé sous l'ancien régime* », paru en 1890, et d'études plus approfondies de la part de M. Serbat, dans son ouvrage « *Les Assemblées du Clergé en France: origines, organisation, développement (1561-1615)* », paru en 1906, de M. l'Abbé Boursin dans son livre « *Les Assemblées du Clergé sous l'Ancien régime* », paru en 1907, et de M. Cans dans son livre « *L'organisation financière du Clergé de France à l'époque de Louis XIV* », paru en 1910; de la part enfin de M. Lepointe dans l'ouvrage qu'il a consacré à « *L'organisation et la politique financières du Clergé de France sous le règne de Louis XV* », paru en 1923. Mais dans ces ouvrages dont le sujet est plus vaste que le nôtre, quelques pages seulement ont pu être consacrées aux agents généraux du clergé. C'est donc une étude plus approfondie que nous avons tenté de faire, essentiellement en ce qui concerne le rôle des agents généraux.

Cependant nous avons cru nécessaire avant d'aborder l'étude de leur rôle, d'exposer dans une première partie quelle était leur situation: nomination, rétribution, prérogatives. Les ouvrages mentionnés ci-dessus avaient examiné ces questions de plus près que celles qui ont trait aux fonctions des agents. Nous avons donc

été obligée, en tentant de faire ici un travail complet, de répéter parfois les ouvrages de M. Serbat, M. Bourlon, M. Cans et M. Lepointe. Nous espérons toutefois les avoir complétés par une étude plus poussée des textes relatifs à cet objet, en particulier le *Recueil concernant l'agence générale du Clergé*, paru en 1767, et les *Mémoires du Clergé*, édition de 1768-1771, et surtout par l'examen de l'application des règles que ces textes contiennent à l'époque que nous nous sommes proposée d'étudier.

Il nous a semblé que pour pouvoir faire un travail sérieux sur les agents généraux du clergé et spécialement sur le rôle qu'ils ont joué, il fallait le limiter à une courte période. C'est en effet dans les rapports que ces agents présentaient aux assemblées générales ordinaires du clergé, au terme de leur agence, que nous trouvons sur cette question les plus précieux renseignements. Etudier en détail l'un de ces rapports, ainsi que le procès-verbal de l'assemblée dans laquelle ces agents sont entrés en charge et celui de l'assemblée extraordinaire tenue pendant leur agence, nous a paru le moyen le plus sûr de connaître ce rôle (1). D'autre part, comme les agents généraux étaient nommés pour cinq ans et que leur rapport relatait leur activité pendant ces cinq années, il était nécessaire de choisir une période complète d'agence.

Plusieurs raisons nous ont déterminée à choisir ces dates de 1780-1785. Tout d'abord les ouvrages cités plus haut n'avaient touché à l'étude des agents généraux qu'en ce qui concernait le *xv^e* siècle, le *xvii^e* et le *xviii^e* jusque vers 1774. Il est vrai qu'après cette date, comme d'ailleurs depuis sa création, cette institution en elle-même demeurera sans grand changement. Mais cela restait à constater. Quant à son rôle, il continuera à aller grandissant.

En second lieu nous avons jugé intéressant d'étudier cet organisme au moment où il atteignait sa pleine

(1) Nous avons naturellement étudié aussi le procès-verbal de l'assemblée au cours de laquelle ils sont sortis de charge.

maturité, à la veille de sa disparition. L'assemblée de 1785-1786 est la dernière des assemblées générales ordinaires du clergé. Etudier le rapport présenté à cette dernière assemblée nous a semblé d'un intérêt spécial ; d'autant plus, qu'à cette époque, nous le verrons, les agents généraux préparaient un projet de correspondance régulière avec les diocèses qui était l'achèvement de l'organisation autonome du clergé de France.

Enfin nous croyons qu'en lui-même le rapport de 1785 justifie ce choix : il touche à des questions abondantes et qui avaient alors une grande importance aux yeux du clergé. De plus, l'un des deux agents en fonction était l'Abbé de PÉRIGORD, le futur TALLEYRAND. Nous avons estimé qu'il n'était pas sans intérêt non plus de trouver dans son rapport l'exposé de théories qu'il devait s'acharner à combattre quelques années plus tard.

PREMIÈRE PARTIE

SITUATION DES AGENTS GÉNÉRAUX DU CLERGÉ

Avant d'entreprendre l'étude du rôle des agents généraux du clergé, rôle important et multiple, nous le verrons, il importe que nous connaissions les conditions et le procédé de nomination de ces agents, la façon dont ils entraient en fonction, la rétribution qu'ils recevaient et les prérogatives dont ils jouissaient; en un mot, ce que notre langue moderne appellerait leur « statut ».

Les sources de notre documentation sur ces différentes questions sont le *Recueil concernant l'agence générale du Clergé* de 1767, le *Recueil des actes, titres et Mémoires du Clergé de France*, édition de 1768-1771, les *Loix ecclésiastiques de France*, de HÉRICOURT, édition de 1771 (ouvrages publiés à une date proche par conséquent de celle à laquelle nous nous placerons plus spécialement pour étudier le rôle des agents généraux et textes restés en vigueur jusqu'à la fin de l'ancien régime), enfin, le *Recueil de Jurisprudence* de GUYOT, de 1784-1785, époque même à laquelle nous nous placeons. La situation des agents généraux a d'ailleurs assez peu changé depuis leur création par l'assemblée de Melun en 1579 jusqu'à leur disparition, sous la Révolution. Du reste, pour les années qui nous occupent, nous avons pu constater dans les dossiers que nous avons consultés et en particulier dans les procès-verbaux des assemblées, l'application des règles contenues dans ces textes.

Il nous restera encore à voir quel était le recrutement des agents généraux et à étudier de plus près la personnalité de ceux qui furent en fonction de 1780 à 1785.

CHAPITRE PREMIER

NOMINATION ET RÉCEPTION

SECTION I

CONDITIONS DE NOMINATION

Les agents généraux du clergé de France sont au nombre de deux (1). Le procès-verbal de l'assemblée de Melun de 1579 (séance du 22 septembre) dit en effet que l'assemblée « a ordonné que deux agents seraient établis (2) à la suite de la cour et à Paris, qui auront la charge » des affaires du clergé (3). Les *Mémoires du Clergé* reproduisant le règlement de cette assemblée donnent la raison de ce nombre: « Par ce règlement, disent-ils, il appert qu'il est nécessaire qu'il y ait deux agents, l'un pour suivre la cour, l'autre pour demeurer à Paris et partant qu'il était aussi nécessaire que le sieur de SAINT-SILVIE eût un compagnon et qu'il ne fût pas seul » (4). Cette différenciation dans la résidence et par conséquent le rôle des deux agents devait disparaître mais il se peut qu'elle ait tenu une place dans la détermination du nombre des agents généraux. Une autre

-
- (1) Un règlement du 8 novembre 1625 avait décidé que l'assemblée de 1630 en recevrait quatre dont deux ne devaient entrer en fonctions qu'en 1632. Mais le 23 décembre 1625, l'assemblée décida de n'en nommer que deux à la fois, comme par le passé. *Mémoires du Clergé*, Tome VIII, Paris, 1769, p. 54 et 56. Exceptionnellement l'assemblée de 1635 en reçut trois. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2402.
 - (2) L'institution même des agents généraux fut critiquée en 1580 et en 1586. On alléguait que c'était une dépense inutile et que la noblesse et le tiers n'avaient pas d'agents auprès du roi. Mais, après délibération des assemblées, l'institution fut maintenue. Des contestations s'étant élevées dans la nomination d'un agent en 1605, le promoteur de l'assemblée demanda de nouveau leur suppression. L'assemblée délibéra et les agents furent encore maintenus. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2336 et suivantes.
 - (3) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2331, et *Précis des rapports de l'Agence du Clergé de France*, Paris 1786, Préface p. 1.
 - (4) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2363.

raison du choix de ce nombre fût probablement le souvenir des syndics généraux. On voulait éviter que la nouvelle institution ne suivît la même voie que l'ancienne.

Ayant à assumer à eux seuls des fonctions multiples et importantes, il semblerait qu'ils dussent remplir un certain nombre de conditions garantissant leur expérience et leur capacité. Leur rôle est allé grandissant; les conditions à remplir pour être agent général sont-elles devenues plus rigoureuses avec le temps ? De plus, ce poste est, au moins à l'époque que nous étudions spécialement, lucratif et envié. Il met en vue ses titulaires, il est le « marchepied » de l'épiscopat. Les candidats doivent être nombreux et pour cette seconde raison on s'attendrait à trouver exigées des conditions qui élimineraient les moins dignes.

Or les seules conditions indiquées par le *Recueil* de 1767 qui reproduit l'art. II, titre VI du règlement de 1715 (1), sont les suivantes : il faut « la prêtrise avant d'être nommé et il faut être pourvu deux années avant, d'un bénéfice payant au moins vingt livres de décimes, autre qu'une simple chapelle, situé dans la province qui est en tour de nommer » (2). Les *Mémoires du clergé*, édition de 1768-1771, après avoir reproduit les règlements des assemblées de 1625 (3) et de 1635 (4), ajoutent : « On observe que ceux qui sont nommés à l'agence soient prêtres et qu'ils soient titulaires d'un bénéfice dans la province... On n'observe pas avec la même exactitude qu'ils aient résidé dans la province au moins un an avant leur nomination » (5). HÉRICOURT, dans ses *Loir ecclésiastiques* de 1771, dit qu'il faut que les agents soient

(1) *P.-V. de 1715*, p. 255.

(2) *Recueil concernant l'Agence générale du Clergé*, 1767, p. 218. Il spécifie en outre que la résidence n'est pas exigée.

(3) L'assemblée de 1625 demande des personnes capables, prêtres, bénéficiers dans la Province qui les nomme, y résidant habituellement et ayant, s'il se peut, assisté aux précédentes assemblées.

(4) L'assemblée de 1635 demande, en outre, une résidence d'un an au moins et un bénéfice payant décimes autre qu'une chapelle.

(5) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2355. (La résidence, disent-ils en outre, était encore exigée en 1651 et 1698.)

« des prêtres qui aient dans la province un bénéfice payant décimes autre qu'une chapelle et qui aient assisté, s'il se peut, à une assemblée générale, afin qu'ils soient instruits des affaires du clergé » et, ayant reproduit l'article 7 du règlement de 1655 qui veut qu'ils soient résidents dans la province au moins un an auparavant, il ajoute qu'on n'observe point cette disposition à la lettre (1).

Enfin le *Répertoire de jurisprudence* de GUYOT, en 1784, ne mentionne pas, lui non plus, la durée de deux ans de possession du bénéfice, demandée seulement par le *Recueil* de 1767 ; il ne spécifie pas davantage le chiffre de décimes. Mais il dit qu'il faut avoir, s'il se peut, assisté à une assemblée. Quant à la résidence, il dit, lui aussi, que « dans l'usage on n'observe pas cette disposition à la lettre » (2). D'ailleurs, en 1720 déjà, le cardinal de NOAILLES constatant que les conditions de bénéfice et de résidence n'avaient pas été remplies, avait ajouté qu'il semblait que ces règlements ne fussent plus en usage (3).

A l'époque qui nous intéresse, la résidence n'est donc plus imposée. Il s'ensuit que les agents généraux du clergé n'ont aucune attache réelle avec la province qui les nomme (4). La prêtrise est toujours exigée. Quant au bénéfice, bien que l'usage ait pu sembler au cardinal de NOAILLES ne plus le demander, il est mentionné par les textes postérieurs et par les procès-verbaux d'élection (5).

(1) HÉRICOURT. — *Les Loix Ecclésiastiques de France*. Paris, 1771, IV^e partie, p. 304 et 305. Il reproduit, en outre, p. 303, un règlement de 1646 qui demande, si possible, l'assistance à une assemblée précédente.

(2) GUYOT. — *Répertoire de Jurisprudence*, Paris, 1784-1785, T. I., p. 248.

(3) P.-V. de l'Assemblée de Prélats de 1720, Archives Nationales, G^s 95.

(4) Nommé par la Province de Tours, l'abbé de Périgord est prêtre du diocèse de Paris et vicaire général de Reims. L'abbé de Boisgelin, nommé par la Province d'Aix dont il est vicaire général, est prêtre du diocèse de Saint-Brieuc.

(5) Un procès-verbal de réception d'agent général de 1788 indique comme qualités requises : être prêtre et avoir dans la Province, un bénéfice payant plus de 20 l. de décimes. Arch. Nat. G^s 95.

De fait, les deux agents qui sont en fonction de 1780 à 1785 sont tous deux prêtres (1) (l'un depuis 1779 seulement) (2). Tous deux ont des bénéfices dans les provinces qui les ont nommés (3). Ni l'un ni l'autre ne se trouve dans le cas, rare il est vrai, mais que M. CANS mentionne en ce qui concerne l'époque de Louis XIV, de candidats n'ayant rempli les conditions que tardivement, au moment de l'élection même (4).

Enfin en ce qui concerne le souhait formulé par les règlements, l'assistance préalable à une assemblée générale, il n'est pas toujours exaucé. Des deux agents de 1780, l'un seulement, l'abbé de PÉRIGORD, a pris part à une assemblée, celle de 1775, en qualité de député (5) et de promoteur (6).

Les conditions imposées sont donc le minimum de ce que l'on s'attend à trouver pour un tel poste et sont, vers 1780, au terme d'une évolution au cours de laquelle elles sont devenues moins rigoureuses avec le temps (7).

Un rapprochement se présente à l'esprit avec celles qui sont exigées des députés du second ordre aux assemblées générales. Même condition de bénéfice (8), les règlements qui imposaient la résidence pour les députés

(1) *P.-V. de 1780*, p. 6 et 9.

(2) L'abbé de Périgord. LACOUR-GAYET, *Talleyrand*, I, Paris, 1928, p. 51.

(3) *P.-V. de 1780*, p. 6 et 9.

(4) A. CANS. — *L'organisation financière du Clergé de France à l'époque de Louis XIV*, Paris, 1910, p. 127. Il cite pour le xviii^e siècle le cas de trois candidats ayant rempli tardivement l'une ou l'autre des conditions imposées.

(5) Comme député du second ordre de la Province de Reims.

(6) *P.-V. de 1775* p. 7 et 18.

(7) Après avoir, tout au début, suivi une évolution contraire puisque l'assemblée de Melun n'avait déterminé aucune condition, que l'assemblée de 1585-1586 parlait seulement de science et d'expérience et que c'est seulement l'assemblée de 1625 qui exigea les conditions mentionnées plus haut. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2354.

(8) Un règlement de 1646 demande un bénéfice payant au moins 20 l. de décimes et possédé paisiblement depuis deux ans. Mais en 1771 il y a des provinces où on n'observe pas ces dispositions à la lettre, et ceci depuis au moins l'assemblée de 1700 qui « n'a point condamné cet usage ». HÉRICOURT, *Op., cit.* IV partie, p. 300.

Le Recueil de 1767, p. 40, reproduisant les art. VII et IX, tit. II du règlement de 1715, ajoute aux conditions posées par le règlement de 1646 la résidence d'une année. Une circulaire des agents, en 1784, dit qu'il faut « avoir un bénéfice payant décimes dans l'étendue de la province... ». Arch. Nat., G³ 121.

étant, eux aussi, lettre morte dès l'époque de Louis XIV (1). La seule différence est, qu'au lieu de la prêtrise, le sous-diaconat suffit pour être député: il faut seulement être « in sacris » avait dit l'assemblée de Melun, c'est-à-dire au moins sous-diacre (et il faut en principe l'être depuis six mois) (2). Nous constatons, en effet, que lorsque l'abbé de PÉRIGORD avait été député à l'assemblée de 1775, il n'était alors que sous-diacre (mais cela ne faisait pas encore trois mois) (3); à la même assemblée, un autre député du second ordre n'avait, lui aussi, que le sous-diaconat (4). De même encore que pour les députés aux assemblées générales, les simples curés peuvent être nommés (5), mais en fait n'y parviennent jamais.

Certains règlements avaient parlé de science, d'expérience (6) et de capacité (7), mais aucune condition de grade n'est imposée aux agents généraux. Le *Recueil* de 1767 lui-même le mentionne (8). Cependant, le plus souvent, ce sont des gradués qui sont choisis. M. CANS a relevé, sur quatorze agents nommés de 1670 à 1700, trois docteurs, deux licenciés et quatre bacheliers. En faisant le même travail pour notre période, nous voyons que des deux agents qui terminent leurs fonctions à l'assemblée de 1780, l'un est licencié en théologie et l'autre licencié en droit civil et canonique (9); que de ceux qui sont en fonction de 1780 à 1785, l'un au moins est licencié en théologie (10); qu'enfin ceux nommés en 1785 sont aussi tous deux licenciés en théologie (11). L'usage cor-

(1) CANS, *op. cit.*, p. 45.

(2) HÉRICOURT, *op. cit.*, id., p. 300. Cependant, selon le *Recueil* de 1767, p. 40, il faut la prêtrise si le bénéfice possédé oblige à être prêtre.

(3) Il avait été ordonné sous-diacre le 1^{er} avril (LACOURT-GAYET, *Op. cit.*, p. 40) et sa promotion de député est du 19 juin. *P.-V. de 1775*, p. 18.

(4) *P.-V. de 1775*, p. 11. Il s'agit de l'abbé Charles Eugène de Bernier de Pierrevet, député de la Province d'Aix.

(5) Délibération de l'assemblée de Melun. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2354.

(6) Assemblée de 1585-1586. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2354 et 2337.

(7) Assemblée de 1625. — *Mémoires du Clergé*, id., p. 2354.

(8) *Recueil* de 1767, p. 218.

(9) *P.-V. de 1775*, p. 9 et 10.

(10) L'abbé de Périgord. LACOURT-GAYET, *Op. cit.*, p. 47.

(11) *P.-V. de 1785*, p. 10 et 12.

rige donc un peu ce que les règlements semblent avoir d'insuffisant. Cependant, si les grades peuvent être une certaine garantie de capacité, ils ne garantissent pas chez ceux qui les possèdent l'expérience des affaires spirituelles et temporelles du clergé dont ils vont être chargés de s'occuper. En étudiant au chapitre III le recrutement des agents généraux, nous verrons si, en fait, ils semblaient posséder les qualités nécessaires à leur fonction, mais ce sera surtout après avoir étudié le rôle qu'ils ont joué que nous pourrons porter un jugement sur eux-mêmes.

Les agents généraux du clergé sont, depuis 1625, nommés pour cinq ans (1). Mais peuvent-ils, au bout de ce temps, être nommés pour une nouvelle période quinquennale ? Depuis le début du xvii^e siècle, les règlements le défendaient (2). Cependant, le *Recueil* de 1767 (2) dit que, bien que les articles III, IV et V, titre VI, du règlement de 1715 (4) le défendent expressément « même du consentement des provinces en tour de nommer, à peine contre les provinces de perdre pour cette fois seulement, leur droit (5) et contre les agents qui voudront se faire continuer d'être déchus de toutes récompenses et exclus pour jamais des assemblées générales, cependant on remarque que l'abbé de VALRAS fut continué en 1730 ». Le *Recueil* ne cite que ce cas d'agent resté en fonction pendant plus de cinq ans. Il y en avait

-
- (1) L'assemblée de 1579 avait décidé qu'ils changeraient de deux ans en deux ans. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2362. L'assemblée de 1625 ayant décidé qu'il n'y aurait plus d'assemblée générale que tous les cinq ans, fixa qu'il en serait de même pour les agents au nombre désormais de quatre et qui ne seraient en fonctions que deux à la fois pendant deux ans et demi. Mais dans sa séance du 23 décembre, elle ordonna que les agences fussent « proportionnées au temps des dites assemblées ». *Mémoires du Clergé*, id., p. 54 et 56.
- (2) Assemblée de 1605-1606. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2358. Règlement de 1625. Art. 3. HÉRICOURT, *Op. cit.*, id., p. 304. Règlement de 1646. Art. 14. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2358.
- (3) *Recueil* de 1767, p. 231.
- (4) *P.-V. de* 1715, p. 255 et 256.
- (5) Cette peine est déjà portée par les règlements de 1625 et 1646 qui ajoutent : « La Province qui suivra sera en droit de nommer son agent ».

d'autres (1) : à nous en tenir au XVIII^e siècle seulement, nous constatons deux cas analogues : en 1705 l'abbé Andrault de LANGERON DE MAULEVRIER, nommé une première fois par la province de Tours à la place de l'abbé de COSNAC, élevé à l'épiscopat en 1702, avait été choisi de nouveau par la province de Sens (2). Puis, en 1715, l'année même où le règlement renouvelait la défense de réélire les agents, l'abbé de BROGLIE, qui avait été nommé en 1710 par la province d'Albi, l'avait été une seconde fois par celle d'Embrun (3). Les délibérations des assemblées de 1705 et de 1715 avaient alors interprété les règlements comme interdisant seulement la continuation sans une nouvelle élection faite dans les formes ordinaires par la province dont c'est le tour, car, disent les *Mémoires du Clergé* (4), cela « pourrait porter préjudice aux provinces, mais, ajoutent-ils, le clergé n'a pas le même intérêt à empêcher qu'une province puisse élire pour agent celui qui sort de charge; il paraît au contraire que celui qui sort de charge est plus en état de rendre au clergé les services qu'il peut en attendre ». Le *Recueil* (5) mentionne lui aussi les motifs de la continuation de l'abbé de VALRAS, qui se formulent ainsi : « pour assurer le succès des opérations qui ont été ordonnées dans la dernière assemblée ». Mais, cette fois, ces motifs n'étaient même pas entrés dans le procès-verbal de l'assemblée, car on s'était bien gardé de souligner qu'il s'agissait d'une réélection. L'assemblée, dit le *Recueil*, avait regardé cette continuation comme une nomination nouvelle; on arrivait, par ce moyen, à tour-

(1) *Les Mémoires du Clergé*, id., p. 2358 citent deux cas d'agents continués l'un de 1595 à 1606, l'autre de 1600 à 1606 (à une époque où ils étaient nommés pour deux ans seulement). C'est sans doute ce qui fait dire à M. Serbat (qui mentionne en outre que ceux de 1588 étaient restés jusqu'en 1595), qu'avant 1608 ils étaient rééligibles. SERBAT. *Les Assemblées du Clergé en France* (1561-1615), Paris 1906, p. 181.

(2) *Précis des Rapports*, p. VIII, et CANS, *op. cit.*, p. 129.

(3) *Précis des Rapports* p. VIII, LEPOINTE, *L'organisation et la politique financières du Clergé de France sous le règne de Louis XV*, Paris, 1923, p. 58, et CANS, *op. cit.*, p. 129.

(4) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2359.

(5) *Recueil* de 1767, p. 233.

ner la règle. Il faut noter d'ailleurs que c'était par une province différente de celle qui les avait nommés une première fois, que les agents l'étaient une seconde fois et ils devaient, bien entendu, acquérir un bénéfice dans cette dernière province (1).

Mais, à partir de 1735 et jusqu'à la fin de l'ancien régime, les agents généraux sont remplacés sans exception tous les cinq ans (2). Le *Recueil de jurisprudence* de GUYOT dit : « On ne peut continuer les agents sous quelque prétexte que ce soit » (3); et il renouvelle la sanction contre les provinces déjà portée par le *Recueil* de 1767. Il paraît donc, alors que les conditions à remplir pour être nommé agent sont devenues de moins en moins rigoureuses avec le temps, que la règle de non-réélection soit mieux observée à la fin de l'ancien régime.

Il pourrait pourtant sembler que le clergé eût avantage, ainsi qu'il l'avait fait remarquer en 1715 et en 1730, à confier la défense de ses intérêts aux mêmes agents pendant une période supérieure à cinq ans. Mais il ne faut pas perdre de vue que les agents sont nommés par des provinces et que ces dernières ont droit à cette nomination à tour de rôle, et que surtout la cause essentielle de cette règle de non-réélection est, ainsi que M. LEPOINTE l'a fort bien vu (4), la promotion des agents à l'épiscopat. Or il y a incompatibilité entre ces deux situations.

Enfin, il est à noter que parfois les agents sont désignés à l'avance; M. CANS cite deux cas d'ecclésiastiques ainsi choisis de façon officieuse (5). La désignation officielle à l'avance est même devenue la règle à la fin de l'ancien régime : la *France ecclésiastique* de 1779 et

(1) CANS, *op. cit.*, p. 129 en note.

(2) *Précis des Rapports*, p. VIII.

(3) GUYOT, *op. cit.*, p. 247.

(4) LEPOINTE, *op. cit.*, p. 58. M. CANS, *op. cit.*, p. 130, mentionne trois causes: le tour des provinces, la nécessité pour les assemblées de contrôler les agents et le désir de l'épiscopat.

(5) CANS *op. cit.*, p. 130, en note.

1780 (1) donne les noms des agents désignés pour 1780 (2) et celle de 1781 et 1782 (3) les noms de ceux désignés pour 1785. Enfin, le *Précis des rapports de l'agence du Clergé* de 1786 (4) indique les agents choisis pour 1790.

SECTION II

PROCÉDÉ DE NOMINATION

Il y avait en France, depuis 1694, seize provinces ecclésiastiques. C'est elles qui, deux à la fois et à tour de rôle, tous les deux ans d'abord, puis tous les cinq ans depuis 1625, nommaient chacune un agent général (5). « Ils ne sont point élus dans l'assemblée du clergé, mais les provinces les nomment tour à tour de cinq ans en cinq ans », dit le *Répertoire de Jurisprudence* (6).

L'ordre des quatorze premières provinces avait été fixé par tirage au sort lors même de la création des agents généraux par l'assemblée de Melun le 22 septembre 1579 (7). La province de Paris créée en 1622, obligée par un règlement de 1635 de se joindre à celle de Sens et ayant tenté en 1636, puis en 1670, d'élire elle aussi un agent, avait formé le huitième couple en 1694, avec celle d'Albi, créée en 1678 (8). L'ordre indiqué par le *Recueil* de 1767 pour l'année 1765 est le suivant : Vienne et Bourges (qui nomment en 1765), Lyon et Bordeaux, Rouen et Toulouse, Tours et Aix, Sens et Auch, Paris et Albi, Embrun et Arles, Reims et Narbonne (9). En 1780, c'est donc le tour des provinces de Tours et d'Aix.

(1) *La France Ecclésiastique*, Paris, 1779, p. 66 et 1780, p. 22.

(2) Une place d'agent était réservée à l'abbé de Périgord depuis l'assemblée de 1775. LACOUR-GAYET, *op. cit.* p. 46.

(3) *La France Ecclésiastique*, Paris, 1781, p. 22 et 1782, p. 22.

(4) *Précis des Rapports*, p. VIII.

(5) *Recueil* de 1767, p. 219. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2335. HÉRICOURT, *op. cit.*, id., p. 303.

(6) GUYOT, *op. cit.*, p. 247.

(7) *P.-V. de la Séance* du 22 septembre 1579 dans les *Mémoires du Clergé*, id., p. 2334.

(8) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2335 et 2336.

(9) *Recueil* de 1767, p. 220.

Il est à remarquer que cinq de ces couples associent une province d'en deçà de la Loire et une d'au delà de la Loire. M. CANS y voit la persistance de la vieille rivalité entre les deux groupes de provinces (1).

La nomination se fait par le moyen des assemblées provinciales (2). On sait (3) que celles-ci se réunissent dans la métropole (au palais archiépiscopal) et se composent de deux députés de chaque diocèse, députés eux-même élus par l'assemblée diocésaine composée de tous les bénéficiers du diocèse. L'évêque est député de droit à l'assemblée provinciale, mais il se fait souvent représenter par un mandataire (4). L'assemblée diocésaine choisit un second député, pris le plus souvent parmi les chanoines, vicaires généraux, archidiacres ou syndics. L'assemblée est convoquée par mandement du roi aux agents généraux en exercice; ceux-ci transmettent l'ordre à l'archevêque et lui adressent, pour chacun des évêques de la province, des exemplaires imprimés de la lettre du roi.

Il s'agit ici d'une nomination quinquennale, faite par une assemblée provinciale précédant une assemblée générale ordinaire; les agents sortant sont alors tenus, dit le règlement de 1646, art. 14, rapporté par HÉRICOURT (5), d'avertir les provinces qui sont en tour de nommer un agent, avant celles qui n'ont à nommer que des députés. Et si les agents manquent à le faire, les provinces peuvent s'assembler sur l'ordre des arche-

(1) CANS, *op. cit.*, p. 126.

(2) Le règlement de l'assemblée de Melun portait que pour éviter des frais aux provinces, il suffisait que les syndics diocésains s'assemblaient avec le syndic métropolitain en quelque lieu plus commode pour faire l'élection; *Mémoires du Clergé*, *id.*, p. 2334.

(3) Les détails qui suivent sont empruntés à CANS, *op. cit.*, p. 42 et suivantes et aux *P.-V. d'assemblées provinciales*, Arch. Nat. G^s 95.

(4) A l'assemblée de la province de Lyon de 1690 l'archevêque et trois évêques sont présents; un évêque est représenté. A l'assemblée spéciale de la province de Reims de 1720 l'archevêque et six évêques sont représentés, deux seulement sont présents, et six évêques représentés, dont quatre par le député du clergé de leur diocèse. A l'assemblée spéciale de Sens en 1788 un évêque sera présent, l'archevêque et un évêque seront représentés. *Arch. Nat.* G^s 95.

(5) HÉRICOURT, *op. cit.*, *id.*, p. 303.

vêques, ou des grands vicaires en l'absence des archevêques. La raison en est la suivante : l'entrée en charge des agents généraux coïncide avec les assemblées générales ordinaires, qui ont lieu tous les cinq ans et commencent en principe (1) le 25 mai. Or il est nécessaire que les agents soient nommés quelque temps avant, afin de « s'instruire des affaires du clergé avec ceux qui quittent leurs fonctions » (2).

D'ailleurs, l'assemblée diocésaine devant avoir eu lieu au plus tard le 1^{er} mars, l'assemblée provinciale, convoquée par des lettres de l'archevêque aux évêques, a lieu en principe le 15 mars (3), ce qui laisse aux agents quelques semaines pour s'initier à leur tâche. Mais le règlement de 1646, art. 14, reproduit par HÉRICOURT, va plus loin : il demande que les nouveaux agents soient nommés par les provinces quelques mois avant le 1^{er} mars (4). En fait, au moins pour la période que nous étudions, il n'en est pas toujours ainsi : les actes de nomination des agents de 1775 sont en date l'un du 25 janvier et l'autre du 5 avril (5); ceux des agents de 1780 sont l'un du 4 janvier, l'autre du 10 mai (6); mais ceux des agents de 1785 sont, l'un du 2 décembre 1784 et l'autre du 25 octobre 1784 (7).

L'assemblée étant ainsi convoquée et les députés réunis, ils assistent à la messe du Saint Esprit ; puis l'assemblée se tient sous la présidence de l'archevêque ou, s'il est absent, d'un des évêques. Le président expose le but de l'assemblée et l'importance du double choix auquel elle a à procéder : celui d'un agent général et celui de députés à l'assemblée générale. On vérifie les pouvoirs

(1) *Mémoires du Clergé*, id., p. 86 (délibération du 22 août 1656) et LEPOINTE, *op. cit.*, p. 23, note 1.

(2) *Mémoires du Clergé*, id., p. 304, et GUYOT, *op. cit.*, p. 247.

(3) Cette date a été choisie afin qu'il y ait le temps nécessaire pour « dresser en chaque diocèse les mémoires dont on voudrait charger les députés ».

(4) HÉRICOURT, *op. cit.*, id. p. 304.

(5) *P.-V. de 1775*, p. 9 et 10.

(6) *P.-V. de 1780*, p. 5 et 9.

(7) *P.-V. de 1785*, p. 10 et 12.

des députés, le secrétaire donne lecture des lettres du roi et des agents généraux. Puis, le plus souvent, le président propose son candidat : les procès-verbaux laissent nettement apparaître le souci qu'a le clergé de choisir un agent qui soit agréable au roi « près de qui, dit un procès-verbal de 1690, un agent général doit traiter les affaires et procurer le bien du clergé » et le président propose le candidat désigné par le roi.

L'influence royale est donc prépondérante dans la nomination des agents et ceci ne doit pas étonner si l'on considère le rôle qu'ils sont appelés à jouer auprès du roi. Le clergé, il est vrai, tient essentiellement à sa liberté de principe. Le procès-verbal que nous venons de citer, après avoir donné la désignation faite par le roi, parle de la « liberté entière » que ce dernier laisse à l'assemblée. Une délibération de l'assemblée du 3 juin 1650 déclare nulles et de nul effet les nominations faites en considération de lettres de cachet (1) ; « et ceux qui auront été (ainsi) nommés incapables pour jamais de tout emploi dans les assemblées provinciales et générales du clergé ». De même une délibération du 12 octobre 1660 exprime le vœu formé par le clergé du maintien de la liberté des suffrages. Ces textes seront rappelés en 1788 par une assemblée de prélats réunie pour la réception d'un agent et qui aura à trancher une contestation sur la liberté des suffrages d'une assemblée provinciale.

(1) Louis XIII avait remplacé un des agents nommés par la province d'Embrun en 1641 par un autre à qui il avait donné la charge par une lettre de cachet. En 1642 la province assemblée par ordre du roi, avait confirmé la qualité d'agent du second nommé en ajoutant « que c'était pour obéir à l'express commandement du roi. » Après la mort de Louis XIII et de Richelieu, trente-cinq prélats s'assemblèrent à Paris le 25 juin 1643, déposèrent cet agent et rappelèrent le premier. La province d'Embrun, en 1645, approuva le rétablissement de ce premier agent et dit de la seconde nomination qu'elle « n'avait été qu'un effet de l'obéissance aveugle qu'elle avait été obligée de rendre au commandement du roi et à sa volonté absolue ». *Mémoires du Clergé*, id., p. 2409 et suivantes. De nouveau, après une intervention du roi en 1660 en faveur de l'abbé Faget contre l'abbé Murviel, entre lesquels l'assemblée provinciale de Toulouse avait été partagée, l'assemblée choisit le premier, mais elle protesta contre cette atteinte à sa liberté. CANS, *op. cit.*, p. 132 et 143.

Néanmoins, l'influence du roi ne laisse pas de doutes (1). Dans la nomination des agents de 1780-1785, nous verrons quel rôle dût jouer auprès du souverain la recommandation de parents bien placés pour cela.

Après le vote, le plus souvent unanime, le président prononce la nomination et ordonne qu'une expédition en soit délivrée. Cet acte de nomination, que certains procès-verbaux appellent — improprement d'ailleurs puisqu'il ne s'agit que d'une simple présentation et non d'une véritable élection — une procuration, est dressé par un notaire royal et apostolique, qui en remet ensuite une expédition au nouvel agent. Le procès-verbal de l'assemblée de 1788, dont il a été question plus haut (p. 13, note 5) dit qu'une procuration semble indispensable « d'après l'esprit du règlement de l'assemblée de 1700 qui en fait une loi expresse pour les députations; qu'à la vérité l'on trouve aux archives du clergé quelques exemples d'agents reçus malgré le défaut de procuration, sur la simple présentation du procès-verbal de leur nomination » et qu'« il est très vrai qu'aucun règlement du clergé ne prescrit formellement que les agents doivent être porteurs de procurations »; que cette différence entre ce qui, à ce sujet, est exigé des députés et ce qui est exigé des agents est « sans doute fondée sur ce que les députés doivent voter des subsides au nom des provinces qui les députent et que les agents n'ont de voix délibérative qu'en vertu d'une concession particulières des assemblées ». Mais, continue le président de la commission nommée par l'assemblée de 1788, « les procès-verbaux et les délibérations du clergé semblent attester l'usage » (des procurations) et il cite les assemblées de 1657 (2) et 1651 (3). Sans doute quel-

(1) Voir pour le XVII^e siècle : CANS, *op. cit.*, p. 141 et suivantes.

(2) « L'assemblée de 1657 ordonne par une délibération du 8 mai que les agents entreraient en charge précisément au jour porté par les règlements et par leurs procurations. » *P.V. de 1788, Arch. Nat.*, G⁸ 95.

(3) *Le P.V. de l'assemblée de prélats de 1651* dit que « l'archevêque de Bordeaux a demandé... s'il avait la procuration et les autres actes justificatifs de la validité de sa nomination, conformément aux ordres établis par les règlements du clergé ». *P.V. de 1788 id.*

quefois (en 1708, en 1732) il n'a pas été fait mention de l'existence d'une procuration; une fois (en 1720) procès-verbal et procuration furent confondus l'un dans l'autre; mais ces exemples ne prouvent pas l'inexistence de cette dernière. Enfin, quand MM. de JARENTE et de LOMÉNIÉ se présentèrent sans procuration, cela provoqua des réclamations. Tout cela est la preuve de la nécessité de cette formalité.

Enfin, après l'élection des députés et la délibération sur les affaires de la province, en particulier le don gratuit, on fait entrer le nouvel agent s'il est près de là. Le président l'informe de sa nomination; il remercie et promet « de ne rien oublier de ce qui pourra dépendre de ses soins et de son application pour le service du clergé et ce particulièrement pour les intérêts de celui de cette province » (1). Le règlement de l'assemblée de 1646, art. 14, ordonne que les agents prêtent serment « dans l'assemblée provinciale dont le procès-verbal demeurera chargé » et les *Mémoires du Clergé* qui le citent semblent considérer ce serment comme étant toujours la règle (2). Cependant, les procès-verbaux (3) que nous avons retrouvés ne le mentionnent pas, sauf l'un d'eux (4) qui dit que l'agent nommé le prêtera à l'assemblée des prélats réunis pour le recevoir.

Il peut arriver parfois qu'un agent général voie ses services récompensés pendant qu'il exerce sa charge et qu'il soit élevé à une dignité incompatible avec ses fonctions. Les *Mémoires du Clergé* (5) reproduisent un règlement de 1606 qui ordonne que si un agent accepte la dignité épiscopale, il est tenu de quitter sa charge « sans pouvoir plus entremettre, à peine d'être désavoué de tout ce qu'il pourrait négocier et sera en la faculté

(1) *P.V. de l'assemblée de la province de Lyon de 1690* Arch. Nat., G⁸ 95.

(2) *Mémoires du Clergé, id.*, p. 2377 et 2378.

(3) *P.V. d'assemblées provinciales ordinaires ou spéciales*. Arch. Nat., G⁸ 95.

(4) *P.V. de 1732 de la province de Bordeaux*.

(5) *Mémoires du Clergé, id.*, p. 2363. Le règlement de 1715, tit. VI, art. III, porte lui aussi la défense du cumul. *P.V. de 1715*, p. 255.

des mêmes provinces qui l'avaient nommé d'en substituer un autre à sa place » (1). Le *Répertoire de jurisprudence* (2), ajoutant un second cas à ce premier, dit que, « s'il arrive qu'un agent soit nommé par le roi à un évêché et qu'il accepte cette dignité pendant le cours de son agence, ou qu'il soit pourvu d'un office royal, la place est vacante de plein droit et la province qui l'avait choisi peut en substituer un autre ». Il en est de même si un agent meurt durant son agence (3). Dans ces différents cas, le *Recueil* de 1767 (4) dit que la province « n'a pas encore consommé son droit de nomination » et convoque une assemblée pour la nomination d'un nouvel agent. Il n'y a pas besoin, dans ce cas, dit-il même, d'une nouvelle permission du roi, l'assemblée ayant été « suffisamment autorisée par la lettre de convocation en vertu de laquelle elle s'est tenue la première fois » (5). Cette assemblée provinciale spéciale pour l'élection d'un agent général est composée de la même façon et se tient de la même manière qu'une assemblée ordinaire, à l'exception évidemment de l'élection de députés à laquelle elle n'a pas à procéder (6).

✱

✱ ✱

(1) *Les Mémoires du Clergé*, id., p. 2363, ajoutent que la « question peut être proposée du temps dans lequel arrive cette vacance, si c'est par le brevet du Roi ou par la concession des bulles de provision de l'évêché ou par le sacre ». Dans l'usage, disent-ils, l'agence n'est regardée vacante que du jour du sacre. Il en fut ainsi en 1605, en 1655, en 1695, en 1702, en 1705.

(2) Guyot, *op. cit.*, p. 248.

(3) En 1629, la province de Rouen ayant nommé un second agent après le décès du premier, plusieurs prélats firent opposition. L'assemblée de prélats, après avoir entendu des commissaires et vu les réglemens du clergé, jugèrent que le second agent pouvait terminer le temps de l'agence et les prélats qui avaient fait opposition se désistèrent. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2359 et suivantes.

(4) *Recueil* de 1767, p. 220 et 221.

(5) A moins qu'il ne s'agisse — comme ce sera le cas de la province de Sens en 1788 — en même temps que de nommer un agent général, d'élire des députés à une assemblée générale extraordinaire. En 1720 il y avait eu convocation des agents transmettant l'ordre du roi. La raison en est sans doute qu'il s'agissait d'une nomination quinquennale bien qu'il n'y eût pas d'assemblée générale. *P.V.* de ces deux assemblées. *Arch. Nat.*, G⁸ 95.

(6) Sauf dans le cas où la nomination d'un agent coïncide avec l'élection de députés à une assemblée extraordinaire.

Qu'il s'agisse d'une nomination quinquennale ou d'une nomination en quelque sorte accidentelle, pour une des causes que nous venons de voir, plusieurs incidents peuvent se produire. Le cas de refus par une province de nommer un agent général n'est pas connu, dit le *Recueil* de 1767. Mais, reproduisant l'article VI, titre VI, du règlement de 1715 (1), il prévoit le cas où des provinces laisseraient passer leur tour : elles sont alors privées de ce droit pour une fois seulement et « en ce cas l'assemblée (générale) y pourvoira » (2). Et cette hypothèse est prévue aussi par les *Mémoires du Clergé* (3) qui mentionnent également celle d'une province qui ne pourrait élire son agent pour cause de troubles (4). Ceci s'était produit à la fin du seizième siècle et, pour cette raison, les agents nommés en 1588 étaient restés jusqu'en 1596. A l'assemblée de 1595-1596 la question s'était posée de savoir si les provinces en tour de nommer après 1588 avaient conservé leur rang ou « si le temps des troubles avait couru contre elles ». C'est la première solution que l'assemblée avait adoptée. Pareille éventualité n'est prévue ni dans le *Recueil* de 1767 ni dans le *Répertoire de jurisprudence* de 1784. D'ailleurs, M. CANS (5) dit que dès le dix-septième siècle ces cas extraordinaires ne se retrouvent plus. En effet, il n'y a pas d'exemple de ce genre à la fin de l'ancien régime.

Mais il peut arriver qu'il y ait partage de voix entre les diocèses au sein de l'assemblée provinciale. Le *Recueil* de 1767 (6) en donne plusieurs exemples pour lesquels différentes solutions avaient été adoptées : en 1588 l'assemblée générale avait renvoyé « aux députés de la province prochainement assemblés » et un nouvel

(1) *P.V. de 1715*, p. 256.

(2) *Recueil de 1767*, p. 224.

(3) *Mémoires du Clergé*, *id.*, p. 2366. En 1586, la province de Toulon ayant été empêchée de s'assembler (la cause de cet empêchement n'est pas mentionnée), l'assemblée générale fit la nomination.

(4) *Mémoires du Clergé*, *id.*, p. 2374 et suivantes.

(5) CANS, *op. cit.*, p. 126 en note.

(6) *Recueil de 1767*, p. 224 et suivantes.

agent différent de ceux entre lesquels s'étaient partagées les voix avait été nommé. En 1598 (1), une voix ayant été considérée comme nulle par l'assemblée générale, il s'était trouvé qu'il y avait eu partage; l'assemblée générale avait nommé un des deux candidats dont l'élection était contestée. En 1612, l'affaire avait été remise par la province aux parties elles-mêmes qui avaient fait une convention entre elles; puis il y avait eu tirage au sort et médiation du Cardinal Duperron sur le rapport duquel l'assemblée générale avait approuvé la nomination. Une solution analogue avait été adoptée en 1635. Enfin, en 1660, à l'occasion d'un nouveau partage de voix, il avait été arrêté qu'il serait fait un règlement afin d'éviter cela à l'avenir. Mais le *Recueil* ajoute qu'il ne paraît pas qu'il y ait de règlement à ce sujet. Si un pareil cas s'était présenté à la fin de l'ancien régime, l'assemblée générale aurait pu trancher le différend à son gré, en adoptant très probablement une des solutions que nous venons de mentionner.

Il peut aussi y avoir une irrégularité dans le vote de l'assemblée provinciale. Le *Recueil* de 1767 et les *Mémoires du Clergé* (2) en rapportent plusieurs exemples : en 1596, l'assemblée générale estima nulle la nomination provinciale parce que le grand vicaire qui avait convoqué l'assemblée ne portait pas sur le procès-verbal les titres requis (3). Les députés de cette province s'en remirent à l'assemblée générale, qui nomma elle-même l'agent contesté (4). En 1598, la nomination fut estimée

(1) Ce cas est rapporté aussi par les *Mémoires du Clergé*, *id.*, p. 2370 et suivantes.

(2) *Recueil* de 1767, p. 226 et suivantes, et *Mémoires du Clergé*, *id.*, p. 2369 et suivantes.

(3) Il s'agissait de la province de Sens; le P.V. portait que l'assemblée avait été convoquée par le « Vicaire général de l'Archevêché » au lieu du « Grand vicaire du chapitre de l'église de Sens, le siège vacant ».

(4) Ce fut aussi l'assemblée générale qui remplaça l'autre agent par suite de la démission de celui-ci et à cause de « la nécessité des affaires du Clergé ». Les députés de la province furent alors priés de déclarer leur candidat. De plus, l'assemblée décida d'écrire aux membres de l'assemblée provinciale afin qu'ils confirmassent la nomination.

défectueuse, parce que la province d'Arles avait admis dans son assemblée un député du diocèse d'Orange qui était hors du royaume. Cette nomination étant annulée, il y avait partage et l'assemblée générale fit la nomination cette fois encore. Il n'en fut pas de même en 1605 : l'élection était contestée parce qu'on prétendait que l'assemblée n'avait pas été légitime et que les suffrages n'avaient pas été libres. L'assemblée générale décida de supplier l'archevêque de cette province (1) de faire donner sa démission à l'agent contesté, ce qui fut fait ; puis elle donna pouvoir aux députés de la province de nommer un agent, à charge pour l'archevêque d'assembler ensuite sa province « pour agréer celui qui aurait été nommé ». Pour régler de semblables difficultés, il ne paraît pas qu'il y eut même jamais de projet de règlement. Mais ici encore, les exemples remontent au seizième et au début du dix-septième siècles.

Enfin, le *Recueil* dit (2) qu'il pourrait peut-être arriver que l'assemblée générale elle-même fût partagée sur le choix d'un agent ; que le règlement de 1715 ne lève pas à cet égard toute difficulté ; mais il ajoute : « On ne voit pas que cette circonstance se soit jamais présentée, ces sortes de différends étant ordinairement terminés par l'entremise de quelques prélats. » Là encore, la nécessité d'un règlement ne se fait même pas sentir.

Dans ces divers cas où l'assemblée générale intervient dans la nomination des agents, l'assemblée de prélats, qui en tient lieu pour leur réception dans l'intervalle de deux assemblées générales, jouit-elle des mêmes droits ? La question est agitée à l'assemblée de prélats de 1788 (3) par les commissaires chargés de présenter un rapport sur la contestation qui s'était alors élevée. Ils prétendent que les assemblées de prélats n'ont pas les mêmes pouvoirs que les assemblées générales. Citant

(1) La province était celle de Bordeaux dont l'archevêque était le cardinal de Sourdis.

(2) *Recueil de 1767*, p. 230.

(3) *P.V. de 1788*, déjà cité.

les différentes solutions adoptées par ces dernières, ils constatent qu'elles « ont varié la forme de leurs décisions et multiplié par là même les preuves de leurs pouvoirs ». Ils disent que les assemblées de prélats sont intervenues plus rarement que les assemblées générales; de plus, des exemples qu'ils citent on peut déduire que celles-là ont un pouvoir moindre que celles-ci : un de ces cas est celui de 1629 cité plus haut (p. 25, note 3) mais alors les prélats se désistèrent. « Leur opposition n'est pas une preuve de leurs droits et leur désistement est une preuve des droits des provinces. » Une seconde intervention de prélats eut lieu lors d'un partage en 1630. L'opinion de cette assemblée fut que le différend devait être réglé non par elle-même, mais par des juges ecclésiastiques. Enfin, dans un autre cas déjà cité aussi (n. 22, note 1), l'assemblée de 1645 ne paraît pas avoir « motivé sa délibération par celle de l'assemblée de prélats de 1643 », qui avait établi un agent destitué par le roi; elle remercie seulement cette assemblée de « son affection au bien et à l'intérêt du clergé » (1).

Nous avons vu que souvent les évêques se faisaient représenter aux assemblées provinciales. Un problème s'était posé à ce sujet à une date assez proche de notre période : en 1760 (2), l'évêque de Beauvais avait donné une procuration qui ne contenait pas de pouvoir spécial pour le choix d'un agent. M. LE MERRE, avocat du clergé, avait été d'avis qu'il valait mieux, par la même procuration qui charge un mandataire de nommer les députés à l'assemblée générale, le charger aussi de nommer un agent; mais que, faute de l'avoir fait, la nomination n'était pas nulle. Le *Recueil* ajoute que « cette opinion paraît fondée sur ce que la nomination par l'assemblée provinciale d'un député à l'assemblée générale

(1). La commission ajoute : « Il serait peut-être à désirer que des assemblées qui ne soient point composées du premier et du second ordre, qui ne soient point autorisées par les procurations des provinces, pussent être appelées comme arbitres dans le cas de partage par le compromis des parties intéressées. » P.V. de 1788.

(2) *Recueil* de 1767, p. 230 et 231.

n'est pas vicieuse par l'absence d'un prélat de la province ou d'un député de sa part ».

Supposons un vote régulier dans une assemblée régulièrement tenue; un dernier cas peut se présenter, qui est prévue par HÉRICOURT (1) et par le *Répertoire* de GUYOT (2) : si celui qui est nommé par la plus grande partie des députés ne réunit pas les conditions nécessaires, « le droit de remplir cette place serait dévolu à celui qui, ayant les qualités requises, aurait eu le plus de voix en sa faveur après celui qui se trouve exclu par le défaut de qualité ».

Il nous reste maintenant à savoir quel est le rôle des provinces dans la nomination des agents généraux. Celle-ci est-elle leur œuvre ? Dans ces conditions, l'assemblée générale a seulement à vérifier la validité de la procuration. Au contraire, les provinces n'ont-elles qu'un droit de présentation ? En ce cas, les agents généraux tiennent leurs pouvoirs de l'assemblée générale.

Les *Mémoires du Clergé* (3) adoptent la première opinion : « On peut considérer, disent-ils, leur réception (des agents généraux) dans l'assemblée générale ou dans l'assemblée extraordinaire de prélats... comme une confirmation du droit qu'ils ont acquis par leur élection dans l'assemblée provinciale, laquelle confirmation, suivant l'usage ordinaire, est devenue comme une condition nécessaire afin qu'ils puissent légitimement exercer la charge qui leur a été donnée... » Ils citent à l'appui de leur thèse le règlement de l'assemblée de 1646, art. 14, qui ordonne que les agents soient reçus et prêtent serment dans l'assemblée provinciale, « ce qui suppose qu'ils prennent leur droit » de cette assemblée, et l'assemblée de 1635, au cours de laquelle un promoteur considéra aussi ce principe comme certain.

Cependant, il faut se souvenir que l'assemblée générale non seulement vérifie l'acte de nomination

(1) HÉRICOURT, *op. cit.*, *id.*, p. 304.

(2) GUYOT, *op. cit.*, p. 248.

(3) *Mémoires du Clergé*, *id.*, p. 2377 et 2378.

des agents, mais va parfois jusqu'à les nommer elle-même sans renvoyer aux provinces. Il faut considérer aussi que les agents généraux, au moins pour la période qui nous occupe spécialement, n'ont pas de pouvoirs tant qu'ils n'ont pas été reçus par une assemblée générale ou une assemblée de prélats qui en tient lieu : il ressort en effet des procès-verbaux des assemblées que les agents n'entrent en fonction qu'après avoir été agréés par elles (1). Enfin, il faut tenir compte des termes employés par ces mêmes procès-verbaux : ils disent, par exemple, d'un agent se présentant devant l'assemblée avec les pouvoirs nécessaires, qu'il sera reçu « s'il plaît à la compagnie de l'agréer » (2). Pour ces différentes raisons, nous considérons que c'est à la seconde opinion qu'il faut se ranger : c'est de l'assemblée générale que les agents généraux tiennent leurs pouvoirs et non pas de l'assemblée provinciale; celle-ci, au contraire, n'a qu'un simple droit de présentation. De ceci, nous aurons d'ailleurs une nouvelle preuve dans la manière même dont se fait la réception des agents par les assemblées générales ou les assemblées de prélats.

SECTION III

RECEPTION

« La nomination faite par l'assemblée provinciale doit être confirmée par l'assemblée générale subséquente », dit le *Recueil de 1767* (3).

(1) C'est d'ailleurs ce que dit le *Recueil de 1767*, p. 47.

(2) *P.V. d'assemblée de prélats de 1720*. Termes analogues dans ceux de 1732 et 1764.

(3) *Recueil de 1767*, p. 235. On se souvient cependant que suivant le règlement de l'assemblée de Melun, les syndics diocésains assemblés avec le syndic métropolitain pouvaient élire un agent; cet agent « étant élu, on en donnait avis aux syndics métropolitains et diocésains des autres provinces et cet agent nouveau, sans autre approbation, s'en allait en cour pour solliciter les affaires du clergé... » En 1582 un agent étant arrivé en retard à l'assemblée, celle-ci ne proposa même pas de confirmer l'élection, mais il avait fait fonction avant l'assemblée. D'autre part, « il y a peu d'exemples d'agents reçus autrement que dans une assemblée du Clergé. » *Mémoires du Clergé*, id., p. 2352.

Auparavant, certaines formalités doivent être remplies (1) : il est d'usage que l'avant-veille de la première séance de l'assemblée générale, les nouveaux agents rendent visite « tant aux prélats qui doivent être de l'assemblée qu'à ceux qui se trouvent à Paris et qui n'en sont pas, ainsi qu'aux députés du second ordre. Le courrier les accompagne et laisse aux prélats qui ne se rencontrent pas chez eux le billet ci-après » et le *Recueil* donne, en effet, la formule de ces billets, et il précise qu'on en fait copier cinquante. Il continue : « A l'égard de MM. les députés du second ordre, MM. les agents s'y font écrire. »

C'est au cours de la seconde séance de l'assemblée générale, qui se tient aux Grands Augustins (2), que les anciens agents donnent le compte rendu de l'examen qu'ils ont fait des procurations des députés des deux ordres et soumettent à l'assemblée les difficultés qui peuvent se présenter à ce sujet; quand ils en arrivent aux provinces qui avaient à nommer un agent, ils donnent, à la suite de la lecture des procurations des députés, celle de l'acte de nomination du nouvel agent (3).

Les procès-verbaux des assemblées générales mentionnent seulement : « L'assemblée a reçu pour agents généraux MM. les abbés », sans donner de détails sur la manière dont se fait la délibération. M. CANS (4) précise que « l'assemblée constate que l'élu a toutes les qualités personnelles nécessaires pour soutenir cette charge avec dignité, étant homme de condition, mœurs et vertus très considérables (on loue aussi, s'il y a lieu sa capacité et son expérience). Puis on examine la procuration... L'abbé quitte la salle, on opine en sa faveur puis on le fait rentrer et le président lui annonce qu'il est admis, lui fait prêter serment et lui dit que le clergé

(1) *Recueil de 1767*, p. 235 et suivantes.

(2) La première séance se tient chez le plus ancien député; on y donne lecture de la lettre du roi pour la convocation de l'assemblée. La seconde séance commence par la Messe du Saint-Esprit aux Grands-Augustins. *P.V. des Assemblées*.

(3) HENRICOURT. *op. cit.*, *id.*, p. 303. GUYOT, *op. cit.*, p. 247 et *P.V. des Assemblées*.

(4) CANS, *op. cit.*, p. 128.

espère beaucoup de ses services. Le nouvel agent s'assied à côté de son collègue et dit quelques mots de remerciements. »

Si les procès-verbaux d'assemblées consultés (1) pour la période qui nous occupe spécialement, ne précisent pas la façon dont on délibère, ils donnent, pour la suite de la réception, un ordre très légèrement différent de celui qu'indique M. CANS. Tout d'abord ils mentionnent qu'en même temps qu'elle les a reçus, l'assemblée a accordé aux nouveaux agents voix délibérative dans leur province. Puis le président prie quelques prélats de vouloir bien les présenter au garde des Sceaux, pour que l'entrée aux Conseils et au Bureau des des affaires ecclésiastiques leur soit « accordée comme à leurs prédécesseurs ». Les nouveaux agents remercient alors l'assemblée du double honneur qu'elle leur a fait de les recevoir et de leur donner voix délibérative.

On choisit le ou les deux promoteurs et le ou les deux secrétaires (2) : il est d'usage de choisir un ancien agent pour être promoteur et l'autre pour être secrétaire. Puis toute l'assemblée prête serment. Ce serment étant lu par le premier promoteur, se trouve en fait, l'être par un des anciens agents (en 1785 ce sera l'abbé de PÉRIGORD qui le lira); mais il ne semble pas, d'après les procès-verbaux des assemblées, que les agents généraux prêtent serment de façon spéciale bien que HÉRICOURT dans ses *Loix ecclésiastiques* dise des agents : « on les reçoit après que tous les députés ont prêté le serment et on leur fait prêter le serment de remplir fidèlement leurs fonctions pendant les cinq ans de leur agence » (3). Les *Mémoires du Clergé* (4) ne spécifient

(1) *P.V. de 1775, 1780, 1785.*

(2) *P.V. de 1780, p. 12, et P.V. de 1785, p. 15 et 16. V. plus bas p. 206.*

(3) HÉRICOURT, *op. cit.*, *id.*, p. 303.

(4) *Mémoires du Clergé, id.*, p. 2354. Ils rapportent aussi p. 2353 que comme l'assemblée de 1628 avait décidé qu'il n'y en aurait pas en 1630, elle ordonna que les agents prêteraient serment dans les provinces et en montreraient acte aux agents sortants. (En 1582, comme il n'y avait pas eu confirmation de la nomination il n'y avait pas eu non plus de serment devant l'assemblée générale), *id.*, p. 2352.

pas la forme de ce serment et ne semblent pas le considérer comme obligatoire; ils reproduisent l'article 14 du règlement de l'assemblée de 1646 qui après avoir dit que les agents le prêteraient dans leurs provinces ajoute : « néanmoins les assemblées générales pourront faire renouveler ledit serment aux agents, si bon leur semble ». Quant au *Répertoire de Jurisprudence*, il dit (1) qu'après la lecture des procurations, on reçoit les agents « après leur avoir fait prêter le serment qu'ils rempliront fidèlement leurs fonctions durant leur agence ». Enfin, il est à noter que, dès le début de la séance, les nouveaux agents, comme les anciens, ont pris place au bureau (2).

Un des jours suivants, ils sont présentés au chancelier ou vice-chancelier et les prélats chargés de le faire rendent compte de cette mission à l'assemblée (3). Puis on constitue les bureaux (4) (les agents font partie de tous). Mais dès la fin de la séance au cours de laquelle ils ont été reçus, ils ont commencé à remplir leurs fonctions auprès de l'assemblée.

Tel est le processus de la réception des agents généraux par les assemblées générales qui se tiennent de cinq ans en cinq ans. car, selon le *Recueil de 1767* (5), la règle générale est que « cette réception se fasse dans une assemblée générale tous les cinq ans ». Cependant, dans le cas de décès ou de promotion à une dignité incompatible avec le rôle d'agent général, l'assemblée provinciale ayant nommé un nouvel agent, sans attendre la prochaine assemblée générale, il se tient aux

(1) Guvot, *op. cit.*, p. 247.

(2) *P.V. de 1775*, p. 6, et *P.V. de 1785*, p. 4.

(3) *P.V. de 1780*, p. 21, et *P.V. de 1785*, p. 28. *Règlement de 1715*, tit. V, art. III et tit. VI, art. X. *P.V. de 1715*, p. 254 et 257, et *Recueil de 1767*, p. 239.

Le *Recueil* p. 239 et 240, prescrit une présentation au roi (l'art. III, tit. V du règlement de 1715 la prescrit aussi) à la reine et à toute la famille royale. Mais les *P.V.* d'assemblées générales ne mentionnent pas cette formalité. Il semble bien que l'audience accordée à l'assemblée tout entière dont font partie les agents, en tienne lieu.

(4) *P.V. de 1780*, p. 23, et *P.V. de 1785*, p. 34.

(5) *Recueil de 1767*, p. 236.

Grands Augustins (dans les archives du clergé; cependant en 1764 ce fut dans d'autres salles) une assemblée particulière de prélats qui se trouvent à Paris et à la cour (1). Ces prélats sont convoqués par l'agent en exercice (le *Recueil* de 1767 prévoit même les termes de sa lettre). Les formalités sont peu différentes de celles d'une réception par une assemblée générale : après la prière au Saint Esprit faite par l'archevêque président, l'agent en exercice indique quel est le candidat nommé par la province en tour (2). Celui-ci se retire; l'agent donne lecture du procès-verbal de l'assemblée provinciale et de l'acte de nomination. L'assemblée opine, reçoit le candidat. Il rentre dans la salle; on lui annonce qu'il est reçu et que l'assemblée compte sur son zèle et sa capacité; il prête serment, prend place au bureau à côté de son collègue et remercie. Puis quelques prélats sont nommés afin de le présenter au roi (3), à la reine et à toute la famille royale; un ou plusieurs sont aussi désignés pour le présenter au chancelier ou au vice-chancelier, comme dans le cas d'une assemblée générale. Ces présentations ont lieu quelques jours plus tard.

Les *Mémoires du Clergé* (4) rapportent une délibération de l'assemblée de 1655 qui prévoit qu'au cas où les prélats ne voudraient ou ne pourraient pas s'assembler, « les nouveaux agents feraient acte aux anciens pour leur notifier leur arrivée (5) ».

(1) Délibération de l'assemblée de 1655, dans les *Mémoires du Clergé*, id., p. 2378. *Recueil* de 1767, p. 236, conformément à l'art. III, titre V du règlement de 1715. (*P.V. de 1715*, p. 254).

Ces prélats étaient au nombre de 25 lors d'une assemblée tenue à cette fin en 1720, de 16 en 1732, de 16 en 1764. Ils seront 21 à une assemblée d'avril 1788 et 27 en novembre 1788. *P.V. de ces assemblées*, Arch. Nat., G⁸ 95, d'où sont tirés les détails qui suivent.

(2) Après avoir, dans le cas où il a reçu une lettre du roi lui ordonnant de prévenir la province d'avoir à nommer un agent, fait la lecture de cette lettre.

(3) Il est présenté aussi au Régent s'il y a lieu. *P.V. de 1720*.

(4) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2378.

(5) Le règlement du 8 mai 1657 porte défense aux anciens agents d'empêcher les nouveaux de faire désormais l'exercice de leur charge.

Après avoir été reçus, les nouveaux agents doivent prévenir de leur nomination tous les diocèses (1). Le *Recueil* de 1767 donne le texte de la lettre qu'ils doivent à cette fin envoyer aux prélats le jour même de leur réception par l'assemblée générale; il donne une seconde formule qui concerne le cas d'un agent reçu dans une assemblée de prélats. Il ajoute même qu'on fait tirer cent cinquante ou deux cents exemplaires de ces sortes de lettres. Il ne reste plus qu'une dernière formalité à remplir, qui est de faire expédier les brevets de conseillers d'Etat des nouveaux agents. « Pour cet effet, dit toujours le *Recueil* de 1767 (2), on envoie au premier commis du ministre qui a le département du clergé, leurs noms et qualités avec le brevet de MM. leurs prédécesseurs pour servir de modèle; après quoi MM. les agents vont rendre visite à MM. les conseillers d'Etat. Il faut à cet effet tenir prêts quarante billets environ ».

Désormais les agents généraux vont jouir de tous les droits et privilèges attachés à leur titre. Ce sont ces droits, et parmi ceux-ci, tout d'abord la rétribution de leur charge, que nous allons étudier dans notre Chapitre II.

(1) *Recueil* de 1767, p. 238. La circulaire des agents de 1780 est du 31 mai. *Arch. Nat.*, G⁸ 2617.

(2) *Recueil* de 1767, p. 240.

CHAPITRE II

RÉTRIBUTION ET PRÉROGATIVES

SECTION I

RÉTRIBUTION

Les agents généraux du clergé de France reçoivent d'une part des honoraires annuels, d'autre part des gratifications accordées à l'occasion des assemblées.

Nous suivrons en cette matière l'ordre donné par le *Recueil* de 1767 qui contient de nombreux détails sur cette question; nous compléterons ce texte, en ce qui concerne l'évolution historique, par les *Mémoires du Clergé*. Nous corroborerons les chiffres les plus récents indiqués par ces deux ouvrages avec ceux donnés par *Les Loix ecclésiastiques de France* de HÉRICOURT, par le *Répertoire de Jurisprudence* de GUYOT, surtout par les procès-verbaux des assemblées de 1780 et de 1785-1786 (1) et les comptes des assemblées de 1780, 1782 et 1785 qui se trouvent aux Archives Nationales dans la série G^s.

A. - HONORAIRES ANNUELS.

1° Les appointements des agents généraux sont fixés à 5.500 l. par an pour chacun (2), ceci depuis l'assemblée de 1655 qui, dans sa séance du 25 avril 1657, a décidé qu'ils recevraient 15 l. par jour car, dit le

(1) Le *P.V.* de 1782 n'en parle pas.

(2) *Recueil* de 1767, p. 245. *Mémoires du Clergé*, t. VIII, p. 2399. HÉRICOURT, *op. cit.*, *id.*, p. 305. GUYOT, *op. cit.*, p. 248. — Pour l'année 1780, l'abbé de Boisgelin reçut sept mois d'appointements, soit 3.208 l. 6 sols 8 deniers. *Arch. Nat.*, G^s 107. L'abbé de Périgord dut en recevoir autant. Pour les années suivantes nous n'avons pas retrouvé d'autre quittance que celle de 1782 par laquelle l'abbé de Boisgelin reconnaît avoir reçu 5.500 l.

procès-verbal, les 4.000 l. qu'ils recevaient jusque-là avaient été fixés dans un temps où les députés du second ordre ne recevaient que 12 l. pour leur taxe qui a été augmentée depuis (1).

Ce chiffre de 5.500 l. a été atteint progressivement (2) ; l'assemblée de Melun le 22 septembre 1579 avait ordonné que la taxe « pour l'état et entretenement » des agents serait de 500 écus sols, et le 25 février 1580 elle l'avait fixée à 2.000 l. (3). L'assemblée de 1596 avait décidé une augmentation « eu égard aux dépenses extraordinaires que les agents auront été obligés de faire ». Le règlement de la Chambre ecclésiastique des Etats de 1614, confirmé par arrêt du Conseil d'Etat du 5 mars 1615, article 16, avait porté les appointements des agents à 4.000 l. (4). Ce chiffre avait été maintenu par l'assemblée de 1625, article 42 de son règlement, et par celle de 1635, puis élevé enfin par celle de 1655 (5). Le procès-verbal de l'assemblée de 1775 (6) dit d'ailleurs que cette somme de 5.500 l. est trop modique et que c'est la raison pour laquelle les quatre dernières assemblées du clergé ont voté une gratification extraordinaire.

Ces honoraires sont comptés du jour de la récep-

(1) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2399.

(2) *Mémoires du Clergé*, p. 2398 et 2399.

(3) A condition « qu'ils ne pourront faire des parties pour les voyages qu'ils seront contraints de faire pour suivre la Cour lorsqu'elle sera hors de Paris ».

Les Mémoires du Clergé disent encore que de Taix, p. 123, 2^e partie de ses mémoires, rapporte qu'on avait proposé à l'assemblée de 1585 d'augmenter les gages parce que cent sols par jour n'étaient pas suffisants pour les entretenir à la suite de la cour, mais que l'assemblée avait décidé de maintenir ceux fixés par l'assemblée de Melun.

(4) A charge « de poursuivre en personne toutes les affaires du clergé, tant à Paris qu'à la suite de la cour ».

(5) Entre 1657 et 1767 les appointements des agents généraux ont été confirmés par un contrat du 23 juillet 1685 (*Mémoires du Clergé*, id., p. 2399) puis par un autre contrat passé entre le Clergé et le receveur général en 1715 (HÉRICOURT, *op. cit.*, p. 305) et par le règlement de la même année, art. xxix, titre VI. (*P.V. de 1715*, p. 261.)

(6) *P.V. de 1775*, p. 755.

tion (1) du nouvel agent s'il est reçu dans une assemblée quinquennale. Cette assemblée commence en principe le 25 mai (2). Si elle commence avant cette date les nouveaux agents reçoivent leurs appointements depuis le jour de leur réception, sans que cela porte préjudice aux anciens agents qui sont payés jusqu'au 25 mai.

En effet les honoraires des agents sont comptés jusqu'au 25 mai (3) de l'année pendant laquelle se tient l'assemblée où ils sortent de charge, et, si cette seconde assemblée est avancée, ils reçoivent cependant leurs appointements jusqu'à ce jour. C'est ce qui s'était passé en 1710 : un ancien agent (4) avait été payé jusqu'à cette date, alors qu'un nouvel agent avait reçu des appointements depuis le 10 mars. Mais il ne semble pas, depuis 1657, que les honoraires des anciens agents puissent être continués au delà du 25 mai (5).

Dans le cas de décès ou de remplacement d'un

(1) *Recueil de 1767*, p. 247 et 248.

A l'assemblée de Melun, les agents prêtèrent serment le 25 février 1580, mais dans sa séance du 1^{er} mars, l'assemblée décida qu'ils n'entreraient en charge que le 1^{er} mai, que cependant ils seraient payés depuis le 1^{er} mars. C'est à partir de cette date que les assemblées de 1582 et 1586 ordonnèrent aussi que les agents soient payés.

L'assemblée de 1655 ordonna que les nouveaux agents fussent payés depuis le 25 mai, quoique l'assemblée ait été remise au 25 octobre. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2349 et suivantes.

(2) L'assemblée de 1780 commença le 29 mai : les agents furent reçus le 31 mai et leurs appointements leur furent versés à partir du 1^{er} juin. Celle de 1785 commença le 23 mai.

(3) *Recueil de 1767*, p. 248.

(4) L'agent sortant est l'abbé de Maulevrier et le nouvel agent l'abbé de Cambout. *Recueil de 1767*, p. 248.

(5) Les assemblées de 1582 et 1586 avaient ordonné que les gages des anciens agents fussent continués pour mai, juin et juillet. A celle de 1598, les anciens agents réclamèrent des gages au-delà du 1^{er} mai après lequel ils avaient continué leur service; l'assemblée décida qu'ils recevraient chacun depuis cette date « comme les autres députés ». L'assemblée de 1657 ordonna d'abord de rayer les gages des anciens agents de mai à octobre 1655, l'assemblée convoquée pour le 25 mai ayant été remise au 25 octobre. La même assemblée décida que les agents nommés en 1655 ne pourraient exercer leurs fonctions que jusqu'au 25 mai 1660 et ne pourraient être payés au-delà de ce temps. Mais le 11 mai 1657, l'assemblée ordonna que les appointements des agents sortants de 1655 fussent rétablis. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2350 et suivantes.

agent général, l'agent successeur jouit des honoraires à partir du jour où le précédent cesse ses fonctions, ou du jour de sa réception (1).

2° Le *Recueil* de 1767 (2) porte qu'il sera délivré par an, pour « voyages à la cour et port de lettres » à chacun 1.500 l.

3° Comme conseiller d'Etat, chaque agent a par an 1.500 l. (3).

B. - GRATIFICATIONS.

« Pendant le temps des assemblées, dit le *Recueil* de 1767 (4), MM. les agents ont la même taxe que MM. les députés du second ordre (5) réglée par l'article XXXIII titre III, du règlement de 1715 (6), à 15 l. par jour (7). Ils ont même deux mois de plus que les autres députés dans ladite assemblée qui doit les recevoir ». En outre ils reçoivent des dons de l'assemblée dans laquelle ils sortent de charge.

Il faut distinguer les gratifications reçues à l'occasion des assemblées ordinaires et celles reçues à l'occasion des assemblées extraordinaires. Les gratifications sont donc les suivantes (8) :

- (1) *Recueil* de 1767, p. 248 et suivantes qui donne pour exemple de la première solution le cas de l'abbé de Valras remplacé par l'abbé de Chabannes en 1732 et de la seconde, celui de l'abbé de Bausset remplaçant en 1764 l'abbé de Juigné. L'abbé de Bausset reçut de plus 850 l. pour son ameublement et 900 l. pour deux mois d'avance d'appointments ainsi que cela s'était fait en 1735.
- (2) *Recueil* de 1767, p. 245. Le règlement de 1715, titre VI, art. XXIX confie cette somme aux agents pour « les frais des procès et sollicitations » et il spécifie qu'ils doivent en rendre compte « devant des commissaires nommés par l'assemblée ». *P.V. de 1715*, p. 261.
- (3) *Recueil* de 1767, p. 245.
- (4) *Recueil* de 1767, p. 244. La Chambre ecclésiastique des Etats de 1614, article 13 leur avait accordé à chacun 600 l. pour leur séjour durant l'assemblée et leur retour; l'assemblée de 1625, 1.500 l. pour le même motif.
- (5) Il semble, d'après l'assemblée de 1675 (*Mémoires du Clergé*, id., p. 2407) que, si un agent est nommé évêque pendant une assemblée, il touche pour cette assemblée la taxe du premier ordre.
- (6) *P.V. de 1715*, p. 248.
- (7) En plus du temps pendant lequel se tient l'assemblée, on compte pour les agents généraux, comme pour les députés, un certain nombre de jours de voyage, aller et retour, de la province qui les a nommés, à Paris. En 1655, les commissaires pour les frais communs rayèrent cet article, mais l'assemblée le rétablit.
- (8) *Recueil* de 1767, p. 245 et suivantes et comptes des assemblées de 1780, 1782 et 1785, *Arch. Nat.*, G⁸ 107.

ASSEMBLÉES ORDINAIRES.

Première Assemblée :

- 1° Deux mois de plus que les députés à 15 l. par jour soit 900 l. Quatre mois comme les députés 1.800 l. Mais ceci est la durée prévue par les règlements; en fait il n'en est pas ainsi. L'assemblée de 1780 a siégé du 29 mai au 11 octobre (1), ce qui aurait dû donner le chiffre de 180 l. de plus. On alla plus loin encore et on considéra qu'elle avait duré 150 jours, soit 2.250 l. De plus, l'abbé de PÉRIGORD reçut 28 jours pour son voyage aller et retour, ce qui fait un total de 2.670 l., et l'abbé de BOISGELIN 50 jours, ce qui donne 3.000 l. Cependant pour chacun furent déduites 30 l. d'aumône.
- 2° Pour leur ameublement, le *Recueil* prévoit 900 l. mais les comptes de l'assemblée de 1780 ne portent que 850 l. pour chacun des nouveaux agents.
- 3° Le roi accorde sur le don gratuit 8.000 l.
- 4° Bourses de jetons : le *Recueil* de 1767 en compte quatre environ soit 1.000 l. Au cours de l'assemblée de 1780, il fut distribué 194 bourses de 100 jetons chacune, ce qui donne pour chaque député (ou agent) un nombre de bourses supérieur à quatre (2).

Deuxième Assemblée :

- 1° Députation pendant les quatre mois 1.800 l. Ceci encore est le chiffre donné par le *Recueil* de 1767 pour une assemblée d'une durée normale. Or l'assemblée de 1785 dura du 23 mai au 29 septembre 1785 et du 3 juillet au 12 septembre 1786 (3), ce qui fait au moins 1.125 l. de plus.

(1) *P.V. de 1780*, p. 1 et 1035.

(2) L'assemblée de 1780 étant une petite assemblée est composée seulement de trente-deux députés, plus les quatre agents. Mais peut-être fit-on comme à l'assemblée de 1705 dont M. CANS, *op. cit.*, p. 107 cite l'exemple et au cours de laquelle quatre-vingts bourses furent distribuées à des personnages qui n'en faisaient pas partie. Il ajoute qu'en général chaque membre de l'assemblée en recevait deux, une « à titre de député, l'autre comme président, agent ou membre d'une commission. »

(3) *P.V. de 1785*, p. 1, p. 849 et 1275.

2° Gratification de l'assemblée : la gratification habituelle indiquée par le *Recueil* de 1767 est de 21.000 l. Cette somme se décompose elle-même de la façon suivante : 18.000 l. de gratification proprement dite et 3.000 l. pour voyages et frais de Conseil (1).

Il en est ainsi depuis l'assemblée de 1660, et à la suite d'une évolution analogue à celle des honoraires (2) : l'assemblée de 1586 avait donné 300 écus à chaque agent sortant, 50 à leurs clercs et 200 de plus à l'un d'eux; celle de 1596, 100 écus à un agent (qui avait fait la charge pendant huit ans) (3). La Chambre ecclésiastique de 1614 avait décidé qu'à l'avenir on ne donnerait aucune gratification, mais ce règlement ne fut pas observé : l'assemblée de 1619 accorda 6.000 l. de gratification à chaque agent. Celle de 1621 donna 10.000 l. à chacun (6.000 de gratification et 4.000 pour leurs voyages mais elle ordonna qu'à l'avenir il n'y aurait que l'un d'eux à voyager). En 1630, c'est 12.000 l. que chacun dut recevoir; de même en 1635 avec, de plus, 4.000 l. pour les dédommager de ce qu'il n'y avait pas eu d'assemblée en 1630. L'assemblée de 1641 accorda 18.000 l. de gratification à chaque agent (il y en avait eu trois) plus 12.000 l. à deux d'entre eux; celle de 1645, 18.000 l. à chacun et 3.000 l. de plus à l'un d'eux pour ses voyages. L'assemblée de 1650 donna à chacun 18.000 l. et 1.000 l. pour leurs voyages, celle de 1655, 18.000 l. et 1.000 écus (soit 3.000 l.) pour frais de guerres civiles et enfin, à partir de 1660, cette somme de 3.000 l. fut accordée aux agents pour leurs voyages. Ces chiffres sont encore actuels en 1780 (4).

(1) *P.V. de 1775*, p. 756. Pour leurs frais de conseil en 1780, les abbés de Périgord et de Boisgelin, reçurent chacun 875 l.; cette somme représentait « une portion de sept mois ». *Arch. Nat.* G⁸ 107.

(2) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2400 et suivantes.

(3) L'assemblée de 1586 donna, en outre, 150 écus à chaque agent entrant. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2400.

(4) L'assemblée de 1680 accorda 27.000 l. mais elle n'expliqua pas si le présent pour la chapelle était compris dans cette somme ou ne l'était pas. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2405.

Les procès-verbaux de 1775 et de 1785 (1) parlent de « gratifications ordinaires de 24.000 l. ». Mais, d'après le P.-V. de 1775, qui donne le détail de cette somme, il faut déduire les 3.000 l. pour leur chapelle que le *Recueil de 1767* compte à part (2). Le chiffre de 21.000 l. est donc toujours exact en 1785-1786. De plus, l'assemblée de 1785 (3), à la suite de celles de 1755, 1760, 1765, 1770 et 1775 (4), accorde à chaque agent sortant une gratification extraordinaire de 4.000 l. avec la stipulation habituelle : « sans tirer à conséquence pour l'avenir ».

Si, pendant le cours d'une agence, un nouvel agent en remplace un autre appelé à l'épiscopat ou à quelque autre dignité, la gratification est-elle accordée à chacun d'eux intégralement ou partagée entre eux ? C'est à la première solution qu'on s'était arrêté en 1705 (5) pour les abbés de COSNAC et de PHELYPEAUX, tandis qu'on adopta la seconde en 1735 et en 1765 pour les abbés de JUIGNÉ et de BAUSSËT. Le partage fut fait à proportion du temps pendant lequel ils avaient exercé l'agence et il eut lieu pour la gratification extraordinaire qui leur fut donnée en 1765 (6).

Le vote de ces gratifications, tant ordinaires qu'extraordinaires, au cours des assemblées, se passe de la façon suivante : un prélat propose la gratification dans un rapport ; les agents se retirent ; l'assemblée délibère par provinces. La délibération terminée, les agents rentrent dans la salle, le président leur fait part de la décision prise et ils font leurs remerciements (7).

(1) *P.V. de 1775*, p. 755 et *P.V. de 1785*, p. 873.

(2) *Les P.V. de 1770*, p. 621 et de 1775, p. 755 parlent de 27.000 l., mais ils comptent dans cette somme la gratification donnée comme promoteur et secrétaire et celle donnée pour la chapelle.

(3) *P.V. de 1785*, p. 873.

(4) *Recueil de 1767*, p. 246 et *P.V. des assemblées*.

(5) *P.V. de 1705*, p. 15.

(6) *Mémoires du Clergé*, id., p. 249 et *P.V. de 1735*, p. 259, auquel renvoient les *Mémoires du Clergé*.

(7) *P.V. de 1775*, p. 756 et *P.V. de 1785*, p. 817.

- 3° Comme promoteur ou secrétaire, ils reçoivent 3.000 l. (1). L'usage de donner cette somme aux promoteurs et aux secrétaires des assemblées était déjà constaté par le président de l'assemblée de 1670 (2).
- 4° Bourses : Le *Recueil* en mentionne ici encore quatre, soit 1.000 l.
- 5° L'Assemblée accorde aux anciens agents, quand ils sont nommés évêques, 3.000 l. pour leur chapelle. Cette habitude remonte à l'année 1641 (3).

ASSEMBLÉES EXTRAORDINAIRES : Dans le cas d'assemblées extraordinaires, ils reçoivent de nouvelles gratifications. Comme il se tint une assemblée extraordinaire en 1782, les agents de 1780-1785 eurent droit à ces gratifications (4). Ce sont les suivantes :

- 1° Le roi accorde à chacun, sur le nouveau don gratuit, la somme de 8.000 l. (5).
- 2° Bourses de jetons : le *Recueil* indique environ 1.000 l.
- 3° Taxe de députation. Le *Recueil* suppose l'assemblée d'une durée de deux mois à 15 l. par jour, soit 900 l. Celle de 1782 dura du 10 octobre au 7 décembre (6), soit 870 l. sans doute et les jours de voyage en plus.

(1) *P. V. de 1785*, p. 873.

(2) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2407.

(3) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2405 et suivantes. Il ne paraît pas, disent-ils, que l'on fit ce présent avant l'assemblée de 1641. En 1645, on prit pour ces 3.000 l. prétexte de voyages à la suite du roi, mais « la destination qu'on fit de ces écus à l'achat d'une chapelle peut être le fondement de croire qu'on y a eu aussi égard ». Les assemblées de 1655, 1665, 1670 et 1675 accordèrent 3.000 l. à des agents pour leur chapelle. Les *Mémoires du Clergé*, id., p. 2408, spécifient que c'est en tant qu'agents et non pas en tant que secrétaire ou promoteur qu'ils reçoivent cette somme.

(4) *Le P.V. de 1782* n'en parle pas. Les comptes des frais communs de cette assemblée mentionnent bien les deux agents à la suite des députés dans le premier chapitre consacré aux taxes de ces derniers, mais ils ne donnent pas le chiffre de la somme versée. Ils disent seulement que l'abbé de Boisselin toucha pour ses voyages une taxe de 50 jours et l'abbé de Périgord une taxe de 28 jours. Le second chapitre indique que chacun d'eux reçut bien 3.000 l. comme promoteur et secrétaire. *Arch. Nat.*, G⁸ 107.

(5) *Le Recueil de 1767*, p. 247, fait observer qu'en 1725 et 1750, bien qu'il n'ait pas été accordé de don gratuit, les agents avaient cependant touché chacun ces 8.000 l.

(6) *P.V. de 1782*, p. 1 et 339.

1^o Comme promoteur (tel est le cas de l'abbé de PÉRIGORD) ou comme secrétaire (tel est celui de l'abbé de BOISGELIN) (1), 3.000 l.

S'il arrivait qu'un agent général n'exercât pas ses fonctions pendant quelque temps, jouirait-il cependant de tous les honoraires et gratifications ? Les *Mémoires du Clergé* (2) prévoient un cas très spécial, celui où un agent serait empêché de remplir ses fonctions par l'autorité supérieure, et ils n'en citent qu'un exemple, celui de l'abbé d'HUGUES, nommé en 1641 et suspendu pendant quelque temps par ordre de Louis XIII et de Richelieu. Rétabli dans ses fonctions en 1643, il jouit de tous les « gages, droits et émoluments ».

Le traitement des agents généraux est donc, au moins depuis le dix-septième siècle, fort intéressant. Le *Recueil de 1767* arrive à un total de 84.900 l. pour les cinq années normales de l'agence, sans gratification extraordinaire ni assemblée extraordinaire et, en comptant ces deux éventualités, à un total de 101.800 l. Nos agents de 1780-1785 ont, par suite de la prolongation des assemblées, dépassé ces chiffres. C'est pourquoi certains agents, que cite M. CANS (3), ont préféré leur charge à un évêché. Leur traitement, d'ailleurs, ne les empêche pas de jouir des fruits, revenus et émoluments de leurs bénéfices comme s'ils y étaient présents (4).

SECTION II

PRÉROGATIVES

Les agents généraux du clergé jouissent, d'une part, de prérogatives effectives qui sont la condition même de

(1) *P.V. de 1782*, p. 11.

(2) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2408 et suivantes.

(3) CANS, *op. cit.*, p. 138 et 139.

(4) *Recueil de 1767*, p. 267 qui reproduit l'art. XXXI, tit. VI du règlement de 1715 (*P. V. de 1715*, p. 261). *Mémoires du Clergé*, id., p. 2334. HÉRICOURT, *op. cit.*, id., p. 305, et GUYOT, *op. cit.*, p. 248.

leur rôle, et, d'autre part, de prérogatives honorifiques qui sont la marque extérieure de ce rôle et auxquelles on attache aussi une grande importance. Parmi les premières, dont toutes, d'ailleurs, n'ont pas la même valeur, il faut distinguer celles dont ils jouissent pendant les assemblées et celles dont ils jouissent en tout temps.

En ce qui concerne leurs droits pendant les assemblées, il ne faut pas perdre de vue qu'ils ne sont pas députés par les provinces qui les ont nommés; « ils ne peuvent, dit le *Répertoire de Jurisprudence* de 1784 (1), avoir voix délibérative dans les assemblées générales du clergé que dans le cas où elle leur est accordée par délibération de l'assemblée ». Mais il est d'usage que l'assemblée qui les reçoit la leur accorde par la clause suivante, qui figure dans les procès-verbaux : « Encore que de droit ils n'eussent pas voix délibérative dans les assemblées, cependant la compagnie pouvait la leur accorder si elle le jugeait à propos, de la même manière que par le passé »; et après les avoir reçus, l'assemblée « leur a accordé voix délibérative dans leurs provinces » (2). De même, si une assemblée extraordinaire a lieu pendant le cours de leur agence, en même temps qu'elle les nomme promoteur et secrétaire, elle leur accorde ce droit de suffrage (3). Il était arrivé en 1705 qu'une assemblée provinciale avait donné voix délibérative à l'agent qu'elle avait nommé; mais l'assemblée générale avait déclaré qu'il n'appartenait qu'à elle d'accorder ce pouvoir aux agents (4). Ce n'est donc pas un droit absolument inhérent à leur qualité d'agents généraux; mais il est d'usage de le leur accorder et seule l'assemblée générale peut le faire. A l'assemblée, ils jouissent d'un autre droit qui, celui-là, leur est spécial ainsi qu'au président de l'assemblée (et aux anciens

(1) Guyot *op. cit.*, p. 247. (*Le règlement de 1715*, tit. VI, art. IX, p. 256 du *P.V.* s'était exprimé dans des termes analogues).

(2) *P.V. de 1775*, p. 17. *P.V. de 1780*, p. 12 et *P.V. de 1785*, p. 5.

(3) *P.V. de 1782*, p. 11.

(4) Il s'agissait de la province d'Auch qui avait nommé l'abbé de Poudenx. *P. V. de 1705*, p. 12.

agents) : c'est celui de faire partie de tous les bureaux (1).

Il est, pendant et entre les assemblées, d'autres prérogatives, plus importantes, sans lesquelles ils ne pourraient efficacement exercer leurs fonctions. « Depuis leur établissement, disent les *Mémoires du Clergé* (2), ils ont été reconnus capables de faire leurs très humbles remontrances au roi et à nos seigneurs de Conseil » ; ceci afin d'obtenir rétractation d'édits, déclarations, lettres patentes, arrêts du Conseil, ou pour demander la cassation d'arrêts du Parlement ou des autres cours du royaume qui auraient été rendus « par entreprise sur les droits et privilèges du clergé ». Et les *Mémoires* citent de très nombreux exemples de rétractation ou de cassation obtenus par eux, exemples que nous aurons l'occasion de mentionner en étudiant leur rôle.

La conséquence de ce pouvoir de remontrances est leur droit d'entrer et de parler au Conseil. Lors de leur création, dit le *Répertoire* de GUYOT (3), « l'entrée au Conseil du roi leur fut accordée avec la liberté de faire des réquisitoires dans les affaires du clergé qui y seraient rapportées ». Le *Précis des Rapports* (4) s'exprime dans des termes analogues. Ils ont donc le titre et la qualité de Conseillers d'Etat (5). Et c'est afin que le chancelier leur accorde l'entrée au Conseil, que les assemblées générales prient un prélat de les lui présenter (6). Les procès-verbaux des assemblées rappor-

(1) *P.V. de 1780*, p. 23, *P.V. de 1782*, p. 15 et *P.V. de 1785*, p. 34.

(2) *Mémoires du Clergé* t. VIII, p. 2339. Cependant ils reproduisent, p. 13, le règlement de l'assemblée de 1595 selon lequel les agents ne peuvent représenter le clergé en général aux procès, ni le défendre en cause, ni accepter aucune assignation, soumission ou signification « ni prêter consentement ou dissentiment... » Il semble qu'il y ait une contradiction entre ce texte et celui de 1579 ; il n'en fut ainsi que jusqu'en 1625 (V. plus bas, p. 48).

(3) GUYOT, *op. cit.*, p. 248.

(4) *Précis des rapports*. Préface p. II.

(5) *Précis des rapports*, id., le chancelier avait fait des difficultés en 1695 pour accorder des lettres de conseillers d'Etat, mais le roi en avait ordonné l'expédition. (*Collection des P.V. des assemblées générales*, tome VI, p. 117).

(6) *Règlement de 1715*, tit. VI, art. X, p. 257 du *P.V. de 1715*, *Précis des rapports*, préface p. II et *P.V. des assemblées*.

tent que le garde des Sceaux dit d'ailleurs que ce n'est pas « une grâce mais un droit » (1).

Cependant, le droit des agents de présenter des requêtes avait été contesté : en 1650, le garde des Sceaux avait refusé de recevoir une requête des agents et leur avait dénié le droit de la présenter; le clergé était intervenu auprès de la reine et de Mazarin et avait obtenu satisfaction (2). Il ne semble pas que, depuis cette date jusqu'en 1780 ce double droit d'entrer au Conseil et de présenter des requêtes leur ait été contesté, bien que « s'étant abstenus d'y entrer après le règlement du 3 janvier 1673, quoiqu'ils n'y soient pas nommés, le roi eut la bonté, par un brevet exprès du 11 septembre 1675, d'accorder aux nouveaux agents du clergé présents et à venir l'entrée en son Conseil d'Etat et la liberté d'y parler, lorsque M. le chancelier l'estimerait à propos » (3).

Si, pendant cette période, il n'y a pas de contestation du pouvoir des agents en cette matière, il n'en existe pas moins une limitation. L'assemblée de 1625 (4) avait déjà dit qu'ils ne pouvaient représenter le clergé en général dans les procès, ni le « défendre en cause, ni accepter aucune assignation, sommation ou signification, ni prêter consentement ou dissentiment quelconque » au nom du clergé, à moins qu'ils n'aient été chargés par les assemblées d'intervenir. L'article XIV, tit. VI, du règlement de 1715 (5) avait posé la même condition et ajouté : « Ils pourront cependant, dans les affaires importantes et qui demandent célérité, intervenir... après avoir consulté les avocats du clergé et avoir été autorisés par les délibérations qui seront prises dans les Assemblées des archevêques ou évêques qui se trouveront à Paris ou à la suite de la cour... »

(1) *P.V. de 1780*, p. 21 et *P.V. de 1785*, p. 29 qui dit que le chef de la justice « avait promis de les faire jouir d'un droit qui leur était acquis à juste titre ».

(2) *CANS. op cit.*, p. 136. en note et *P.-V. de 1780*, p. 433. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2338.

(3) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2346 et GUYOT, *op. cit.*, p. 248.

(4) *Mémoires du Clergé*, id., p. 50.

(5) *P.-V. de 1715* p. 258.

Un rapport présenté à l'assemblée de 1780 (1) reproduit ce règlement et dit qu'il est toujours en vigueur à cette époque. Cependant, le Conseil dénie alors aux agents le droit d'intervenir dans une instance en cassation parce qu'ils n'ont pas été parties dans l'arrêt dont ils poursuivent la cassation. L'affaire est rapportée dans le procès-verbal de 1780 (2). Il s'agit d'une instance entre l'archevêque de Paris et le trésorier de la Sainte Chapelle de Vincennes, instance pour laquelle les agents, dit le rapporteur (3), sont intervenus « conformément au vœu de la dernière assemblée. » Or, le Conseil, par arrêt du 18 avril 1777, les déclare non-recevables pour la raison que nous venons de voir. Le rapport tend à établir le droit des agents en rappelant le texte même de l'assemblée de Melun et les textes postérieurs qui ont fixé la limite même de ce droit : l'édit d'avril 1695 (4) et le règlement de 1715, art. XIV, que nous venons de reproduire. Il s'appuie ensuite sur la pratique constante du Conseil de les admettre comme parties principales ou intervenantes et il en cite de très nombreux exemples (5); seuls un cas de refus en 1617 et celui de 1650. Enfin il s'attaque aux fondements de la fin de non-recevoir, qui sont tout d'abord la crainte que les agents n'aient ainsi une « arme funeste et redoutable » : si, dit-il, la possibilité d'abus suffit à condamner des privilèges, lesquels parmi ceux-ci subsisteront? D'ailleurs, l'intervention des agents au Conseil a été défendue par M. JOLY DE FLEURY en 1744 (6), et M. DE MIROMESNIL (7) en 1756. L'autre motif de la fin de non-recevoir étant que la

(1) *P.-V. de 1780*, p. 431.

(2) *P.-V. de 1780*, p. 429 et suivantes.

(3) L'archevêque d'Arles, chef de la commission pour la religion et la juridiction.

(4) Voir plus bas, p. 51, car il nous semble que cet édit ne vise dans sa lettre tout au moins, que les cours et parlements et non pas le Conseil.

(5) Interventions ayant obtenu des arrêts en 1582, 1598, 1625, 1645, 1658, 1667, 1679, 1685, 1721, 1724, 1731, 1736, 1743, 1744, plusieurs arrêts rapportés par le P. V. de 1755, intervention reçue encore en 1760 arrêts obtenus en 1771 et 1774.

(6) Conseiller d'Etat (conseiller au Conseil des Finances, tenant la place de contrôleur général, de 1781 à 1783).

(7) Garde des Sceaux.

cassation ne peut être tentée qu'après toutes les autres voies de droit et notamment la tierce-opposition, le rapport dit que l'usage seul a fixé cet ordre et que c'est lui aussi qui consacre l'exception en faveur des agents. Il leur serait impossible d'intervenir dans les tribunaux de la France entière. A la suite de ce rapport, l'assemblée décide de remettre au comte DE MAUREPAS et au garde des Sceaux des mémoires justificatifs et de solliciter une conférence avec eux (1). Et une lettre de M. DE MIROMESNIL au président de l'assemblée, en date du 1^{er} octobre 1780 (2) dit que le roi « n'est pas dans l'intention de priver les agents généraux du clergé de la faculté d'intervenir dans les affaires pendantes à son Conseil lors même qu'ils ne seront pas intervenus dans les tribunaux » (3). Leur droit est donc ainsi reconnu.

Leur rôle au Conseil se borne d'ailleurs à exposer les affaires et à présenter leurs requêtes, mais ils se retirent avant la délibération, car ils n'y ont pas voix (4).

Enfin, il faut noter que GUYOT rapporte (5) qu'« il a été défendu par arrêt du Conseil du 10 novembre 1640 aux agents généraux du clergé de former aucune opposition à l'exécution des édits et ordonnances ».

En même temps que l'entrée au Conseil, on leur accorde l'entrée au Bureau des Affaires ecclésiastiques (6). « C'est une suite nécessaire de leur entrée au Conseil, dit la Préface du *Précis des Rapports d'Agence* (7), ils ne rempliraient qu'imparfaitement leur ministère s'ils ne pouvaient entrer et parler à un tribunal où beaucoup d'affaires très importantes sont

(1) P.-V. de 1780, p. 438. Le 25 septembre, les députés qui ont été chargés de cette démarche, en rendent compte et transmettent la promesse d'une réponse favorable. P. V. de 1780, p. 860 et 861.

(2) P.-V. de 1780, p. 931.

(3) *Le Précis des rapports*, p. III et IV, rapporte cette contestation et dit que, bien que les agents n'aient pas été parties dans les arrêts dont ils demandent la cassation, ils peuvent intervenir au Conseil.

(4) CANS, *op. cit.* p. 136.

(5) GUYOT *op. cit.* p. 248.

(6) P.-V. de 1780 p. 21 et de 1785, p. 15.

(7) *Précis des rapports*, p. III.

arrêtées et même définitivement jugées sans que le Conseil en prenne connaissance. Ce droit, autorisé par l'usage, a été confirmé par un brevet du roi en date du 14 août 1776 (1), par lequel Sa Majesté accorde aux agents généraux de son clergé, présents et à venir, la permission d'assister aux bureaux de son Conseil où sont portées les affaires dans lesquelles le clergé peut avoir intérêt, pour y faire, s'ils le jugent nécessaire, leurs observations, ainsi qu'ils le font au Conseil. »

Devant les Parlements et autres cours du royaume, les agents généraux jouissent de droits qui sont fixés par l'édit d'avril 1695. Bien que le règlement de 1625 semble viser les procès devant tous les tribunaux, les *Mémoires du Clergé* disent qu'avant 1695 on se posait la question de savoir s'ils pouvaient ou non intervenir « dans les causes pendantes au Parlement qui intéressaient le clergé » (2). Un écrit de 1689 rapporte (3), selon les *Mémoires*, qu'un avocat général avait refusé aux agents la faculté d'intervenir à moins qu'ils ne fussent parties; suivant l'avis du Conseil, il leur fut défendu de présenter de pareilles interventions. De même en 1631 (4), après que le Conseil fut consulté, ils furent déclarés non-recevables. Enfin, les *Mémoires* mentionnent qu'en 1660 (5) et en 1661 (6), les agents n'étaient pas « reçus au Parlement ».

L'édit de 1695 (7) s'exprime au contraire en ces termes : « Les syndics des diocèses seront reçus dans nos bailliages, sénéchaussées et autres sièges du royaume

(1) *L'assemblée de 1775* avait fait des démarches dans ce but auprès du garde des Sceaux et les agents avaient rédigé un mémoire dans lequel ils disaient d'ailleurs ne réclamer que « l'exercice d'un droit ancien ». *Rapport de 1780*, p. 113 et 114.

(2) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2393 et suivantes. M. CANS, *op. cit.*, p. 136 pense qu'ils ne pouvaient alors intervenir au Parlement que si le clergé général était partie dans l'affaire.

(3) BOUCHEL. — *Bibliothèque canonique ou somme bénéficiale*. Paris 1689, tome I, p. 46 (cité dans les *Mémoires du Clergé*).

(4) D'après BARDET, *Recueil d'arrêts*, tome I, livre IV, p. 503 (cité id.).

(5) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2394.

(6) *Mémoires du Clergé* id., p. 2394 et 2395.

(7) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2395.

et même dans nos cours de Parlements à poursuivre comme parties principales ou intervenantes les affaires qui regardent la religion, le service divin, l'honneur et la dignité des personnes ecclésiastiques des diocèses qui les ont nommés et les agents généraux du clergé seront reçus pareillement en nos cours de Parlements à faire les mêmes poursuites et pour les mêmes causes et à y demander ce qu'ils estimeront être de la dignité et de l'intérêt général du clergé de notre royaume lorsqu'il ne sera pas assemblé. » Ces termes, continuent les *Mémoires du Clergé*, « sont conformes à l'usage du clergé » et ils ajoutent (1) que, pendant une assemblée, celle-ci « en décide qui donne ses ordres aux agents soit pour donner des consentements ou faire des poursuites ».

Tels sont les textes qui établissent le pouvoir des agents devant les Parlements et qui, en même temps, en posent les limites. Cependant le rapport de l'assemblée de 1780 (2) dont nous avons parlé plus haut mentionne qu'en 1712 et en 1713 les agents ont été déclarés non recevables devant le Parlement de Paris, et il dit qu'il n'est pas certain qu'une intervention de leur part soit alors reçue.

En étudiant le rôle des agents en exercice de 1780 à 1785, nous aurons l'occasion de voir quand et comment, en fait, ils eurent à user de ces différentes prérogatives (3).

Les agents généraux ne peuvent être contraints et exécutés dans leurs biens, car, dit un arrêt du Conseil de 1666 qui annule une saisie faite sur leurs biens (4), « ils doivent être considérés à l'égard du clergé comme les procureurs généraux des cours souveraines du

(1) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2395. Ils en donnent un exemple tiré du P.-V. de 1650.

(2) P.-V. de 1780, p. 437. L'arrêt de 1713 ajoute cependant : « sans préjudice à eux d'intervenir dans les causes ou instances dans lesquelles il s'agira de la dignité ou de l'intérêt général du clergé de ce royaume conformément à l'article 50 de l'édit d'avril 1695 ».

(3) Nous verrons qu'ils agirent individuellement auprès des magistrats plutôt que de saisir les parlements en tant que corps judiciaires.

(4) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2415 et suivantes.

royaume sous le nom desquels les actions et défenses se forment, mais qui ne sont en aucune façon responsables des condamnations qui peuvent être jugées contre le corps ». En effet, les nouveaux agents, disent les *Mémoires du Clergé*, « le plus souvent n'ont pas connaissance des prétentions qu'on peut avoir contre le corps dudit clergé... ». Un arrêt de 1616 (1) avait déjà donné la raison suivante : si les agents étaient tenus des dettes du général du clergé et s'ils répondaient « des actions de leurs prédécesseurs en ladite charge, elle leur serait onéreuse et insupportable ». En conséquence, « les particuliers, dit l'arrêt de 1666, qui prétendent avoir le droit de demander quelque chose au corps dudit clergé s'adresseront aux assemblées générales ». Et les *Mémoires du Clergé* citent (2) un arrêt de 1629 déchargeant les agents généraux de poursuites devant le Parlement de Paris, un arrêt de 1633 qui les décharge d'une assignation devant le sénéchal de Nantes et un autre de la même année ordonnant que le demandeur se pourvoie devant l'assemblée, enfin un arrêt de 1637 par lequel ils sont déchargés de nouveau d'une assignation devant le Parlement de Paris.

Enfin, ils ont le droit de *committimus* au grand sceau pour toutes leurs affaires, pendant le temps de leur agence (3).

Les agents généraux ont, en outre, des prérogatives honorifiques que nous devons étudier maintenant; pendant les assemblées, ils précèdent tous les députés, même ceux du premier ordre, pour aller de la salle de l'assemblée à l'église où a lieu la messe du Saint-Esprit (4), pour aller à l'audience du roi et à celle de la reine (5) au début de la tenue de l'assemblée, et à

(1) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2414 et suivantes.

(2) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2417 et suivantes.

(3) *Ordonnance de 1669* citée par les *Mémoires du Clergé*, id., p. 2345 et Guyot, *op. cit.*, p. 248 (règlement 1715, tit. VI, art. XXXII, p. 261 du P.-V.).

(4) P.-V. de 1780, p. 16; P.-V. de 1782, p. 16; P.-V. de 1785, p. 22.

(5) P.-V. de 1780, p. 19; P.-V. de 1782, p. 37; P.-V. de 1785, p. 26.

l'audience du roi qui la clôture (1). Entre les assemblées, ils précèdent les prélats invités au sacre d'un évêque ou à un *Te Deum*, au sacre du roi ou aux services funèbres du roi, de la reine, des princes ou des princesses (2). Dans l'almanach royal, ils figurent immédiatement après les évêques et avant les abbés commendataires (3). Enfin, le *Recueil* de 1767 dit qu'ils portent l'habit court « comme étant obligés d'aller fréquemment à Versailles et chez les ministres pour les affaires du clergé » (4).

Les agents généraux jouissent donc, pendant le temps de leur agence, de prérogatives nombreuses et dont plusieurs sont importantes. Mais ce n'est pas tout. Leur agence terminée, il est d'usage de les appeler à l'épiscopat (5). D'ailleurs, à la fin de leur agence, l'assemblée prie son président de les recommander auprès du roi et du prélat qui tient la feuille des bénéfices (6). Certains même arrivent à être nommés archevêques, soit après avoir été évêques, soit, beaucoup plus rarement, sans l'avoir été (7). Il arrive souvent aussi qu'ils soient nommés évêques avant d'avoir accompli les cinq ans

(1) *P.-V. de 1780*, p. 1020; *P.-V. de 1782*, p. 262; *P.-V. de 1785*, p. 1236.

(2) *Recueil de 1767*, p. 165, 175 et 176 et *Arch. Nat.* G⁸ 95. A propos des *Te Deum* et services funèbres le *Recueil*, pp. 175 et 194 dit que si un agent est chanoine de Notre-Dame, il n'assiste pas à ces cérémonies car le chapitre prétend qu'il ne peut se séparer du corps dont il fait partie, à moins que celui-ci n'y assiste que par délégation.

(3) *Recueil de 1767*, p. 243. *Almanach royal* (1781 et 1782, p. 67; 1783, p. 69; 1784 et 1785, p. 70).

(4) *Recueil de 1767*, p. 31.

(5) *CANS, op. cit.*, p. 139 et 140, mentionne deux causes qui peuvent les empêcher d'être élevés à l'épiscopat : leur refus, et il en cite deux exemples, ou encore des objections graves à leur promotion, telles que mauvaises mœurs, et il en cite un cas.

(6) *P.-V. de 1770*, p. 133 (recommandation auprès du roi). *P.-V. de 1775*, p. 756. *P.-V. de 1780*, p. 877, et *P.-V. de 1785*, p. 872 (recommandation auprès du roi et du ministre de la feuille).

(7) Pour la seconde moitié du XVIII^e siècle, agents devenus archevêques après avoir été évêques : abbé de Juigné, évêque de Châlons en 1764 et archevêque de Paris en 1781 (LALANNE, *Dictionnaire historique de France*, p. 1053; abbé de Cicé, évêque de Rodez en 1770, archevêque de Bordeaux (id., p. 481), de même l'abbé de Barral, cf. plus bas, p. 65. Agent devenu archevêque sans avoir été évêque : abbé du Lau nommé à l'archevêché d'Arles déjà nommé lors de l'assemblée de 1775 (*P.-V. de 1775*, p. 755), à laquelle il sortait de charge.

de leur charge : ainsi, pour le dix-huitième siècle, l'abbé de COSNAC, nommé en 1702 à l'évêché de Die, l'abbé de POUDENX, nommé en 1708 à l'évêché de Marseille, l'abbé de COSSÉ-BRISSAC, nommé en 1732 à l'évêché de Mâcon, et l'abbé de JUIGNÉ, nommé en 1764 à l'évêché de Châlons-sur-Marne (1).

Tel n'est pas, cependant, le cas des deux agents dont nous allons étudier le rôle. Et même, contrairement à l'usage, il n'y en aura qu'un des deux à devenir évêque : l'abbé de PÉRIGORD, qui recevra l'évêché d'Autun le 2 novembre 1788. Encore ce délai sera-t-il d'une longueur assez inusitée : Mgr de MARBEUF, qui tiendra alors la feuille de bénéfices, ne voudra pas, connaissant suffisamment l'inconduite de l'abbé de PÉRIGORD, retenir le nom de ce dernier bien qu'il lui ait été recommandé, ainsi que l'abbé de BOISGELIN, par le président de l'assemblée de 1785-1786, l'archevêque de Narbonne; il faudra, devant l'impatience de l'ancien agent, l'intervention de son père, le comte de TALLEYRAND, pour que le roi se décide à signer le brevet de nomination (2).

Il est à remarquer que les agents généraux « n'ont pas plus de droit, de privilèges, ni d'autorité l'un que l'autre » (3). Et le *Recueil* de 1767 précise qu'à la suite d'un différend à ce sujet entre deux agents, l'un nommé par la province de Toulouse et l'autre par celle de Rouen (4), il fut réglé qu'ils signeraient alternativement en premier. Il va même jusqu'à préciser que lorsqu'on fait imprimer des listes ou d'autres pièces où se trouvent

(1) *Précis des rapports*, p. VIII.

(2) LACOUR-GAYET, *op. cit.* p. 86 et suivantes.

(3) *Recueil* de 1767, p. 241 et suivantes. Cependant en 1595, l'assemblée, prévoyant que les agents auraient à s'occuper d'affaires de grande importance, décida qu'ils seraient assistés pendant deux ans de l'un des agents sortants qui tiendrait le premier rang et aurait la direction des affaires du clergé. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2371 et 2372. Mais ceci est tout à fait exceptionnel.

(4) La raison invoquée par l'agent de Toulouse était que l'archevêque qui l'avait nommé était plus ancien en âge que celui qui avait nommé son collègue. Une des raisons invoquées en sens contraire par l'autre agent était que sa province avait toujours été nommée avant celle de Toulouse. Le différend fut porté devant les archevêques mais il fut renvoyé devant les agents eux-mêmes. Celui de Rouen renonça à poursuivre l'affaire.

leurs noms, on fait tirer une égale quantité d'exemplaires où chacun d'eux est le premier nommé.

Enfin, il faut noter que tous ces droits et prérogatives des agents généraux cessent avec leurs fonctions. Cependant, dans l'assemblée devant laquelle ils présentent leur rapport et dont ils sont d'ailleurs, en même temps qu'« anciens agents », promoteur et secrétaire, ils jouissent encore de prérogatives : on leur accorde voix délibérative dans leur province (1), ils font partie de tous les bureaux (2). Ils sont assis au bureau avec les nouveaux agents et ceci avant même d'avoir été nommés promoteur ou secrétaire (3). Ils marchent en tête du clergé avec les nouveaux agents pour aller aux audiences d'ouverture (4) ou de clôture (5).

(1) *P.-V. de 1775*, p. 18. *P.-V. de 1780*, p. 12 et *P.-V. de 1785*, p. 16.

(2) *P.-V. de 1775*, p. 31. *P.-V. de 1780*, p. 23. *P.-V. de 1785*, p. 34.

(3) *P.-V. de 1775*, p. 6 et *P.-V. de 1785*, p. 4.

(4) *P.-V. de 1775*, p. 27.

(5) *P.-V. de 1775*, p. 888. *P.-V. de 1780*, p. 1020.

CHAPITRE III

LES AGENTS EN FONCTION PENDANT LES ANNÉES 1780 A 1785

Afin d'étudier la nature du recrutement des agents généraux du clergé, voyons tout d'abord quels sont ceux qui sortent de charge à l'assemblée de 1780.

L'un des deux est l'abbé Pierre-Louis de la ROCHE-FOUCAULD BAYERS. Il était né le 13 octobre 1744 (1), d'une famille de vieille noblesse française; son grand-père, François-Joseph, seigneur de MAUMONT, avait été capitaine au régiment de Navarre; son père était chevalier de Notre-Dame du Mont Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem; sa mère, Marie-Marguerite des ESCAUD, était aussi de famille noble. Il fut protégé, ainsi que son frère François-Joseph, entré également dans les ordres, par son oncle Dominique de LA ROCHEFOUCAULD, qui fut archevêque d'Albi en 1747 puis de Rouen en 1759 et devait devenir cardinal en 1778.

Après avoir fait ses études de théologie au collège de Navarre, il fut reçu licencié en théologie, puis se fit recevoir « de la maison et société de Navarre ». Il reçut de son oncle, Dominique, qui, depuis la mort du cardinal Frédéric-Jérôme de LA ROCHEFOUCAULD, en 1757, était abbé général de Cluny, le prieuré de Notre-Dame de Nanteuil-le-Haudoin, au diocèse de Meaux, bénéfice valant plus de 2.000 livres; de lui aussi il reçut la chapelle Notre-Dame en l'église paroissiale de Saint-Laurent, à Rouen, bénéfice beaucoup plus modeste, de 40 livres environ. Enfin, son frère, nommé évêque de Beauvais en 1772, en fit son grand vicaire. Ces différents

(1) L. AUDIAT. — *Deux victimes des Septembriseurs*, Lille, Paris, 1897.
D'où sont extraits les détails qui suivent.

titres sont portés sur son acte de nomination d'agent général par la province de Rouen du 5 avril 1775 (1). Vicaire général dans une autre province, son seul lien avec celle qui le nomme est donc le moindre de ses bénéfices; mais son oncle en est archevêque. Aussi l'influence de Mgr Dominique de LA ROCHEFOUCAULD dans cette nomination ne peut-elle laisser de doutes.

Pendant son agence, l'abbé de LA ROCHEFOUCAULD est nommé chanoine et chantre de Saint-Pierre, à Beauvais; il reçoit du roi l'abbaye de Sainte-Croix à Bordeaux, d'un revenu d'environ 18.000 livres; il reçoit enfin l'abbaye Notre-Dame de Vauluisant, au diocèse de Meaux. A l'assemblée de 1780, il est secrétaire, tandis que le cardinal Dominique de LA ROCHEFOUCAULD est président. Il reçoit, ainsi que son collègue, des éloges pour leur rapport, la collection de pièces justificatives qui accompagne celui-ci et la façon dont ils se sont acquittés de leurs fonctions. Puis l'assemblée décide, ainsi qu'il est d'usage, de les recommander auprès du roi et du ministre de la feuille (2). Il sera nommé évêque de Saintes le 14 octobre 1781 et il le restera jusqu'à sa mort en 1793 : il sera une des victimes des massacres de septembre (3), après avoir été député aux Etats généraux.

L'autre agent général nommé en 1775 est l'abbé Louis-François-Alexandre de JARENTE DE SÉNAS D'ORGEVAL. Nous savons de lui qu'il est né au château de Soissons, dans le diocèse de Vienne, le 1^{er} juin 1746 (4), que lorsqu'il est nommé agent, il est « licencié en droit civil et canonique, prieur de la Couture Sainte-Catherine du Val des Ecoliers à Paris, vicaire général du diocèse de Toulouse, titulaire de la Chapellenie ou Obit de Villette, situé sur la paroisse de Castel Mauron, au diocèse de

(1) *P.-V. de 1775*, p. 9. A la même assemblée, Mgr Dom. de la Rochefoucauld est député du premier ordre.

(2) *P.-V. de 1780*, p. 877.

(3) G. LENOTRE. — *La maison des Carmes*, Paris, 1933.

(4) *Almanach royal de 1788*, p. 58.

Toulouse » (1). Il avait été député à l'assemblée de 1770 (2). Il est nommé par la province de Toulouse le 25 janvier 1775. Lui aussi doit sans doute une partie de la faveur dont il jouit à un oncle, Mgr Louis Sextius de JARENTE DE LA BRUYÈRE, d'abord évêque de Digne, ministre de la feuille à la mort du cardinal de LA ROCHEFOUCAULD, puis évêque d'Orléans jusqu'à la fin de sa vie (3). L'abbé de JARENTE est promoteur à l'assemblée de 1780 (4). Il sera sacré évêque d'Olba, en Cilicie, le 18 février 1781 ; et il sera coadjuteur de son oncle (5), auquel il succédera sur le siège épiscopal d'Orléans en 1789 (6). Il sera l'un des quatre évêques qui jureront la constitution civile du clergé (7).

En même temps que les abbés de LA ROCHEFOUCAULD et de JARENTE terminent leurs fonctions à l'assemblée de 1780, les abbés de PÉRIGORD et de BOISGELIN entrent en charge.

Charles-Maurice de TALLEYRAND-PÉRIGORD (8), né le 2 février 1754, à Paris, était issu d'une famille dont la plupart des membres étaient entrés, de père en fils, dans la carrière militaire. Son père était colonel dans les grenadiers de France ; après avoir été mesnin du Dauphin, le comte de Talleyrand est, en 1775, lors du sacre de Louis XVI, l'un des quatre seigneurs otages de la Sainte Ampoule. Sa grand'mère paternelle était dame du palais de la reine. Quant à sa mère, Alexandrine-Marie-Victoire-Eléonore de DAMAS D'ANTIGNY, elle avait fait partie en 1751 de la maison de la Dauphine Marie-Josèphe de SAXE et, sans doute introduite à la cour par

(1) *P.-V. de 1775*, p. 10.

(2) *P.-V. de 1770*, p. 7.

(3) *Oraison funèbre* de Mgr. L. S. de Jarente de la Bruyère, prononcée à Orléans, le 28 mai 1789.

(4) *P.-V. de 1780*, p. 12.

(5) *Almanach royal* de 1788, p. 58.

(6) *Oraison funèbre*, citée plus haut.

(7) L. AUDIAT, *op. cit.*, p. 23 et SICARD, *L'ancien clergé de France*, T. II, Paris, 1894, p. 428.

(8) G. LACOUR-GAYET. — *Talleyrand*, T. 1, Paris, 1928, ouvrage auquel sont empruntés la plupart des détails qui suivent.

sa belle-mère, elle avait son logement au château et suivait la cour dans ses déplacements. Charles-Maurice de TALLEYRAND portait donc un nom en faveur auprès du roi.

On sait comment, infirme à la suite d'un accident qui lui était arrivé au cours de ses premières années, et après avoir fait ses études au collège d'Harcourt, il entra malgré lui dans les ordres. Avant même ses années de Séminaire à Saint-Sulpice, il passa un an auprès de son oncle Alexandre de TALLEYRAND, coadjuteur de l'archevêque de Reims, Mgr de LA ROCHE-AYMON, et titulaire de l'abbaye bénédictine de Hautvilliers. Il était à Saint-Sulpice lorsqu'il fut reçu en 1774, avec une dispense d'âge, à son baccalauréat en théologie. Son inconduite notoire fit qu'il dut terminer ailleurs qu'à Saint Sulpice — à Angers sans doute — ses années de séminaire.

Il fut ordonné sous-diacre à Paris le 1^{er} avril 1775. Grâce sans doute à la protection de son oncle, il était depuis le 16 janvier de la même année, chapelain de la Chapelle de la Sainte-Vierge en l'église paroissiale de Reims. C'est ce titre que porte sa procuration de député de la province de Reims à l'assemblée de 1775 (1). Le cardinal de LA ROCHE-AYMON, qui était président (2) de cette assemblée, l'en fit nommer promoteur (3). L'abbé de PÉRIGORD seconda dans cette tâche l'abbé de VOGUÉ, ancien agent. Il fut, paraît-il, remarqué et on lui réserva dès ce moment une place d'agent général. Le 24 septembre 1775 il reçut du roi l'abbaye de Saint-Denis de Reims, d'un revenu de dix-huit mille livres. Entré à la Sorbonne, il fut reçu licencié en théologie le 2 mars 1778. Dans l'intervalle, le cardinal de LA ROCHE-AYMON étant mort en 1777, son coadjuteur Alexandre-Angélique de TALLEYRAND lui avait succédé comme archevêque de Reims et, le 17 septembre 1779,

(1) *P.-V. de 1775*, p. 7.

(2) *P.-V. de 1775*, p. 17.

(3) *P.-V. de 1775*, p. 18. Il fait aussi partie de la commission pour la religion et la juridiction et de la commission pour les jetons.
P. V. de 1775, p. 31.

le jour même où il reçut le diaconat, Charles-Maurice de TALLEYRAND-PÉRIGORD fut inscrit au diocèse de Reims. Enfin, le 18 décembre 1779, il fut ordonné prêtre et nommé, le lendemain, vicaire-général du diocèse de Reims, ce qui ne l'empêcha pas d'habiter Paris (rue de Bellechasse). Il étudie alors des questions de finances; cette étude lui servira sans doute lorsqu'il sera agent du clergé.

Et le voici en 1780, à vingt-six ans, agent général du clergé de France. Il est nommé par la province de Tours et son acte de nomination, en date du 10 mai 1780 (1), porte qu'il est « prêtre du diocèse de Paris, abbé de Saint-Denis de Reims, vicaire général du même diocèse et chapelain de la chapelle simple et sans résidence, sous l'invocation de Saint Jean l'Evangéliste, fondée et desservie dans l'église collégiale et paroissiale de Saint-Venant de la ville de Tours ». Résidant à Paris, il avait sans doute, depuis le 17 septembre 1779, été inscrit dans ce diocèse; mais, agent nommé par la province de Tours, il n'y réside pas et il semble qu'il n'ait comme attache avec cette province que la chapellenie acquise dans cette fin.

Il prétendra par la suite que son collègue de l'agence générale lui avait laissé toute la besogne que comportait ce poste (2). D'autre part, un libelle de 1790 (3), dira que lui-même n'en accomplit aucun devoir. Qu'y a-t-il de vrai dans ces appréciations contradictoires sur son rôle personnel d'agent général? Il est difficile de le dire. L'abbé de PÉRIGORD a nommé quatre ecclésiastiques qui l'aidèrent dans ses fonctions : M. MANNAY, plus tard évêque de Trèves, M. BOURLIER, plus tard évêque d'Evreux, M. DUVOISIN, plus tard évêque de Nantes, et l'abbé des RENAUTES, vicaire général de Tulle, qui deviendra son vicaire général quand il sera évêque d'Autun. Il est vrai qu'il semble normal qu'un agent

(1) *P.-V. de 1780*, p. 8 et 9. Il faut noter que son oncle est lui-même député du premier ordre.

(2) TALLEYRAND. — *Mémoire*, T. I, Paris, 1891, p. 50.

(3) *Précis de la vie de Monsieur l'Evêque d'Autun*, s. l. n. d. in-4°.

général reçoive d'autres ecclésiastiques conseils et lumières et s'entoure de collaborateurs dans les fonctions multiples qu'il a à assumer. Mais que l'abbé de PÉRIGORD, qui dans le même temps menait une vie fort mondaine, ait recouru, plus qu'un autre, à l'aide d'autrui, cela est fort possible. Ce qui est certain, c'est que, quels qu'en soient l'auteur ou les auteurs, le rapport que l'abbé de BOISGELIN et l'abbé de PÉRIGORD présentèrent à l'assemblée de 1785-1786 contient l'exposé d'affaires nombreuses et importantes dont ils avaient eu à s'occuper, et présente des qualités de clarté, de détail et de forme excellentes. Mgr CHAMPION DE CICÉ, archevêque de Bordeaux, dit de ce travail à l'assemblée de 1785-1786 : « C'est un monument de talent et de zèle qui assure aux mains habiles par lesquelles il a été élevé votre perpétuelle reconnaissance. » (1)

Dans leur rapport, les deux agents défendent, ainsi que c'est leur rôle, les droits et les privilèges du clergé et ils rendent compte à l'assemblée de la manière dont ils se sont acquittés de cette tâche pendant leurs cinq années d'agence. Or, quelques mois plus tard, en février 1787, chargé par CALONNE de collaborer à la rédaction de mémoires et de projets de lois qui devaient être soumis à l'Assemblée des Notables, TALLEYRAND suivra avec intérêt les discussions de cette assemblée dont il dit : « Il s'agissait... d'attaquer le colosse des privilèges ecclésiastiques (2). » Parmi les différents points du programme qu'il expose au clergé d'Autun lors de sa candidature de député aux Etats Généraux (3), se trouve celui-ci : l'abolition des privilèges pécuniaires; et c'est lui qui, le 10 octobre 1789, déposera à l'Assemblée Constituante la motion suivante (4) : « L'Etat, dit-il, depuis longtemps est aux prises avec les plus grands besoins... Les moyens

(1) *P.-V. de 1785*, p. 872.

(2) TALLEYRAND, *op. cit.*, p. 169.

(3) *Extrait du cahier des délibérations du clergé assemblé à Autun*, in-8°.

(4) *Motion de Monsieur l'Evêque d'Autun sur les biens ecclésiastiques*, du 10 octobre 1789, Versailles, in-8°, Sec. ed., Paris 1823.

ordinaires sont épuisés... Des ressources extraordinaires viennent d'être tentées, mais elles sont principalement destinées aux besoins extraordinaires de cette année, et il en faut pour l'avenir, il en faut pour l'entier rétablissement de l'ordre. Il en est une, ruineuse et décisive et qui, dans mon opinion (car autrement je la repousserais) peut s'allier avec un respect sévère pour les propriétés. Cette ressource me paraît être tout entière dans les biens ecclésiastiques... » Cette motion sera le point de départ de la loi adoptée le 2 novembre suivant, qui mettra les biens ecclésiastiques à la disposition de la Nation.

Sans doute TALLEYRAND ne sera-t-il pas le seul à s'engager dans cette voie et le clergé, presque unanimement, fera-t-il l'abandon de ses privilèges. Mais que cette initiative et cet acharnement viennent d'un ancien agent du clergé, ceci peut sembler plus étonnant et est au moins à remarquer. Il n'y a cependant pas lieu d'être surpris si l'on évoque la suite de la carrière de TALLEYRAND-PÉRIGORD, évêque constitutionnel puis homme politique, ministre et diplomate, oublieux de son caractère sacerdotal.

Le collègue de l'abbé de PÉRIGORD à l'agence générale du clergé est Thomas-Pierre-Antoine de BOISGELIN DE KERDU. Il est nommé par la province d'Aix et son acte de nomination, en date du 4 janvier 1780, porte qu'il est « prêtre du diocèse de Saint-Brieuc, vicaire général du diocèse d'Aix, prieur du prieuré de Sainte-Catherine de Suze, Terroir de Lambesc, au même diocèse d'Aix, et recteur de la Chapellenie fondée en l'Eglise de Saint-Jean de Jérusalem de la ville d'Aix » (1).

Nous savons d'autre part (2) qu'il est neveu de Mgr Jean-de-Dieu-Raymond de BOISGELIN DE CUCÉ (3) d'abord évêque de Lavaur en 1764, puis archevêque

(1) *P.-V. de 1780*, p. 6.

(2) P. CARON. — *Les Massacres de Septembre*, Paris, 1935, p. 482, en note.

(3) DE BAUSSET. — *Notice historique sur le Cardinal de Boisgelin*, Paris 1804.

d'Aix depuis 1770. Ce prélat occupait une grande place dans les assemblées du clergé; il devait jouer pendant la Révolution un rôle important; il publiera l'*Exposition des principes sur la Constitution du Clergé* (1). Il sera cardinal et archevêque de Tours après le Concordat. Il dut, lui aussi, protéger son jeune parent, ainsi qu'en témoignent le poste et les bénéfices que ce dernier possédait dans sa province et sa nomination par cette même province. L'abbé de BOISGELIN mourra assassiné à l'Abbaye le 4 septembre 1792 (2).

Quant aux nouveaux agents nommés en 1785, l'un d'eux (3) est François-Xavier-Marc-Antoine FEZENSAC DE MONTESQUIOU. Il était né en 1757 au château de Marsan (Gers). Nommé par la province d'Auch, il est « prêtre, licencié en théologie de l'Université de Paris, abbé commendataire de l'abbaye de Beaulieu, vicaire général d'Aix et pourvu du prieuré de Guillon, dans le diocèse de Lectoure » (4). Il sera député à l'Assemblée Constituante, qu'il présidera à plusieurs reprises (5); il prendra une part active aux travaux de cette assemblée dans toutes les questions relatives aux matières ecclésiastiques (6). Il émigrera en Angleterre en 1792 et restera hors de France jusqu'au 9 Thermidor, puis il servira la cause de Louis XVIII. Il fera partie, en avril 1814, du gouvernement provisoire et sera, en mai suivant, ministre de l'Intérieur. Lors du retour de l'île d'Elbe, il passera de nouveau en Angleterre. Puis, sous la seconde restauration, il sera ministre d'Etat et pair de France.

L'autre agent est Louis-Matthias de BARRAL. Il était né à Grenoble le 26 avril 1746 (7). Nommé par la pro-

(1) A. SICARD. — *Le Clergé de France pendant la Révolution*, T. II, Paris, 1927, p. 81.

(2) P. CARON, *op. cit.*, p. 482.

(3) LALANNE. — *Dictionnaire historique de France*, Paris, 1877, p. 1304.

(4) P.-V. de 1785, p. 10.

(5) A. SICARD, *op. cit.*, T. I, Paris, 1912, p. 73.

(6) LALANNE, *op. cit.* p. 1304. D'où sont extraits les détails qui suivent.

(7) LALANNE, *op. cit.*, p. 189.

vince de Sens, il est « prêtre, licencié en théologie de la Faculté de Paris, abbé commendataire de l'abbaye du Maz d'Azil, grand archidiacre de l'église métropolitaine et primatiale de Sens et vicaire général du diocèse de Sens » (1). Il avait été député de la même province de Sens à l'assemblée de 1775. (Sa procuration de député portait alors qu'il était vicaire général de Troyes, grand archidiacre de l'église cathédrale et chapelain dans cette église) (2). Il est parent de Mgr Claude-Matthias Joseph de BARRAL, évêque de Troyes depuis 1761 (3), dont il sera le coadjuteur en 1788 (4) avant de lui succéder sur le siège épiscopal, en 1790 (5). Puis, après avoir émigré pendant la Révolution et être rentré en France en 1802, il sera évêque de Meaux, puis archevêque de Tours en 1805. L'année suivante, il sera sénateur et premier aumônier de Mme Murat, puis de l'impératrice Joséphine. Conservé dans la Chambre des Pairs en 1814, il en sera exclu après les Cent Jours, pendant lesquels il sera choisi pour dire la messe au Champ de Mai et il se démettra de son évêché. Il a laissé plusieurs ouvrages : des « *Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique des premières années du XIX^e siècle* » et une « *Défense des libertés gallicanes* » posthume.

Tels sont les agents généraux du clergé de France pendant les années que nous étudions spécialement. Tous sont de jeunes prêtres : le plus âgé (6) n'a pas quarante ans. Ils ont des grades, c'est vrai. Mais surtout ils sont de familles nobles et ont quelque parent bien placé pour les recommander auprès des provinces qui les nommeront ou auprès du roi lui-même. Ceci explique leur nomination mais n'est pas en soi la garantie de leur capacité et de leur expérience. En particulier

(1) P.-V. de 1785, p. 12.

(2) P.-V. de 1775, p. 14 et 15.

(3) Mgr. de Barral avait lui-même été député du premier ordre en 1770. (P. V. de 1770, p. 9), en 1775 (P. V. de 1775, p. 14), et il l'est encore en 1785 (P. V. de 1785, p. 11).

(4) *Almanach royal* de 1789 p. 59.

(5) LALANNE, *op. cit.*, p. 189, d'où sont tirés les détails qui suivent.

(6) Des cinq dont nous connaissons l'âge.

de l'un des agents de 1780-1785, nous savons qu'il n'a que vingt-six ans et vient d'être ordonné prêtre. Nous savons aussi, il est vrai, qu'il a déjà la connaissance des affaires du clergé, puisqu'il a été député et promoteur, et qu'il doit être quelque peu habitué au maniement des questions financières par l'intérêt qu'il a déjà pris à ces questions. Il semble donc tout de même, malgré sa jeunesse, préparé dans une certaine mesure au rôle qu'il va avoir à remplir. C'est ce rôle et celui de son collègue que nous allons aborder dans notre seconde partie.

DEUXIÈME PARTIE

LE RÔLE DES AGENTS GÉNÉRAUX DU CLERGÉ

INTRODUCTION

Les agents généraux du clergé de France ont été établis, dit le règlement de l'assemblée de Melun (1) « pour pourvoir aux grands frais que les provinces et les diocèses seraient nécessités de faire à l'avenir à Paris et en cour pour l'expédition de leurs affaires » par suite de la suppression des syndics généraux; aussi fut-il jugé nécessaire de créer deux agents, « l'un pour suivre la cour, l'autre pour demeurer à Paris ». Et les *Mémoires du Clergé*, reproduisant aussi (2) le procès-verbal de la séance du 22 septembre 1579, disent encore : « L'Assemblée a ordonné que deux agents seraient établis à la suite de la cour et à Paris, qui auront la charge des affaires du clergé. » Leur rôle consiste donc dans l'expédition et la charge des affaires du clergé, et, d'après ces textes, l'un serait à la cour et l'autre à Paris.

Néanmoins, le *Précis des rapports de l'agence du clergé* dit dans sa Préface (3) que les agents ont été établis « pour remplacer les syndics généraux à la suite de la cour (cependant il n'y avait, semble-t-il, qu'un syndic général à la suite de la cour), comme les Chambres des Décimes furent établies en 1580 pour exercer la juridiction qui avait été attribuée aux syndics généraux résidant à Paris ». Il continue en disant que les agents ont été établis non pas « à la suite de la cour et à Paris », mais « à la suite de la cour ou à Paris », et il donne comme division du rôle des agents entre eux celle que l'on

(1) *Mémoires du Clergé*, T. VIII, p. 2362 et 2363.

(2) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2331.

(3) *Précis des rapports*. Préface p. 1.

trouve dans la délibération de l'assemblée de 1579 (1), bien que cette division semble en contradiction avec ce qui venait d'être dit : « Chacun d'eux poursuivra en cour toutes les affaires des diocèses de son département. » Contrairement aux textes rapportés tout d'abord, il faudrait conclure de ceux-ci que les deux agents suivent la cour et qu'il y a une division territoriale des affaires dont chacun est chargé.

D'autre part, le règlement qui voulait que l'un fût à la cour et l'autre à Paris ne devait pas, au début du ^{xvii}^e siècle, au moins, être observé, car l'assemblée de 1621 (2) décida « qu'à l'avenir les deux agents ensemble ne feraient pas de voyages, mais qu'un serait à la suite de la cour et l'autre demeurerait à Paris pour y recevoir les paquets des provinces et des diocèses et poursuivre les affaires que le clergé peut avoir au Parlement et au Grand Conseil ».

Que l'une ou l'autre de ces répartitions des fonctions des agents généraux entre eux ait été faite en exécution de ces textes, nous n'en avons pas la preuve (3). En tous cas, pour l'époque qui nous intéresse spécialement, il paraît fort probable qu'elle n'est pas observée : leur rôle leur est commun. Mais ce rôle, quel est-il ?

Le *Recueil* de 1767, dans le titre qu'il consacre aux fonctions des agents généraux, dit ceci (4) : « Ces fonctions aussi honorables qu'utiles sont bien étendues. Chargés par l'Etat de veiller à l'intérêt général du clergé, MM. les agents portent tout le poids de la hiérarchie ecclésiastique, ils sont pour ainsi dire les dépositaires de la juridiction et du temporel du clergé de France. Il est de leur ministère de ne laisser porter aucune atteinte à la puissance spirituelle et de conserver précieusement les droits, honneurs, prérogatives, exemptions, immuni-

(1) Citée plus haut.

(2) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2401.

(3) L'assemblée de 1645 accorda 3.000 l. supplémentaires à l'un seulement des agents pour ses voyages à la suite du roi. Mais les assemblées de 1660 et suivantes donnèrent cette somme à chacun des agents pour leurs voyages. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2404.

(4) *Recueil* de 1767, p. 251.

tés et privilèges du premier corps de l'Etat; et, comme l'intérêt particulier tient à l'intérêt général, chaque membre de ce corps a droit d'invoquer leur secours. De là cette multitude d'affaires contentieuses dans lesquelles ils ne peuvent se dispenser d'accorder leurs bons offices, souvent même leur intervention, de là cette correspondance de lettres et cette affluence de mémoires qui leur sont adressés du fond même des provinces les plus éloignées... » Et, dans le détail, le *Recueil* étudie leurs fonctions à l'égard des archives du clergé, de la caisse générale, du bureau de l'agence, du conseil du clergé, leur correspondance, leurs circulaires et aussi leur rôle à l'égard des assemblées et à l'occasion de différentes cérémonies.

Les *Mémoires du clergé* chargent les agents de veiller à l'exécution des cahiers, des lettres patentes et des conventions passées avec le roi (1), de faire des remontrances (2), d'agir au Conseil et près des Parlements (3), de se tenir en rapport avec les diocèses (4); ils leur confient la surveillance des receveurs (5); ils leur donnent le droit de s'opposer parfois à certaines gratifications (6); ils exposent leurs fonctions relatives aux décharges et aux pensions accordées par le clergé (7); celles qu'ils ont à l'égard de la garde des archives (8), à l'égard des assemblées (9) et dans certaines circonstances (maladie du roi, mort des prélats) (10).

Pour GUYOT, dans le *Répertoire de jurisprudence* de 1784-1785 (11), toutes les fonctions des agents se

(1) *Mémoires du Clergé*, id., p. 12 et 48.

(2) *Mémoires du Clergé*, p. 12, 48, 2339 et suivantes.

(3) *Mémoires du Clergé*, p. 49, 50, 2346 2393 et suivantes.

(4) *Mémoires du Clergé* p. 13 et 49.

(5) *Mémoires du Clergé*, id., p. 12, 13, 49, 50, 2379 et 2380.

(6) *Mémoires du Clergé* id. p. 2381 et 2382.

(7) *Mémoires du Clergé* id., p. 13, 49, 2382 et suivantes.

(8) *Mémoires du Clergé*, id., p. 14, 50 2439 et suivantes.

(9) *Mémoires du Clergé* id., p. 2386 et suivantes.

(10) *Mémoire sdu Clergé*, p. 2391 et suivantes.

(11) GUYOT, *op. cit.* p. 248.

ramènent à trois chefs principaux : le premier est de veiller sur la recette, les états et l'emploi des deniers du clergé et de faire les poursuites nécessaires; le second est relatif aux privilèges du clergé et aux contrats pour les subventions, ce qui entraîne des avertissements aux diocèses, des remontrances au roi et au Conseil, et des requêtes d'intervention; le troisième concerne la garde des archives et la délivrance des extraits des papiers du clergé. A ces trois chefs, le *Répertoire* ajoute (1) certaines fonctions dans l'assemblée.

Quant au *Précis des rapports de l'Agence du Clergé* publié en 1786, il dit (2) seulement que la principale attribution des agents consiste à faire des remontrances et de faire réformer les arrêts, ainsi qu'il a été dit plus haut.

Ces différents textes mentionnent enfin le devoir qu'ont les agents généraux du clergé de rendre compte de leur charge (3). Ils le font dans un rapport qu'ils lisent à l'assemblée dans laquelle ils terminent leur agence.

En cherchant, d'après ces textes, à différencier et à classer les diverses fonctions des agents généraux, nous voyons que leur rôle essentiel est la sauvegarde des intérêts généraux du clergé : intérêts spirituels parfois et surtout droits et privilèges temporels. Ce rôle a plusieurs aspects (droit de faire des remontrances, interventions au Conseil, intervention près des tribunaux, fonctions financières, direction de l'administration permanente centrale, archives, bureau de l'agence, conseil du clergé) rapports avec les diocèses, rôle à l'égard des assemblées). Il faut ajouter, bien que les textes n'en parlent pas, que souvent, pour le maintien des droits du clergé, les agents sont amenés à solliciter des textes législatifs auprès du gouvernement royal. De cette fonction, qui n'est qu'un aspect de la sauvegarde des intérêts

(1) Guyot, *op. cit.*, p. 248.

(2) *Précis des rapports*. Préface, p. I et II.

(3) Voir plus bas, p. 209 et 210.

généraux, nous trouvons maint exemple dans les procès-verbaux des assemblées et dans les rapports d'agence.

Il s'agit dans tout ceci des intérêts du clergé en général. Mais, ainsi que le fait remarquer le *Recueil* de 1767, l'intérêt général est bien souvent fait d'intérêts particuliers. C'est pourquoi, après avoir, dans un premier chapitre, étudié l'intervention des agents auprès du gouvernement pour l'obtention de textes législatifs ayant une portée générale, nous verrons dans les deux chapitres suivants la défense par les agents des causes particulières. Ce sont ici des intérêts individuels qui sont en jeu; mais aussi, mêlé à eux, compromis en même temps qu'eux, l'intérêt général est souvent en cause de façon indirecte. Ceci se manifeste dans le degré d'intervention des agents.

Pour la défense de ces causes individuelles, ils agissent de façons fort diverses : sollicitation de lois (rare) ou de lettres patentes, interventions au Conseil, démarches auprès de ministres, de magistrats, auprès du patron du bénéfice, des parties en litige, simples conseils ou seulement intérêt pris à l'affaire et rapport devant l'assemblée. C'est ce que disent les abbés de PÉRIGORD et de BOISGELIN en 1785 (1) : « Nous terminerons notre rapport par le compte des affaires dont nous nous sommes occupés soit par notre influence directe, soit par l'attention particulière qu'elles nous ont paru mériter. » Quand il s'agit d'intervention en justice, les agents peuvent être partie principale, partie intervenante ou simples conseillers. Ils n'agissent des deux premières façons, et surtout de la première, que si l'intérêt général est en jeu, si l'affaire concerne directement ou indirectement un grand nombre d'ecclésiastiques, ou si elle risque de créer un précédent fâcheux. Leur action est toujours très prudente et ils n'oublient jamais le danger qu'il y aurait à donner trop ouvertement et trop facilement l'appui officiel du clergé de France aux causes individuelles. L'abbé de PÉRIGORD le dit lui-même à l'assemblée de

(1) P.-V. de 1780, p. 4.

1782 (1) : « Si nous paraissions ne nous occuper ici que de l'intérêt général du corps, nous n'appréhendons pas que l'on nous accuse de négligence envers les intérêts particuliers de ses membres... A Dieu ne plaise que rien de ce qui touche un seul des membres du clergé puisse jamais nous devenir étranger ou indifférent. Mais nous pensons qu'il serait dangereux de mettre en activité le premier corps de l'Etat pour des affaires privées où sa dignité pourrait être compromise... »

Pour classer en deux chapitres les causes individuelles, nous avons adopté la division même des rapports d'agence, en particulier de celui de 1785 : dans le chapitre II, nous verrons celles qui ont trait à la juridiction ecclésiastique et aux matières bénéficiales et, dans le chapitre III, celles qui touchent au temporel. Elles seront rangées à l'intérieur de ces chapitres d'après le degré d'intervention que leur ont apportée les agents.

Le Chapitre IV sera consacré aux fonctions d'administration générale des agents généraux. Nous avons groupé sous ce titre leurs fonctions financières purement administratives et leur rôle dans la direction du bureau de l'agence, des archives et du conseil du clergé. Dans le chapitre V, nous étudierons les envois et les circulaires adressés par les agents aux prélats et aux diocèses et le projet de correspondance régulière avec ces derniers, projet établi par les agents de 1780-1785. Enfin, dans un dernier chapitre, nous verrons leur rôle à l'égard des assemblées du clergé.

Nous transcrivons au début de chaque chapitre les textes qui établissent ces diverses fonctions, puis nous en ferons l'étude détaillée par l'examen complet du rapport que les abbés de PÉRIGORD et de BOISGELIN présentèrent à l'assemblée de 1785, par celui des procès-verbaux des assemblées de 1780 et de 1782, qui leur confièrent de nombreuses tâches, et par celui du procès-verbal de l'assemblée de 1785, qui montre le rôle qu'ils eurent encore à jouer comme anciens agents. Nous y

(1) *P.-V. de 1782*, p. 121.

ajouterons l'étude de différentes pièces des Archives Nationales qui se rapportent à leurs fonctions. Parmi ces papiers, très nombreuses sont les lettres envoyées et reçues par les agents. Mais nous ne citerons, des affaires auxquelles ces lettres sont relatives, que quelques-unes à titre d'exemples, car les plus importantes de celles auxquelles les agents ont apporté leurs soins sont exposées dans le rapport d'agence.

Nous verrons de la sorte à la fois l'application à la réalité des textes ci-dessus mentionnés et l'extension que le rôle des agents généraux avait prise à la fin de l'ancien régime, extension qui se manifeste dans le grand nombre d'affaires dont ils avaient alors à s'occuper.

CHAPITRE PREMIER

INTERVENTION AUPRÈS DU GOUVERNEMENT ROYAL POUR LA SAUVEGARDE DES INTÉRÊTS GÉNÉRAUX DU CLERGÉ

Les fonctions des agents généraux du clergé dans ce domaine consistent à requérir du gouvernement l'enregistrement de lois déjà existantes, à le prier, de la part des assemblées générales, d'en accorder de nouvelles, à solliciter la réponse du roi aux cahiers du clergé et à poursuivre l'obtention des déclarations antérieurement demandées par les assemblées.

Leur rôle va plus loin encore : ils établissent des projets de lois qui seront ensuite sollicitées auprès du gouvernement; ils en ont même parfois l'initiative en suggérant à l'assemblée de demander telle loi qu'ils jugent utile aux intérêts du clergé.

L'objet de ces démarches est divers : il s'agit tantôt d'un point de juridiction ou de discipline ecclésiastique, tantôt d'une question bénéficiale, tantôt du temporel. Mais, quel qu'en soit l'objet, elles visent à obtenir du souverain des textes législatifs sur des questions qui intéressent le clergé de France en général. Ces lois sont sollicitées souvent à l'occasion d'un cas particulier, mais elles concernent tous les cas analogues et ont une portée générale.

*
* * *

Quel est tout d'abord le rôle des agents généraux dans l'enregistrement des lois ?

En matière bénéficiale, celui des agents de 1780 est modeste. L'assemblée (1) leur confie le soin de s'enquérir des Parlements dans lesquels une déclaration du 1^{er} décembre 1769 n'a pas encore été enregistrée à la date du 25 septembre 1780. Par cette déclaration, « les unions anciennement faites au profit des évêchés, églises cathédrales, séminaires, hôpitaux et collèges ont été comme validées et garanties de toutes recherches et incursions. » « Une importante mission à donner à MM. vos agents, dit l'archevêque d'Arles (2), serait de s'informer d'abord dans les bureaux de M. le garde des Sceaux, des Parlements qui n'ont pas encore reçu la nouvelle loi et de faire, à ce sujet, les diligences nécessaires pour en préparer l'envoi et la vérification, afin que tous les diocèses profitent de ce monument de la sage et pacifique législation du feu roi. » Et l'assemblée décide de leur confier cette mission.

L'assemblée de 1780 les a chargés aussi, disent-ils dans leur rapport de 1785 (3), de veiller avec une attention particulière sur l'envoi et l'enregistrement dans les divers Parlements de lettres patentes fixant, dans le ressort de chacun, le nombre des villes murées dont les cures doivent être possédées par des gradués.

Voyons maintenant le rôle des agents dans l'enregistrement des lois qui concernent les finances et le temporel.

La raison d'être initiale des assemblées générales du clergé est le vote des subsides accordés au roi. Bien que leur activité se soit étendue à de nombreux autres objets, celui-ci reste essentiel. Mais les délibérations des assemblées à ce sujet doivent être confirmées par des arrêts du Conseil et par des lettres patentes. Le rôle des agents généraux est ici encore assez restreint : il se borne surtout à des démarches ayant pour but d'ob-

(1) *P.-V. de 1780*, p. 866 et 867.

(2) Chef de la commission pour la religion et la juridiction.

(3) *Rapport de 1785*, p. 56.

tenir la promulgation et l'enregistrement de ces lettres patentes : « MM. les agents, dit le *Recueil* de 1767 (1), en sollicitent l'expédition auprès du ministre qui a le département du clergé. » En 1780, les commissaires du roi ayant demandé à l'assemblée, le 8 juin (2), la somme de 30 millions, l'assemblée décide de confier à une commission l'examen de cette demande. Puis, par une première délibération (3), l'assemblée accorde le don gratuit et accepte l'offre d'un million par année pendant quatorze ans et, par une seconde (4), adopte l'avis de la commission sur la façon dont seront faits l'emprunt nécessaire, le paiement des arrérages et le remboursement du capital, et sur l'emploi des quatorze millions. Les fonctions des agents en la matière sont indiquées d'abord par le procès-verbal de la séance du 7 juillet (5) : « Mgr l'archevêque de Toulouse a dit qu'il s'était rendu chez M. de BEAUMONT avec M. l'abbé de PÉRIGORD pour demander, suivant l'usage, un arrêt du Conseil et des lettres patentes qui confirment et autorisent les délibérations des 12 et 26 juin dernier au sujet de la somme de trente millions de livres de don gratuit accordée à Sa Majesté; que M. de BEAUMONT leur avait fait espérer que cet arrêt et ces lettres patentes seraient incessamment accordées »; puis, par le procès-verbal de la séance du 4 août (6) « Mgr l'archevêque de Toulouse a été prié de voir, avec un de MM. les agents, M. le président du Parlement de Paris, relativement à l'enregistrement des lettres-patentes confirmatives de l'emprunt fait pour le don gratuit de trente millions ; MM. les agents ont été chargés d'aller chez M. le Procureur général et chez M. l'abbé d'ESPAGNAC, rapporteur de la cour pour le même objet. » Ces lettres-patentes qui confirment et autorisent les délibérations des 12 et 26 juin sont données

(1) *Recueil* de 1767, p. 100 et 101.

(2) *P.-V. de 1780*, p. 31 et suivantes.

(3) *P.-V. de 1780*, p. 38.

(4) *P.-V. de 1780*, p. 74.

(5) *P.-V. de 1780*, p. 216 et 217.

(6) *P.-V. de 1780*, p. 428.

le 30 juillet et enregistrées au Parlement le 22 août (1), et celles qui confirment l'emprunt sont accordées le 30 janvier 1781 et enregistrées le 13 mars de la même année (2).

Sans faire eux-mêmes de façon directe, cette fois, les démarches nécessaires à l'enregistrement d'une déclaration concernant les menues dîmes, nos agents jouent cependant un rôle indirect dans l'obtention de cet enregistrement. A la suite de plaintes du clergé sur la jurisprudence du Parlement de Toulouse à l'égard des menues dîmes, le roi a adressé à cette cour « une déclaration propre à tarir la source de toutes contestations à ce sujet » (3). La commission députée à cet effet rend compte à l'assemblée, le 11 août 1780 (4), des démarches qu'elle a faites auprès du comte de MAUREPAS « pour conférer avec ce ministre sur la nécessité de faire promptement enregistrer la délibération ». Bien que le gouvernement eût alors paru favorable, l'enregistrement n'a pas encore eu lieu à la date du 1^{er} septembre 1780. Un mémoire a été remis au roi, celui-ci a donné sa réponse (5) qui a été examinée par la commission pour le temporel, et, à la suite du rapport des commissaires, l'assemblée délibère (6) : « MM. les agents ont été chargés de faire part au plus ancien des archevêques et évêques qui se trouveront à Paris des informations qu'ils auront reçues, relativement à la déclaration sur les dîmes envoyée au Parlement de Toulouse, afin que les archevêques et évêques puissent délibérer, s'il y a lieu, sur les démarches qui seraient

(1) ISAMBERT. — *Recueil général des anciennes lois françaises*, Paris, 1826, T. XXVI, p. 366. En outre, un écrit portant aliénation au profit du clergé, pendant quatorze ans, d'un million sur le produit annuel du bail des fermes, paraît en août 1780 et est enregistré le 29 de ce mois.

(2) ISAMBERT, *op. cit.*, id., p. 417.

(3) *P.-V. de 1780*, p. 37.

(4) *P.-V. de 1780*, p. 527.

(5) *P.-V. de 1780*, p. 579.

(6) *P.-V. de 1780*, p. 609.

convenables pour en presser le plus prompt enregistrement. » (1)

*
* * *

Les agents généraux sont très souvent chargés par les assemblées de solliciter non plus seulement l'enregistrement d'un loi existante, mais l'obtention de cette loi elle-même. Ceci fait déjà partie de leur rôle en ce qui concerne le don gratuit et l'emprunt qui en est la conséquence, mais les lettres patentes à ce sujet sont toujours accordées par le roi et les fonctions des agents consistent surtout à presser leur promulgation et leur enregistrement. Il n'en est pas de même dans les démarches que les assemblées de 1780 et de 1782 les chargent de faire pour obtenir des lois sur différents autres objets.

Tout d'abord, une des déclarations qu'il leur incombe de demander concerne un point de discipline ecclésiastique : la répression des mauvais livres. Un mémoire (2) sur cet objet a été présenté au roi. La commission de 1780 pour la religion et la juridiction a examiné la réponse royale et s'exprime ainsi (3) : « Le roi annonce les dispositions les plus favorables à l'effet d'arrêter, par un règlement général, la composition, la vente et la circulation des écrits contraires à la religion et aux mœurs. Si nous n'avons pas la consolation de voir cette opération consommée pendant le cours de nos séances, c'est que, le Parlement de Paris étant saisi de la dénonciation faite à cette cour des derniers arrêts du Conseil sur le fait de la librairie, M. le Garde des Sceaux a pensé qu'il était opportun d'attendre la conclusion de cette affaire avant de conférer avec les magistrats sur

(1) Proches des fonctions que nous venons d'étudier sont celles que l'assemblée de 1780 attribue aux agents dans le regroupement de textes existants : sous leur direction et celle du président de l'assemblée, deux théologiens devront recueillir « les canons reçus par l'Eglise de France et les autres règles et monuments de discipline concernant les vie, mœurs, études, devoirs et obligations des personnes ecclésiastiques. » *P. V. de 1780*, p. 229.

(2) *Archives Nationales* G⁸ 121.

(3) *P.-V. de 1780*, p. 659 et 660.

le projet et sur les dispositions de la nouvelle loi. Vous jugerez sans doute à propos de charger MM. les agents d'en solliciter avec zèle l'expédition après la séparation de l'assemblée et de veiller singulièrement à ce que, dans le règlement qui interviendra, on suive les vues développées dans nos précédentes délibérations sur cet objet important et de première nécessité. » L'assemblée confie ce rôle aux agents (1).

Mais, lors de l'assemblée de 1782, cette loi n'est pas encore intervenue. La commission pour la religion et la juridiction en expose la nécessité (2) et donne de nouveau lecture du mémoire de 1780, qui projette un règlement dont les dispositions « embrasseraient non seulement la composition, l'impression, la vente et la distribution des livres prohibés, mais encore la police des inventaires, des cabinets littéraires et autres expositions publiques, l'introduction en France des livres venant des pays étrangers... » Il semble utile aux commissaires qu'il soit présenté au gouvernement un projet de règlement en « style d'ordonnance ». Ils sont chargés de rédiger ce projet par l'assemblée qui ensuite l'approuve (3); enfin des députés le remettent au garde des Sceaux (4). En outre, deux mémoires (5) sont établis et présentés au roi, avec le projet d'édit, par le président de l'assemblée. Bien que ces démarches soient accueillies favorablement par le roi et le garde des Sceaux (6) il s'avère utile de les renouveler, car le chef de la commission propose, le 6 décembre 1782 (7) « de prier Mgr le cardinal de LA ROCHEFOUCAULD (président de l'assemblée) et Mgr l'archevêque de Paris de vouloir bien, conjointement avec MM. les agents, insister, après la séparation de l'assemblée, par toutes les démarches qu'ils jugeraient convenables, à ce qu'il soit donné suite et exécution aux deux

(1) *P.-V. de 1780*, p. 661.

(2) *P.-V. de 1782*, p. 86 et suivantes.

(3) *P.-V. de 1782*, p. 111. Le projet d'édit se trouve p. 112 à 118.

(4) *P.-V. de 1782*, p. 157.

(5) *P.-V. de 1782*, p. 167 et 169.

(6) *P.-V. de 1782*, p. 176, 212 et 239.

(7) *P.-V. de 1782*, p. 300.

mémoires présentés au roi par le clergé en conséquence de la délibération du 16 novembre dernier; mémoires tendant à faire cesser l'impression et le débit des livres contraires à la religion, aux mœurs et à l'autorité (1) ».

En matière financière, l'assemblée de 1780 (2), après avoir autorisé le receveur général à recevoir des fonds destinés à être placés sur le clergé au denier vingt-cinq, charge les agents de « solliciter les lettres-patentes et les enregistrements qui pourront être nécessaires ».

L'assemblée de 1782, à deux reprises, leur confie des fonctions analogues sur des questions qui touchent au temporel du clergé. Le 5 décembre, à la suite d'un rapport (3) sur une contestation dont la cause était le défaut de lettres d'amortissement, un des commissaires pour le don gratuit et les moyens propose « de faire une nouvelle démarche pour remplir les vœux de l'assemblée de 1780, à l'effet d'obtenir des lettres d'amortissement général pour toutes les acquisitions ecclésiastiques depuis 1700 jusqu'à 1749 ». L'assemblée adopte cet avis et, d'après la table des matières du procès-verbal qui range cette demande parmi celles qui sont confiées aux agents, ce serait à eux qu'incomberait cette tâche. Puis, le 6 décembre, il s'agit d'une déclaration dont l'objet, exposé à l'assemblée par un membre de la commission pour le don gratuit et les moyens, est le suivant (4) : il tend à s'établir en Provence une jurisprudence qui convertit le droit d'indemnité exigé des propriétaires des anciens domaines de l'Eglise, en droit de lo^d ou demi-lo^d. Des arrêts (5) du Parlement de Provence s'autorisent pour cela de ce que les propriétaires ne présentent

(1) En 1785, l'ordonnance n'a pas été obtenue. De nouveau un mémoire et des observations sur le projet d'édit sont présentés au roi et au garde des Sceaux. *P.-V. de 1785* p. 304. Mais le roi promet seulement de faire exécuter les règlements déjà existants, *id.*, p. 477.

(2) *P.-V. de 1780*, p. 990.

(3) *P.-V. de 1782*, p. 298 et 299.

(4) *P.-V. de 1782*, p. 326 et suivantes.

(5) Arrêts de 1658 et de 1771 à la suite d'un premier arrêt de 1582 qui avait transformé ce droit d'indemnité en servitude exigible tous les vingt ans.

pas de titres d'acquisition. Ceci est contraire, dit le commissaire de l'assemblée, à la propre jurisprudence du Parlement (qui exempte du droit d'indemnité lorsque la possession remonte avant la date de l'inféodation) et à l'édit de 1695, qui consacre la prescription de l'Eglise. Le Parlement invoque une ancienne loi qui ne s'applique pas à ce cas. L'assemblée charge donc les agents « de solliciter de Sa Majesté une déclaration qui fixe d'une manière irrévocable l'époque où la possession doit servir de titre et qui, en adoptant les conditions imposées par la nouvelle jurisprudence, oblige les magistrats qui les ont établies à ne pas les méconnaître ».

Sans demander un nouveau texte de loi, il peut y avoir lieu seulement de solliciter une nouvelle interprétation d'un texte existant : c'est ce qui se produit encore en 1782 (1). Des curés ayant été assignés par exploits à lever une quantité de sel déterminée, puis ayant été condamnés, ont, pendant qu'ils réclamaient les bons offices des agents généraux, adressé leurs plaintes au ministre des Finances. Celui-ci leur a répondu que les contrats entre le roi et le clergé qui, cependant, dit le commissaire pour le temporel, confirment l'exemption du clergé du droit de gabelle, n'ont pu déroger aux ordonnances et que d'ailleurs telle est la jurisprudence du Conseil. En fait, des lettres-patentes de 1626 et une déclaration de 1655 confirment le privilège, tandis qu'une autre déclaration de 1680 (2) autorise les visites des officiers des greniers à sel dans les maisons ecclésiastiques. Depuis cette date, le roi et le contrôleur se sont montrés tour à tour hostiles et favorables à l'exemption du clergé. Les agents sont alors chargés « de solliciter une interprétation de la déclaration de 1680, laquelle, en donnant une sanction publique et légale aux engagements contractés par le roi envers le clergé de son royaume relativement à l'exemption des gabelles, confirme un privi-

(1) *P.-V.*, de 1782, p. 292 et suivantes.

(2) En 1665, déjà, le Conseil avait fait des difficultés pour reconnaître l'exemption.

lège dont la source est aussi respectable et aussi sacrée... »

* * *

Des démarches du même ordre que celles que nous venons de voir à propos de l'obtention de lois incombent aux agents à l'occasion de la réponse du roi aux cahiers du clergé; là encore ils ont seulement à exécuter les ordres de l'assemblée. Le *Recueil* de 1767 (1) dit en effet : « MM. les agents sont chargés de solliciter des réponses favorables du roy aux cahiers des assemblées du clergé ». Ces fonctions sont confiées aux agents de 1780 d'une manière toute spéciale. Le chef de la commission pour la religion et la juridiction rappelle (2) en effet à l'assemblée de 1780 qu'autrefois le souverain donnait ses réponses aux cahiers avant la séparation des assemblées, mais que, depuis longtemps, il a pris l'habitude de ne les donner qu'après cette séparation. Insensiblement les délais se sont allongés et « il n'a été fait droit sur les cahiers des deux dernières assemblées que dans le cours de l'assemblée suivante, malgré les instances vives et persévérantes » des agents. Ce retard présente plusieurs inconvénients : 1° Les cahiers renferment quelquefois des objets sur lesquels « il est instant de prononcer »; 2° la publication du procès-verbal se trouve retardée; enfin 3° faute de connaître les intentions du roi sur les dernières représentations du clergé, les assemblées provinciales et générale ne savent « de quel terme elles doivent partir dans les demandes à former ». Nos agents sont donc, conformément à l'avis de la commission, chargés, le 22 août 1780, de « faire les diligences nécessaires à l'effet de presser la réponse au cahier que l'assemblée se propose de présenter au roi ». Les démarches qu'ils durent faire en accomplissement de cette mission eurent un effet certain, car la réponse du

(1) *Recueil* de 1767, p. 112. Il se réfère à l'art. XII, tit. VI, du règlement de 1715 (*P. V. de 1715*, p. 257), mais ce dernier semble ne concerner que les devoirs des agents vis-à-vis de l'exécution des réponses royales.

(2) *P.-V. de 1780*, p. 547.

roi porte la date du 23 novembre 1782 (1), ce qui marque un progrès sensible sur les réponses aux cahiers des précédentes assemblées.

De plus, les agents prêtent une attention particulière à l'accueil fait par le gouvernement aux articles des cahiers qui concernent les demandes de nouvelles déclarations, demandes dont ils poursuivent la réalisation. C'est ainsi que nos agents, dans leur rapport de 1785, rappellent les déclarations sollicitées par l'assemblée de 1780, donnent pour chacune d'elles les réponses du roi et du garde des Sceaux et, pour quelques-unes, ajoutent leurs suggestions.

En matière de juridiction ecclésiastique et en matière bénéficiale, ils ont suivi de la sorte huit demandes.

L'une d'elles (2), formée déjà en 1723 et en 1775 avant de l'avoir été en 1780, concerne la jouissance et la possession des fruits des bénéfices par les ecclésiastiques auxquels le visa ou institution canonique a été refusé. Suivant le texte sollicité, ces ecclésiastiques n'auraient possession et jouissance qu'après la déclaration d'abus, et ceci seulement en grande connaissance de cause et sous condition de fixer un terme fatal. Le roi a répondu qu'il se référerait à la réponse déjà faite à l'assemblée de 1780, qu'il avait donné ses ordres aux procureurs généraux ^{tit.} « afin que l'on n'abusât pas des dispositions de l'Edit de 1695 » et qu'il les renouvellerait. Les agents donnent en outre la réponse du garde des Sceaux qui dit, lui aussi, que le roi, après avoir mûrement réfléchi, s'est borné à cet ordre.

La seconde demande de déclaration (3) dont les agents rendent compte tend à ce qu' « aucun ecclésiastique ne soit pourvu de cure ou de bénéfice à charge d'âmes... s'il n'a exercé pendant deux ans les fonctions de vicaire, secondaire ou autre de prêtre employé au ser-

(1) *P.-V. de 1780*, p. 1179 à 1204.

(2) *Rapport de 1785*, p. 46 et 47.

(3) *Rapport de 1785*, p. 47 et 48.

vice spirituel des paroisses », ou s'il n'a été approuvé pour la confession et la prédication pendant quatre ans. Le roi a promis de s'occuper de cet objet et le garde des Sceaux a dit aux agents qu'il s'en occupait afin de mettre le roi « en état de faire connaître ses intentions ». Les agents ajoutent en s'adressant à l'assemblée : « Puisque vous n'avez pas encore obtenu la déclaration que vous désirez sur cet objet, ne pourriez-vous pas espérer de votre crédit et de la pureté de vos motifs l'établissement du concours pour tous les bénéfices auxquels est attaché le soin des âmes? » (1). A la suite de ce rapport, la commission pour la religion et la juridiction présente un mémoire au garde des Sceaux (2) et prépare des plans de règlements pour les diocèses qui adopteraient le concours (3) ; l'assemblée décide (4) d'aider ces derniers de ses bons offices, sans toutefois demander l'établissement général du concours; elle délibère en outre de solliciter de nouveau la déclaration déjà demandée en 1780.

Une troisième déclaration (5) réclamée dès 1755, 1760 et 1765, puis en 1780, est relative aux oppositions de mariage. Elle restreint, sauf le cas d'empêchement dirimant, les personnes qui peuvent faire opposition, elle prévoit la mainlevée d'opposition par le ministère public et l'arrivée d'un terme fatal. Le roi a répondu qu'il ferait examiner cette demande ; le garde des Sceaux a dit qu'il s'en occuperait. Enfin, ajoutent les agents, plusieurs dispositions de cette déclaration ont été autorisées par le Parlement de Paris dans un arrêt de règlement du 28 août 1778 (6).

(1) *Rapport de 1785*, p. 48. L'introduction du concours avait déjà fait l'objet d'un vœu des agents en 1775 et l'assemblée avait délibéré d'accorder ses bons offices à ceux des prélats qui l'introduiraient dans leurs diocèses. *P. V. de 1785*, p. 884.

(2) *P.-V. de 1785*, p. 890 et 1069.

(3) *P.-V. de 1785* p. 917 et 927.

(4) *P.-V. de 1785* p. 888.

(5) *Rapport de 1785* p. 48 et 49.

(6) *Rapport de 1785*, p. j., p. XI. A la suite d'un nouveau rapport, l'assemblée de 1785 délibère de renouveler sa demande de déclaration, *P. V. de 1785*, p. 750.

La demande suivante (1), selon l'ordre du rapport d'agence, concerne la publication des bans de mariage dans la paroisse d'origine, c'est-à-dire celle du baptême, la tenue de registres et les mentions à faire sur les certificats de publication. Le garde des Sceaux, disent les agents, a répondu que le roi a trouvé que les formalités proposées étaient plus embarrassantes qu'utiles; mais ils rappellent que le but de celles-ci est d'éviter un second mariage lorsque l'on est encore dans les liens du premier, et ils ajoutent : « Vous penserez peut-être que les avantages d'une loi aussi précieuse... à l'ordre public doivent vous engager à faire de nouvelles instances pour l'obtenir. »

La cinquième déclaration (2) soumet à la résidence fixe, déterminée et constante les dignitaires des chapitres non chanoines et règle le nombre et la qualité des officiers commensaux des maisons royales qui devraient être tenus présents dans le chapitre. Après la réponse du roi promettant de s'occuper de la question, le garde des Sceaux a fait connaître aux agents qu'il n'a « pas encore été possible de faire tout le travail nécessaire pour mettre Sa Majesté en état de prendre une détermination définitive ». Les agents pensent que de nouvelles sollicitations détermineront le succès de cette demande (3).

La déclaration suivante (4) a pour but d'étendre à toutes les églises collégiales la validation des anciennes unions faites au profit des églises cathédrales, prononcée en 1769. La réponse du roi est analogue et celle du garde des Sceaux est la même que celles données à la demande précédente et les agents disent : « Nous aimons à nous persuader que votre recommandation

(1) *Rapport de 1785*, p. 50 et suivantes.

(2) *Rapport de 1785*, p. 52 et suivantes.

(3) A la suite d'un nouveau rapport, l'assemblée délibère de demander la loi fixant le nombre des officiers des chapelles et oratoires du roi et de tous autres employés dans les états. *P.-V. de 1785*, p. 935.

(4) *Rapport de 1785*, p. 54 et 55.

procurera aux églises collégiales la tranquillité que nos efforts n'ont pas encore pu leur obtenir. »

Une autre demande (1) faite par les cahiers de 1780 tend à fixer dans les ressorts des Parlements le nombre des villes murées dont les cures doivent être possédées par des gradués. La réponse du roi est ici encore évasive et celle du garde des Sceaux qui concerne les deux demandes précédentes concerne aussi celle-ci.

Enfin la dernière déclaration souhaitée par le clergé en matière de juridiction et de bénéfices avait fait l'objet de la part de l'assemblée (2) d'une recommandation spéciale auprès des agents. Le bureau avait proposé, le 15 septembre 1780, qu'ils fussent chargés de solliciter sans retard une réponse favorable à un article du cahier, au cas où l'assemblée jugerait à propos de faire des démarches auprès du roi à l'effet d'obtenir une déclaration. L'objet de cette déclaration que l'assemblée délibère de demander est, en étendant à tous les collèges ci-devant occupés par les Jésuites les dispositions des lettres patente données en 1763 pour le collège de Toulouse, d'ordonner que les cures dépendantes des bénéfices unis à ces collèges, soient à la disposition des archevêques et évêques diocésains. Dans leur rapport (3) les agents font part de la réponse du garde des Sceaux : cet objet, a-t-il dit, exige des détails qu'il n'a pas pu encore se procurer.

Outre les demandes formulées par leurs cahiers, les assemblées sollicitent quelques autres déclarations, déjà réclamées parfois par des cahiers antérieurs; les fonction des agents sont d'ailleurs identiques et ils rendent compte de la même manière de la façon dont ils se sont occupés de ces questions. C'est ainsi qu'ils rapportent (4), qu'ils ont sollicité « dans toutes les occasions » et obtenu le 9 mars 1782 une déclaration (5),

(1) *Rapport de 1785*, p. 56.

(2) *P.-V. de 1780*, p. 747.

(3) *Rapport de 1785*, p. 57.

(4) *Rapport de 1785*, p. 303 et suivantes.

(5) *Rapport de 1785*, p. j., DLXIV et ISAMBERT, t. XXVII, p. 167.

déjà demandée par l'assemblée de 1780 : elle renouvelle la défense aux curés de s'assembler sans permission.

Le clergé souhaitait alors vivement le règlement d'une question qui avait une grosse importance pour lui, car elle touchait à ses privilèges et avait, de plus, des conséquences pécuniaires assez considérables : c'était celle qui concernait les foi et hommages dont il prétendait être exempté. Cette question s'était posée maintes fois : en 1674, en 1725 et en 1775, date à laquelle un arrêt avait nommé des commissaires du Conseil afin d'en faire l'examen et avait accordé au clergé le temps nécessaire pour mettre ses titres en règle et disposer ses moyens ; commission et surséance avaient été prolongées en 1780. Les agents, qui font d'ailleurs partie de la commission établie par le clergé, présentent un premier rapport en 1782 (1) puis un second en 1785 (2). Ils y analysent les mémoires établis par la commission (3), les réponses de l'inspecteur du domaine et les divers arguments allégués de part et d'autre. Ils terminent en donnant la réponse du roi qui s'est déterminé, « d'après le rapport de son Conseil, à demander l'avis des premiers présidents et des procureurs généraux de ses cours avant de rien statuer de définitif sur une matière qui intéresse autant le clergé de son royaume (4). »

(1) *P.-V. de 1782*, p. 224 et suivantes.

(2) *Rapport de 1785*, p. 61 et suivantes.

(3) Ces mémoires avaient été établis par M. Laget, avocat au Parlement et avocat du clergé, aidé de l'abbé Parent et de l'abbé Bouquet, remplacé à sa mort en 1781 par M. Houard, avocat au Parlement de Rouen ; les agents avaient été chargés par la commission de recouvrer dans la succession de M. Bouquet tous les titres qu'il avait recueillis pour preuves de l'exemption. Un mémoire en réponse à l'inspecteur du domaine se trouve au p. j. du *Rapport de 1785*, p. XV et BN Ld5 594. A la BN aussi, Ld5 592, *Mémoire pour le clergé de France dans l'affaire des foi et hommages et Réponse de l'inspecteur du domaine*.

(4) Après de nouvelles conférences entre les commissaires du Conseil et ceux du clergé, après de nouveaux rapports et une nouvelle délibération de solliciter un jugement définitif, l'assemblée de 1785 obtient un arrêt du Conseil qui ordonne l'envoi aux Parlements, Conseils supérieurs et Chambres des Comptes d'un mémoire demandant des éclaircissements et qui défend de faire de nouvelles poursuites jusqu'à ce qu'il en soit ordonné par le roi. *P. V. de 1785*, p. 1204.

Les agents ont suivi une autre demande de déclaration (1) en matière de temporel: déclaration qui, « confirmant toutes les lois ci-devant rendues au sujet des aliénations, emprunts, remboursements, contiendrait la défense aux bénéficiers, corps ecclésiastiques, etc. » de faire des aliénations d'immeubles, sans procès-verbal *de commodo et incommodo* et sans que l'évêque ait donné son consentement; 2° de faire aucun emprunt sans autorisation de l'évêque; 3° de consentir aucune constitution de rente si ce n'est sous la condition expresse qu'il sera fait un fonds destiné à rembourser chaque année une partie des capitaux; 4° de faire aucun remboursement de rente aux fabriques, bénéficiers, communautés de filles sans que l'évêque en ait été averti afin qu'il puisse veiller à l'emploi des deniers. Le garde des Sceaux, disent les agents, a donné la même réponse qu'à l'article des cahiers concernant les anciennes unions (2).

Enfin, dans une lettre (3) de nos agents au garde des Sceaux, nous les voyons poursuivre l'obtention d'une déclaration sollicitée depuis longtemps (4), disent-ils, par le clergé. Elle affranchirait de l'expectative des gradués non seulement les dignités des églises cathédrales, mais aussi les premières dignités des collégiales, conformément à un édit de 1769 enregistré seulement au Parlement de Dijon. La nécessité de cette déclaration, disent les agents, se fait actuellement sentir dans un litige concernant le doyenné de l'église collégiale Saint-Seurin de Bordeaux.

*
* * *

(1) *Rapport de 1785*, p. 57 et 58.

(2) L'assemblée délibère de solliciter de nouveau une déclaration sur cet objet et de préparer un nouveau mémoire. *P.-V. de 1785*, p. 817.

(3) Du 13 avril 1784. *Arch. Nat.* G⁸ 2619.

(4) L'assemblée de 1775 avait nommé des commissaires pour en faire connaître la nécessité au garde des Sceaux, et les agents précédents avaient remis à celui-ci un mémoire sur la jurisprudence des cours qui n'avaient pas enregistré un édit de 1606 et celui de 1769.

Jusqu'ici, les agents généraux ont été essentiellement les exécuteurs de l'assemblée générale. Dans celles de leurs fonctions auprès du gouvernement royal que nous allons voir maintenant, ils ont une part plus personnelle, une initiative plus grande. Il s'agit tout d'abord de la préparation de certaines lois.

Il en est ainsi d'une déclaration sur les actes de baptême. L'assemblée de 1782 avait demandé au garde des Sceaux de surseoir à l'exécution d'une déclaration du 12 mai 1782 qui, interprétant l'art. 4 de celle du 9 avril 1736, enjoignait aux curés ou vicaires d'écrire les déclarations de ceux qui présenteraient les enfants au baptême et leur faisait défense d'insérer d'autres clauses. Elle avait chargé les agents de réunir des observations sur cet objet (1). Leur rapport devant l'assemblée de 1785 (2) retrace l'historique des actes de baptême, dont il rappelle le but : ils ont été institués pour pouvoir servir à la preuve de l'état des enfants; ils doivent contenir exactement les énonciations; le ministre qui en est rédacteur a dû être regardé jusqu'en 1782 comme un ministre de confiance choisi par l'administration ecclésiastique et civile et il aurait trahi la confiance publique s'il avait inséré des énonciations dont la fausseté lui aurait été connue. Ces principes, les agents les ont trouvés, disent-ils, dans la consultation des rituels et dans l'esprit des règlements ecclésiastiques et des lois. D'après la déclaration de 1782 (3) au contraire, le curé ne garantit plus la vérité des faits relatifs aux qualités de la personne ou à l'état des enfants. Or, continuent les agents, le père peut être absent, les parrain et marraine impubères; la déclaration n'offre désormais plus de garantie. Les abus possibles sont beaucoup plus nombreux et plus graves que celui auquel la loi a voulu parer (les indiscretions des pasteurs dans la rédaction des actes de baptême). Ils terminent en souhaitant une nouvelle loi. Un mémoire

(1) *P.-V. de 1782*, p. 191.

(2) *Rapport de 1785*, p. 23 et suivantes.

(3) *Rapport de 1785*, p. j. p. VII.

est alors présenté par l'assemblée au garde des Sceaux (1) et, le 20 juillet 1787, une déclaration ordonne l'exécution de l'art. 4 de celle du 9 avril 1736 (2). Cet article porte que dans les actes de baptême, « il sera fait mention du jour de la naissance, du nom qui sera donné à l'enfant, de celui de ses père et mère, parrain et marraine, et l'acte sera signé sur les deux registres tant par celui qui aura administré le baptême que par le père (s'il est présent), le parrain et la marraine... » C'est la rétractation de la déclaration de 1782, rétractation demandée par les agents lors de l'assemblée de 1785-1786.

Une des questions de temporel dans lesquelles les agents de 1780 vont avoir un rôle analogue à remplir encore présente une assez grande importance, car elle touche, dans une matière délicate, un grand nombre de décimateurs et de curés : c'est celle de l'augmentation de la portion congrue. Cette portion avait été fixée à 120 l. en 1571, puis à 300 l. en 1629 et enfin à 500 l. par la déclaration du 17 mai 1768 (3). Mais les curés congruistes se plaignaient de ce que cette augmentation était insuffisante par rapport à la hausse de la vie. L'assemblée de 1780 (4) avait, comme nous le verrons, chargé les agents d'adresser aux archevêques et aux évêques une délibération sur la question et de leur demander des éclaircissements à ce sujet avant le 1^{er} janvier 1785. L'assemblée de 1782 (5) délibère de nouveau sur cet objet et charge les agents d'envoyer une seconde circulaire destinée à « rappeler les plans formés par l'assemblée de 1780 » ; elle désire que les états demandés aux diocèses soient portés aux assemblées provinciales de 1785 et confiés ensuite aux députés. La lettre des agents (6) qui transmet ces ordres souhaite en outre que

(1) P.-V. de 1785, p. 1070 et 1187.

(2) ISAMBERT, *op. cit.* T. XXI, p. 405 et suivantes.

(3) Cours de M. OLIVIER-MARTIN. — *Le régime des cultes en France du Concordat de 1516 au Concordat de 1801. Rapports de l'Eglise et de l'Etat.* (Doctorat).

(4) P.-V. de 1780, p. 982.

(5) P.-V. de 1782 p. 242 et suivantes.

(6) P.-V. de 1782, p. 459.

les éclaircissements demandés en 1780 leur soient néanmoins envoyés. Plusieurs diocèses leur adressent des mémoires. En examinant ces mémoires, en se reportant aux rapports des deux dernières assemblées et aux travaux préparatoires de la loi de 1768, pénétrés enfin de « l'esprit de l'ancienne législation sur les portions congrues » les agents recherchent s'il n'existe pas « un principe général d'augmentation ». Et ils exposent le résultat de leur travail devant l'assemblée de 1785-1786 (1) : la loi de 1768, disent-ils, a voulu, en accordant 500 l. aux congruistes, donner une somme équivalente à celle qui avait été accordée par les lois anciennes. Or, par suite de plusieurs causes, qu'ils passent en revue, il aurait fallu accorder au moins 700 l. En accordant la valeur de vingt-cinq setiers de blé, la loi s'est réglée sur le prix du blé à Paris mais celui-ci ne s'est pas élevé avec celui des autres denrées (2). Les intentions de la loi n'ont pas été remplies; or l'assemblée de 1780 « a jugé qu'il fallait s'occuper des moyens de remplir les intentions de cette loi ».

Le rôle des agents ne s'arrête d'ailleurs pas là: en 1782, ils avaient proposé à l'assemblée (3) d'ajouter ses instances aux sollicitations de l'assemblée de 1780 « pour obtenir de Sa Majesté la déclaration qui simplifiera les procédures des unions de bénéfices simples que vous croirez devoir destiner à la dotation des curés et des vicaires à portion congrue ». L'assemblée de 1785 (4) formule à son tour ce double vœu qui n'est cependant exaucé qu'en partie le 2 septembre 1786 par une « déclaration concernant la portion congrue » (5). Ce texte éta-

(1) *Rapport de 1785*, p. 8 et suivantes.

(2) Les causes en sont des lois prohibitives arrêtant la montée du blé et des impôts pesant sur les autres denrées dont ils ont fait monter le prix.

(3) *P.-V. de 1782*, p. 155.

(4) Après un nouveau rapport de la commission et un réquisitoire de l'abbé de Boisgelin, promoteur, elle décide l'augmentation et délibère de présenter au roi un mémoire et des observations. Celles-ci font mention de la simplification des procédures d'unions, simplifications dont elle charge de nouveau les commissaires de poursuivre l'obtention. *P.-V. de 1785*, p. 404 et 760.

(5) *Rapport de 1785*, p. j., p. III et ISAMBERT, *op. cit.* T. XXVIII, p. 232.

blit que « la portion congrue des curés et vicaires perpétuels sera et demeurera fixée à 700 l. à compter du premier janvier prochain ». C'est le chiffre minimum proposé par les agents dans leur rapport. De plus, eu « égard à la différence qui se trouve entre les divers diocèses relativement à leurs besoins et aux ressources plus ou moins suffisantes qu'ils peuvent avoir pour y subvenir », la déclaration ordonne de procéder par des unions de bénéfices « à la dotation des curés ou vicaires auxquels l'abandon total des dîmes n'assure pas un revenu équivalent à la portion congrue...; comme aussi à l'amélioration ultérieure des cures qui jouissent d'un revenu égal à la portion congrue lorsque les circonstances locales paraîtront l'exiger ». Bien que ceci ne réponde qu'incomplètement au second vœu des agents généraux, on voit cependant quelle part active ils ont prise à l'élaboration de cette déclaration.

Parfois aussi les agents donnent leur avis sur un projet de loi qui leur est soumis: nous en avons un exemple dans une lettre (1) de l'abbé de PÉRIGORD au garde des Sceaux, dans laquelle il critique une déclaration projetée. L'un des articles, dit-il, relatif à la résiliation de plein droit des baux des bénéficiers par démission ou décès des titulaires, n'a plus d'utilité aujourd'hui. Quant au second, prohibant les pots de vin, il est inutile pour certains d'entre eux, déjà proscrits, et il apporterait, en ce qui concerne les autres, de la gêne aux titulaires. L'abbé de PÉRIGORD critique en outre les termes mêmes de la déclaration.

*
* * *

Les agents généraux suggèrent quelquefois à l'assemblée de demander au roi telle loi qu'ils jugent utile aux intérêts du clergé. C'est ce que font nos agents dans une matière relative aux nominations bénéficiales: il s'agit de la clause *per obitum* subsidiaire à la demande de bénéfice par résignation.

(1) Du 13 mai 1781. Arch. Nat. G⁸ 2617.

On sait qu'afin de sauvegarder les droits des collateurs, les résignations *in favorem* étaient soumises à des règles strictes, en particulier à celle qui rendait nulle toute résignation faite moins de vingt jours avant la mort du résignant. Mais on tournait la règle en insérant la clause *sive per obitum*. Les agents, dans leur rapport (1), relatent une contestation élevée à ce sujet devant le Parlement de Toulouse qui, en 1782, avait maintenu le résignataire en possession. Le Conseil d'Etat avait cassé l'arrêt et renvoyé devant le Parlement de Paris; le résignataire fit opposition. Les agents exposent la thèse soutenue par le candidat de l'évêque et ils ajoutent: « nous pensons... et soumettons cette idée à votre sagesse... qu'il serait nécessaire de solliciter auprès de Sa Majesté une déclaration portant défense d'insérer la clause *per obitum* dans les résignations et défendant à toutes les cours d'avoir aucun égard à ladite clause ou tout au moins ordonnant que les provisions n'aient aucun effet dans le cas de la mort du résignant après la date des provisions. » Après ce rapport et celui de la commission qui avait été chargée par l'assemblée de s'occuper de cette affaire et qui était favorable à la demande d'une déclaration (2), une députation est envoyée à cette fin auprès du garde des Sceaux. Le chef de la magistrature montre des dispositions favorables, dit le procès-verbal de l'assemblée (3). Après un nouveau rapport du bureau de la juridiction, « il a été délibéré... de solliciter une déclaration » et l'archevêque de Narbonne, président, est prié d'insister auprès du garde des Sceaux sur la nécessité de donner une loi qui fixe à cet égard la jurisprudence des tribunaux (4). C'est donc l'assemblée qui prend la décision de demander une loi, car c'est à elle qu'il appartient de le faire, mais c'est sur l'initiative des agents généraux qu'elle agit.

(1) *Rapport de 1785* p. 131 et suivantes.

(2) *P.-V. de 1785*, p. 417.

(3) *P.-V. de 1785*, p. 428.

(4) *P.-V. de 1785*, p. 877.

Il en est plusieurs fois de même en matière de temporel. Ainsi le 6 décembre 1782, l'abbé DE BOISGELIN fait une suggestion analogue au sujet du paiement des pensions vicariales (1). Un arrêt (2) du Parlement de Bretagne avait condamné les décimateurs à payer la pension de vicaires dont jusque là le curé était seul chargé, ainsi que vingt-neuf années d'arrérages. A la suite de cet arrêt, d'autres assignations dont l'objet était identique avaient été données. Or, dit l'abbé DE BOISGELIN, cette jurisprudence est contraire aux ordonnances (3). « La demande en cassation de l'arrêt du 29 mai 1775... n'ayant point été accueillie au Conseil, quels que puissent être les motifs qui l'ont fait rejeter, dit-il, le seul moyen d'arrêter les progrès de cette jurisprudence, vu l'état actuel des choses est de solliciter une déclaration du roi... » ; déclaration qui, en en interprétant une autre de janvier 1686 et un édit de mai 1768, détermine : 1° que la clause de la déclaration de 1686 qui s'applique ici ne doit s'entendre que des vicaires établis contradictoirement avec les décimateurs ; 2° que dans le cas où ceux-ci ont une possession immémoriale de ne pas payer la pension (ou la portion congrue des curés) ils ne peuvent y être obligés que du jour du jugement, ou de la demande, si elle ne lui est pas antérieure de plus d'un an ; 3° que dans le cas d'un paiement interrompu, ils ne sont tenus qu'à une année échue au jour de la demande ou tout au plus aux trois années qui le précèdent, et ceci conformément à l'ordonnance de 1535. « En conséquence, nous vous proposons... de prier S. E. le cardinal de LA ROCHEFOUCAULD de vouloir bien seconder nos démarches auprès de M. le garde des Sceaux

(1) *P.-V. de 1782*, p. 333 et suivantes.

(2) Arrêt du 29 mai 1775. Les décimateurs sont l'évêque et le chapitre de Saint-Malo.

(3) Parce qu'elle n'a pas examiné si les vicaires ont été légalement établis et parce qu'elle excède de beaucoup, en fixant vingt-neuf ans d'arrérages, la durée de ceux-ci, qui de toutes façons ne doivent pas remonter à plus de trois ans, car il s'agit d'une pension alimentaire et non d'une rente foncière (tout au plus à cinq ans si l'on considère qu'il s'agit d'une rente viagère).

pour obtenir une déclaration du roi... » Et l'assemblée acquiesce (1) à la proposition de l'abbé DE BOISGELIN.

C'est encore au cours de l'assemblée de 1782 (2) qu'après avoir dans leur rapport, rendu compte d'une affaire litigieuse (3) concernant l'exemption d'un hôpital du droit de centième denier, les agents proposent ceci : que l'assemblée fasse des instances appuyées par un mémoire, à l'effet d'obtenir une loi qui exempte les hôpitaux de ce droit pour les legs des immeubles.

Enfin ayant exposé à l'assemblée de 1785 (4) une affaire dans laquelle il y avait eu, d'une part, une atteinte à l'inaliénabilité des biens ecclésiastiques et, de l'autre, des manquements aux engagements contractés par une communauté — ce qui avait rendu extrêmement difficile la défense de cette cause — les agents constatent la nécessité de prévenir de semblables vices d'administration. « Ne pensez-vous pas, disent-ils (5), qu'il conviendrait de demander au souverain que l'évêque ou le syndic diocésain eût le droit d'étendre sa surveillance » sur la destination des deniers empruntés et sur les remboursements prescrits. Cette demande complète celle de l'assemblée de 1780 relativement aux emprunts et constitutions de rente par les bénéficiers.

(1) *P.-V. de 1782*, p. 338. Le rapport des agents en 1785 fait l'exposé de cette déclaration parmi celles qu'ils ont eu à solliciter mais ne donne pas le résultat de leurs démarches. *Rapport de 1785*, p. 58 et 59.

(2) *P.-V. de 1782*, p. 141.

(3) Voir plus bas, p. 145.

(4) *Rapport de 1785*, p. 255 et suivantes.

(5) *Rapport de 1785*, p. 264.

CHAPITRE II

DÉFENSE DES CAUSES INDIVIDUELLES EN MATIÈRE DE JURIDICTION ET DE BÉNÉFICES

SECTION I

DÉFENSE DE LA JURIDICTION ECCLÉSIASTIQUE

Le rôle des agents généraux dans la défense de la juridiction ecclésiastique est indiqué par les *Mémoires du Clergé*, qui disent que, depuis leur établissement, ils ont toujours été reconnus capables de faire des remontrances au roi et à son Conseil pour « demander cassation des arrêts des Parlements et autres cours du royaume qui auraient été rendus par entreprise sur la juridiction ecclésiastique... » (1) et ils en citent de nombreux exemples : en août 1583, les agents sollicitent la cassation d'un arrêt (2) qui est contraire au privilège de juridiction épiscopale et ils voient leur requête accordée. Un arrêt du 27 septembre de la même année (3) et plusieurs autres ordonnances touchent de même à la juridiction ecclésiastique; à leurs remontrances, le roi donne des réponses « dont la plupart sont conformes aux demandes des agents ». Sur leur sollicitation sont cassés un arrêt du 2 octobre 1598 (4) et des lettres paten-

(1) *Mémoires du Clergé*, T. VIII, p. 2339.

(2) Il s'agit d'un arrêt du Parlement de Grenoble ordonnant que les évêques du ressort visitent les églises de leur diocèse avec des conseillers et commissaires députés par cette cour et qu'avec eux il soit pourvu par union de bénéfices à « l'entretienement des cures ».

(3) *Mémoires*, id., p. 2339 et 2340. — C'est un arrêt des Grands Jours de Troyes enjoignant aux archevêques et évêques du ressort de délivrer au Procureur général des procès-verbaux de leurs visites.

(4) *Mémoires*, id., p. 2340. Arrêt de la Cour des Aides de Montpellier relatif aux décimes.

tes de 1625 (1); et ils obtiennent un arrêt du 2 avril 1653 (2) concernant encore le même objet : la connaissance en matière de décimes; et un autre arrêt du 13 janvier 1657 toujours relatif à la juridiction ecclésiastique, mais sur un objet différent (3). Ils obtiennent aussi la rétractation ou la cassation d'arrêts par lesquels les Parlements auraient eu connaissance de la validité des vœux de religion, celle des mariages chrétiens, des matières de doctrine et d'autres causes spirituelles : il en est ainsi en 1636 (4) et 1637 (5), en 1645 (6), 1646 (7) et 1655 (8).

Les *Mémoires du Clergé* (9) font remarquer que « les évêques, qui avaient un intérêt particulier de soutenir leurs ordonnances, n'étaient point en cause dans toutes ces instances de cassation, tant on était persuadé que, la juridiction ecclésiastique étant attaquée dans la personne de ces prélats, c'était le ministère des agents généraux de la défendre ». Après avoir encore cité un arrêt du Conseil (10) obtenu sur la requête des agents et renvoyant à la juridiction ecclésiastique, les *Mémoires* continuent en disant : « Cette sage jurisprudence... a

(1) *Mémoires*, id. Lettre de la création de la Chambre des Comptes, Aides et Finances de Bourgogne lui attribuant la connaissance des décimes.

(2) *Mémoires*, id. C'est un arrêt du Conseil d'Etat par lequel le roi fait défense au Parlement de Bretagne et aux juges présidiaux de cette province de connaître des décimes et subventions.

(3) *Mémoires*, id., p. 2341. Arrêt faisant défense aux juges hauts justiciers d'informer ni de décréter contre les personnes appartenant aux ordres sacrés ni contre les bénéficiers.

(4) *Mémoires*, id. Procédures du Parlement de Bretagne au sujet de propositions schismatiques dans un sermon.

(5) *Mémoires*, id. Arrêt par lequel le roi fait défense aux cours séculières d'entreprendre sur la juridiction de l'église.

(6) *Mémoires*, id., p. 2342. Les agents obtiennent rétractation d'un arrêt qui passait outre à la défense de l'archevêque de Bordeaux vis-à-vis de réguliers.

(7) *Mémoires*, id. Objet analogue au précédent.

(8) *Mémoires*, id., p. 2343. Après une ordonnance de l'évêque d'Angers, puis appel comme d'abus devant le Parlement de Paris, un arrêt du Conseil d'Etat du 6 janvier 1657 défend au Parlement et aux autres juges de connaître des matières de doctrine.

(9) *Mémoires*, id.

(10) *Mémoires*, id. Arrêt renvoyant devant le métropolitain de Tours un archidiacre qui, en exécution d'un arrêt du Parlement de Paris du 14 juillet 1657, s'était pourvu devant le lieutenant général.

été suivie de nos jours » et ils en citent pour preuve un arrêt du 3 juillet 1685 (1), un autre du 7 juin 1700 (2) et d'autres enfin contre les protestants (3). Ils voient même, dans ce rôle qui incombe aux agents généraux, une justification de leur existence : « Il est de l'intérêt du clergé d'arrêter les entreprises trop fréquentes de quelques magistrats qui, de leur propre autorité, s'établissent les juges des causes les plus spirituelles. C'est (encore) un puissant motif de conserver au clergé l'usage de ses agents pour solliciter la rétractation de ces arrêts... » ; car de telles entreprises de la part des cours séculières n'apportent que de la confusion entre les « deux puissances spirituelle et temporelle ». L'attribution des causes de cette nature a été, en effet, confirmée aux juges d'église par l'ordonnance de 1539, l'édit de 1606, celui de 1610 et plusieurs autres (4), mais d'ailleurs, disent les *Mémoires*, cette compétence ne peut lui être contestée et le clergé espère que le Conseil du roi « recevra toujours favorablement les très humbles remontrances de ses agents généraux contre les arrêts rendus par entreprise sur la juridiction ecclésiastique... » (5).

De même, le *Précis des rapports de l'Agence du Clergé* dit qu'il est du rôle des agents de s'adresser au roi et à son Conseil « pour faire réformer les arrêts des Parlements et des autres cours du royaume qui auraient été rendus par entreprise sur la juridiction ecclésiastique... » (6).

Nous allons étudier maintenant comment les agents de 1780 se sont acquittés de ces fonctions.

* * *

(1) Il casse un arrêt du Parlement de Paris, sur appel comme d'abus au sujet de vœux religieux. *Mémoires*, id., p. 2344 et 2345.

(2) Il casse un arrêt du Parlement de Rouen avant entrepris sur la juridiction ecclésiastique. *Mémoires*, id., p. 2345.

(3) Des arrêts du 4 décembre 1671, du 19 janvier 1672.

(4) *Mémoires*, id., p. 2348.

(5) *Mémoires*, id., p. 2349.

(6) *Précis des Rapports*, Préface p. II.

A deux reprises, l'assemblée de 1780 charge les agents généraux d'agir en justice dans des litiges concernant des droits de juridiction ecclésiastique. A propos d'un de ces litiges, elle les autorise à demander un arrêt au Conseil. Le rapport de cette affaire (1) est fait par l'abbé de PÉRIGORD. Il s'agit d'un chanoine de Lombez (2) dont venait le tour d'être nommé au bureau diocésain, selon l'usage suivi par son chapitre; or il ne l'a pas été pour cause d'absence. Le 8 mai 1780, devant le sénéchal de Toulouse, il fait assigner le chapitre; celui-ci répond par un acte du 30 juin et proteste contre l'assignation devant un tribunal incompétent. En effet, dit l'abbé de PÉRIGORD à l'assemblée, c'est un principe « que vous avez toujours voulu maintenir et sur lequel repose votre administration temporelle, que tous les procès relatifs aux décimes, à leurs circonstances ou dépendances, appartiennent aux bureaux diocésains et par appel aux chambres souveraines... » Et il invoque plusieurs textes (3), la jurisprudence et, en particulier, un arrêt de 1695 (4). L'abbé de PÉRIGORD demande donc, dans la crainte de voir se créer un précédent, que son collègue et lui soient autorisés à solliciter un arrêt du Conseil qui casse l'assignation faite devant le sénéchal et « qui maintienne la nomination du chapitre ou renvoie les parties à la Chambre diocésaine et, en cas d'appel, à la Chambre souveraine du ressort pour être fait droit sur leurs demandes... » L'assemblée décide de les y autoriser.

A l'autre demande, ils doivent donner leur appui. L'affaire (5) rapportée par l'évêque d'Agen est relative au droit de justice de l'évêque de Valence, qui sollicite

(1) *P.-V. de 1780*, p. 951 et suivantes.

(2) Le sieur Bourdon.

(3) Des contrats passés avec le roi, un édit de janvier 1599, des lettres patentes de juillet 1606, une déclaration de mai 1626.

(4) Arrêt du 29 avril 1695 qui dans une contestation d'élection au bureau diocésain casse un arrêt du Parlement de Rouen et renvoie le jugement au fond à la Chambre ecclésiastique de Normandie.

(5) *P.-V. de 1780*, p. 889 et suivantes. L'évêque d'Agen est membre de la commission pour les comptes des rentes au denier vingt.

pour son juge la présidence des assemblées de l'hôtel de ville. En vertu d'un arrêt de 1641, la justice ordinaire appartient à ce juge; or une déclaration de 1766 attribue la présidence des assemblées au juge ordinaire. Une requête de l'évêque demandant l'exécution de la déclaration est rejetée par le Parlement de Grenoble le 26 mars 1779. En mars 1780, l'évêque demande au Conseil la cassation de cet arrêt. La requête et tous les mémoires qui y ont trait sont envoyés le 5 avril à l'intendant du Dauphiné, dont l'avis n'est pas aussi favorable qu'on pouvait l'espérer. « Cette affaire, dit le commissaire, qui au premier aspect n'offre qu'un droit particulier, présente dans ses suites les plus grandes conséquences par l'épreuve journalière que vous faites des atteintes portées contre vos droits... » A la suite de ce rapport, l'assemblée délibère d'accorder ses bons offices à l'évêque et de charger les agents « d'appuyer la demande de ce prélat ».

A son tour, l'assemblée de 1782 (1) confie aux agents généraux le soin d'obtenir qu'une demande en cassation soit portée au Conseil des Dépêches. L'évêque d'Auxerre expose comment un arrêt du Parlement de Paris du 20 août 1782 a converti un décret d'ajournement personnel, décerné le 14 août par l'official d'Auxerre contre un curé (décret contre lequel le curé a formé sa requête) en décret d'assigné pour être ouï; ceci sans que le curé se soit pourvu par voie d'appel comme d'abus. Il y a là, dit le rapporteur, « une entreprise manifeste contre la juridiction ecclésiastique » entreprise contraire aux lois, en particulier à l'édit de 1695, et qui, intéressant l'ordre public, autorise une demande en cassation, selon une jurisprudence déjà suivie dans un cas analogue (2). L'assemblée charge donc les agents (3) de faire les démarches convenables pour

(1) *P.-V. de 1782*, p. 303 et 304.

(2) En faveur du curé de Saintes, contre un arrêt du Parlement de Bordeaux.

(3) Le Président de l'assemblée est prié de bien vouloir se joindre aux agents.

obtenir que la demande en cassation de l'arrêt du 20 août 1782 soit portée au Conseil des Dépêches, « s'il devenait nécessaire de la former ».

Devant la même assemblée, le député d'Embrun rend compte (1), au nom du bureau, d'un arrêt du Parlement d'Aix du 10 juin 1782 avant faire droit sur l'appel comme d'abus de plusieurs décrets et ordonnances du juge ecclésiastique concernant une demande de succursale à ériger dans la paroisse de Pontis. Cet arrêt ordonne que le juge royal de Digne aille sur les lieux pour reconnaître l'utilité de l'érection. Cette affaire, dit le procès-verbal, a paru mériter l'attention du clergé comme étant une entreprise sur la juridiction ecclésiastique. Aussi est-il décidé de charger les agents « de concourir dans toute l'étendue de leurs bons offices à la réformation de cet arrêt lorsqu'il sera déféré au Conseil par les curé, syndic et habitants de la paroisse de Pontis ».

C'est aussi en une intervention au Conseil que consiste le rôle des agents lors d'un litige qu'ils exposent dans leur rapport de 1785 (2), litige relatif essentiellement au droit de juridiction des évêques sur les communautés religieuses. Malgré l'opposition des évêques d'Arras et de Saint-Omer, un arrêt du Parlement de Paris avait ordonné l'enregistrement de lettres patentes qui agrégeaient deux abbayes à l'ordre de Cluny. Les évêques défèrent cet arrêt au Conseil. Les agents généraux marquent vivement, disent-ils, leur intérêt par leurs démarches et manifestent « hautement les motifs de cet intérêt à plusieurs magistrats du Conseil ». Ils appuient donc la demande des évêques intéressés. Ils exposent ensuite à l'assemblée la théorie qu'ils ont cru de leur devoir de soutenir, car ils se sentent, disent-ils, responsables non seulement de leurs démarches, mais aussi des opinions qu'ils ont établies. Ils ont soutenu qu'il ne peut y avoir d'exemption à la juridiction épiscopale que si

(1) *P.-V. de 1782*, p. 304.

(2) *Rapport de 1785*, p. 77 et suivantes.

elle est appuyée sur des titres. Le Parlement a invoqué que la possession vaut titre, mais l'autorité épiscopale est imprescriptible. L'arrêt s'appuie aussi sur ce que, dans le cas d'abbayes réunies en congrégation, le Concile de Trente et les ordonnances légitiment les exemptions même si elles sont douteuses. Or, ont dit les agents, la réunion en congrégation est la condition de la conservation du privilège si celui-ci est légitime, mais elle ne le fait pas acquérir s'il n'est pas préexistant. Quant aux ordonnances et édits, ils n'autorisent pas l'agrégation à un monastère exempt, contre le vœu de l'évêque. Les agents terminent le rapport de cette affaire en disant qu'ils ont cru devoir donner quelque étendue à la discussion de cet arrêt « non seulement parce qu'il s'attaque directement à la juridiction épiscopale, mais aussi parce qu'il met en danger des principes qui veillent à la conservation de toutes les lois. Cette double raison nous paraît mériter, MM..., disent-ils, que vous daigniez recommander particulièrement cette affaire à nos successeurs. » En conséquence, les nouveaux agents de 1785 sont invités par l'assemblée (1) « à suivre avec le même zèle que leurs prédécesseurs l'affaire de Mgrs les évêques d'Arras et de Saint-Omer ».

Il s'agit encore de démarches auprès des tribunaux dans une affaire qui est relatée elle aussi dans le rapport d'agence (2) et qui concerne le droit de révocation d'un curé régulier par ses supérieurs, sur l'instance de l'évêque. A la fin de 1782, un chanoine régulier (3) de la Congrégation de France fait appel contre sa destitution. Il allègue que le manque de motifs et la réquisition du procureur général de l'ordre sont contraires aux statuts de la Congrégation et au droit commun établi par l'édit de 1686. Après avoir exposé cette thèse, les agents rapportent les réponses qui lui ont été opposées, à savoir que la révocation est parfaitement conforme aux nou-

(1) *P.-V. de 1785*, p. 231.

(2) *Rapport de 1785*, p. 161 et suivantes.

(3) Frère Le Normand de Villers.

velles constitutions de l'ordre et que cette dérogation au droit commun est ordonnée par des lois concernant les curés réguliers. L'abbé de Sainte-Geneviève ayant demandé à l'archevêque de Bordeaux d'employer son crédit « à maintenir un règlement dont l'exécution n'assure pas moins l'autorité des évêques que celle des supérieurs de la Congrégation », l'archevêque intervient auprès des magistrats et les agents secondent ses démarches. La révocation est confirmée par un arrêt du Parlement de Paris du 20 février 1783 (1).

Même appui auprès des magistrats dans deux litiges rapportés encore par les agents à l'assemblée de 1785 et concernant la compétence des tribunaux ecclésiastiques en matière de décimes. Le premier (2) est relatif à une demande formée au Parlement de Bretagne par les religieux de Relecq pour la modération de leur imposition. Par un arrêt du 19 août 1783, le Parlement ordonne l'exécution d'une déclaration de 1750. La chambre diocésaine de Léon demande la révocation de cet arrêt. « Nous accordâmes à la justice de cette demande, disent les agents, les soins et les démarches qui pouvaient en accélérer le succès (3). » Un arrêt du Conseil du 10 août 1784 (4) leur donne satisfaction. Dans le second cas (5), il s'agit d'un curé du diocèse d'Amiens qui n'a pas payé sa part contributoire aux impositions du clergé; d'autres saisies et oppositions sont faites par d'autres créanciers. Quatre tribunaux sont saisis. Le syndic prend fait et cause pour le receveur, se pourvoit au Conseil d'Etat et prouve que seule la Chambre diocésaine est compétente (6). Les agents

(1) *Rapport de 1785*, p. j., p. CCCXXIX.

(2) *Rapport de 1785*, p. 297 et suivantes.

(3) Ils allèguent que la déclaration de 1750 n'a jamais été appliquée (des tentatives pour la faire revivre ont été réprimées par le Conseil en 1768) et que les religieux n'ont pas intérêt à en réclamer l'exécution.

(4) *Rapport de 1785*, p. j. p. DXXXIV. Il ordonne qu'il ne sera innové en rien dans l'administration des décimes du diocèse de Léon et il fait défense de se pourvoir ailleurs qu'au Conseil à ce sujet.

(5) *Rapport de 1785*, p. 300 et 301. C'est le Curé de Contres.

(6) Il invoque les lettres patentes établissant les bureaux, les contrats avec le roi, divers règlements particuliers et principalement l'édit de 1599, des arrêts du Conseil de 1752, 1754, 1768, 1776, 1778 etc...

appuient sa demande auprès des magistrats et un arrêt du Conseil du 10 août 1784 (1) évoque l'instance et la renvoie devant le bureau d'Amiens.

Enfin, sur un point important de la juridiction ecclésiastique, l'assemblée de 1782 (2) charge les agents généraux d'intervenir si cela est nécessaire. Il s'agit de la levée incompétente d'un interdit prononcé par une officialité. A la suite d'une insulte faite en décembre 1780, par un curé du diocèse de Saintes (3) au lieutenant particulier du sénéchal de la même ville, une plainte ayant été portée, le lieutenant criminel décrète l'ajournement; l'official fait de même et prononce l'interdit. Contre le jugement du premier de ces tribunaux, le curé fait appel, et contre celui du second il fait appel comme d'abus et présente au Parlement une requête de levée d'interdit. Le 28 avril 1781, un arrêt ordonne que les parties viennent plaider et il lève l'interdit. L'atteinte au principe reconnu, disent les agents, par les lois et arrêts, selon lequel les cours n'ont pas le droit de lever une censure parce qu'elle est une peine ecclésiastique, cette atteinte attire l'attention de l'assemblée provinciale de Bordeaux qui en fait un des articles qui doivent être présentés à l'assemblée générale de 1782. Au cours de celle-ci, un rapport de l'archevêque d'Aix propose plusieurs moyens (4). L'assemblée prend en grande considération cette affaire qui concerne un de ses anciens agents, l'évêque de Saintes n'étant autre que Mgr Pierre-Louis de LA ROCHE-FOUCAULD; elle fait des démarches auprès du garde des Sceaux et délibère de charger les agents d'accorder leurs bons offices et même leur intervention, si celle-ci est rendue nécessaire par le genre de poursuites qu'adopterait l'évêque de Saintes. Mais, dans l'ex-

(1) *Rapport de 1785* p. j., p. DXXXIV.

(2) *P.-V. de 1782*, p. 217.

(3) Le sieur David.

(4) Tierce-opposition du procureur général ou du syndic du diocèse, ou demande en cassation de l'évêque.

posé (1) qu'ils font de cette affaire devant l'assemblée de 1785, ils ne disent pas si, en fait, ils ont eu à intervenir (2) A leur rôle de rapporteurs, ils ajoutent cependant une part personnelle en disant : « Nous croirions avoir à nous reprocher quelque négligence si nous ne nous arrêtions un moment à relever à ce sujet une erreur qu'on cherche à introduire. » Quelques auteurs modernes, expliquent-ils, prétendent que les arrêts de défense portant sur des décrets d'ajournement personnel accompagnés de la sentence d'interdit, autorisent l'ecclésiastique à exercer ses fonctions. Cette thèse est soutenue dans le commentaire de l'édit de 1695 par un conseiller au présidial d'Orléans. La raison alléguée est qu'à la différence de l'arrêt de défense portant sur un décret de prise de corps qui n'emporte pas levée de l'interdit, la loi n'en décide pas ainsi pour l'arrêt de défense sur décret d'ajournement personnel. Mais, disent les agents, dans ce dernier cas, l'interdit reste toujours une peine spirituelle. De plus, un décret d'ajournement personnel n'emporte pas toujours l'interdit. La théorie contraire, soutenue en 1717 par l'avocat général JOLY DE FLEURY, est erronée. L'analogie avec les cours de justice conduit à justifier la thèse selon laquelle l'interdit ne peut être levé qu'en termes exprès par le juge compétent, ici le juge d'église.

Le rapport de 1785 (3) relate encore des démarches faites par les agents au sujet d'associations formées par des curés au mépris des lois civiles et canoniques et de la jurisprudence du Conseil. Ce fait s'étant produit une

(1) *Rapport de 1785*, p. 167 et suivantes.

(2) Le premier moyen employé est une tierce-opposition du procureur général Dudon, basé sur ce motif que les tribunaux séculiers peuvent être juges de l'abus mais non de la censure elle-même. Des difficultés de forme s'élève devant la cour. L'évêque présente alors une requête en cassation invoquant que l'arrêt de 1781 est contraire à la raison, aux lois et arrêts et que les formes n'ont pas été observées. Le roi au Conseil des Dépêches, le 14 mars 1783 (p. j., p. CCCXLVII), casse l'arrêt en ce qu'il avait levé l'interdit et, pour le reste, le laisse subsister. L'évêque est reçu partie intervenante et un nouvel arrêt du Parlement de Bordeaux, le 19 juillet 1783 déclare n'y avoir pas abus dans le jugement de l'Official (p. j., p. CCCXLI).

(3) *Rapport de 1785*, p. 303 et suivantes.

première fois dans le diocèse de Nancy, l'évêque recourt à l'autorité et les agents le secondent : ils obtiennent un arrêt du Conseil d'Etat du 23 avril 1781 (1), portant défense aux curés de s'assembler et évoquant les demandes. Une seconde fois, le même fait a lieu dans le diocèse d'Aire : les agents en instruisent le garde des Sceaux, qui charge l'intendant d'Auch de défendre l'exécution de la délibération prise en l'assemblée illicite (2).

Les fonctions des agents vont consister en démarches auprès du garde des Sceaux dans un différend sur les droits de l'évêque de Valence dans l'administration des hôpitaux de sa ville épiscopale et sur la compétence d'un Parlement en la matière. L'archevêque d'Aix rapporte à l'assemblée de 1780 (3) que l'évêque, dont les droits avaient été confirmés en 1690 et 1756 (4), a demandé la cassation d'un arrêt du Parlement de Grenoble qui homologue un règlement fait en son absence par les officiers municipaux. Il y a double incompétence du tribunal (car la connaissance de ces questions est réservée au roi par l'arrêt de 1690) et des officiers (5). Sur ce rapport, l'assemblée délibère d'accorder ses bons offices dans l'instance et deux députés sont priés de voir le garde des Sceaux. En rendant compte de cette mission, l'archevêque d'Aix dit (6) que celui-ci a manifesté des sentiments favorables et lui a fait connaître que si l'assemblée se séparait avant le règlement de cette affaire, « il en conférerait volontiers avec MM. les agents avant de la faire juger ».

(1) *Rapport de 1785*, p. j., p. DLIX.

(2) *Rapport de 1785*, p. j., p. DLXIII, lettre du garde des Sceaux à l'abbé de Périgord du 21 septembre 1781.

(3) *P.-V. de 1780*, p. 610 et suivantes.

(4) Arrêt du Conseil du 20 décembre 1690 et lettres patentes de 1756.

(5) De plus le Parlement a prononcé sur une demande rétractée et il se fonde sur une déclaration de 1698 qui n'est pas applicable à l'espèce.

(6) *P.-V. de 1780*, p. 741.

Une autre contestation (1) exposée dans le rapport d'agence a un objet analogue à celle qui concerne les évêques d'Arras et de Saint-Omer. Mais le rôle des agents s'est borné ici à connaître l'affaire, à la suivre et à en faire le rapport devant l'assemblée. Le litige s'est terminé le 27 novembre 1781 (2) par une transaction et il ne semble pas que les agents soient intervenus.

Il en est de même d'un différend (3) entre un maître d'école et la sénéchaussée de Boulogne, qui l'avait destitué parce qu'il n'avait pas demandé de nouveaux pouvoirs à son évêque quand il avait été élu dans une autre paroisse. Les agents rapportent seulement l'affaire, qui s'est terminée par un arrêt de la Grand'Chambre du 15 juin 1782 (4) décidant que les sentences de la sénéchaussée seraient exécutées.

C'est aussi à leur rapport devant l'assemblée que se limite le rôle des agents généraux dans une dernière affaire (5) concernant le droit d'un évêque de donner des pouvoirs à un vicaire. Ayant obtenu d'un conseiller à la Grand'Chambre du Parlement de Normandie (6), la communication de son rapport, grâce auquel un arrêt de ce Parlement du 29 mars 1783 (7) fait droit à l'évêque, ils en donnent à l'assemblée un exposé détaillé.

(1) *Rapport de 1785*, p. 89 et suivantes. Il s'agit d'un arrêt du tribunal de Pau du 26 septembre 1778 confirmant les Barnabites dans la possession d'un séminaire que l'évêque d'Oléron avait voulu leur retirer. L'arrêt est cassé par le roi au Conseil des Dépêches le 13 mars 1780 et le jugement au fond renvoyé devant le Bureau des Affaires ecclésiastiques. Les Barnabites forment opposition. L'évêque supplie l'assemblée de 1780 d'intervenir. Celle-ci charge deux députés de voir le garde des Sceaux, le rapporteur et les commissaires du Conseil.

(2) *Rapport de 1785*, p. j., p. CCLXXVII.

(3) *Id.* p. 93 et suivantes.

(4) *Id.* p. j. p. CCLXXXI.

(5) *Rapport*, p. 138 et suivantes. Bien que ses pouvoirs n'aient pas été renouvelés par l'évêque, un vicaire de Normandie réclame sa portion congrue. Le juge le déboute. Il fait appel et est soutenu par ses curés qui prétendent qu'ils ont le droit de déléguer leurs fonctions (excepté l'administration du sacrement de pénitence), que l'approbation de l'évêque une fois donnée a toujours effet, et que la prétention de l'évêque est contraire à la coutume, la jurisprudence, la doctrine, l'édit de 1695 et les statuts de la province. L'arrêt de 1783 rejette l'appel et condamne l'appelant.

(6) L'abbé de Ruallem.

(7) *Rapport de 1785*, p. 146.

L'établissement d'un vicaire, disent-ils à la suite de l'arrêt et du rapport qui l'a déterminé, intéresse l'ordre public et doit dépendre de l'évêque; un vicaire doit en effet avoir des pouvoirs qu'il appartient à l'évêque seul de lui donner, en vertu du Concile de Trente, des conciles de France, de déclarations et d'arrêts (1), des règlements des diocèses de Normandie et de l'opinion des canonistes. Les arrêts et les coutumes invoqués par les curés ne prouvent rien parce qu'ils ne s'appliquent pas à l'espèce présente. Enfin, la prérogative épiscopale qui fait de l'évêque l'ordinaire de son diocèse est basée, elle aussi, sur un canon concilaire (2) et de nombreux arrêts (3). Le Parlement de Normandie a donc donné le témoignage de « son attachement aux principes de la hiérarchie ecclésiastique ».

Enfin les ecclésiastiques — qui en matière de temporel s'adressent très souvent aux agents généraux pour leur demander conseil — ont quelquefois, quoique plus rarement, recours à eux dans le même but en matière de juridiction. Nous trouvons par exemple, dans la correspondance des agents de 1780-1785 (4), des réponses de l'abbé de PÉRIGORD à l'évêque d'Alais qui lui avait demandé s'il pouvait rendre lui-même un décret d'union en faveur de son chapitre ou si ce décret devait être rendu par le métropolitain. Après avoir consulté le conseil du clergé, l'abbé de PÉRIGORD lui dit que le juge indiqué par les lois est le métropolitain et qu'en jugeant lui-même, il donnerait ouverture à un appel comme d'abus.

(1) Déclaration du 14 août 1562. Arrêt de règlement du 4 mars 1669, art. 10, 11 et 12 de l'édit de 1695, arrêt du Conseil du 2 octobre 1779.

(2) Canon 31 du Concile de Narbonne.

(3) Arrêts du Parlement de Toulouse du 12 juillet 1698 et de 1702, du Parlement de Besançon du 17 février 1772 et plusieurs autres arrêts du 26 juillet 1691, 14 juillet 1700, 20 mars 1722, reconnaissant aux évêques le droit de nommer des vicaires contre le gré des curés.

(4) *Arch. Nat.* G^s 620 et G^s 2617.

SECTION II

DÉFENSE EN MATIÈRE BÉNÉFICIALE

Il faut ranger les droits du clergé en matière bénéficiale parmi les « droits, honneurs, prérogatives, exemptions, immunités et privilèges du premier corps de l'Etat » (1) dont parle le *Recueil* de 1767. Nous trouvons en lui une première justification du rôle des agents généraux en ce domaine. De même dans les *Mémoires du Clergé*, lorsqu'ils confient aux agents la défense et l'exécution des cahiers et des lettres patentes (2), lorsqu'ils les chargent d'obtenir la rétractation des textes législatifs et la cassation des arrêts qui portent atteinte non seulement à la juridiction ecclésiastique, mais aussi aux « autres droits et privilèges du clergé » (3), et lorsqu'ils parlent du pouvoir qu'ont les agents de demander devant les tribunaux ce qu'ils estimeront être « de la dignité et de l'intérêt général du clergé du royaume ». GUYOT, dans son *Répertoire* (4) dit aussi que les agents doivent « avoir soin qu'on ne donne point d'atteinte aux privilèges du clergé... » Enfin, le *Précis des rapports de l'Agence du Clergé de France* (5) parle de leur droit de remontrances contre « ce qui pourrait être contraire aux intérêts de l'Eglise » et de leur intervention non seulement en matière de juridiction ecclésiastique, mais encore en ce qui concerne « les autres droits et privilèges du clergé ».

Nous devons étudier comment les agents de 1780 ont rempli cette fonction. Leur rôle est allé en ce domaine jusqu'à être chargés de demander une loi. L'espèce est la suivante, exposée à l'assemblée de

(1) *Recueil* de 1767, p. 251.

(2) *Mémoires du Clergé*, t. VIII, p. 12 (Assemblée de 1595) et p. 48 (Assemblée de 1625).

(3) *Id.*, p. 2339.

(4) GUYOT, *op. cit.*, p. 248.

(5) *Précis des Rapports*, Préface, p. I et II.

1780 (1) par un des membres de la commission pour la religion et la juridiction : un juif nommé CALMER a acquis en 1774 une seigneurie à laquelle est attaché le droit de conférer les canonicats de la collégiale du lieu, et il a exercé ce droit en ce qui concerne la trésorerie et une prébende. Mais l'évêque, considérant qu'un juif ne peut conférer un bénéfice, a nommé de son côté. Une heureuse issue a été donnée au litige en ce qui concerne la première nomination, celle qui a trait à la trésorerie. Il n'en est pas encore de même de la seconde. Le contendant nommé par l'évêque a été condamné par défaut et son successeur, à plusieurs reprises, déclaré non-recevable à intervenir ou à former une tierce-opposition, ce qui est contraire aux ordonnances, dit le rapporteur; celui-ci établit la défense des droits de l'évêque sur ce fait que, si les lois ne défendent pas aux juifs de conférer des bénéfices, c'est parce qu'elles ne peuvent prévoir tous les crimes, qui cependant ne doivent pas, pour cette raison, se présumer; le rapporteur s'appuie surtout sur la jurisprudence suivie vis-à-vis des protestants. Il démontre ensuite la fausseté des affirmations du juif CALMER, qui tendent à prouver que le chapitre dans lequel il avait exercé le droit de collation était un corps non pas ecclésiastique, mais laïque. L'assemblée adopte les propositions de la commission, qui sont les suivantes : elle accordera ses bons offices au bénéficiaire nommé par l'évêque afin d'obtenir cassation de l'arrêt rendu par défaut et afin d'obtenir que le fond soit déféré au Conseil; elle charge les agents « de poursuivre avec zèle, auprès de Sa Majesté, une loi qui détruise les entreprises du juif CALMER si les moyens de forme employés par le sieur POULET ne pouvaient décider la cassation qu'il sollicite ».

L'assemblée de 1780 dit aussi (2) que c'est aux agents généraux que reviendra le soin de faire des démarches auprès du gouvernement afin d'obtenir des

(1) *P.-V. de 1780*, p. 580 et suivantes.

(2) *Id.*, p. 980.

lettres patentes nécessaires à des unions de bénéfices. C'est dans un rapport sur l'augmentation éventuelle des portions congrues que ces unions sont reconnues indispensables. Pour cette intervention, « les évêques, dit le rapporteur, auront sans doute besoin de communiquer leurs projets » aux agents. Et l'assemblée, adoptant l'avis de la commission, décide d'inviter les évêques à dresser plusieurs états et à les envoyer aux agents (voir p. 153) et elle charge ceux-ci d'obtenir l'expédition des lettres patentes demandées par les ordinaires.

De même l'assemblée de 1782 (1), sur la proposition de la commission pour la religion, charge des députés d'appuyer auprès du garde des Sceaux les démarches du chapitre Saint-Victor de Marseille; il s'agit de l'obtention de lettres patentes qui étendraient à cette église le bénéfice d'une déclaration concernant les unions anciennes faites « au profit des églises cathédrales, séminaires et autres établissements favorables ». « Le succès de cette affaire, dit le procès-verbal, a été recommandé d'une manière spéciale aux bons offices de MM. les agents après la séparation de l'assemblée. »

Dans un litige concernant une nomination à un bénéfice, les agents reçoivent mission de l'assemblée de 1780 d'appuyer une demande au Conseil. Le rapport en est fait par le chef de la commission du temporel (2). Il se trouve deux candidats pour une même prébende du diocèse de Clermont (3) : l'un à qui un brevetaire de joyeux avènement l'a résignée, l'autre qui est un gradué nommé par l'évêque. C'est à ce dernier, en effet, qu'appartient la nomination aux prébendes de l'église collégiale. On lui oppose une interprétation des lois (4) qui restreignent le droit de joyeux avènement aux

(1) *P.-V. de 1782*, p. 270.

(2) *P.-V. de 1780*, p. 95 et suivantes.

(3) Prébende de l'église Collégiale de Billom.

(4) Déclaration du 22 octobre 1612, édit de janvier 1629, déclaration de 1646. Arrêt d'enregistrement et déclaration du 28 février 1726 qui en ordonne l'exécution. On suppose que les collégiales sont exemptées parce que les évêques sont privés de l'expectative de joyeux avènement sur les cathédrales. Or l'évêque de Clermont ne nomme pas aux prébendes de la cathédrale.

églises cathédrales et à certaines collégiales dans la catégorie desquelles celle-ci n'entre pas. L'évêque réfute cette interprétation, démontre qu'un arrêt de 1729 allégué ici ne crée pas une jurisprudence contre lui et qu'il ne tient pas son droit du chapitre, ainsi qu'on l'avait prétendu. Cette cause, dit le commissaire, est « celle de tous les évêques qui sont collateurs de collégiales et qui nomment conjointement avec le chapitre ou ne nomment pas aux prébendes de leurs églises cathédrales ». L'assemblée charge donc deux députés de voir le premier président et le rapporteur, et les agents devront donner « leurs soins et leur attention » à cette affaire.

Un cas du même genre se présente à l'assemblée de 1782 (1). Un dévolutaire a impétré en cour de Rome l'aumônerie du chapitre collégial de Saint-Aphrodise de Béziers; d'après le mémoire présenté par le chapitre, il semble, dit le rapporteur, l'archevêque de Bordeaux, que le dévolutaire se fonde seulement sur un arrêt d'expédient du 23 août 1684 (2). Il a été conseillé au chapitre de former opposition à la nomination. Conformément à l'avis de la commission, l'assemblée charge les agents d'aider le chapitre « dans la poursuite de sa demande ».

Nous avons, dans le rapport de 1785 (3) l'exposé d'un cas où les agents intervinrent en matière bénéficiale devant le Conseil des Dépêches après avoir eux-mêmes produit un mémoire. Il s'agit de nomination à une cure. Voici l'espèce : les provisions à une cure, pour laquelle il y avait eu résignation, sont refusées en cour de Rome. Appel est formé au Parlement de Grenoble, qui renvoie devant l'évêque; ce dernier, puis le métropolitain, opposent le même refus que Rome. Second

(1) *P.-V. de 1782*, p. 297 et 298.

(2) Arrêt de la Chambre royale séante à l'Arsenal entre l'Ordre de Saint-Lazare qui, en vertu d'un édit de 1672, voulait se mettre en possession des aumôneries où l'hospitalité n'était pas gardée, et le successeur du chapitre. Celui-ci lui persuada que l'union de l'aumônerie à la succenterie n'en avait pas changé la nature. Mais le chapitre ne fut pas entendu, ni aucune mention faite des actes établissant que l'aumônerie est un bénéfice.

(3) *Rapport*, p. 117 et suivantes.

appel, second renvoi, puis nouvel appel à la suite duquel il y a partage de voix à la Grand'Chambre. Mais La Tournelle juge en faveur de l'appelant et, par arrêt du 31 août 1782, un chanoine est commis qui lui donne les provisions. La province de Vienne recommande l'affaire à l'assemblée de 1782 qui la fait étudier et au cours de laquelle l'archevêque d'Arles fait un rapport. Le garde des Sceaux montre alors des dispositions favorables : « Notre premier soin, disent les agents, fut de rédiger un mémoire. » L'objet de ce mémoire était de faire voir l'opportunité dans ce litige d'un arrêt du Conseil des Dépêches rendu de propre mouvement et d'établir que les principes en cette matière sont invariables de la part de l'Eglise et des lois et que les faits étaient notoires et constants. Ces principes furent reconnus, mais il n'y eut pas d'arrêt de propre mouvement. Cependant, « Sa Majesté voulut, continuent les agents, que notre réclamation restât sous ses yeux. Nous présentâmes au Conseil des Dépêches une requête dans laquelle nous fîmes valoir les moyens qui établissent si solidement les droits et l'autorité des supérieurs ecclésiastiques... Il nous parut essentiel de rappeler les règles inviolables que les constitutions de l'église et les constitutions civiles ont fixées sur cette matière ». Ces règles, rappelées par les agents, sont les suivantes : l'institution collative, c'est-à-dire le droit de percevoir les revenus, peut être quelquefois du ressort des tribunaux séculiers, mais l'institution canonique ne peut émaner que de la puissance spirituelle. Il ne peut y avoir réformation que par le supérieur hiérarchique; or, après le Pape, il n'y a plus de supérieur ecclésiastique. D'ailleurs, les édits et les ordonnances confirment qu'il ne peut y avoir entrée en possession sans le visa de l'archevêque ou évêque ou d'un vicaire général. Si l'ordinaire refuse, les juges ne peuvent le contraindre à donner les provisions ni à prendre connaissance du refus, à moins qu'il n'y ait appel comme d'abus. De plus, après trois refus, il ne peut plus y avoir de poursuites; et si les juges permettent la prise

de possession aux pourvus auxquels le visa été refusé, ceux-ci ne peuvent exercer aucune fonction. Enfin, selon plusieurs textes de lois (1), les juges ne peuvent maintenir en possession sans « grande connaissance de cause » et à charge d'obtenir le visa. Les agents ont donc conclu que l'institution canonique par une autorité illégitime est radicalement nulle et que sont nulles aussi les fonctions exercées en vertu de cette institution. A l'appui de leur thèse, ils ont cité des arrêts du Conseil de 1670, 1687, 1704, 1737, 1770, 1771 et du 22 décembre 1775 cassant des arrêts irréguliers de parlements en cette matière. A la requête des agents (2), le Conseil a rendu un arrêt de « soit communiqué ». Les agents souhaitent donc que les sollicitations de l'assemblée obtiennent une solution favorable.



A propos d'unions de bénéfices reconnues indispensables pour satisfaire à la demande des chapitres d'Embrun, Vienne, Nevers, Le Puy, Quimper, Sarlat, Riez, Digne, Saint-Flour, Glandève, Vence, Apt et Sisteron insuffisamment dotés, l'assemblée de 1780 (3) charge les agents, dans le cas où ces diocèses manqueraient des bénéfices nécessaires, de « se joindre à eux au nom du clergé pour engager les évêques voisins à consentir en faveur de ces chapitres à l'union de quelques bénéfices de leurs diocèses ». Ils devront aussi solliciter, au nom de l'assemblée, le consentement du patron dont ces bénéfices dépendent. Nous trouvons dans la correspondance des agents (4) une lettre de l'abbé de PÉRIGORD rappelant la première de ces délibérations et disant à l'évêque de Quimper qu'il a rempli cette mission à son égard : il a mis, dit-il, sous les yeux de l'évêque d'Autun

(1) Ordonnance de 1571, ordonnance de Blois, édit de Melun, ordonnance de 1629, déclaration de 1657, de 1666, édit. de 1695.

(2) Requête présentée par le baron de Breteuil.

(3) *P.-V. de 1780*, p. 1012.

(4) *Arch. Nat.* G⁸ 2618.

le projet d'union sollicitée par celui de Quimper; il restera à ce dernier à écrire lui-même au prélat d'Autun.

Quant aux autres litiges dont les agents font le rapport à l'assemblée de 1785, il semble que leur rôle se soit borné à les suivre, sans plus, car ils ne parlent pas d'intervention de leur part.

Deux affaires sont relatives à des unions de bénéfices. Le rapport donne l'historique de la première (1) faite en 1466 dans la division d'Auch au mépris des règles prescrites par les décrets. Cette union n'a jamais été réellement accomplie. Aussi le 26 mars 1774, selon le droit qui lui est reconnu par la clause résolutive de l'acte d'union, l'évêque confère-t-il la cure autrefois unie à la collégiale. Les Prémontrés, qui contestent à l'évêque ses droits sur la cure, se pourvoient au Grand Conseil. Les agents, dans leur rapport, font l'analyse de leur thèse et en réfutent les différents points (2). Un arrêt contre les Prémontrés est rendu par le Grand Conseil le 8 février 1781 (3). Les agents en dégagent ainsi la portée générale : « les évêques diocésains peuvent conférer pour cause de l'inexécution des principales clauses des décrets d'union, pour nullité des titres précédents, par dévolut, avec la clause *vel alio quovis modo*, sans déclaration préalable, et... leurs pourvus ne sont point assujettis aux formalités rigoureuses prescrites par nos ordonnances contre les dévolutaires... »

L'autre litige (4) concerne le droit d'un évêque de prononcer une union de bénéfices. La ville de Parthenay, désirant un hôpital, avait demandé à l'évêque de Poitiers l'union de quatre monastères à l'Hôtel-Dieu déjà

(1) *Rapport de 1785*, p. 95 et suivantes.

(2) Ils disent que l'imprescriptibilité alléguée ne s'applique qu'aux cures régulières; que l'évêque, contrairement à ce que disent les Prémontrés, a le droit de nommer à un bénéfice vacant par nullité de titres, et avec la clause « *vel alio quocumque modo* » ; enfin que la déclaration de cure vacante n'est rendue nécessaire ni par les conciles ni par l'ordonnance de Blois (le contrat d'union d'ailleurs en exempte l'évêque).

(3) *Rapport de 1785*, p. j., p. CCLXXXII. Il déclare l'union abusive et maintient en possession le candidat de l'évêque.

(4) *Rapport de 1785*, p. 180 et suivantes.

existant. L'évêque n'accorde l'union que pour un seul. La ville lui envoie deux députés assistés de deux notaires qui font des « réquisitions et sommations », prennent la réponse de l'évêque pour un refus et présentent au Parlement de Paris une requête tendant à être reçus appelants comme d'abus de cette réponse. Ils obtiennent un arrêt, le 21 août 1782, mais le rapport démontre que l'appel comme d'abus était dénué de tout fondement, et un arrêt du 31 août 1784 (1) est rendu d'après « ces maximes incontestables ».

Enfin les agents rapportent une troisième affaire (2), elle aussi terminée, et relative à la collation d'un bénéfice, le prieuré Saint-Laurent de Caminel, auquel prétendaient un chanoine régulier et un régaliste. Le chanoine alléguait que le prieuré était à la collation du Bureau d'administration du Collège de Limoges auquel les Jésuites avaient transmis leurs droits lorsqu'ils avaient été dissous. Un arrêt du Parlement de Paris du 18 mai 1781 (3) l'adjuge cependant au régaliste et les agents font un rapport assez long sur cet arrêt qui a permis, disent-ils, le développement de « principes que le clergé n'abandonnera jamais ». Ils exposent la théorie de l'office et du bénéfice, en vertu de laquelle celui-ci ne peut être conféré par un corps laïque que du consentement de l'Eglise. Le rôle des agents comporte ici encore, dans leur rapport même, une part assez personnelle, et qui n'a d'autre but que la sauvegarde des droits du clergé.

Quant au rôle de conseillers des agents généraux à l'égard des membres du clergé qui les en sollicitent, nous pouvons en citer un exemple entre plusieurs : une réponse de l'abbé de PÉRIGORD au syndic du diocèse de Saint-Pons relative aux provisions d'un bénéfice (4) Le

(1) *Rapport de 1785*, p. j., p. CCCXLIII.

(2) *Id.*, p. 107 et suivantes.

(3) *Id.*, p. j., p. CCLXXXVI. Il déclare y avoir abus dans les provisions obtenues par le pourvu du collège, déclare que le prieuré a vauté en régale et maintient le régaliste dans ses droits.

(4) *Arch. Nat.*, G⁸ 2619. Le syndic est l'abbé de Lecouls.

conseil du clergé à qui il a communiqué le mémoire envoyé par le syndic estime, dit-il, que l'évêque de Saint-Pons, ayant épuisé son droit par une première collation faite *jure libero et ordinario*, ne doit pas « prendre part aux contestations soumises au jugement des tribunaux ».

CHAPITRE III

DÉFENSE DES CAUSES INDIVIDUELLES EN MATIÈRE DE TEMPOREL

Le clergé fournit au roi des subsides de plus en plus importants. Aussi, en revanche, jouit-il, en matière de temporel, de privilèges et d'exemptions nombreux et étendus ; il a le plus grand intérêt que l'on n'y porte pas atteinte. En ce domaine, comme en matière bénéficiale, les fonctions des agents sont fixées par le *Recueil* de 1767 (1), les *Mémoires du Clergé* (2), le *Répertoire jurisprudence* de GUYOT (3) et le *Précis des Rapports de l'Agence du Clergé de France* (4), textes qui groupent sous une même dénomination tous les droits, privilèges et exemptions du clergé, quel qu'en soit l'objet (5).

Les agents de 1780 ont eu à s'occuper en cette matière d'un très grand nombre d'affaires. Nous étudierons en des sections différentes tout d'abord celles qui concernent les dîme et portion congrue, puis celles qui sont relatives aux problèmes patrimoniaux et féodaux, enfin celles qui soulèvent des questions fiscales.

SECTION I

DÎME ET PORTION CONGRUE

A plusieurs reprises, pour des questions relatives à la dîme, nos agents ont à intervenir au Conseil. L'as-

(1) *Recueil* de 1767, p. 251.

(2) *Mémoires du Clergé*, t. VIII, p. 12, 48 et 2339.

(3) GUYOT, *op. cit.*, p. 248.

(4) *Précis des Rapports*, Préface, p. III.

(5) Pour le détail de ces textes, voir plus haut, p. 110.

semblée de 1780 les charge en effet d'appuyer une demande en cassation d'un arrêt du Parlement de Paris, formée par le chapitre de Clermont (1). Des habitants d'une paroisse ayant refusé de payer la dime sur des grains appelés « tremois », sous le prétexte qu'elle était insolite et que le chapitre n'avait pas de possession, deux sentences de la sénéchaussée de Clermont du 6 mai 1773 et du 28 août 1776 maintiennent le chapitre dans ses droits; mais un arrêt de la seconde Chambre des Enquêtes du 31 août 1779 infirme ces sentences et « tend, dit à l'assemblée l'évêque d'Agen, rapporteur, à détruire tous vos droits sur les dîmes ». Or, dit-il, il s'agit de blé, c'est-à-dire d'une grosse dîme, et, selon la doctrine et la jurisprudence (2), on ne peut la prescrire. D'ailleurs, le chapitre a des titres (3), et il prouve que, depuis que la culture dont il s'agit a lieu dans la paroisse, les habitants en ont payé la dîme. Le rapporteur s'exprime ainsi pour terminer : « Si nous sommes bien éloignés de croire que le clergé doive se rendre facile à accorder son intervention, le refus de la dîme trémoise nous paraît (si) important par ses conséquences... » et, sur sa demande, l'assemblée décide que les agents accorderont leurs bons offices au chapitre de Clermont dans la poursuite en cassation de l'arrêt.

Une autre fois (4), l'assemblée juge nécessaire, avant d'appuyer une demande en cassation, d'être informée sur son bien-fondé. Un prieur du diocèse de Limoges s'était plaint d'un arrêt du Parlement de Bordeaux du 2 août 1780 considérant comme terre inculte un pré qui n'était pas fauché annuellement et qui, en conséquence, avait été compris dans l'exemption de la dîme en faveur des défrichements, lorsqu'il avait été remis en culture.

(1) *P.V. de 1780*, p. 503 et suivantes. La paroisse est celle de Saint-Sernin (Auvergne).

(2) Arrêt du 2 janvier 1750, cité par Jouy, et des arrêts de 1702, 1703 et 1723 cités par Rousseau de la Combe.

(3) Sentence du bailliage du 30 juillet 1530 et Arrêt des Grands Jours de Moulins de 1534.

(4) *P.V. de 1780*, p. 940 et suivantes. Il s'agit du prieur de Saint-Léonard de Noblac.

L'assemblée charge donc les agents de s'informer si ce pré était, « antérieurement à sa nouvelle culture, un pré en rapport ou seulement une terre inculte et sans valeur ».

Le rapport d'agence de 1785 relate des démarches analogues. Il s'agit dans un premier cas (1) de l'exemption de dime sur des terres nouvellement défrichées, exemption soumise à certaines formalités par un édit du 13 août 1766. Un différend entre un curé et un fermier ayant été porté au Conseil d'Etat, le curé allègue que les formalités n'ont pas été remplies. De leur propre rôle en cette affaire, les agents disent : « Nous fîmes valoir ces moyens auprès de MM. les commissaires du Conseil; nous représentâmes combien il était important de soumettre ces concessions particulières à la lettre de la loi afin d'éviter des surprises qui ne seraient pas moins préjudiciables à l'intérêt de l'Etat qu'à celui des décimateurs. Ce moyen eut le succès que nous en espérons. » Ils obtiennent en effet un arrêt du Conseil à la date du 27 mai 1783 (2) qui fait droit au curé.

De nouveau, les agents soutiennent la cause des décimateurs dans un litige (3) dont l'espèce est la suivante : des fermiers dont la ferme dépend de l'ordre de Saint-Lazare refusent en 1781 de payer la dime et Monsieur, frère du roi, se porte partie intervenante en leur faveur. L'affaire est évoquée au Grand Conseil et l'Ordre de Saint-Lazare y demande l'exemption conformément aux bulles qu'il prétend avoir été accordées. « Plus un nom aussi respectable que celui de Monsieur, disent les agents, pouvait jeter de défaveur sur la cause des décimateurs, plus nous nous sommes crus obligés de venir à leur secours ». Les décimateurs allèguent que la ferme est entre les mains de l'Ordre depuis le quatrième Concile de Latran, qui a restreint les exemptions de dîmes des ordres religieux et que l'exemption invoquée est sou-

(1) *Rapport de 1785*, p. 213 et suivantes. Il s'agit du curé de la Queue-en-Brie.

(2) *Id.*, p. j., p. CCCLXXIX.

(3) *Id.*, p. 219 et suivantes.

mise à la prescription confirmée par Innocent III et les jurisconsultes. Nos agents, dans leur rapport, exposent en outre la réponse qui aurait pu être faite aux agents de l'Ordre de Saint-Lazare et dans laquelle ils démontrent que les bulles invoquées par l'ordre ne sont pas applicables à l'espèce. Les demandes des décimateurs sont d'ailleurs adjugées par un arrêt du Grand Conseil du 6 septembre 1783 (1).

L'assemblée de 1782 confie aussi aux soins des agents une affaire litigieuse sur la portion congrue (2) après avoir déferé la question aux avocats du clergé. Une sentence du bailliage de Caen du 26 juillet 1782 prononcée contre l'évêque de Bayeux, avait adjugé à un curé une portion congrue quoiqu'il jouît en fondations et casuel d'un revenu important. L'évêque fait valoir que la sentence est contraire à l'origine même de la portion congrue, à l'opinion de jurisconsultes, à plusieurs précédents et à divers arrêts. D'autres procès ayant été entrepris sur le même objet, l'assemblée ordonne que les agents fassent « consulter dans le conseil du clergé tant sur la question générale... (de) l'imputation du casuel sur le paiement de la portion congrue, que sur l'affaire particulière de Mgr l'évêque de Bayeux, pour que, d'après l'avis des avocats, MM. les agents dirigent leurs démarches dans les bons offices qu'ils pourraient rendre à ce prélat ».

*

Il arrive souvent qu'en matière de droit de dîme les agents généraux interviennent auprès de l'administration (ils évitent parfois de la sorte que le différend soit porté devant les tribunaux). C'est de cette manière que nos agents agissent dans plusieurs cas où il s'était élevé des difficultés pour la perception d'une dîme ou d'une

(1) *Rapport de 1785*, p. j., p. CCCXXVIII.

(2) *P.V. de 1782*, p. 295 et suivantes. Le curé est celui de l'église Saint-Pierre de Caen.

portion congrue, comme aussi — nous le verrons dans la section III de ce chapitre — dans d'autres cas où les exemptions de décimateurs étaient discutées.

Une première affaire (1), au sujet de laquelle ils reçoivent des plaintes de décimateurs de Normandie (2), concerne un arrêt de règlement du Parlement de Rouen du 25 mai 1784 ; cet arrêt introduit, disent les agents, la législation la plus étendue et la plus dangereuse en décidant que, pour les dîmes insolites, le décimateur doit établir une preuve quarantenaire, qu'il n'y a pas de dîme de substitution, et qu'il ne doit y avoir de dîme d'indemnité qu'après les trois quarts. Les agents s'élèvent alors contre cette jurisprudence, dont nous trouvons la réfutation dans leur rapport : la dîme, disent-ils, est de droit commun et le décimable qui se réclame d'une exemption doit la prouver; il n'y a aucun principe sur lequel s'appuyer pour exiger, comme le fait l'arrêt, la preuve de quarante ans pour les herbages artificiels; enfin les principes et la jurisprudence (3) établissent que la dîme de substitution est incontestable pour la Normandie. Il semble que cette théorie — qui demandait cependant, ainsi que le disent les agents, la cassation de l'arrêt de 1784 — n'ait été développée par eux que devant l'administration. Celle-ci leur oppose un refus. Ils demandent alors que les décimateurs soient provisoirement rétablis jusqu'à ce que le roi ait prononcé sur le fond; et croyant voir « que l'administration voulait balancer les demandes respectives des deux parties » par une loi nouvelle, ils négocient afin d'accorder ce projet avec les intérêts essentiels des décimateurs. Ils remettent enfin (4) l'affaire entre les mains de l'assemblée de 1785 qui, elle, peut obtenir « l'entière suppression » de l'arrêt.

(1) *Rapport de 1785*, p. 186 et suivantes.

(2) Le Curé d'Amfreville, parlant au nom de ses confrères, demande aux agents, le 24 septembre 1784, d'obtenir la réforme ou du moins l'interprétation favorable du nouvel arrêt; et le 12 mars 1785 il leur demande d'agir auprès du roi afin d'obtenir un arrêt de surséance. *Arch. Nat.*, G⁸ 620.

(3) Arrêts de 1749 et 1763.

(4) *Rapport de 1785*, p. 203.

Le second cas d'intervention de cette sorte exposé dans le rapport de 1785 (1) est relatif au paiement des portions congrues des curés et vicaires d'Antibes. L'administration du domaine l'avait éludé. Instruits du fait, « nous nous empressâmes, disent les agents, d'en faire part à l'administration et de lui en marquer toute notre surprise ». Les raisons alléguées sont écoutées du ministre qui renouvelle plusieurs fois des ordres favorables (2).

On peut assimiler au paiement de la dîme celui des menues fournitures. C'est encore le clergé d'Antibes (3) qui s'était plaint d'un refus à ce sujet (pour le paiement des honoraires d'un prédicateur). Les agents invoquent des lettres patentes du 15 mai 1779 et des ordres sont donnés pour que ces charges soient acquittées dorénavant (4).

Enfin, parmi les cas de ce genre que l'on peut relever dans la correspondance des agents (5), citons celui du prieur des paroisses de Vitrolles et Barcelonnette, en faveur duquel les agents écrivent à l'intendant d'Aix pour lui « demander d'interposer son autorité » contre le refus arbitraire des habitants de payer la dîme.

(1) *Rapport de 1785*, p. 267 et suivantes.

(2) Le clergé d'Antibes avait demandé aux agents de solliciter auprès du directeur général ou du contrôleur général le paiement de ces sommes. Leur correspondance montre qu'une première démarche en 1781 eut une efficacité passagère et qu'à la suite de nouvelles demandes en 1782 ils écrivirent à M. Joly de Fleury. *Arch. Nat.*, G⁸ 621.

Aux p. j. du rapport de 1785, p. DXIII, se trouve une lettre d'un maître des requêtes, aux agents, en date du 9 janvier 1784; il dit que le contrôleur général lui a transmis leur lettre et que par l'intermédiaire des administrateurs des domaines, l'ordre de payer a été donné au directeur d'Aix qui ignorait la lettre envoyée à son prédécesseur en conséquence des ordres de M. de Fleury.

(3) *Rapport de 1785*, p. 268.

(4) Lettre du même maître des requêtes du 16 mars 1784 : le contrôleur général lui a transmis la lettre des agents, et il a donné des ordres pour le paiement. *Rapport de 1785*, p. j., p. DXIV.

(5) *Arch. Nat.*, G⁸ 2618.

La correspondance des agents généraux, très abondante en matière de dîme et de portion congrue, nous montre de nombreux curés, syndics, chapitres, communautés, etc... s'adressant à eux, ou plutôt par eux aux avocats du clergé, pour avoir conseils et lumières. On peut citer, parmi beaucoup d'autres, le cas d'un curé du Bourbonnais (1) qui, n'ayant pas obtenu de réponse de M. de MAUPEOUX et de M. de MIROMESNIL sur la question de savoir si une dîme novale est soumise au droit de suite, s'adresse aux agents. L'abbé de PÉRIGORD lui répond qu'il a lu sa lettre au conseil du clergé, que celui-ci s'est déterminé pour l'affirmative, et il en expose les raisons (2). De même (3) au curé de Sillards, près de Montmorillon, qui avait demandé s'il pouvait obliger ses codécimateurs à contribuer au paiement de la portion congrue de son vicaire, les agents écrivent que toutes les fois que la question a été posée au conseil du clergé, celui-ci a été d'avis que le clergé était seul tenu à ce paiement (4) ; qu'ils se feront d'ailleurs représenter plusieurs arrêts rendus sur la question et en conféreront avec les avocats.

A côté de ce rôle de conseillers se trouve celui qui, en ces questions, de même qu'en matière de juridiction et de bénéfices, consiste pour les agents généraux à se tenir au courant de tout ce qui intéresse le clergé et à en faire le rapport à l'assemblée. C'est ainsi qu'à celle de 1785 ils donnent le compte rendu (5) de lettres patentes du 16 mars et du 8 mai 1783 (6) et de lettres de jussion du 10 décembre 1783 qui modifient, pour les décimateurs du ressort du Parlement de Toulouse, la façon d'établir leurs preuves. Ils portent un jugement sur ces textes qui sont, disent-ils, favorables au clergé

(1) *Arch. Nat.*, G⁸ 621 et G⁸ 2618. Il s'agit du curé d'Archignat.

(2) A savoir que l'Edit de 1768 proscriit toute distinction entre les dîmes anciennes et novales et que si ce curé avait opté pour la portion congrue, le décimateur aurait eu beaucoup de peine à se soustraire au droit de suite.

(3) *Arch. Nat.*, G⁸ 2618.

(4) Selon l'Edit de mai 1768.

(5) *Rapport de 1785*, p. 203 et suivantes.

(6) *Id.*, p. CCCLII et CCCLV.

mais incomplètement satisfaisants. Ils ajoutent cependant qu'aucune plainte à ce sujet ne leur est parvenue.

Ils font aussi le rapport (1) d'un litige qu'ils ont suivi avec intérêt : il concernait des portlons de dîmes engagées en 1644 et dont l'évêque de Lescar demandait devant le Grand Conseil à rentrer en jouissance. Nos agents exposent à l'assemblée les moyens développés de part et d'autre (2) et disent : « Nous y primes le plus grand intérêt. Nous eûmes la satisfaction d'apprendre qu'un arrêt du 1^{er} mars 1782 (3) confirmait la demande de l'évêque et qu'une demande en cassation de cet arrêt était rejetée le 24 mars 1783 » (4).

Ils rapportent encore (5) l'appel au Parlement de Paris d'un curé du diocèse de Nevers contre une sentence du 1^{er} juillet 1778 prononcée par le bailliage de Saint-Pierre le Moutier ; cette sentence avait accueilli les raisons des décimables qui avaient refusé de payer ; l'arrêt du 20 février 1781 (6) infirme la sentence et condamne les cultivateurs à payer la dîme.

Ils rapportent enfin (7) l'opposition formée par deux décimables des diocèses d'Auch et de Tarbes à des arrêts du Conseil du 24 février 1775 qui avaient cassé deux arrêts du Parlement de Toulouse ; ces derniers étendaient aux bois la loi de 1766, encourageant les défrichements. Les décimables sont déboutés par le Grand Conseil en 1781 et condamnés, le 17 juillet 1783 (8) et le 3 mars 1785 (9) au paiement de la dîme. Là encore, l'intervention des agents ne fut sans doute pas nécessaire ; leur rôle se borna à se tenir au courant des difficultés qui s'étaient élevées.

(1) *Rapport de 1785*, p. 206 et suivantes.

(2) Les adversaires de l'évêque lui opposaient une déclaration de 1702 et un édit de 1708. L'évêque démontrait que le premier de ces textes n'était pas applicable aux dîmes engagées et que le second n'avait pas été exécuté.

(3) *Rapport de 1785*, p. j., p. CCCLIX.

(4) *Id.*, p. j., p. CCCLXIV.

(5) *Id.*, p. 217. Affaire déjà rapportée à l'assemblée de 1782, *P.V. de 1782*, p. 131 et suivantes.

(6) *Rapport de 1785*, p. j., p. CCCLXXXII.

(7) *Id.*, p. 217 et suivantes.

(8) *Id.*, p. j., p. CCCCXV.

(9) *Id.*, p. j., p. CCCCXVII.

SECTION II

PROBLÈMES PATRIMONIAUX ET FÉODAUX

Il est pour le clergé un privilège contesté à l'époque qui nous occupe, et à la défense duquel il s'attache très vivement : c'est l'affranchissement des devoirs féodaux. Dans la conception féodale du droit de propriété telle qu'elle est appliquée en France jusqu'à la Révolution, les devoirs féodaux constituent un des éléments du patrimoine des individus ou des collectivités. Être soumis à des devoirs féodaux, c'est être dans une certaine dépendance féodale ou patrimoniale. Être affranchi de ces devoirs, c'est accroître son indépendance féodale ou patrimoniale. La contribution particulière du clergé aux charges du royaume lui semble un argument essentiel pour justifier de l'affranchissement de ces charges qui grèvent les patrimoines ordinaires. Nous avons déjà vu comment la question générale des foi et hommages se pose alors et comment les agents en préparent le règlement.

De plus, après avoir obtenu un arrêt de surséance et après qu'une députation auprès de Monsieur, frère du roi, et auprès du comte d'Artois eut obtenu d'eux la promesse de ne pas demander cette prestation pendant cinq ans, l'assemblée de 1780 (1) charge les agents, s'il survient des plaintes de la part des bénéficiaires ou des communautés ecclésiastiques, soit dans le domaine du roi, soit dans les domaines apanagés, de « faire les démarches nécessaires pour faire cesser toutes les poursuites qu'on pourrait faire contre eux à cet égard ». C'est ainsi par exemple (2) qu'à la suite de plaintes du prieur et des religieux de Saint-Denis de La Chartre pour des poursuites faites contre eux à ce sujet à la requête du procureur général de la Chambre des Comptes de Paris, nous trouvons une lettre des agents au garde des Sceaux. Ils le prient d'envoyer un exem-

(1) *P.V. de 1780*, p. 1022.

(2) *Arch. Nat.*, G^s 2617.

plaire de l'arrêt de surséance à la Chambre des Comptes de Paris, ainsi qu'aux autres cours et bureaux des finances du royaume et de faire mainlevée de la saisie féodale faite sur les religieux.

L'assemblée elle-même leur confie aussi un cas particulier. Un prieur du diocèse de Boulogne (1), inquiété par les fermiers des domaines et les officiers du bureau des finances, consulte l'assemblée pour savoir s'il doit remettre un acte de relief qu'on lui demande afin de l'inscrire sur le registre du contrôle général, et s'il doit « faire ensaisiner et enregistrer ses provisions, payer les droits d'enregistrement, de relief et de chambellage, faire relief, foi et hommages, fournir aveu et dénombrement ». Les fermiers établissent que les ecclésiastiques ne peuvent être dispensés de cette prestation pour ce qui concerne les fiefs mouvants du roi. Mais le commissaire pour le temporel qui fait le rapport réfute cette thèse (2) et l'assemblée délibère que les agents accorderont leurs bons offices au prieur « dans le cas où il serait poursuivi faute de prestation des devoirs et droits féodaux ».

Des questions se posent fréquemment au sujet des biens ecclésiastiques relativement à leur amortissement. C'est, semble-t-il, de démarches en justice que l'assemblée de 1780 (3) charge les agents à ce sujet. Le chapitre de Saintes avait été poursuivi pour le paiement d'un droit de nouvel acquêt. Or il prouve une possession antérieure à l'amortissement général de 1641 et peut invoquer l'exception apportée par un arrêt du 29 janvier 1776 à celui du 27 novembre 1774 (4). Aussi les agents doivent-ils « aider le chapitre de Saintes de leurs bons offices ».

L'assemblée de 1782 (5) leur donne les mêmes fonc-

(1) *P.V. de 1780*, p. 619 et suivantes. C'est le prieur de Saint-Michel du Wart.

(2) Il établit que le roi, par les arrêts de surséance, n'a laissé aucun droit qui laissât ouverture à des poursuites, que les droits de chambellage et ensaisissement ne sont pas séparables des foi et hommages et que le droit de relief n'est pas dû en l'espèce.

(3) *P.V. de 1780*, p. 896.

(4) Arrêt qui assujettit au droit du nouvel acquêt toutes les maisons religieuses mises dans le commerce.

(5) *P.V. de 1782*, p. 298 et 299.

tions à propos d'un droit de propriété contesté pour défaut de lettres d'amortissement. Les chanoines réguliers de Cahors avaient acquis une terre en Quercy, dont la propriété leur avait été confirmée par plusieurs actes (1). Mais l'héritier prétendu du vendeur s'était pourvu contre les contrats de vente en protestant de leur nullité. « Cette prétention nous paraît contraire à tous les principes, dit le rapporteur de l'assemblée. Nous laissons aux avocats qui sont le conseil du clergé le soin d'éclairer et de guider les chanoines et nous vous proposons de recommander leurs intérêts aux agents », proposition que l'assemblée adopte.

L'assemblée de 1780 leur confie aussi la défense contentieuse de divers autres droits. L'archevêque d'Aix, chef de la commission pour le temporel, rapporte (2) un litige concernant les droits de l'abbaye royale Sainte-Marie et Saint-Jean le Grand d'Autun sur des minots de sel. Bien que les religieuses eussent été en possession de percevoir ce sel sans payer aucun droit, le receveur avait en 1775 exigé d'elles des droits élevés. Or elles prouvaient (3) qu'elles jouissaient non pas d'un simple privilège, mais d'une véritable propriété, et elles avaient présenté une requête au Conseil. L'assemblée décide que les agents appuieront cette requête.

Il en est de même dans une affaire (4) qui, dit le même rapporteur, « peut intéresser un grand nombre de curés dans le royaume ». On conteste à un curé du diocèse de Châlons une part d'habitant dans la distribution des bois et taillis communaux, bien qu'il ait une possession immémoriale plusieurs fois confirmée (5) et malgré l'usage suivi dans les provinces voisines, usage lui aussi confirmé (6) par des textes et des jugements.

(1) Actes de 1690, 1693, 1696, 1697 et 1713.

(2) *P.V. de 1780*, p. 325 et 326.

(3) Par le titre de fondation de 1255 et des titres ultérieurs de 1646, 1681, 1695, 1696, 1702, 1720, 1725, 1728.

(4) *P.V. de 1780*, p. 328 et 329. Il s'agit du curé de Maurupt.

(5) Par une ordonnance de l'intendant de Champagne de 1755, une reconnaissance des habitants et par une ordonnance du grand maître des Eaux et Forêts de 1758.

(6) Par une ordonnance du grand maître de 1759, une de l'intendant de 1749 et trois jugements de la Table de Marbre.

L'assemblée arrête que les agents accorderont à ce curé « leurs bons offices dans la cause pendante au Conseil entre lui et les habitants de sa paroisse... »

Il s'agit, une autre fois, d'un droit sur des fours banaux dans une instance (1) au Conseil que l'assemblée confie aux soins des agents. L'espèce est la suivante : le chapitre de Saint-Malo jouissait de ce droit conjointement avec l'évêque et l'avait vu maintes fois reconnu (2). Un arrêt contraire du Parlement de Bretagne du 11 août 1778 se fonde à tort, dit toujours l'archevêque d'Aix, sur la jurisprudence de la ville de Vannes. « Il importe au clergé, dit-il, de réclamer en toute occasion en faveur de l'édit de 1695 qui confirme les titres et les preuves de possession des ecclésiastiques... » Aussi l'assemblée délibère-t-elle encore de charger les agents « de donner une attention particulière » à l'instance établie par le chapitre en cassation de l'arrêt de 1778. C'est ce que font ensuite les agents, car ils disent dans leur rapport de 1785 (3) : « Nous avons suivi cette instance avec tout le zèle que nous commandaient votre confiance et les devoirs de notre place et nous avons eu la satisfaction d'obtenir la justice que vous réclamiez. » Ils exposent quels ont été les moyens de cassation employés (4) et apprennent à l'assemblée qu'un arrêt du Conseil du 15 janvier 1781 (5) a cassé celui de 1778 et qu'un autre du 14 janvier 1782 (6) déboute les boulangers de leur demande provisoire et ordonne qu'un arrêt du Parlement de Rennes de 1773 soit exécuté.

(1) *P.V. de 1780*, p. 213 et suivantes.

(2) Par la bulle de sécularisation de l'église en 1321, l'Edit de 1513, des arrêts du Parlement de 1623 et 1694, des aveux et des transactions, des lettres patentes de 1721, un arrêt du Conseil de 1746, une ordonnance de l'intendant de 1769, un arrêt de provision de 1773.

(3) *Rapport de 1785*, p. 236 et suivantes.

(4) La contravention à l'Edit de 1695 et à l'Edit de 1513 consacrant le droit du chapitre est confirmé par un arrêt du Conseil de 1746.

(5) *Rapport de 1785*, p. j., p. CCCCLXII.

(6) *Id.*, p. j., p. CCCCLXIV.

A l'assemblée de 1782 (1), les agents rapportent le rôle qu'ils ont joué pour la défense des droits de justice et de seigneurie de l'abbaye de Saint-Faron de Meaux, attaqués par l'administrateur des domaines, qui prétendait qu'il y avait eu usurpation de ces droits à l'origine. « Nous représentâmes, disent-ils, aux magistrats chargés de prononcer sur cette affaire, l'intérêt qu'y prenait le clergé » ; ils rappelèrent les lois (2) sur lesquels s'appuie la propriété ecclésiastique. Un arrêt du Conseil d'Etat du 7 août 1781 (3) maintint l'abbaye dans ses droits.

Nous trouvons aussi dans le rapport d'agence de 1785 deux cas d'intervention des agents en justice au sujet de l'inaliénabilité des droits du clergé. Une aliénation de droits ecclésiastiques ayant eu lieu en 1611 (4), une demande avait été formée en 1686, tendant à la restitution de ces droits. Mais la sentence obtenue n'avait pas donné satisfaction au demandeur, l'abbé de Saint-Mesmin, dont le successeur avait fait appel le 19 septembre 1776. Les agents représentent alors aux magistrats qu'il n'y a pas eu prescription comme on le prétend et que l'arrêt opposé, dont le motif suppose une action collusoire, a été rendu « sans le concours des gens du Roi ». Ils établissent enfin que la déclaration de 1702 n'a rendu irrévocables que les aliénations générales pour cause de subvention publique et non pas les aliénations particulières. L'arrêt (5) obtenu par ces moyens le 11 mai 1784 condamne le détenteur des droits à se désister, au profit de l'abbé de Mesmin.

Dans la seconde affaire (6) le rôle des agents est fort délicat, car au principe de l'inaliénabilité des biens religieux se trouve opposé celui de la fidélité aux engagements pris par les communautés. L'abbaye de Chaalis

(1) *P.V.* de 1782, p. 130 et 131, et *Rapport de 1785*, p. 265 et 266.

(2) Edit d'Amboise de 1572, Ordonnance de Blois, Edit de Melun, Edit de 1695.

(3) *Rapport de 1785*, p. j., p. CCCXCIV.

(4) *Id.*, p. 248 et suivantes.

(5) *Id.*, p. j., p. CCCCLXXI.

(6) *Id.*, p. 255 et suivantes.

avait vu ses biens saisis et menacés d'une vente imminente à la suite de manquements à ses engagements et l'affaire avait été évoquée au Grand Conseil. « Vos principes, disent les agents à l'assemblée (1), nous ont paru compromis; nous devons les défendre mais... nous les avons défendus à regret parce qu'on n'a semblé les invoquer que pour s'en faire un abri contre ses propres engagements. » Ils font valoir tout d'abord que les religieux n'ont eu de tort qu'envers le roi et non pas envers le créancier; puis, s'étant aperçus qu'il n'en avait pas été ainsi, ils recherchent tous les autres moyens possibles pour empêcher la saisie réelle et « pour établir que le droit qu'avait le créancier de reprendre son capital ne devait s'exercer que sur les revenus ». Bien qu'il s'agisse en l'espèce d'une hypothèque légitime, les agents cherchent à en écarter la conséquence, la légitimité de la saisie; ils allèguent que le créancier n'a pas veillé à l'emploi auquel le souverain a attaché l'hypothèque. Le Grand Conseil, le 31 mars 1784, confirme la saisie sur tous les biens, mais il suspend les poursuites pendant un an, ne permettant ainsi le recours à l'aliénation qu'après l'épuisement de tous autres moyens.

Enfin, à côté des fonctions qui incombent aux agents généraux à propos du droit de propriété lui-même, on peut ranger celles qu'ils ont à l'égard des fondations ecclésiastiques. Il en est d'abord qui sont confiées à nos agents par l'assemblée de 1780 (2). Sur un rapport du chef de la commission pour les rentes, les moyens et les frais commun, elle délibère d'accorder une somme de 100.000 l. aux Frères de la Charité pour les aider à fonder un établissement en faveur des anciens militaires et des ecclésiastiques indigents, somme qui sera remise d'après l'ordonnance des agents (3) ; puis elle charge

(1) *Rapport de 1785*, p. 255 et suivantes.

(2) *P.V. de 1780*, p. 884 et suivantes.

(3) Aux *Arch. Nat.*, G⁸ 107 se trouvent des ordres au receveur général de payer les religieux de la Charité pour la construction de leur nouvel établissement. Ces ordres sont de 1781 et 1782 et sont signés de l'abbé de Périgord.

ceux-ci « de veiller à ce que, dans l'expédition des lettres patentes qui autoriseront ledit établissement et conformément à l'intention du roi, la moitié des lits fondés par Sa Majesté soit spécialement affectée aux ecclésiastiques et par préférence, lorsqu'ils seront libres, à ceux qui seront indiqués par MM. les agents ».

A ce rôle relatif à l'expédition des lettres patentes, s'ajoute celui qui consiste pour les agents à défendre dans un litige (1) le principe de l'irrévocabilité des fondations. Il avait été stipulé, lors de la fondation du monastère des Célestins de Lyon, en 1407, qu'il devrait revenir aux comtes de Savoie s'il était aliéné. Or il est supprimé par un bref de 1778 et l'archevêque de Lyon, le 26 novembre 1779, en unit par décret tous les biens. Le roi de Sardaigne, le 11 mai 1780, forme opposition à l'enregistrement des lettres patentes concernant la réunion ou l'emploi de ces biens. L'archevêque lui communique son décret d'union, puis, devant son silence, prend un nouveau décret. Opposition et demandes sont évoquées au Conseil des Dépêches. Aux prétentions du roi, le syndic du diocèse oppose que les donations sont irrévocables, sauf clauses révocatoires précises qui n'existent pas dans le cas présent. Ces moyens sont développés par les agents dans un mémoire qu'ils ont, disent-ils, présenté à plusieurs magistrats du Conseil et qu'ils ont appuyé par leurs démarches. L'arrêt du Conseil des Dépêches du 12 janvier 1784, en adoptant l'objection du consentement des Célestins à l'aliénation, ne donne pas satisfaction aux agents, mais cependant respecte les principes relatifs aux fondations.

Nous constatons donc des démarches fréquentes des agents en ces matières auprès du Conseil du roi.



Dans le rapport que nos agents font à l'assemblée de 1782 de plusieurs affaires dont ils se sont occupés, ils

(1) *Rapport de 1785*, p. 242 et suivantes.

relatent (1) comment ils essayèrent d'intervenir auprès d'une des parties dans une contestation importante. Cette affaire concernait encore la question des foi et hommages, non pas seulement, alors, dans le domaine royal, mais aussi dans celui du duc d'Orléans (2). Ce dernier avait exigé des déclarations de possession et tenures des évêques et églises cathédrales de Chartres et d'Orléans. L'instance, commencée dès 1765, avait été suspendue en 1769 par un arrêt d'appointement, puis reprise récemment par le prince. Cette reprise d'instance ayant surpris les églises, les agents tentent des démarches d'abord auprès du garde des Sceaux, auquel ils demandent l'exécution de l'arrêt de surséance dont les églises de Chartres et d'Orléans prétendent se réclamer en alléguant qu'elles sont dans la mouvance du roi ; puis auprès du chancelier du prince et auprès du prince lui-même pour solliciter de lui une surséance semblable à celle qui avait été accordée par Monsieur, frère du roi, et par le comte d'Artois. Ces démarches sont sans succès et, devant leur impuissance, les agents remettent le litige entre les mains de l'assemblée en souhaitant de nouvelles démarches de sa part. Il est très important, en effet, disent-ils, d'obtenir la surséance du jugement, car si celui-ci survénait avant le travail de la commission sur l'affaire générale des foi et hommages, il pourrait avoir des conséquences fâcheuses pour le règlement de cette question.

Le rapport de 1785 (3) relate une intervention analogue, mais cette fois couronnée de succès, au sujet d'un droit de chasse accordé par le roi au duc d'Orléans sur les terres de mainmorte du duché de Valois. Ce droit, disent les agents, est un droit de propriété appartenant au seigneur du fief, confirmé par les lois (4), les juris-

(1) *P.V. de 1782*, p. 146 et suivantes.

(2) Les deux parties avouent une distinction entre les biens acquis depuis 1661 et les autres, les premiers n'étant pas dans la mouvance du roi.

(3) *Rapport de 1785*, p. 269 et suivantes.

(4) Des ordonnances de 1386, 1515, 1533, 1560, 1578, 1581, un édit de 1596, des ordonnances de 1600, 1601 et surtout 1659 et une déclaration de 1699.

consultes et la jurisprudence; aussi, dès qu'ils sont instruits de cette concession, les agents s'adressent-ils au prince qu'ils prennent « pour juge dans sa propre cause ». Celui-ci leur donne satisfaction en renvoyant le brevet (1).

C'est aussi le rapport d'agence qui expose comment, en s'adressant à l'administration du domaine, les agents réussissent à arrêter le cours d'un litige (2) devant le Conseil. Il s'agit du paiement d'un droit d'amortissement réclamé pour un legs qui avait été fait aux Filles de l'Union Chrétienne de la ville de Mende. Or les dons et legs en faveur des pauvres sont exempts de ce droit. L'administrateur du domaine, par l'exploit du 15 janvier 1783, en demande le paiement et, le 24 novembre, fait saisie de tous les arrérages des rentes. Une ordonnance de l'intendant de Languedoc fait décharge du droit d'amortissement et donne mainlevée de la saisie. L'administrateur se pourvoit devant le Conseil des Finances et les agents généraux ont connaissance de l'affaire : « Nous crûmes, disent-ils dans leur rapport, devoir opposer au système de l'administrateur du domaine le règlement de 1738... » Ils démontrent que, contrairement à ce que soutient le préposé du domaine, ce règlement ne s'applique pas aux seuls hôpitaux et que les conditions qu'il exige sont ici réunies. Une décision rendue au Comité contentieux le 21 mars 1785 dispense les religieuses du droit d'amortissement (3).

Les agents généraux ont un rôle à la fois de conseil et d'appui auprès de l'intendant dans un autre cas (4) pris parmi ceux que l'on trouve dans leur correspondance : un curé, celui de Saint-Hilaire en Dauphiné, leur avait demandé si un droit d'amortissement qu'il avait

(1) Lettre du chancelier du duc à l'abbé de Périgord le 16 août 1785 disait qu'il a, de la part du prince, renvoyé le brevet au baron de Breteuil. *Rapport de 1785*, p. j., p. DXV.

(2) *Rapport de 1785*, p. 285 et suivantes.

(3) Une lettre de l'intendant général des impositions, M. de la Boullaye, le 24 mars 1785, leur accuse réception de la leur et leur annonce que « leurs représentations ont été accueillies ». *Rapport de 1785*, p. j., p. DXXXIII.

(4) *Arch. Nat.*, G⁸ 2618.

payé était réellement dû. Les agents se prononcent pour la négative (1), et disent au curé que c'est à lui à se pourvoir devant l'intendant auprès duquel ils peuvent seulement appuyer sa demande.

Leurs fonctions se bornent fréquemment, ici aussi, à celles de simples conseillers. C'est ainsi qu'agit l'abbé de PÉRIGORD (2) dans une lettre à l'abbesse de Bugues, inquiétée pour le paiement du droit d'amortissement à cause de fours bannaux qu'elle a fait reconstruire. Il lui dit qu'elle devra présenter sa requête à l'intendant et employer les moyens consignés dans des observations qu'il lui a adressées. L'abbesse ayant projeté de faire construire et de louer des boutiques à la place des anciens fours, il la prévient que construction et location donneraient ouverture à un droit d'amortissement.

SECTION III

QUESTIONS FISCALES

Le recours des ecclésiastiques aux agents généraux est ici encore extrêmement fréquent. Par l'appui que les agents de 1780 donnent à une demande, ils obtiennent, pour des religieuses, des lettres patentes assurant leur exemption. Les Ursulines de Toulon (3) avaient passé deux contrats de constitution de rentes sur un emprunt fait par les secrétaires en chancellerie de la Chambre des Comptes de Provence. En 1777, les débiteurs prétendent retenir « le vingtième et deux sols pour livre » ; ils allèguent que les contrats sont contraires à l'édit de 1749, n'ayant pas été autorisés par des lettres patentes. Le rapporteur à l'assemblée de 1780, membre de la commission pour le temporel, établit que cette formalité

(1) Pour les raisons exposées dans la requête du curé et parce que l'acte n'était pas revêtu des formalités nécessaires.

(2) *Arch. Nat.*, G⁸ 2618.

(3) *P.V. de 1780*, p. 847 et 848.

n'est cependant pas nécessaire; en effet, dit-il, l'édit permet d'acquérir des rentes sur le roi (ce sont des rentes de cette sorte dont il s'agit en l'espèce) et la demande d'exemption est conforme à la déclaration du 27 octobre 1711, aux réponses du roi et à des arrêts du Conseil mentionnés par le rapport de 1770. Aussi, conformément à l'avis de la commission, l'assemblée charge-t-elle les agents « d'accorder leurs bons offices » aux religieuses de Toulon, ainsi qu'à des religieuses de Cuers imposées de façon identique pour des contrats de constitution sur le même emprunt et au chapitre de Couserans pour une difficulté analogue (1). Le résultat de leurs démarches, en ce qui concerne les Ursulines de Toulon, figure dans leur rapport d'agence (2) : les religieuses sollicitent des lettres patentes; les agents appuient fortement leur demande, et l'exemption est de nouveau assurée par les dispositions de lettres accordées en mai 1781 (3) qui confirment l'acquisition.

Dans une contestation rapportée par le procès-verbal de l'assemblée de 1780 (4) et relative à la taille, il s'agit d'une instance devant le Conseil. Les consuls de Condom avaient pris prétexte d'un arrêt de règlement de la Cour des Aides de Bordeaux du 23 mai 1776 (cassé depuis par un arrêt du Conseil des Dépêches du 26 septembre 1778) pour imposer les religieuses de Prouillau et pour faire saisir et contraindre leurs fermiers au paiement et ils avaient feint de reprendre l'instance de « la plus ample contestation » ordonnée par un arrêt du Conseil du 18 octobre 1669. Les religieuses demandent, en attendant l'arrêt définitif, l'exécution de celui de 1669,

(1) Ses débiteurs avaient retenu les vingtièmes pour une partie de ses rentes constituées, en faisant, contrairement à la loi, dit le rapporteur de l'assemblée, une distinction entre les rentes affectées à des acquits de messes et celles qui proviennent de fonds amassés par économie ou autrement.

(2) *Rapport de 1785*, p. 278 et suivantes. Les agents disent d'ailleurs que des raisons invoquées par les débiteurs on pouvait seulement conclure que l'acquisition était nulle et non pas qu'il y eut lieu à imposition.

(3) *Rapport de 1785*, p. j., p. DXVI.

(4) *P.V. de 1780*, p. 893 et suivantes.

qui accorde par provision « la jouissance des effets des arrêts déjà obtenus ». Elles allèguent pour leur défense que les biens dont il s'agit sont l'ancien patrimoine du monastère et que leur exemption a été confirmée maintes fois (1). Elles sollicitent enfin que le jugement définitif soit rapidement rendu. Sur le rapport de l'évêque d'Agen, membre de la commission pour les rentes au denier vingt, l'assemblée délibère de charger les agents « de s'occuper incessamment de cette affaire et de faire toutes les démarches qu'ils croiront convenables pour en assurer le succès ».

Puis l'archevêque d'Aix expose à l'assemblée (2) les plaintes de nombreux ecclésiastiques des diocèses d'Auxerre et de Nevers taxés pour différentes impositions en argent appelées « droits réservés » et dont une partie est levée « en acquit du don gratuit des villes ». Ce droit se percevant maintenant en argent, les officiers municipaux prétendent que les lettres patentes (3) qui, lorsqu'il était perçu en nature, en ont exempté le clergé, ne sont pas applicables, bien que, dit le rapporteur, la nouvelle imposition représente l'ancien don gratuit. Après avoir décidé de demander une déclaration à ce sujet, l'assemblée ordonne que les agents concourent « en attendant, au succès des oppositions que les parties plaignantes pourraient former aux entreprises des officiers municipaux ».

A son tour, l'assemblée de 1782 (4) leur confie des fonctions analogues. Les habitants de la paroisse de Brignolles avaient voulu faire supporter l'entretien du clocher par les décimateurs (5). Le rapporteur de

(1) Lettres patentes de 1565 et 1578, transaction de 1566, arrêts du Parlement de Bordeaux de 1590 et 1597, de la Cour des Aides de Paris de 1598 et du Conseil de 1669.

(2) *P.-V. de 1780*, p. 406 et suivantes.

(3) Lettres obtenues par l'assemblée de 1758 et dérogeant à l'Edit de 1758 qui établit le don gratuit des villes.

(4) *P.-V. de 1782*, p. 251 et suivantes.

(5) Ils invoquent l'usage de la province (qui, dit le rapporteur, doit probablement son origine à des circonstances particulières) et un arrêt du Parlement de Toulouse de 1755, un autre de Rodez, un autre enfin de 1741 (rendus sans doute dans des espèces qui ne sont pas analogues à la présente).

l'assemblée, après avoir montré que cette prétention est contraire au droit commun établi par l'édit de 1695, craint que cet exemple ne soit suivi si le clergé reste inactif, et dit que les décimateurs doivent se défendre par l'appel ou même par une demande en cassation, si cela est nécessaire. Les agents doivent donc accorder leurs bons offices aux décimateurs « dans le cas où ils seraient forcés de se pourvoir en cassation des jugements et arrêt contraires aux dispositions de l'édit de 1695 ».

Devant l'assemblée de 1782 encore se présente un litige (1) relatif à un droit sur les huiles de Provence, droit créé en 1705 et dont la forme de perception avait varié plusieurs fois. Il était perçu par abonnement depuis l'arrêt du Conseil du 4 janvier 1715 qui avait ordonné que le clergé y contribuât. Celui-ci avait refusé de se soumettre aux commandements de payer qui lui avaient été signifiés. Un pourvoi des procureurs devant le Conseil en 1746 n'avait pas eu de suites, mais, après l'échec de premières conférences entre eux et le clergé en 1778, l'assemblée de la province, en janvier 1782, avait décidé de tenter encore une conciliation et avait fixé un délai de six mois, passé lequel les procureurs présenteraient une requête au Conseil. L'assemblée du clergé de la province d'Aix avait chargé ses députés de réclamer auprès de l'assemblée générale contre une semblable atteinte aux privilèges du clergé. Aussi, après un rapport du chef de la commission pour le temporel (2) le 6 décembre (c'est-à-dire après l'expiration du délai) l'assemblée donne-t-elle mission aux agents de solliciter en faveur du clergé de Provence l'affranchissement de la contribution qui lui est demandée pour l'abonnement du droit sur les huiles.

(1) *P.V. de 1782*, p. 305 et suivantes.

(2) Ce rapport réfute la demande des procureurs en établissant que l'exemption des biens ecclésiastiques est confirmée par les contrats passés entre le clergé et le roi, des lettres patentes de 1572 et 1577, une déclaration de 1726 et qu'elle a été respectée dans les autres provinces; que le fait de la brève soumission du clergé à ce droit, lorsqu'il était perçu en nature, ne peut détruire l'exemption.

De plus (1), en même temps qu'elle décide de faire demander par les agents une interprétation générale de la déclaration de 1680 sur l'exemption du droit de gabelle (voir plus haut, p. 82), l'assemblée les charge de se joindre à l'archevêque de Bourges pour « donner leurs bons offices aux curés de Saunay et de Saint-Maur », inquiétés pour le paiement de ce droit.

Enfin, le rapport d'agence fait mention (2) d'une intervention devant la Cour des Aides, au sujet d'une exemption du droit de gros refusée à un curé pour les quatre cinquièmes de ses vins. L'élection de Langres avait maintenu le curé dans son droit, mais le régisseur avait fait appel à la Cour des Aides de Paris. Les agents démontrent, à l'encontre de la thèse du régisseur, qu'il n'y a pas lieu de faire une distinction entre les différents vins, et que celui qu'il prétend n'être pas privilégié a cependant été recueilli « à cause du bénéfice ». « Ces raisons, disent-ils, que nous avons développées et appuyées de nos démarches, ont eu le succès que nous devions en attendre ». Un arrêt du 31 juillet 1784 (3) confirme, avec amende et dépens, la sentence de l'élection de Langres (4).



Les démarches les plus fréquentes faites par les agents généraux en cette matière sont celles qu'ils font auprès de l'administration. Dans un premier cas (5), nos agents s'adressent au contrôleur général afin de faire réformer une décision d'un commissaire départi. Plusieurs curés du diocèse d'Agen avaient été imposés à la capitation pour la réparation de la nef d'une église et de la clôture d'un cimetière. Ils avaient adressé une requête en décharge au commissaire départi en la géné-

(1) *P.V. de 1782*, p. 292 et suivantes.

(2) *Rapport de 1785*, p. 281 et suivantes.

(3) *Id.*, p. j., p. DXXI.

(4) *Id.*, p. j., p. DXIX.

(5) *Id.*, p. 210 et suivantes.

ralité, mais ils avaient été déboutés de leur demande. D'autres, dont les biens-fonds avaient été taxés de même façon, avaient présenté à l'intendant de la province une requête qu'ils avaient vue rejetée par une ordonnance du 24 janvier 1780. Sur le rapport d'un membre de la commission du temporel (1), l'assemblée de 1780 charge les agents de seconder de leurs bons offices la demande de ces curés « à l'effet de faire réformer la décision du commissaire départi en la généralité de Guyenne ». Du rôle qu'ils ont joué, les agents disent (2) : « Les plaintes des curés s'étant renouvelées quelque temps après, nous écrivîmes à M. Joly de Fleury...; nous lui rappelâmes les motifs et les titres de nos réclamations et nous le priâmes de suspendre du moins la levée de cette imposition jusqu'au moment où il se serait fait rendre un compte exact de cette affaire. » Le contrôleur général acquiesce (3) à leur demande. Ayant reçu encore des plaintes analogues d'un curé du diocèse de Troyes (4), les agents les défèrent à l'intendant de Champagne, qui ordonne de le rayer du rôle (5).

Un autre cas exposé, lui aussi, dans le rapport d'agence (6), concerne un droit de marc d'or récemment exigé du clergé pour les permissions d'exploiter des coupes de réserve. Depuis que la retenue du dixième du produit de ces coupes avait été ordonnée en faveur des maisons religieuses pauvres, l'administration dispensait des formalités exigées par l'ordonnance d'août 1669. Or, en même temps qu'on avait rappelé les dispositions de cette ordonnance et qu'on avait imposé au clergé le paiement du nouveau droit, on avait exempté les

(1) *P.V. de 1780*, p. 849 et suivantes. Ce rapport dit que la décision est contraire à l'Édit de 1695 et aux déclarations de 1701 et 1710 et que l'ordonnance est opposée aux lettres patentes du 9 juillet 1715.

(2) *Rapport de 1785*, p. 210.

(3) *Id.*, p. j., p. CCCXXVIII.

(4) *Id.*, p. 213. Le curé de Rambecourt.

(5) *Id.*, p. j., p. CCCLXXIX.

(6) *Id.*, p. 232 et suivantes. Cette cause, disent les agents, ne fut pas défendue par eux seuls mais aussi par une commission.

communautés laïques de la retenue du dixième. Il allait s'ensuivre un état de crise pour l'exploitation des réserves et la ruine des communautés pauvres. Après avoir pris l'avis des prélats qui se trouvaient à Paris, les agents représentent à l'administration que les motifs de dispense des formalités subsistent toujours, que, par suite des frais imposés par la nouvelle mesure, les bénéficiaires vont renoncer à l'exploitation des coupes et qu'enfin le droit de marc d'or ne peut s'appliquer à des autorisations de forme et de pure administration. Ils remettent un mémoire à l'administrateur (1) qui étudie la question avec M. de FLEURY et le garde des Sceaux. Celui-ci (2) reconnaît la valeur des motifs invoqués par les agents et décide de laisser désormais l'administration juge des circonstances. Finalement les permissions sont accordées par arrêts du Conseil portant la clause ordinaire de dispense de lettres-patentes.

Les agents rapportent encore (3) comment le préposé du domaine avait, pour plusieurs paroisses du diocèse de Châlons-sur-Marne, dressé procès-verbal du défaut de contrôle pour les délibérations des fabriques portant élection de marguilliers et avait condamné les habitants à restitution et amende. Ils défèrent cette entreprise au directeur général et établissent que suivant l'arrêt du 30 août 1740, ces délibérations ne sont pas soumises au droit de contrôle. Le directeur général fait part de leurs représentations aux fermiers généraux et leur annonce le 27 novembre 1780 (4) qu'il a prescrit d'abandonner les demandes.

Dans plusieurs autres cas dont parle le rapport de 1785, il s'agit d'interventions auprès d'intendants : intervention directe dans trois cas, indirecte dans une qua-

(1) Lettre de l'administrateur, M. de Beaumont, à l'abbé de Périgord, du 19 juillet 1782, qui parle de ce mémoire. *Rapport de 1785*, p. j., p. CCCXXXIX.

(2) Lettre du garde des Sceaux à l'abbé de Périgord, du 16 juillet 1782, envoyant copie de celle écrite par lui à l'administrateur. *Id.*, p. j., p. CCCXXXVIII et CCCXXXIX.

(3) *Rapport de 1785*, p. 289 et suivantes.

(4) *Id.*, p. j., p. DXXIII.

trième affaire. La première fois (1) les agents obtiennent de l'intendant de Paris une décharge d'imposition de la taille en faveur du curé de Germigny pour une maison qu'il avait achetée à vie, n'ayant pu parvenir à faire mettre son presbytère en état ; en outre, des ordres sont donnés pour qu'il ne soit plus imposé à l'avenir (2). Le second cas (3) concerne la taille tarifée (payée par remplacement sur les denrées de consommation) à laquelle avaient été imposés les ecclésiastiques d'Alençon. Les agents s'adressent à l'intendant qui reconnaît l'exemption et fait dire à l'adjudicataire du tarif de cesser ses poursuites (4).

Mêmes démarches dans une troisième contestation (5) relative cette fois à une exemption de charges municipales. Un receveur des décimes et greffier des insinuations et du contrôle ecclésiastique du diocèse de Cahors avait été nommé en 1781 à la charge de premier consul. Il allègue l'exemption accordée à son père dans le même cas. Ses raisons sont exposées par les agents à l'intendant de Montauban ; celui-ci répond, le 1^{er} août 1784 (6), qu'il les a mises sous les yeux du ministre et que, sur le compte qui lui en a été rendu, le roi a accordé la dispense.

La quatrième fois, l'espèce est la suivante (7) : en 1781 le chapitre de Joinville avait été assigné par ordonnance de l'intendant pour des réparations dans une paroisse où il ne possédait qu'un préciput sur les dîmes. Le chapitre s'était adressé aux agents pour leur demander quelle conduite il devait tenir. Les agents répondent que les préciputs doivent être assimilés aux dîmes. Leur

(1) *Rapport de 1785*, p. 277 et 278.

(2) Lettre de l'intendant aux agents du 5 septembre 1784. *Id.*, p. j., p. DXV.

(3) *Rapport de 1785*, p. 278.

(4) Réponse de l'intendant aux agents le 1^{er} septembre 1782. *Id.*, p. j., p. DXVI.

(5) *Rapport de 1785*, p. 302 et 303.

(6) *Id.*, p. j., p. DLVIII.

(7) *Rapport de 1785*, p. 228 et suivantes.

réponse est communiquée par le chapitre à l'intendant qui se range à leur opinion (1).

Dans la correspondance des agents nous trouvons des cas très fréquents d'interventions analogues : par exemple une requête d'un curé du Dauphiné (2) inscrit au nombre des corvéables pour la confection des chemins. Sur sa demande, les agents écrivent à l'intendant. Une autre fois (3), ils réclament auprès de M. de CAU-MARTIN, prévôt des marchands, en faveur d'un ancien maître des pensions inscrit par erreur au rôle de la capitation.

C'est encore dans la correspondance des agents généraux que se trouvent de très nombreuses demandes de conseils concernant des exemptions d'impôts. Citons, entre beaucoup d'autres, celle du promoteur du diocèse d'Apt (4) relative à la question de savoir si trois prêtres compris dans l'imposition du capage doivent payer ou se pourvoir au Conseil d'Etat. Les agents lui répondent que les avocats du clergé leur ont fait observer que ces sortes d'impositions suivent quant à leur perception les lois de la taille réelle à l'égard des fonds (5) et que, si les ecclésiastiques ne possèdent aucun fonds, ils sont dans le cas de réclamer le privilège personnel des ecclésiastiques.

Rôle de conseillers puis de rapporteurs à l'assemblée de 1782, tel est pour une grande part celui des agents

(1) Lettre de l'intendant de Champagne, M. Rouillé-d'Orfeuil, à M. de Périgny, son subdélégué à Joinville, le priant de ne pas faire contribuer les préciputs aux dépenses de presbytère et de restituer au chapitre s'il a payé. *Rapport* de 1785, p. j., p. CCCXXXVIII.

(2) *Arch. Nat.*, G⁸ 620 et G⁸ 2618. Il s'agit du curé d'Amblagnieu. Les agents ayant écrit par erreur à l'intendant de la généralité de Lyon durent faire une seconde démarche auprès de celui de Grenoble.

(3) *Arch. Nat.*, G⁸ 2617.

(4) *Arch. Nat.*, G⁸ 621 et G⁸ 2618.

(5) C'est la nobilité ou la roture qui établissent la règle de la perception.

dans l'affaire (1) dont nous avons déjà parlé (2) et qui concerne les droits de gabelle réclamés au curé de Saunay, du diocèse de Bourges, ainsi qu'à deux de ses confrères. Le curé demande l'avis des agents, qui, après avoir pris celui du conseil du clergé, lui disent de refuser. Devant les officiers du grenier à sel du Busançois, les curés opposent à l'ordonnance de 1680, dont excipe le fermier, les clauses des contrats passés entre le roi et le clergé. Ils sont condamnés, font appel à la Cour des Aides puis préfèrent le recours extrajudiciaire au contrôleur général, mais celui-ci rejette leur demande (3). Ceci est contraire, disent les agents, aux immunités du clergé, aux contrats et à la réponse faite par le roi au mémoire présenté par l'assemblée de 1775, réponse qui parle de privilèges ; et ils terminent leur rapport en proposant de faire aider par la caisse du diocèse les ecclésiastiques pauvres inquiétés à ce sujet. Nous savons que l'assemblée décidera un peu plus tard de solliciter une interprétation de l'ordonnance de 1680 et de confier aux agents la cause de deux de ces curés.

Enfin, parfois, les fonctions des agents semblent se borner, ici encore, à mettre l'assemblée générale au courant des difficultés qui se sont présentées pendant les années de leur charge, pour le clergé de tel ou tel endroit. C'est ainsi qu'ils font à l'assemblée de 1782 le rapport d'une affaire (4) qui « intéresse tous les hôpitaux du royaume ». Dans une instance entre le syndic de l'hôpital Saint-Jacques de Toulouse et l'adjudicataire des Fermes générales, à propos du droit de centième denier, l'intendant de Languedoc avait rendu le 26 février 1780 une ordonnance qui en déchargeait l'hôpital. Mais un arrêt du Conseil du 17 octobre 1781 infirme l'ordonnance du commissaire départi ; la direction de l'hôpital

(1) *P.-V. de 1782*, p. 141 et suivantes, et p. 292 et suivantes.

(2) Voir plus haut, p. 82 et 140.

(3) Parce que, dit-il, les contrats n'ont pu déroger à l'ordonnance de 1680 et aux règlements postérieurs communs à tous les sujets habitant les pays de gabelle.

(4) *P.-V. de 1782*, p. 137.

forme opposition mais le ministre des finances, en août 1782, juge que la décision du 17 octobre doit être exécutée (1). Les agents proposent à l'assemblée de venir au secours de cet hôpital et en même temps à celui des autres hôpitaux du royaume par un recours au roi ; ils suggèrent d'invoquer des lettres patentes accordées à l'hôpital de Toulouse, les mérites et les besoins de cette maison, et de faire des instances à l'effet d'obtenir une loi. Leur rôle semble se limiter à ce compte rendu et à cette proposition.

Le rapport de 1785 (2) mentionne aussi comment le débiteur d'une rente avait opposé le défaut d'amortissement de la dot d'une religieuse de l'Hôtel-Dieu de Péronne pour la soumettre à la retenue des vingtièmes ; il expose la thèse des religieuses (3) auxquelles le Parlement fit droit le 9 avril 1785 (4) en ordonnant que les arrérages fussent payés sans aucune retenue.



Les agents généraux ne s'intéressent pas seulement aux problèmes fiscaux soulevés par les impôts royaux ou municipaux qui frappent tous les sujets du royaume, mais naturellement leur action s'étend aussi aux questions fiscales posées par les impôts spéciaux au clergé, par exemple les décimes.

L'assemblée de 1782 leur confie une affaire concernant le paiement de ces impositions (5). Les prêtres de la Congrégation de la Mission établis aux Invalides avaient vu leur contribution aux décimes et don gratuit élevée en conséquence des délibérations de l'assemblée

(1) L'hôpital obtient seulement décharge du triple droit en payant le principal et les accessoires avant le 1^{er} octobre.

(2) *Rapport de 1785*, p. 280 et 281.

(3) Thèse qui s'appuie sur un arrêt du Conseil d'Etat de 1751, sur le principe même de l'amortissement, sur une déclaration de 1702 et un édit de 1708 et sur la reconnaissance du droit domanial par les préposés du domaine.

(4) *Rapport de 1785*, p. j., p. DXVIII.

(5) *P.-V. de 1782*, p. 284 et suivantes.

de 1755 et ils avaient refusé de payer. Une requête ayant été présentée par eux au Conseil en 1776, un arrêt du 2 août 1782 les décharge de toute contribution, bien que le syndic diocésain ait revendiqué pour la chambre diocésaine la connaissance du différend. Cet arrêt est irrégulier, dit l'abbé de Boisgelin, rapporteur : irrégulier quant à la forme d'abord car, selon les contrats passés entre le roi et le clergé, selon les lettres patentes et la jurisprudence (1), le Conseil était incompétent et, de plus, l'arrêt portant évocation n'avait pas été signifié à la chambre diocésaine; irrégulier quant au fond ensuite, parce qu'il est contraire aux contrats passés avec le roi (qui mentionnent que ce dernier ne donnera aucune décharge des taxes ordonnées par les assemblées du clergé), et qu'il est contraire aussi aux lettres patentes qui énumèrent les contribuables et assujettissent les revenus des missionnaires aux impôts ecclésiastiques. L'abbé de Boisgelin dit que si cet arrêt n'est pas révoqué, c'est une voie ouverte à quiconque voudrait se soustraire à ces impositions (2) et, sur son offre, l'assemblée le charge, ainsi que son collègue, de « faire toute poursuite et diligence, même de présenter une requête au Conseil du roi pour obtenir le rapport de l'arrêt du 2 août 1782 et le maintien des principes du clergé en matière d'imposition ».

Les intervention des agents peuvent parfois ne pas concerner l'impôt lui-même, mais l'organisation des bureaux des décimes. Nous en avons un exemple dans le rapport d'agence (3). Des curés du diocèse de Vienne avaient demandé, dans un mémoire et une requête présentée au Conseil, l'exécution d'un projet de règlement

(1) Arrêts de 1691 et 1693.

(2) Si le roi veut gratifier les missionnaires, il doit exécuter la clause selon laquelle il doit au clergé un dédommagement, clause exécutée dans des cas analogues par des arrêts du Conseil de 1692 et 1767.

(3) *Rapport de 1785*, p. 290 et suivantes. Intervention déjà rapportée en 1782. *P.-V. de 1782*, p. 123 et 124.

modifiant la formation des bureaux diocésains. Ce règlement avait été proposé par l'assemblée de 1770 mais n'avait pas encore été sanctionné par une loi. Les agents joignent leurs sollicitations à celles de l'archevêque de Vienne en vue de faire rejeter la requête et ils réfutent auprès des magistrats les motifs allégués par les curés. Un arrêt du Conseil d'Etat du 24 avril 1781 (1) leur accorde satisfaction.

Dans la correspondance des agents généraux, nous voyons aussi les ecclésiastiques s'adresser à eux au sujet de rentes sur le clergé. Il en est ainsi du curé d'Aubas (2) qui leur demande de faire révoquer l'ordre de remboursement d'une somme placée par les pauvres du diocèse de Sarlat. Les agents lui répondent que le receveur général, auquel ils en ont référé, leur a promis de différer le remboursement le plus longtemps possible.

(1) *Rapport de 1785*, p. j., p. DXXIV.

(2) *Arch. Nat.*, G^s 621.

CHAPITRE IV

FONCTIONS D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

SECTION I

ADMINISTRATION FINANCIÈRE

L'une des fonctions des agents généraux en ce domaine consiste à participer au contrôle des comptes du receveur général du clergé, lors des assemblées générales ordinaires. L'assemblée de Melun (1) avait en effet décidé, le 17 janvier 1580, que, tous les deux ans, chaque province enverrait un député (2) qui, avec les agents, pourrait « ouïr, clore et arrêter les comptes du receveur général ». L'assemblée de 1595-1596 (3) en avait ordonné de même et celle de 1625 (4), ayant décidé que les assemblées ordinaires n'auraient plus lieu désormais que tous les cinq ans, fixa aussi que la reddition des comptes du receveur devant les députés et les agents réunis ne se ferait plus qu'à cet intervalle. Le règlement de 1715 (5) ordonne que les agents partagent ces fonctions « avec les commissaires qui auront été députés pour cet effet ».

Ce n'est pas tout. Ils exercent aussi une surveillance plus fréquente à la fois sur la caisse du receveur général, sur celle des receveurs provinciaux (ou des commis du receveur général) et sur celle des receveurs diocésains. La délibération de l'assemblée de 1595 (6) porte ceci :

(1) *Mémoires du Clergé*, T. VIII, p. 2379.

(2) Pourvu qu'il y ait cinq députés des provinces et, pour éviter des frais, l'assemblée avait décidé que plusieurs provinces pourraient envoyer le même député qui cependant n'aurait qu'une voix. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2380.

(3) *Mémoires du Clergé*, id., p. 13.

(4) *Mémoires du Clergé*, id., p. 50. Il faut que huit provinces au moins soient représentées, soit qu'il y ait un député de chacune de ces provinces, soit qu'un député tienne ses pouvoirs de deux ou trois provinces unies.

(5) *Règlement de 1715*, titre VI, art. XXVIII. *P. V. de 1715*, p. 260.

(6) *Mémoires du Clergé*, id., p. 12.

« Pour obvier à la rétention des deniers dont pourraient user les commis du receveur général du clergé ou les receveurs particuliers de chaque diocèse, (les agents) recevront les états qui leur seront envoyés de trois mois en trois mois de la recette desdits receveurs particuliers et des paiements qu'ils montreront par récépissés avoir faits auxdits commis dudit receveur général, aussi tant l'état de la recette qu'aura fait ledit receveur général que ceux desdits commis, lesquels ledit receveur doit représenter signés d'eux, conféreront le tout ensemble pour en donner tel avis aux diocèses qu'ils verront être à faire. » Les règlements de 1625 (1) et de 1715 (2) s'expriment de façon analogue (3) ; ce dernier ajoute, toutefois, que les agents, s'ils le jugent nécessaire, pourront plus fréquemment encore que tous les trois mois, vérifier la recette et la dépense du receveur général.

A la fin de l'ancien régime, ces fonctions sont toujours propres aux agents généraux. Le *Recueil* de 1767 (4), se reportant au règlement de 1715, dit que celui-ci leur donne « l'inspection non seulement sur la caisse du receveur général du clergé, mais encore sur les caisses des receveurs diocésains ». Et le *Répertoire de Jurisprudence* de 1784 (5) dit que le premier chef des fonctions des agents est « de veiller sur la recette des deniers du clergé, d'examiner les états que leur envoient les receveurs particuliers, les receveurs provinciaux et

(1) *Mémoires du Clergé*, id., p. 49.

(2) *Règlement* de 1715, tit. VI, art. XVI. P.-V. de 1715, p. 258.

(3) Au lieu de commis du receveur général, le règlement de 1625 parle de receveurs provinciaux et celui de 1715 de receveurs « particuliers » (outre les receveurs diocésains). Les receveurs provinciaux avaient, en effet, été créés à la fin du xvr^e siècle. M. LEPOINTE, *op. cit.*, p. 131, dit qu'ils furent supprimés en 1719 et que l'on rétablit des commis du receveur général dans les villes où précédemment il y avait eu des recettes provinciales. A l'époque qui nous occupe, des textes (*Répertoire* de GUYOT, circulaires des agents, etc.) emploient encore le terme de receveurs provinciaux. Mais la *France ecclésiastique* (1780, p. 23) précise que ces derniers n'existent que dans neuf généralités — au lieu de dix-sept lors de leur création — et qu'ils « n'ont que des commissions du receveur général, sont à ses appointements et ne comptent qu'à lui ». D'ailleurs, les fonctions des agents généraux sont les mêmes, qu'il s'agisse de commis du receveur général ou de véritables receveurs provinciaux.

(4) *Recueil* de 1767, p. 257.

(5) GUYOT, *op. cit.*, p. 248.

le receveur général ». Quant à l'objet de cet examen, il est, dit encore le *Recueil* de 1767 (1), spécialement énoncé « dans les contrats que le clergé passe tous les dix ans avec son receveur général ». Et le *Recueil* ajoute : « Aussi ne se fait-il aucun acte relatif à l'administration des affaires économiques du clergé qui ne soit souscrit de MM. les agents. »

Ils doivent en effet veiller, ainsi que le mentionne l'art. XVII, tit. VI, du règlement de 1715 (2), à ce que les fonds qui sont reçus par le receveur général soient employés conformément à leur destination. Les assemblées de 1595 (3) et de 1625 (4) leur avaient déjà confié cette mission et, à l'époque qui nous occupe spécialement, Guyot la rappelle en ces termes : ils doivent « avoir soin, dit-il, que les deniers soient employés suivant les ordres de l'assemblée... »

Aussi visent-ils les quittances du receveur général : des exemplaires de quittances de 1780 et 1781, pour frais communs et taxes d'assemblées, décimes, rentes, pensions, etc., portant la formule « vu... par les agents », sont aux Archives Nationales sous la cote G⁸ 756 (5).

Les textes disent de façon spéciale que les agents doivent viser les quittances des pensions des nouveaux convertis et autres gratifiés du clergé, avant qu'elles ne soient présentées au receveur général (6). Le règlement de 1625 (7) en fait déjà mention, et les *Mémoires du Clergé* disent que des règlements fixant la forme de ces quittances et n'ayant cependant pas été observés furent remis en vigueur en 1670 (8). Les quittances des nouveaux convertis des dix-septième et dix-huitième

(1) *Recueil* de 1767, p. 257.

(2) *P.-V.* de 1715, p. 258.

(3) *Mémoires du Clergé*, id., p. 12.

(4) *Mémoires du Clergé*, id., p. 49.

(5) Ces exemplaires ne sont toutefois que des épreuves portant le « bon à tirer » et ne sont pas signés.

(6) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2385.

(7) *Id.*, p. 51.

(8) *Id.*, p. 2385. Les règlements voulaient que les quittances fussent scellées par les grands vicaires et l'assemblée de 1670 ordonna de dresser un modèle d'attestation et de quittance.

siècles, parmi lesquelles celles qui sont visées par les abbés de PÉRIGORD et de BOISGELIN, se trouvent aux Archives Nationales, dans la série G^s, cartons 220 à 248.

Les agents généraux ont aussi, selon les mêmes textes de 1595 (1), 1625 (2), 1715 (3) et le *Répertoire de Jurisprudence* de 1784 (4), à « poursuivre les décharges pour non-jouissances et spoliations ». Il s'agit des diocèses, bénéficiers et receveurs qui auraient été spoliés par les campements des armées ou l'incursion de troupes ennemies. Afin d'éviter des abus à cet égard, les *Mémoires du Clergé* (5) nous disent que des précautions ont été prises (6) par les contrats passés avec le roi et les délibérations des assemblées et que « le consentement des agents généraux à cette décharge est une de celles qui ont été (le) plus recommandées » par ces contrats et ces délibérations. Ils ajoutent (7) que, d'après le contrat du 12 septembre 1705 et les précédents, depuis celui du 12 janvier 1657, les diocèses, bénéficiers ou receveurs sont tenus de faire la preuve de leur spoliation dans les six mois par devant les trésoriers de France ou le plus prochain juge royal, le procureur du roi étant appelé; le juge donnera son avis de la décharge proportionnellement aux décimes ou aux spoliations et il pourra surseoir au paiement pendant trois mois durant lesquels les diocèses, bénéficiers ou receveurs spoliés « feront leurs diligences d'envoyer leurs informations et avis aux agents généraux du clergé », qui seront tenus de les examiner; si ceux-ci trouvent les preuves suffisantes et s'ils ont le consentement des syndics et députés des diocèses où sont situés les bénéfices, ils devront poursuivre l'arrêt de décharge « lequel Sa Majesté promet faire accorder par son Conseil après qu'elle aura vu et examiné les pièces, conformément au consentement

(1) *Mémoires du Clergé*, id., p. 13.

(2) *Id.*, p. 49.

(3) *Règlement de 1715*, tit. VI, art. XIII. *P.-V. de 1715*, p. 257.

(4) GUYOT, *op. cit.* p. 248.

(5) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2382.

(6) *Id.*, p. 1262 et suivantes.

(7) *Id.*, p. 2382 et suivantes.

des agents et non autrement ». Cet arrêt ordonnera que les diocèses, bénéficiers ou receveurs particuliers et « même le clergé et son receveur général » soient « quittes et déchargés » envers l'Hôtel de Ville de Paris, auquel le roi promet de remplacer la somme ainsi retranchée sur le paiement des rentes. Les *Mémoires* ajoutent qu'en ceci il est expressément du devoir des agents de ne donner leur consentement que conformément aux contrats passés entre le roi et le clergé et sans que ce dernier « puisse en être tenu ». Et les arrêts de décharges surpris sans leur consentement devraient être regardés comme des contraventions importantes aux contrats passés avec le roi. Les agents ont, de plus, selon l'art. XIII, tit. VI, du règlement de 1715, à veiller « à ce que le fonds des 36.000 l. destinées principalement aux spoliations ne soit pas diverti ni employé à d'autres usages » (1).

Nos agents ont aussi un rôle dans le département des décimes. Dans le rapport (2) fait à l'assemblée de 1780, relativement à l'augmentation de la portion congrue, le chef de la commission du temporel, après avoir exposé la nécessité de procéder à des unions de bénéfices, ajoute que les évêques auront sans doute besoin de communiquer leurs projets aux agents afin que ceux-ci « puissent préparer les changements à faire dans le département particulier des décimes de chaque diocèse et dans le département général du clergé ». L'assemblée, adoptant l'avis de la commission, délibère (3) d'inviter les évêques à dresser et « envoyer aux agents » un état des cures qui ont besoin d'augmentation et du nombre des succursales et des vicaires; un état des chapitres ou autres établissements ou bénéficiers qui auront besoin d'un dédommagement pour cause de portion congrue ou

(1) Cependant depuis longtemps, et surtout depuis un arrêt du Conseil de 1725, ce fonds est affecté aux décharges des cardinaux. LEPOINTE, *op. cit.*, p. 62, en note.

(2) P.-V. de 1780, p. 959 et suivantes.

(3) *Id.*, p. 980.

d'amélioration des cures; un état des bénéfices qui peuvent être supprimés et unis, dans lequel seront compris sous le bon plaisir de Sa Majesté... les bénéfices à sa disposition qui seront susceptibles d'union..., (et) un état des changements qui doivent en résulter ».

La même assemblée charge les agents (1) de l'opération de la conversion des rentes du denier vingt au denier vingt-cinq. Elle donne en effet pouvoir et charge à son président et aux agents « tant conjointement que séparément... de, pour et au nom dudit clergé, passer des contrats de constitution au denier vingt-cinq à ceux qui se présenteront pour en acquérir à ce même denier; obliger tous biens ecclésiastiques du général et des particuliers du clergé de France solidairement, sans division, discussion ni fidéjussion, sous les renonciations requises de payer les arrérages desdites rentes en cette ville de Paris, au Bureau de la Recette générale du clergé, de six mois en six mois sans aucun retardement, ni que lesdites rentes puissent être ci-après retranchées ni réduites pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit...; comme aussi de veiller à ce que lesdites sommes portées chez ledit receveur général soient employées au remboursement de pareille somme de capitaux qui auront été constitués par le clergé au denier vingt sur ledit emprunt de trente millions... » Et, à la fin de cette longue délibération, l'assemblée décide que les agents en déposeront des extraits à onze notaires afin que ceux-ci y fassent mention des nouveaux contrats et des remboursements.

L'assemblée de 1782 (2) ordonne tout d'abord qu'un double du bail général des Fermes-Unies, dont un édit aliénant le produit et le revenu est sollicité auprès du roi, soit remis, « avec la soumission de l'adjudicataire, ses associés et ses cautions, entre les mains de MM. les agents généraux du clergé pour tenir la main à l'exécution dudit édit ». Puis, pour l'exécution de l'emprunt

(1) *P.-V. de 1780*, p. 990.

(2) *P.-V. de 1782*, p. 69 et suivantes.

qu'elle a délibéré d'ouvrir, elle leur donne, ainsi qu'au président, « pouvoir et puissance tant conjointement que séparément, de, pour et au nom dudit clergé, prendre et emprunter, a constitution de rentes au denier vingt, ladite somme de seize millions; passer tous contrats de constitution... » Suivent les mêmes clauses qu'en 1780.

Pendant son agence, nous voyons aussi l'abbé de PÉRIGORD faire un rapport à l'assemblée générale des actionnaires de la Caisse d'escompte (1). Le contrôleur général avait décrété le cours forcé des billets. L'abbé de PÉRIGORD développe les avantages du crédit public et expose les moyens de l'obtenir.

Enfin, les agents ont à leur disposition, pour les affaires générales du clergé, une certaine somme dont ils doivent rendre compte. C'est l'assemblée de Melun, dans sa séance du 25 février (2) qui résolut qu'ils pourraient « ordonner des deniers du clergé pour employer aux frais nécessaires » la somme de 2.000 l. par an. L'assemblée de 1595 (3) parle encore de 2.000 l. et les règlements de 1615 (4), de 1625 (5), de 1715 (6) de 3.000 l. Ils doivent, disent les mêmes textes, en rendre compte devant les assemblées générales ordinaires.

A ces diverses fonctions, l'assemblée de 1645 (7) a ajouté celle qui consiste à s'opposer au paiement des gratifications accordées sur les fonds du clergé par les évêques qui sont à la suite de la cour, ceci à peine d'en répondre « sur leur propre et privé nom ».

Enfin, au devoir qu'ont les agents de sauvegarder,

(1) LACOUR-GAYET, *op. cit.* T. I, p. 26.

(2) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2380.

(3) *Id.*, p. 13.

(4) *Id.*, Règlement confirmé par arrêt du Conseil d'Etat du 5 mars 1615. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2398.

(5) *Id.*, p. 51.

(6) *Règlement de 1715*, tit. VI, art. XXV et XXIX. (*P.-V. de 1715*, p. 260). *Le Recueil de 1767*, p. 245 se reporte à l'art. XXIX.

(7) Séance du 10 juillet 1646. Quelques prélats avaient accordé sur le clergé 16.000 l. à l'évêque d'Amiens et 4.000 l. à celui de Boulogne. L'assemblée fit défense au comptable de faire les paiements en vertu de ces ordonnances et donna ordre aux agents de poursuivre un arrêt du Conseil en cassation de ceux obtenus par les prélats. *Mémoires du Clergé*, id., p. 2381.

d'une manière générale, l'exécution des contrats que le clergé de France passe périodiquement avec le roi et qui sont la base même de son organisation financière, s'ajoute pour eux la charge de veiller à l'exécution des ordonnances et à celles des réponses royales aux cahiers des assemblées (ordonnances et réponses qui sont parfois d'ordre financier). Ils doivent « avoir soin, dit GUYOT (1) qui envisage en cela le second chef de leurs fonctions, qu'on ne donne point d'atteinte aux privilèges du clergé et aux clauses des contrats pour les subventions ordinaires ou extraordinaires ». Ici nous passons de leur devoir d'administration pure et simple à celles de leurs fonctions qui en sont la conséquence : démarches auprès du gouvernement, défense de causes individuelles, envoi de circulaires (2).

SECTION II

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PERMANENTE CENTRALE : BUREAU DE L'AGENCE GÉNÉRALE, ARCHIVES DU CLERGÉ, CONSEIL DU CLERGÉ

Près des agents généraux et sous leurs ordres, existe depuis 1748 (3) le bureau de l'agence générale (4). « C'est

(1) GUYOT, *op. cit.*, p. 248. Les assemblées de 1595 (*Mémoires du Clergé*, id., p. 12) et 1625 (id., p. 48), avaient déjà dit : « leur charge et devoir sera de soigneusement et diligemment prendre garde qu'il ne soit rien dérogé ou innové au préjudice du clergé, au cahier et lettres patentes du Roi expédiées en faveur dudit clergé, ni aux articles, accords et conventions faites et passées avec Sa Majesté... » L'art. XII, tit. VI du règlement de 1715 (*P. V. de 1715*, p. 257), s'exprime de façon analogue.

(2) Il faut encore mentionner que les agents doivent, selon le *Recueil de 1767*, p. 273, envoyer au receveur général des exemplaires de « tout ce qui s'imprime pour le clergé. »

(3) *P.-V. de 1748*, p. 55. — Il avait eu déjà une existence temporaire en 1725 et son établissement officiel en 1748 consacre un état de fait préexistant. Les agents invoquent alors l'utilité de ce bureau pour la connaissance par les nouveaux agents des affaires dont se sont occupés leurs prédécesseurs et pour la facilité qu'il leur donne de se référer à des précédents. LEPOINTE, *op. cit.*, p. 65, note 1.

(4) Il est, semble-t-il, situé aux archives du clergé (voir plus bas, p. 159).

dans ce bureau, dit le *Recueil* de 1767 (1) que se font toutes les collections, lettres et expéditions relatives au ministère de MM. les agents. » On y trouve des collections nombreuses et importantes pour le clergé, dont le *Recueil* donne le détail (2) : 1° les « édits, arrêts, décisions rendues dans des affaires ecclésiastiques » et qui remontent au moins partiellement jusqu'en 1057; depuis 1740, cette collection est plus complète que pour les années antérieures; 2° des mémoires et des requêtes dont la collection fut commencée en 1725 ; 3° la collection des lettres des agents généraux, qui fut commencée en 1727, qui éprouve ensuite une lacune de 1730 à 1734, mais comprend déjà trente-huit volumes en 1767. « On en a distrait les lettres qui regardent le nouveau département général, dit le *Recueil*, dont on a fait un recueil séparé depuis 1755 ». A cette collection sont jointes toutes les lettres circulaires envoyées par les agents dans les diocèses depuis 1701 (3); 4° les consultations des avocats du clergé, collection commencée elle aussi en 1727, interrompue en 1730 et reprise depuis; 5° enfin les édits, arrêts et déclarations journallement publiés. A ces différentes collections, il faut ajouter encore « les lettres circulaires, arrêts, édits, progressions, départements et autres pièces que le clergé fait imprimer » et dont il reste toujours un certain nombre d'exemplaires.

Le garde des archives est à la tête de ce bureau (4).

(1) *Recueil* de 1767, p. 259.

(2) *Id.*, p. 260 et suivantes.

(3) Le surplus des exemplaires reste pour servir de modèle. *Recueil*, p. 275.

(4) M. de Beauvais déjà garde des archives, avait été placé à la tête de ce bureau en 1748. Il fit alors des recherches, dit le *Recueil*, p. 260, pour établir des collections aussi complètes et anciennes que possible. Son gendre Duchesne, lui succéda d'abord seulement comme chef du bureau, puis aussi comme garde des archives. LÉPOINTE, *op. cit.*, p. 71, note 2. — Duchesne est toujours à ce double poste en 1780-1785. *La France Ecclésiastique* (1780), p. 23, et *Almanach royal* (1785), p. 70.

C'est dans le bureau de l'agence générale que s'élabore le travail des agents généraux et en particulier celui qui est relatif à leurs circulaires et à leur correspondance. « Pour cet effet, dit le *Recueil* (1), le chef du bureau de l'agence se rend deux fois par semaine chez l'un d'eux à l'heure indiquée, leur présente à signer les lettres expédiées en leur nom ; ensuite, MM. les agents confèrent entre eux sur les lettres qu'ils ont reçues et lui communiquent le parti qu'ils prennent sur l'objet de ces lettres. Lorsque les affaires sont sommaires et qu'il ne s'agit que de faire une simple réponse ou d'écrire aux ministres, le chef du bureau prépare et expédie les réponses et lettres nécessaires conformément aux intentions de MM. les agents qui les signent dans la conférence suivante. Si les lettres adressées à MM. les agents méritent une attention plus sérieuse, ils lui remettent les lettres et mémoires pour les communiquer à ceux de MM. les avocats du clergé qu'ils indiquent. »

Le *Recueil* mentionne aussi (2) la façon dont sont classés ces lettres et les dossiers qui concernent les affaires dont les agents ont à s'occuper, classement important, car ce sont ces papiers qui servent à la rédaction du rapport d'agence. Les lettres de moindre importance, « dont l'objet n'a point de suite », sont mises dans des cartons intitulés « lettres isolées ». Quant aux autres papiers, ceux qui concernent les affaires en cours sont classés suivant leur objet et mis dans des liasses, jusqu'à ce qu'un jugement ou une décision soit intervenu. Les papiers des affaires décidées sont alors extraits de ceux-ci et mis à part : « C'est dans ce carton que viennent se réunir, dans le cours d'une agence, tous les matériaux qui doivent servir à dresser le rapport... » Après l'impression de celui-ci, ils sont de nouveau « divisés et

(1) *Recueil* de 1767, p. 267 et 268.

(2) *Id.*, p. 264 et 265.

portés en différents endroits suivant leur nature », soit dans la collection des mémoires et requêtes, soit dans celle des jugements et décisions, soit dans des liasses disposées dans un portefeuille. De plus, il y a un livre sur lequel on inscrit « les dates des lettres de MM. les agents aux ministres (et) des requêtes présentées » et enfin il y a un précis des décisions et jugements, soit interlocutoires, soit définitifs.



En 1780 (1), les archives du clergé sont depuis longtemps installées au couvent des Grands Augustins (2). Mais il n'en a pas toujours été ainsi. L'assemblée de 1579, dont les *Mémoires du Clergé* (3) disent qu'elle paraît avoir établi le premier règlement concernant les archives, avait demandé au chapitre de Paris s'il voulait bien prêter un lieu à cette fin. En 1645, les archives sont toujours au cloître Notre-Dame (4), mais nous savons

(1) En 1780, le curé de Saint-Sulpice, qui se propose de faire bâtir un immeuble pour les prêtres de sa paroisse, offre, moyennant une somme de 100.000 l., élevée ensuite à 150.000 l., et une redevance annuelle égale à celle qui était fournie aux Grands Augustins, de faire construire et de mettre à la disposition du clergé, les salles nécessaires pour la tenue des assemblées et l'installation permanente des archives et du bureau. Après des pourparlers entre le curé et les agents (ces derniers désirent qu'il y ait désormais, pour les archives particulières du bureau, un local distinct de celui des archives du clergé) et après un double rapport devant l'assemblée, celle-ci adopte le plan proposé. *P.-V. de 1780*, n. 529, 879 et 1159. Mais, bien que le curé se soit alors engagé à fournir les bâtiments pour le 1^{er} janvier 1785, l'Assemblée de 1785-1786 (et ce sera aussi le cas de celle de 1788), se tient toujours aux Grands Augustins. Il semble qu'il en soit de même pour les archives et le bureau. Le *P.-V. de 1785* parle bien d'un déménagement des papiers du bureau de l'agence, mais ce dut être à l'intérieur du couvent, car il dit plus loin que le peu d'étendue et l'humidité d'une des salles ont inquiété les précédentes et la présente assemblées.

(2) Pendant les assemblées, c'est « dans les archives que MM. les commissaires pour la juridiction tiennent leur bureau ». *Recueil de 1767*, p. 30.

(3) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2438.

(4) *Id.*, p. 2445.

par les procès-verbaux des assemblées qu'en 1695 (1) et sans doute déjà en 1690 (2) elles se trouvent aux Grands Augustins.

« C'est là, dit le *Recueil* de 1767 (3), qu'on trouve tous les titres relatifs soit à la juridiction, soit au temporel, les comptes du receveur général du clergé et les acquits de ces comptes, une collection complète des procès-verbaux des assemblées ainsi que les rapports d'agence, en un mot nombre d'écrits de controverses tant sur la religion que sur les immunités ecclésiastiques... On trouve encore dans les archives du clergé une collection de volumes contenant les liquidations des rentes de la ville assignées sur le clergé. » Les agents doivent aussi y faire entrer tous les écrits et mémoires même les plus secrets qui intéressent le clergé général ainsi que les arrêts, déclarations et lettres patentes nouvellement rendus en sa faveur (4). On y met en outre des exemplaires des circulaires envoyées par les agents (5).

Un archiviste (6) est préposé à la garde des archives (7). Nommé par le clergé, « il travaille, dit le *Recueil* (8) sous les yeux et par les ordres de MM. les agents qui en sont spécialement chargés aux termes du règlement de 1715, titre VI, art. XXI à XXIV » (9). Les agents doivent donc diriger son travail. De plus, ils doivent veiller eux-mêmes à ce qu'aucun papier ne soit soustrait ou égaré : pour cela, l'archiviste ou « garde des archives » ne peut laisser sortir des archives un

(1) *Mémoires du Clergé*, p. 2450.

(2) *Id.*, p. 2449.

(3) *Recueil de 1767*, p. 252.

(4) *Id.*, p. 256.

(5) *Id.*, p. 275.

(6) Voir plus haut, p. 157, note 4.

(7) Son devoir, dit le *Recueil de 1767*, p. 256, est d'enregistrer les papiers. « Il en devient alors responsable et pour cette raison, ne peut confier aucun papier, pas même à MM. les agents, sans un récépissé dûment signé. Il est encore de son devoir de tenir les archives propres et en bon état. »

(8) *Recueil de 1767*, p. 252.

(9) *P.-V. de 1715*, p. 259.

seul papier sans leur ordre (1) et sans un récépissé (2).

« Les soins de MM. les agents sur les archives du clergé, continue le *Recueil* (3), s'étendent non seulement à tout ce qui peut contribuer à la conservation des titres et papiers qui y sont renfermés, mais encore à y faire entrer tous les écrits » et tous les textes de lois qui concernent le clergé. C'est ainsi que les agents de 1780 sont autorisés par l'assemblée (4) à traiter avec l'abbé LE BAILLY, chanoine du diocèse de Seez, pour des papiers ayant appartenu aux archives. « On ne peut douter, dit le rapporteur (5), que la plupart de ces papiers n'aient autrefois appartenû à vos archives... Ce sont les mêmes que M. d'AQUIN, évêque de Seez, avait conservés entre ses mains après son agence. » Après sa mort, malgré l'apposition de scellés, ces papiers n'avaient pas été retrouvés (6). L'abbé LE BAILLY avait

(1) *Recueil* de 1767, p. 253, mais il dit, p. 30 : ou à des personnes connues. Cependant Guyot, *op. cit.*, p. 248, qui ne fait que reproduire l'art. XXII, titre VI, du règlement de 1715, dit que les agents font délivrer « des extraits des papiers communs à ceux du clergé qui en ont besoin sans laisser emporter les papiers hors de la chambre dans laquelle ils doivent être conservés. » Les assemblées de 1579 (*Mémoires du Clergé*, p. 2439) et de 1595 (*Mémoires du Clergé*, p. 14), avaient ordonné elles aussi, qu'ils ne pourraient laisser transporter les papiers hors des archives. Mais un règlement de 1625 avait ajouté : « Si ce n'est par ordonnance de l'assemblée ». (*Mémoires du Clergé*, p. 51). Enfin le commissaire pour les archives qui fait un rapport à l'assemblée de 1780 parle des règlements renouvelés en 1700, 1705, 1715, 1735, qui défendent de laisser sortir aucun papier, « règlement dont vous ne sauriez, dit-il, à l'assemblée, trop fortement recommander l'exécution à MM. vos agents ».

(2) *Recueil* de 1767, p. 30 et 253. Les agents eux-mêmes doivent lui donner un récépissé des volumes ou papiers dont ils ont besoin. « Dans le temps des assemblées, dit le *Recueil*, p. 31. comme il n'est pas possible de tirer le récépissé des p. v. et autres volumes que l'assemblée demande journellement ou que les différents bureaux envoient chercher, le garde des archives doit tenir un agenda qui contienne chronologiquement séance par séance les volumes et papiers qui sont sortis des archives avec la note des bureaux où ils ont été portés ou des personnes qui en sont chargées ».

(3) *Id.*, p. 256. C'est déjà ce qu'avait dit l'art. XXI du règlement de 1715.

(4) *P.-V. de 1780*, p. 929.

(5) *P.-V. de 1780*, p. 926 et suivantes.

(6) A l'assemblée de 1730, on proposa d'obtenir un ordre du roi pour autoriser les agents à répéter les papiers partout où ils pourraient se trouver. En 1735, on les offrit à l'assemblée mais sans dire leur origine. L'assemblée les refusa. *P. V. de 1780*, p. 927.

écrit (1) en 1779 à l'abbé de LA ROCHEFOUCAULD alors agent, pour les lui proposer. Celui-ci avait décidé d'en faire examiner l'utilité par le garde des archives. Lors de l'assemblée, l'abbé de LA ROCHEFOUCAULD les a en dépôt; la commission propose alors qu'il en rende compte, et l'assemblée donne son autorisation aux agents.

Tous les papiers et pièces contenus aux archives du clergé sont régulièrement inventoriés. Dès 1579 (2), l'assemblée décide qu'un inventaire sera dressé, après quoi « les clefs et papiers seront baillés... aux deux agents » qui rendront ces papiers par inventaire deux ans après à leurs successeurs « en prenant par eux si suffisante décharge qu'elle leur puisse servir et au clergé l'assurance que rien n'en a été distrait ». L'assemblée de 1595 (3) renouvelle cet ordre pour l'avenir et les procès-verbaux de plusieurs assemblées suivantes rapportés par les *Mémoires du Clergé* mentionnent l'établissement de bureaux (4) ou de commissions (5) établis dans ce but. A partir de 1625 (6), les agents étant nommés pour cinq ans, c'est aussi tous les cinq ans que doivent avoir lieu les inventaires (7). Les textes de la fin de l'ancien régime (8) reproduisent cette obligation dans des termes analogues : « Les agents doivent, dit le *Répertoire* de GUYOT (9), remettre entre les mains de ceux

(1) Le 26 juillet. Arch. Nat. G⁸ 95. Il s'était déjà, dit-il, adressé au garde des archives qui ne lui avait pas répondu.

(2) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2438 et 2439.

(3) *Id.*, p. 14.

(4) L'assemblée de 1605 décida que « les comptes et papiers seraient inventoriés et mis es mains du secrétaire et qu'un bureau serait établi, composé d'un député de chaque province... » pour voir, lire et rapporter à la compagnie l'état de ces papiers.

(5) Assemblées de 1615, 1625 1635 etc. *Mémoires du Cl.* id. p. 2441 et suivantes.

(6) Le règlement de 1625 reproduit celui de 1595 concernant les archives mais il ajoute que les nouveaux agents devront mettre les archives en meilleur ordre que celui dans lequel ils sont « savoir par diocèses et archevêchés... » *Mém. du Cl.*, id., p. 50.

(7) Il y a lieu aussi de procéder à un inventaire lorsque les agents sortent de charge dans l'intervalle de deux assemblées, selon l'art. XXIV, tit. VI, du règlement de 1715 (*P.-V. de 1715*, p. 260).

(8) A la suite de l'art. XXIII, tit. VI, du règlement de 1715. *P.-V. de 1715*, p. 259.

(9) GUYOT, *op. cit.*, p. 248.

qui sont désignés pour leur succéder les clefs des archives et les papiers, suivant l'inventaire qui en a été dressé » et des commissions sont toujours désignées pour procéder à l'inventaire (1). Les agents, bien entendu, doivent assister à l'entière vérification des archives (2) et le *Recueil* de 1767 (3) dit que le garde doit alors faire rentrer et mettre en place les volumes et les papiers qu'il pourrait avoir confiés.

A l'occasion de cet inventaire, les assemblées ordonnent souvent (4) aux agents ou au garde des archives de compléter les collections de procès-verbaux et autres papiers ou l'inventaire lui-même. L'assemblée de 1780 prend même un intérêt spécial à l'entretien des archives et, sur le rapport de l'évêque de Clermont, chef de la commission, elle délibère (5) d'adopter un plan nouveau dressé par le garde des archives, le sieur DUCHESNE, pour la distribution des papiers (6) ; elle le charge de disposer titres et papiers selon ce plan, de dresser un nouvel inventaire, de continuer la table des cent soixante-treize volumes alors existants et de poursuivre cette table à mesure que la collection s'accroîtra, comme aussi de faire un recueil des édits et déclarations. Outre qu'elle donne aux agents l'autorisation de traiter avec le sieur LE BAILLY, elle décide de faire écrire une circulaire aux syndics des diocèses pour les prier d'engager tous les bénéficiers à donner connaissance aux agents des décisions favorables à la juridiction et au temporel qu'ils pourraient obtenir ; elle ordonne enfin que « tous les registres d'ampliations de quittances, excepté celui

(1) *P.-V. de 1785*, p. 33. Cette commission se compose des évêques de Grenoble et de Saint-Flour et des abbés de Tartonne et de Pradel.

(2) En 1645, le prieur de Saint-Denis refuse de rendre compte et d'assister à l'entière vérification des archives dont les papiers sont trouvés en désordre par la commission. L'assemblée charge les commissaires de faire les sommations et poursuites nécessaires. *Mém. du Cl.*, id., p. 2444 et 2445.

(3) *Recueil de 1767*, p. 30.

(4) *Mémoires du Clergé*, id., p. 2344 et suivantes.

(5) *P.-V. de 1780*, p. 929.

(6) *Id.*, p. 1154.

de 1720 seront, dans la forme prescrite par la délibération de l'assemblée de 1750, retirés des archives et ensuite brûlés », en présence des commissaires et des agents, ce dont il sera dressé par le secrétaire de l'assemblée un procès-verbal qui sera déposé dans les archives.

Le rapport de la commission de 1785 (1) loue le travail du garde des archives, travail réalisé pendant l'agence et donc sous la surveillance des abbés de PÉRIGORD et de BOISGELIN. Le vœu de l'assemblée concernant la confection des tables (2) a été exécuté. Par contre, le recueil des édits, déclarations et arrêts n'a pu être terminé. Quant à l'exécution du plan, quoique inachevée elle aussi, elle est réalisée en partie : la comptabilité du receveur général, les quittances des remboursements et arrérages des rentes sont en ordre. Enfin, c'est seulement lorsque le classement aura été entièrement fait que l'inventaire pourra être complet (3).

Il ressort donc des textes et des procès-verbaux que, si le travail des agents généraux en ce domaine comporte une surveillance qui leur confère une grande responsabilité, il est lui-même, soumis à un contrôle étroit de la part des assemblées générales.

Enfin ils ont, selon M. LEPOINTE (4), la direction des impressions du clergé : « rien, dit-il, ne s'imprime au nom du clergé général que de leur ordre ». Cependant le *Recueil* de 1767 (5) ne dit du rôle des agents en cette matière que ceci : à la suite des anciens procès-verbaux des assemblées, étaient imprimés les privilèges accordés

(1) *P.-V. de 1785*, p. 824 et suivantes.

(2) Les mémoires, requêtes et projets de déclarations occupent quatre-vingt-cinq volumes : les consultations du conseil du clergé, quarante-six ; les lettres d'agence (au nombre de près de vingt-quatre mille pour une période de soixante ans), soixante-trois volumes.

(3) La commission propose ensuite et l'assemblée décide de charger le garde de continuer les travaux entrepris, d'inviter les diocèses à envoyer une copie de l'inventaire de leurs archives et les bureaux diocésains des villes de Parlements à envoyer une copie des édits, déclarations, lettres patentes et arrêts concernant le clergé.

(4) LEPOINTE. *op. cit.*, p. 68.

(5) *Recueil de 1767*, p. 282 et 283.

par le roi portant pour l'imprimeur la permission générale d'imprimer « tout ce qui lui sera baillé par l'assemblée générale ou MM. les agents généraux ». Il dit encore qu'on trouve aux archives du clergé des lettres obtenues par les agents en 1716 et 1738 portant permission d'imprimer les mémoires du clergé et un acte sous seing privé du 3 août 1752 par lequel les agents cèdent le privilège à l'imprimeur du clergé et lui donnent leur consentement.

Enfin, à l'époque qui nous occupe spécialement, les agents généraux ont un rôle à remplir auprès du conseil du clergé. On appelle ainsi la réunion des avocats du clergé. Celui-ci, en effet, a des avocats attitrés et au cours du XVIII^e siècle (1) apparaît cette organisation nouvelle : la réunion à jours fixes de ces avocats. En 1780, ils sont au nombre de six (2) : trois avocats au Parlement et un avocat au Conseil, auxquels sont adjoints deux avocats en survivance, l'un au Parlement et l'autre au Conseil.

A plusieurs reprises au début du XVIII^e siècle et jusqu'en 1755, les agents nomment des avocats dans l'intervalle des assemblées (3) : il en est ainsi en 1705 et en 1723 ; et « sous le bon plaisir de la future assemblée et après en avoir conféré avec le cardinal de la ROCHE-FOUCAULD », avec l'archevêque de Paris et plusieurs autres prélats, il en est encore de même en 1753 et 1754. L'assemblée de 1755 confirme ce choix (4), mais elle

(1) M. LEPOINTE (*op. cit.*, p. 74), dit que cette idée de conseil se réunissant à jours fixes a son origine dans les mémoires envoyés par les diocèses de 1726 à 1730.

(2) *La France ecclésiastique* (1780), p. 22, et *Almanach royal* (1780), p. 67. Il n'y a plus que trois avocats au Parlement et un au Conseil en 1784 (*Almanach royal*, p. 70) et 1785 (*id.*) et même peut-être dès 1782 (*France ecclésiastique*, p. 22 ; cependant, l'*Almanach royal* de 1782 et 1783 mentionne encore quatre avocats au Parlement), mais en 1786 il y aura trois nouveaux avocats au Parlement et un nouvel avocat au Conseil, *Almanach royal* (1786), p. 70.

(3) *Recueil* de 1767, p. 324 et 325.

(4) *P.-V. de 1755*, p. 166 cité par le *Recueil*.

nomme un avocat pour remplir la première place susceptible de vaquer dans le conseil du clergé, et un autre pour aider un des avocats actuels, « être formé sous ses yeux et lui succéder lorsque la place viendra à vaquer » (1). Les assemblées de 1760 (2) et 1765 usent des mêmes procédés. Il semble donc (3) qu'à la fin de l'ancien régime la nomination des avocats du clergé n'appartienne plus aux agents généraux, mais ceux-ci peuvent toujours recommander leurs candidats à l'assemblée : c'est ce qu'ils font en 1785 à la fin de leur rapport (4).

Si les agents ne les nomment plus, il n'en reste pas moins qu'ils sont en rapports très fréquents avec eux, car ils trouvent en eux des auxiliaires précieux auxquels ils recourent dans un très grand nombre d'affaires (5). Ils président à leur réunions, auxquelles assistent aussi le chef du bureau de l'agence (6) et son premier commis qui sert de secrétaire (7). Ces réunions, qui ont lieu tous les quinze jours et plus souvent en assemblées extraordinaires, se tenaient primitivement chez le plus ancien des avocats (8), mais depuis 1771 (9) elles se tiennent chez l'un des agents (10). Ce sont ces derniers qui distribuent les affaires entre les avocats (11). Celui des avocats qui a été chargé de l'examen d'une affaire, en fait le rapport à la réunion du conseil; il y a discussion et vote et la consultation n'est signée qu'à la

(1) *P.-V. de 1755*, p. 377, cité id.

(2) *P.-V. de 1760*, p. 74 et 93, cité id.

(3) Le *Recueil de 1767* p. 128, dit encore cependant que les avocats sont « nommés ordinairement par les assemblées du clergé à moins qu'ils n'aient été nommés dans l'intervalle d'une assemblée, pour lors elle(s) confirme(nt) leur nomination ».

(4) *Rapport de 1785*, p. 319.

(5) Ce recours très fréquent des agents au conseil du clergé est mentionné en particulier dans la correspondance des agents généraux.

(6) Celui-ci, dit le *Recueil de 1767*, p. 269, « veille soit à la signature des consultations, soit à la remise des pièces qui ont été communiquées à MM. les avocats ».

(7) *LEPOINTE, op. cit.*, p. 76.

(8) *Recueil de 1767*, p. 268 et 269.

(9) *Cf. LEPOINTE, op. cit.*, p. 75.

(10) *La France Ecclésiastique* (1781), p. 22, qui mentionne aussi que ce conseil se tient tous les quinze jours.

(11) *Recueil de 1767*, p. 268.

séance suivante après une nouvelle lecture (1). Le *Recueil* de 1767 (2) précise que « ces sortes de conférences... sont suspendues pendant les vacances, c'est-à-dire depuis le 7 septembre jusqu'au 12 novembre inclusivement... Pendant le temps des vacances si MM. les agents reçoivent des lettres et mémoires qui méritent d'être consultés, ils les envoient à l'un de MM. les avocats du clergé et si l'affaire est urgente on envoie signée la consultation de celui-ci chez ceux qui se trouvent à Paris. »

Il faut noter enfin que les agents généraux doivent veiller à ce que des exemplaires de « tout ce qui s'imprime pour le clergé » soient envoyés aux avocats (3).

(1) LEPOINTE, *op. cit.*, p. 76 et 77.

(2) *Recueil de 1767*, p. 269 et 270. Il dit aussi que pendant le temps des assemblées du clergé, les avocats se rendent aux Grands Augustins et tiennent leur conférence dans le bureau des agents, s'ils ne sont appelés dans d'autres bureaux.

(3) *Recueil de 1767*, p. 273.

CHAPITRE V

ENVOI DE CIRCULAIRES AUX DIOCÈSES ET AUX PRÉLATS ET CORRESPONDANCE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

L'assemblée de Melun (1), dit le *Précis des rapports de l'Agence Générale du Clergé* (2), avait établi que les agents généraux poursuivraient en cour les affaires des diocèses ; « qu'il y aurait dans chaque diocèse un syndic diocésain et dans chaque province un syndic métropolitain qui correspondraient avec les deux agents pour toutes les affaires dans lesquelles l'ordre ecclésiastique serait intéressé (3) ». Les assemblées de 1595 (4) et de 1625 (5) avaient dit à la suite de celle de Melun qu'« ils poursuivraient aussi les affaires concernant tout le clergé de France ou le général d'un ou plusieurs diocèses suivant les mandements, mémoires ou instructions qui leur seront envoyés par les syndics métropolitains ou diocésains, suivant le règlement sur ce fait, auxquels réciproquement ils donneront avis de ce qu'ils auront fait », de même qu'ils avertiront les syndics métropolitains et les archevêques de ce qui « se proposera de contraire » au bien du clergé. Le règlement de 1715 (6) s'exprime de façon analogue. Ces rapports avec les diocèses sont donc la conséquence du rôle qui leur incombe de veiller au respect des privilèges du clergé et des contrats passés avec le roi ; c'est pourquoi ces fonctions sont comptées

(1) *Coll. des P.-V. des Assemblées du Clergé*, Paris 1767-1778, T. I, p. 141 et 142.

(2) *Précis*, Préface, p. 1.

(3) Cette assemblée ordonna en outre que « le port des paquets des provinces, diocèses et particuliers adressés aux agents, serait payé par ceux qui les enverront et non aux frais communs du Clergé ». *Mémoires du Clergé*, T. VIII, p. 2380.
clergé ». *Mémoires du Clergé*, T. VIII, p. 2380.

(4) *Mémoire du Clergé*, id., p. 13.

(6) *Règlement de 1715*, tit. VI, art. XII, *P.-V. de 1715*, p. 257.

par GUYOT (1) parmi celles dont il fait le second chef (2) : ils doivent « avertir, dit-il, les archevêques, les évêques et les syndics des diocèses de tout ce qui peut les concerner à ce sujet ».

SECTION I

CIRCULAIRES

Un grand nombre de circulaires sont envoyées par les agents sur les ordres des assemblées générales ; sans elles de nombreuses décisions des assemblées seraient inefficaces. L'envoi de beaucoup de circulaires incombe aussi aux agents en vertu d'un texte ou d'un usage mentionné par le *Recueil* de 1767. Parmi celles qui sont relatives à des questions de cérémonial, certaines sont envoyées non pas aux diocèses mais aux prélats personnellement.

Les circulaires envoyées par les agents aux diocèses sont de deux sortes : les unes sont des instructions, les autres des demandes de renseignements, parfois même de véritables enquêtes. Dans ce dernier cas, le courant qui s'établit ainsi est double car c'est généralement aux agents que les diocèses doivent envoyer les mémoires en réponse à leurs demandes et toutes autres indications concernant des questions d'ordre général. Ces enquêtes menées auprès des diocèses servent fréquemment à l'établissement de projets de lois auquel procèdent soit une commission soit les agents eux-mêmes ; on peut donc juger de leur importance.

Nous étudierons d'abord les circulaires, et en particulier celles des agents de 1780, qui tendent à donner des instructions aux diocèses ou aux prélats (et à propos de certaines d'entre elles nous rencontrerons quelques let-

(1) GUYOT, *op. cit.*, p. 248.

(2) Voir plus haut, p. 70.

tres personnelles adressées pour des questions de cérémonial à d'autres personnes qu'aux membres du clergé); puis celles qui demandent l'envoi de réponses. A l'intérieur de chacune de ces deux catégories nous les classerons par objet (1). Enfin, nous verrons les modalités de leur expédition.

* *

Parmi celles qu'il faut ranger dans la première catégorie, plusieurs circulaires, envoyées par les agents généraux en exécution de délibérations des assemblées de 1780 et 1782 sont d'ordre financier.

L'une d'elle concerne le placement de petites sommes par les fabriques, corps et communautés ecclésiastiques. L'archevêque d'Aix, chef de la commission pour le temporel, expose le 20 juillet 1780 (2) comment l'assemblée désire que ces sommes, jusqu'ici privées d'intérêts ou placées sur les particuliers sans autorisation légale, puissent être placées sur le clergé; des évêques, d'ailleurs s'en sont préoccupés. Aussi le receveur général propose-t-il une solution: il offre de les recevoir et de les employer dans les remboursements; elles formeront ainsi les capitaux des contrats de reconstitution. **Afin de donner des sûretés pour le paiement de la rente,** il propose de reconnaître avoir reçu la somme pour laquelle il promet de fournir un contrat de reconstitution au denier vingt-cinq, et il s'engage, au cas où il n'aurait pas fourni ce contrat au moment où le clergé ouvrirait un emprunt, à placer cette somme sur cet emprunt. Le syndic de chaque diocèse reconnaîtra qu'il se charge de remettre aux gens de mainmorte les intérêts de la por-

(1) Les circulaires des agents généraux se trouvent: 1° aux Archives Nationales dans la série G⁸, sous les numéros 166, 181, 270, 741, 748, 755, 756; on en trouve aussi dans les cartons G⁸ 95 et 616; et dans la correspondance des agents (G⁸ 2557 à 2626); 2° dans la *Collection des circulaires de l'agence générale du Clergé de France*, à la B. N. sous la cote Ld5 41 à 50; 3° dans les procès-verbaux des Assemblées.

(2) P.-V. de 1780, p. 329 et suivantes.

tion de capital fournie. Il est nécessaire, dit pour terminer, le commissaire, que les diocèses soient instruits de ces dispositions et de la forme dans laquelle le receveur général peut donner les sûretés, afin que les syndics puissent à leur tour avertir les curés et les corps et communautés intéressés. Les agents sont donc chargés d'écrire dans ce but « tant aux archevêques et évêques qu'aux syndics des diocèses ». Ils envoient leur circulaire (1) à la date du 11 décembre. Ils expliquent comment, déjà depuis avril 1778, le receveur général a reçu des sommes à placer de différentes communautés auxquelles il a délivré une reconnaissance portant promesse de leur fournir un contrat de reconstitution et de leur tenir compte des intérêts au denier vingt-cinq, — arrangement que l'assemblée a approuvé mais qui n'a eu lieu que pour des sommes de 1.000 l. ou plus. Ils disent que l'assemblée ayant désiré que le même avantage fût étendu aux sommes inférieures à ce chiffre, ils sont chargés par elle d'informer leurs correspondants que le receveur général est entré dans ses vues. La circulaire expose alors le mécanisme de l'opération : les bénéfices, corps et communautés pourront remettre ces sommes entre les mains du syndic de leur diocèse ; celui-ci leur en délivrera récépissé et gardera les reconnaissances du receveur général jusqu'à ce que les sommes fournies forment un capital suffisant pour trouver un contrat de reconstitution ; de ce contrat, le syndic sera le stipulant mais les corps intéressés y seront dénommés. Si cependant le syndic préférerait attendre l'époque où le clergé ouvrirait un emprunt, il pourrait garder jusque-là les reconnaissances du receveur général. Les agents prient donc les évêques et les syndics de faire connaître cette lettre aux intéressés et ils y joignent un modèle de reconnaissance à fournir aux corps par les syndics et un modèle de reconnaissance du receveur général.

(1) *Collection des circulaires de l'agence générale du Clergé*, B. N. Ld⁵ 49 et P.-V. de 1780, p. 1157 et suivantes. (L'exemplaire de la collection est signé de l'Abbé de Périgord), et Arch. Nat. G⁸ 2617.

C'est encore l'assemblée de 1780 qui, le 26 juin (1), après sa délibération pour le paiement du don gratuit, charge les agents d'envoyer incessamment une copie de cette délibération dans tous les diocèses « en invitant Messieurs les syndics et les députés des bureaux diocésains d'enjoindre très expressément aux receveurs des décimes de remettre avec la plus grande exactitude les sommes dont ils auront fait le recouvrement aux receveurs provinciaux dans les termes fixés par ladite délibération... » La lettre aux évêques et aux syndics qui mentionne cet envoi est du 6 juillet 1780 (2).

A la date du 25 octobre (3), nous trouvons une autre circulaire portant envoi aux syndics du département des impositions que l'assemblée a décidé de répartir sur chaque diocèse. « Les observations qui sont en tête de ce département, dit cette circulaire, vous apprendront qu'il n'y a de changement que sur les impositions des rentes au denier vingt-cinq et que les départements envoyés en 1775 continuent d'être levés comme par le passé ».

Le 8 novembre (4), une plus longue lettre des agents aux syndics annonce que lui sont joints des exemplaires : 1° de l'arrêt du Conseil et des lettres patentes du 30 juillet qui confirment et autorisent les délibérations de l'assemblée sur le don gratuit ; 2° d'une déclaration du 24 août 1780 « qui, en interprétant l'Edit du mois d'août 1749, valide les constitutions sur les particuliers qui auraient pû être faites depuis ledit Edit par les bénéficiers, corps et communautés ecclésiastiques, avec les capitaux des rentes constituées sur les particuliers, antérieurement audit Edit ». Ils demandent que cet

(1) *P.-V. de 1780*, p. 93.

(2) *Collection des circulaires*, Ld5 49. (L'exemplaire de la lettre adressée aux évêques est signé de l'abbé de Boisgelin et l'exemplaire de celle adressée aux syndics, de l'abbé de Périgord). *P.-V. de 1780*, p. 1101 et Arch. Nat. G⁸ 2617.

(3) *Collection des circulaires*, Ld5 49. Un seul exemplaire (celui d'une circulaire envoyée aux syndics), signé de l'abbé de Boisgelin. *P.-V. de 1780*, p. 1141, et Arch. Nat. G⁸ 2617.

(4) *Collection des circulaires* Ld5 44. (Exemplaire signé de l'abbé de Périgord). *P.-V. de 1780*, p. 1100, et Arch. Nat. G⁸ 2617.

article, (de même qu'un troisième sur un objet différent) soit transmis aux corps intéressés.

Puis une circulaire du 21 juin 1781 (1) adressée elle aussi aux syndics des diocèses porte envoi de l'arrêt du Conseil et des lettres patentes qui, « conformément à une délibération de la dernière assemblée, permettent au clergé d'emprunter au denier vingt-cinq la somme nécessaire pour rembourser les rentes par lui constituées au denier vingt pour satisfaire au paiement du don gratuit... L'exemplaire ci-joint, continue la lettre, du contrat passé entre le roi et le clergé pour le paiement de ce même don gratuit vous en fera connaître les clauses et les dispositions ».

L'assemblée de 1782 dans sa séance du 29 novembre (2), sur la proposition du chef de la commission pour la religion et la juridiction, et après avoir entendu l'abbé de PÉRIGORD, promoteur, prend une décision d'un ordre un peu différent, mais dont l'objet est encore financier : il s'agit, par une lettre circulaire aux archevêques et évêques, d'inviter les assemblées provinciales à mettre à l'avenir sous les yeux des assemblées ordinaires, tous les cinq ans, l'état des progrès de la décadence des sciences ecclésiastiques avec le nom des auteurs vivants et l'indication de leurs ouvrages », afin de récompenser ceux qui en seraient dignes ; dans ce but l'assemblée augmente de trente mille livres le département dit des « nouveaux convertis ». Par une circulaire aux évêques (3), concernant l'éducation publique, les agents généraux, le 7 mai 1783, les préviennent en outre de cette augmentation qui aura lieu à partir d'octobre 1784 et « doit être employée à des pensions et gratifications en faveur d'écrivains ecclésiastiques » ou laïques, et ils les prient de leur envoyer les indications que l'assemblée a décidé de demander.

A la suite de la délibération de la même assemblée

(1) *P.-V. de 1780*, p. 1136 et 1137, et Arch. Nat. G³ 2617.

(2) *P.-V. de 1782*, p. 256 et suivantes.

(3) *Id.*, p. 458.

au sujet du paiement du nouvel emprunt au denier vingt, une lettre des agents aux syndics le 4 novembre 1782 (1) leur envoie cette délibération.

Enfin, une circulaire du 3 avril 1783 porte envoi aux syndics : 1° d'un exemplaire de l'arrêt du Conseil et des lettres patentes confirmatifs des délibérations de l'assemblée de 1782 pour le paiement du don gratuit ; 2° d'un exemplaire du contrat passé entre le roi et le clergé, à l'occasion du même don gratuit ; 3° d'un extrait du département ordonné par la dernière assemblée pour les pensions et gratifications en faveur des gens de lettres, « département dont la levée ne doit commencer qu'à compter du terme d'octobre 1784 ».

Ces envois effectués par les agents de 1780 sont l'application de ce que dit à ce sujet le *Recueil* de 1767 (3) qui mentionne aussi celui du contrat passé avec le receveur général. Au sujet des départements, le *Recueil* précise (4) que les agents y joignent, comme nous venons de le voir, des « instructions, répartition, et autres pièces approuvées par les assemblées pour établir l'ordre dans le maniement des affaires temporelles du clergé ».

Le *Recueil* de 1767 dit en outre (5), qu'en vertu de l'art. XVIII, titre VI du règlement de 1715 (6), il doit être « fait part à chaque diocèse des édits, déclarations

(1) *Arch. Nat.* G⁸ 2618, p. 458.

(2) *Collection des circulaires*, Ld⁵ 49. *P.-V. de 1782*, p. 457, et *Arch. Nat.* G⁸ 2618.

(3) *Recueil de 1767*, p. 120.

(4) *Id.*, p. 124.

(5) *Recueil de 1767*, p. 271. Il dit que le receveur général et son fils sont chargés par un contrat passé avec le clergé d'envoyer dans les diocèses du royaume, toutes missives, expéditions et paquets concernant le clergé général. Mais ceci ne concerne que l'expédition. La confection de ces circulaires est l'œuvre des agents et du Bureau de l'agence.

(6) *P.-V. de 1715*, p. 258. Cet article précise que ces textes seront envoyés en double exemplaire dont l'un « sera en papier timbré et collationné par un secrétaire du roi ».

et arrêts rendus en faveur du clergé ». C'est ainsi que la circulaire du 8 novembre 1780 (1) porte envoi, en plus de l'arrêt du Conseil, des lettres patentes et de la délibération que nous avons mentionnés, de l'arrêt de surseance des foi et hommages du 23 août de la même année (voir plus bas p. 184). Les agents ajoutent que, malgré le silence de cet arrêt à ce sujet, l'assemblée « a reçu de Monsieur et de Mgr le Comte d'Artois l'assurance la plus positive qu'il ne serait fait jusqu'en 1785 aucune poursuite contre les bénéfices, corps et communautés ecclésiastiques dans l'étendue de leur apanage pour la prestation des foi et hommages... » Ils terminent en demandant que ceci soit communiqué aux corps intéressés.

Il y a encore d'autres envois que les agents doivent faire. « Quoique, dit le *Recueil* de 1767 (2), l'art. XI, tit. VI, du règlement de 1715 (3)... ne fasse mention que des procès-verbaux des assemblées du clergé, cependant, il est d'usage d'envoyer aussi dans tous les diocèses (à l'évêque et au bureau diocésain), les rapports d'agence, les mémoires du clergé et les autres ouvrages imprimés pour et au nom du clergé. Cette distribution est autorisée par rapport aux mémoires du clergé par une délibération du 29 août 1705 et à l'égard des rapports d'agence par l'usage. » Après l'impression de ces ouvrages, les agents envoient une circulaire aux prélats du royaume pour les en informer et les prier de confier à quelqu'un la charge de retirer les volumes de chez le garde des archives, l'imprimeur ou toute autre personne chargée de la distribution par les agents. L'envoyé de l'évêque doit apporter un récépissé (4) signé par ce dernier et dont la teneur est jointe à la circulaire des agents. Ce récépissé fait foi de la remise de deux exemplaires. Les agents « arrêtent un état qui contient les noms des diocèses et le nombre d'exemplaires à donner.

(1) Voir p. 173, note 3.

(2) *Recueil* de 1767, p. 278 et suivantes.

(3) *P.-V.* de 1715, p. 257.

(4) Exemplaires de récépissés et en particulier ceux des rapports d'agence de 1780 et 1785. Arch. Nat., G⁸ 756.

Les exemplaires pour la cour sont présentés au roi et à la famille royale par MM. les agents, mais ils ne présentent aux princes du sang les exemplaires qui leur sont destinés qu'autant qu'ils ont des relations avec eux... » (1). Une circulaire au sujet du rapport de 1775 est envoyée par nos agents le 10 décembre 1781 (2) et une autre, au sujet des procès-verbaux des assemblées de 1780 et 1782, le 8 septembre 1783 (3).

Enfin, après les avoir fait imprimer, ils doivent (4) envoyer aux évêques les réponses du roi aux cahiers des assemblées, avec une circulaire les priant de croire qu'ils n'ont rien négligé pour la sauvegarde des intérêts du clergé.

*
* *
*

Une dernière catégorie d'instructions envoyées par les agents a un objet différent : ce sont celles qui sont relatives à des questions de cérémonial. Le *Recueil* de 1767 donne de nombreux détails à ce sujet.

Tout d'abord, en ce qui concerne la publication de jubilé (5), le ministre qui a le département du clergé remet des exemplaires de la bulle du jubilé aux agents qui les adressent aux diocèses avec une circulaire portant envoi de cette bulle.

Lorsqu'il y a lieu d'inviter à un *Te Deum* (6), les prélats qui se trouvent à Paris et à la cour, les agents reçoivent une lettre du maître des cérémonies les prévenant des jour, heure et lieu. Il est d'usage, dit le *Recueil* de 1767, qu'ils lui répondent et l'assurent qu'ils ne manqueront pas d'en donner avis aux prélats; cependant, des procès-verbaux (7) ultérieurs à cette date, et

(1) C'est alors le garde des archives ou la personne chargée de la distribution qui remet ces volumes aux bibliothécaires des princes.

(2) Arch. Nat. G⁸ 2617.

(3) Id., G⁸ 2618.

(4) *Recueil de 1767*, p. 112.

(5) Id., p. 153, 154 et 166.

(6) Id., p. 163 et suivantes.

(7) Arch. Nat. G⁸ 95.

dont l'un est de 1781, mentionnent au contraire que les agents n'ont pas répondu et nous n'avons trouvé qu'une seule fois une réponse de la part de nos agents pour une cérémonie de cette sorte. Les agents adressent alors aux prélats une circulaire transmettant l'ordre qu'ils ont reçu du roi de les inviter. Cette circulaire est envoyée aux prélats du clergé de France, à ceux qui sont « étrangers » ou « anciens » (on n'en envoie pas aux cardinaux ni au nonce du Pape). Les agents de 1780-1785 eurent à inviter plusieurs fois les prélats à des *Te Deum* : l'un à l'occasion de la naissance du dauphin, le 26 octobre 1781 (la circulaire est du 24 octobre) (1), un autre le 27 novembre de la même année pour la victoire remportée sur les Anglais en Amérique (la circulaire est du 24 novembre) (2), un autre en actions de grâces pour la paix en décembre 1783 (une première circulaire est du 4, une seconde du 6) (3) ; enfin, un dernier le 1^{er} avril 1785 pour la naissance du duc de Normandie (circulaire du 30 mars) (4). Ces lettres font part de l'ordre du roi, précisent, ainsi que le font toutes les circulaires relatives à des questions de cérémonial, la tenue dans laquelle les prélats devront assister à la cérémonie, et leur transmettent l'invitation de l'archevêque de Paris à venir se reposer chez lui.

Dans le cas de décès d'un prélat, des règlements de 1666 et 1700, rapportés par les *Mémoires du Clergé* (5) disent que « les agents seront à l'avenir chargés de mander à tous Mgrs les archevêques et évêques, la mort des prélats qui arrivera durant le cours de leur agence en les invitant... de faire et ordonner des prières pour l'âme de Mgrs les évêques qui seront décé-

(1) *Arch. Nat.* G⁸ 95. (Circulaire signée de l'abbé de Boisgelin) et G⁸ 2617.

(2) *Arch. Nat.* G⁸ 95. (Circulaire signée de l'abbé de Boisgelin) et G⁸ 2617.

(3) *Id.*, G⁸ 2618. C'est à l'occasion de ce *Te Deum* que les agents répondirent au maître des cérémonies.

(4) *Id.*, G⁸ 2620.

(5) *Mémoires du Clergé*, *id.*, p. 2392 et 2393.

dés et pour le digne choix de leurs successeurs » (1). Le *Recueil* de 1767 (2), à la suite du règlement de 1715, art. XIX, tit. VI (3), charge les agents du même devoir et apporte des précisions : ces prélats peuvent être cardinaux, archevêques, évêques, anciens prélats ou évêques non sacrés; « il peut arriver, dit-il, qu'on élève la question de savoir si MM. les agents doivent donner avis du décès des prélats qui ne sont pas du clergé de France » (4), mais il ajoute qu'il semble qu'il n'y ait aucun inconvénient à le faire. Les agents avertissent les évêques de France et ceux « hors du clergé de France qui sont à la nomination du roi ». Enfin, cette circulaire ne doit être envoyée que sur des nouvelles très certaines du décès données par « les syndics, vicaires généraux, doyens ou autres personnes des églises cathédrales ». En exécution de ces textes, nos agents, à de nombreuses reprises (5) informent les archevêques et évêques de la mort de prélats et leur demandent d'ordonner des prières pour le repos de leur âme.

(1) Délibération du 18 août 1700 qui adopte la proposition du président. Le règlement de 1666 est plus bref et renvoie à un règlement de 1625.

(2) *Recueil* de 1767, p. 183 et suivantes.

(3) *P.-V. de 1715*, p. 259.

(4) En 1742 et 1756, il fut donné avis du décès des archevêques d'Avignon, mais ces exemples ne furent pas suivis pour le décès de l'évêque de Vaison. *Recueil*, p. 184. Dans le cas d'évêques qui étaient appelants, il ne fut pas envoyé de circulaires, id., p. 185.

(5) Circulaires du 27 juin 1780 pour le décès de l'ancien évêque de Léon; du 5 août 1780 pour celui de l'ancien évêque de Troyes; du 23 janvier 1781 pour celui de l'archevêque de Cambrai; du 7 octobre 1781 pour celui de l'évêque de Saintes; du 13 décembre 1781 pour celui de l'archevêque de Paris, *Arch. Nat.* G^s 2617. (Celle du 5 août 1780 se trouve aussi dans la *Collection des Circulaires* Ld5 45, exemplaire signé de l'abbé de Boisgelin). Circulaires du 26 juillet 1782 pour le décès de l'évêque d'Angers, du 29 septembre 1782 pour celui de l'évêque de Nevers, du 9 mai 1783 pour celui de l'évêque d'Oléron, du 30 mai 1783 pour celui de l'archevêque d'Auch, du 13 octobre 1783 pour celui de l'ancien évêque de Viviers, du 15 octobre 1783 pour celui de l'évêque de Vence, du 16 novembre 1783 pour celui de l'évêque d'Aire, G^s 2618. Du 29 janvier 1784 pour celui de l'évêque de Saint-Papoul, du 12 février 1784 pour celui de l'évêque de Nîmes, du 24 mars 1784 pour celui de l'ancien évêque de Limoges, du 14 octobre 1784 pour celui de l'ancien évêque de Glandève, G^s 2619. Du 30 mars 1785 pour le décès de l'évêque de Saint-Claude, du 22 avril 1785 pour celui de l'ancien archevêque d'Embrun et du 9 mai 1785 pour celui de l'ancien évêque d'Acqs, G^s 2620.

Si le clergé doit se rendre à la « cérémonie de l'eau bénite donnée aux princes et princesses, après leur mort » (1), à la garde de leurs corps (2) ou à leurs services funèbres (3) soit après décès, soit anniversaires, c'est aux agents généraux qu'il revient d'inviter à ces cérémonies les prélats qui se trouvent à Paris ou à la cour. Ils sont eux-mêmes prévenus par le grand-maître des cérémonies qui, dans la plupart des cas, leur transmet l'ordre du roi (4). Cet avertissement a lieu quelques jours d'avance lorsqu'il s'agit de la garde du corps des princes ou princesses, car quelquefois, afin que les évêques soient assez nombreux à cette cérémonie, les agents écrivent une première lettre à ceux qui sont à Paris pour les avertir de se tenir prêts (5). Puis, après avoir dressé le tableau de ceux qui doivent y prendre part, ils leur adressent une seconde circulaire qui leur fixe leurs heures de garde. Ces deux lettres font mention des ordres du roi et la seconde assure en outre les évêques qu'ils seront reçus « avec les honneurs dont jouit le clergé » (6). La circulaire pour les services funèbres après décès mentionne aussi qu'il s'agit d'un ordre du roi et transmet aux prélats l'invitation de l'archevêque de Paris à venir se reposer chez lui avant

(1) *Recueil* de 1767, p. 187.

(2) *Id.*, p. 188 et suivantes.

(3) *Id.*, p. 194 et suivantes.

(4) Pour la cérémonie de l'eau bénite en 1741 à la mort de Mme la duchesse, leur circulaire porte qu'elle est envoyée en conséquence de la lettre du comte de Maurepas à l'archevêque de Paris. *Recueil*, p. 187. Lors du service anniversaire du duc de Bourgogne en 1762, comme en 1715 pour celui du duc de Berry, la lettre du grand maître des cérémonies ne contenait pas d'invitation de la part du roi. Les agents en firent mention dans leur circulaire. *Recueil*, p. 206. Il en fut de même pour le service anniversaire de la reine du 27 juin 1769 et pour celui de Louis XV le 10 mai 1775. *Arch. Nat.* G⁸ 95.

(5) En 1746 pour la garde du corps de Mme la dauphine, comme il n'y avait pas assez d'évêques à Paris, ils écrivirent aux évêques les plus proches pour les inviter à venir. *Recueil*, p. 189. Les évêques non sacrés ne sont pas invités. *Recueil*, p. 190.

(6) Comme un point du cérémonial n'a pas été réglé pour ces circonstances, il s'élève chaque fois des protestations de la part du clergé. Ce sont encore les agents qui transmettent ces protestations au ministre, et, après la permission du roi par lui demandée, au grand maître des cérémonies. *Recueil*, p. 192.

la cérémonie. Il est d'ailleurs d'usage, dit le *Recueil*, que les agents répondent au grand-maître. C'est ainsi que nos agents reçurent, le 23 mai 1781, une lettre du grand-maître des cérémonies au sujet du service de l'impératrice reine. Ils lui répondirent le 25 mai (1) et, le lendemain, adressèrent aux prélats la circulaire habituelle (2). Si les prélats sont invités à des services funèbres autres que ceux qui sont ordonnés par le roi, c'est encore aux agents que sont remis les billets d'invitation et ce sont eux qui se chargent de les envoyer avec une lettre qui en porte l'envoi (3).

Dans le cas de sacre du roi (2), les agents « reçoivent une lettre du roi par laquelle le roi leur mande d'inviter les archevêques et évêques d'(y) assister... Ils doivent porter au roi un état des archevêques et évêques présents à la cour et à Paris pour que Sa Majesté puisse en choisir quatorze ou quinze... Ils avertissent ceux que le roi aura choisis... » (5). D'autre part, lorsque le roi est malade, il leur incombe encore de prier les prélats de s'assembler pour dire la messe à son intention (6).

Enfin, à l'occasion des assemblées générales du clergé (et des assemblées particulières de prélats), les agents généraux envoient de nombreuses lettres et circulaires, ainsi que nous le verrons dans le chapitre VI.

(1) *Arch. Nat.* G⁸ 2167.

(2) *Id.* G⁸ 95. (Cette circulaire est signée des deux agents), et G⁸ 2617.

(3) *Recueil de 1767*, p. 208 et suivantes. Il en fut ainsi en 1711, 1759, 1761 et 1766. L'envoi de 1766 portait, en outre, une double invitation de la part de l'archevêque de Paris.

(4) *Recueil de 1767*, p. 212.

(45) « Et ils en fournissent de bonne heure une liste au grand maréchal des logis pour qu'il pourvoie à les faire loger à Reims ». *Recueil*, p. 212.

(5) Louis XIV étant très malade en 1658, les agents allèrent trouver l'archevêque le plus ancien de ceux alors à Paris et lui suggérèrent d'assembler les prélats présents à Paris. L'archevêque « leur ordonna d'envoyer leurs billets pour les prier de se rendre chez lui afin d'arrêter ce qu'il y avait à faire ». *Mémoires du Clergé*, *id.*, p. 2391.

Nous devons étudier maintenant comment les agents généraux demandent aux archevêques ou évêques et aux syndics des diocèses des éclaircissements, des mémoires, des renseignements utiles pour le clergé de France en général.

Nous allons voir tout d'abord, pour les années 1780-1785 une circulaire relative à une question intéressant l'éducation. Il n'en est pas, ici, comme dans la plupart des autres circulaires, dans lesquelles les agents ne font que transcrire les délibérations de l'assemblée ; dans l'élaboration de celle-ci, leur part est importante et donc particulièrement intéressante. Le 20 septembre 1780 (1), la commission pour la religion et la juridiction donne lecture d'un mémoire (2) tendant à établir les droits du clergé sur l'éducation publique, droits respectés jusqu'en 1763. Mais un édit de février 1763 se révèle, à l'analyse, contraire à ces droits, ainsi qu'au bien même de l'éducation. La nation et le législateur lui-même, dit le rapporteur, sentent la nécessité d'une réforme. Il s'agit de présenter un projet au roi. Mais, pour ce faire, il faut connaître les conditions locales. L'assemblée, adoptant l'avis de la commission, charge donc les agents d'écrire en son nom une lettre aux archevêques et évêques, tendant « à leur demander les renseignements les plus amples et les plus détaillés non seulement sur les inconvénients locaux des collèges et universités, mais encore sur le choix des instituteurs en général, sur la police des études et sur la forme d'administration spirituelle et temporelle qui leur paraît préférable... » Ces renseignements, dont ils devront rendre compte à l'assemblée suivante, les guideront dans les recherches et les observations personnelles qu'ils sont, en outre, chargés de faire sur cet objet. Le 26 septembre (3), l'abbé de PÉRIGORD fait lecture du projet de lettre que l'assemblée approuve. Cette lettre, datée du 8 novembre (4)

(1) *P.-V. de 1780*, p. 792 et suivantes.

(2) Mémoire de l'Abbé de Robien.

(3) *P.-V. de 1780*, p. 875.

(4) *Id.*, p. 1151 et 1152 et *Arch. Nat.* G⁸ 2617.

répond en effet au vœu de l'assemblée par le nombre et la précision des questions qu'elle pose et qui sont groupées sous dix chefs différents, questions relatives aux statuts et à l'administration des collèges, au choix et à la formation des professeurs, au plan de l'instruction et de l'éducation, à l'organisation des universités. Elle pose des questions sur l'état de fait actuel et demande des avis pour la réforme éventuelle; elle établit ainsi des bases intéressantes pour une rénovation de l'éducation publique en France.

Dans un rapport à l'assemblée de 1782 (1), le 13 novembre, les agents généraux reviennent sur cette question et disent qu'il leur paraît important de « représenter et confirmer la délibération de la dernière assemblée... et de prendre des moyens efficaces de procurer à l'assemblée de 1785 les détails nécessaires » pour l'établissement d'un plan. Le 25 du même mois (2), sur la proposition de l'archevêque d'Arles et après lecture des rapport, délibération et lettre circulaire de 1780 sur cet objet, l'assemblée charge les agents d'envoyer de nouveau ce rapport et cette lettre et « d'y ajouter une invitation aux archevêques et évêques de vouloir bien faire parvenir leur réponse avant le 1^{er} juillet 1784 pour que MM. les agents eussent le temps d'en faire le dépouillement nécessaire et de préparer un travail instructif qu'ils mettraient, avec leurs recherches et observations, sous les yeux de l'assemblée de 1785 ». Le cardinal de LA ROCHEFOUCAULD est d'ailleurs prié de présider à ce travail. Le 7 mai 1783 (3), la lettre des agents aux archevêques et évêques met ces derniers au courant de la délibération de l'assemblée; elle dit que les agents sont persuadés qu'ils ont déjà donné des ordres pour recueillir les éclaircissements demandés, auxquels ils auront la bonté d'ajouter des observations personnelles; enfin elle les prie de bien vouloir leur envoyer ces renseignements avant le mois de juillet 1784.

(1) *P.-V. de 1782*, p. 155.

(2) *Id.*, p. 217 et 218.

(3) *Id.*, p. 457 et 458 et *Arch. Nat.* G⁸ 2618.

Les circulaires dont nous allons parler maintenant concernent le temporel du clergé.

Le 19 septembre 1780, l'assemblée charge les agents d'écrire une lettre sur la question des foi et hommages, aveux et dénombrement (1). Sur la demande du clergé, un arrêt du Conseil d'Etat du 23 août 1780 (2) avait nommé des commissaires du Conseil pour examiner les représentations du clergé, avait prorogé jusqu'en 1785 la surséance des foi et hommages, avait fixé un terme de trois ans pour la production des titres invoqués en faveur de l'exemption et avait annoncé que le roi manifesterait ses intentions à la fin de 1785. L'archevêque d'Aix, dans un rapport à l'assemblée, dit qu'un mémoire (3) déjà fait sur ce sujet ne présente qu'une faible partie de la défense du clergé et qu'il est nécessaire de procéder d'une manière plus complète à cette défense. Il démontre que des déclarations de 1674 et de 1725 ne peuvent être exécutées, que la prestation des foi et hommages ne peut se justifier et qu'elle présenterait de graves inconvénients ; il propose de prolonger la commission déjà établie et de la charger, d'une part, de faire valoir les titres et de dresser des mémoires qui seront communiqués à la commission du Conseil, d'autre part, d'examiner les inconvénients de cette prestation et d'aviser aux expédients ; il suggère en outre de charger les agents « d'écrire une lettre circulaire aux syndics des diocèses qui n'ont pas encore répondu aux questions posées par la commission ». Ces propositions sont adoptées par l'assemblée. Le 5 mars 1781 (4) la circulaire des agents généraux rappelle les démarches faites par le clergé et que nous venons de mentionner, porte envoi d'un état de demandes de titres dressé par la commis-

(1) *P.-V. de 1780*, p. 772 et suivantes.

(2) *Id.*, p. 1098.

(3) Mémoire rédigé à la suite de la réponse des diocèses à une première circulaire.

(4) *Collection des Circulaires* Ld5 49. (L'exemplaire de la lettre adressée aux évêques est signé de l'abbé de Périgord et celui de la lettre adressée aux syndics est signé de l'abbé de Boisgelin) et *Arch. Nat.* G⁸ 2617.

sion et sollicite que ces titres leur soient envoyés promptement. Ces « demandes à faire au nom de la commission des foi et hommages... » sont nombreuses et détaillées; cependant, malgré leur intérêt, nous ne croyons pas devoir nous y arrêter, car elles semblent ne pas être l'œuvre des agents en tant que tels : ils n'y ont participé que comme membres de la commission (1). Il semble au contraire que ce soit plus spécifiquement en qualité d'agents qu'ils doivent recevoir les titres des diocèses.

De nouveau, le 4 octobre 1780 (2), l'assemblée leur confie le soin d'envoyer une lettre concernant une question de temporel. La commission rapporte (3) que les décimateurs de Dauphiné se sont plaints, outre de quelques refus de dîme, d'un changement opéré dans la jurisprudence du Parlement en matière de perception de dîme. Jusqu'en 1778 (4), celle-ci se faisait en nature, sur le champ et après les avertissements prescrits par les ordonnances. Des arrêts de 1778, 1779 et 30 mai 1780 restreignent l'obligation des décimables à appeler trois fois le décimateur et les dispensent de paiement dans les champs, bien que cette jurisprudence soit contraire aux ordonnances et édits (5), à l'opinion des canonistes et jurisconsultes, à l'usage et à l'équité. D'autres plaintes en matière de dîme sont venues aussi de Provence, de Bretagne et d'un prieur du diocèse de Limoges (cette dernière contre un arrêt du Parlement de Bordeaux dont le rapporteur critique la teneur). Le commissaire propose donc de supplier le roi de nommer une commission de son Conseil pour recevoir et examiner ces plaintes, afin qu'il puisse donner une loi. Et, « dans le cas où il plairait à Sa Majesté de nommer ladite commission, nous vous proposons de charger MM. vos agents d'écrire dans les différents diocèses, afin que les décimateurs puissent envoyer aux commissaires de Sa Ma-

(1) *Rapport de 1785*, p. 61.

(2) *P.-V. de 1780*, p. 941.

(3) *P.-V. de 1780*, p. 934 et suivantes.

(4) Arrêts de 1536, 1620, 1714, 1737, 1764, 1772, 1774.

(5) Ordonnance de Blois, édit de Melun et autres lois. Déclaration de 1545 pour le Dauphiné et lettres patentes de 1547.

jesté leurs griefs et leurs demandes » ; ce n'est donc pas aux agents eux-mêmes que les diocèses, cette fois-ci, sont priés de s'adresser. L'assemblée adopte l'avis de la commission.

Enfin, le 6 octobre (1), les agents sont chargés d'envoyer une délibération de l'assemblée sur la portion congrue. Le chef de la commission pour le temporel dit, dans un important rapport, qu'il y a lieu d'examiner si l'édit de 1768 a conservé la proportion établie par des lois précédentes (2) et si, depuis lors, cette proportion n'a pas été troublée par l'accroissement de la valeur des denrées. Une loi générale présente des inconvénients parce que les fondations et les droits casuels ne sont pas les mêmes partout et parce que le sort des décimateurs varie lui aussi selon les lieux. L'édit, dit-il, « a fixé une base immuable... mais qui est contredite par l'exécution même de la loi » par suite des variations locales de la valeur du blé. Il y aurait donc lieu de fixer dans chaque bailliage et pour chaque communauté le prix commun du setier de froment à la mesure de Paris. Plusieurs moyens sont possibles. La seule crainte du rapporteur est que, dans quelques provinces, le prix des 25 setiers soit inférieur aux 500 l. fixées par l'édit. L'assemblée, après avoir discuté de ces différents moyens et partageant la crainte du commissaire, délibère d'écrire une circulaire aux archevêques et évêques pour leur envoyer la présente délibération et les consulter sur le moyen le plus efficace de remédier à l'objet de cette crainte. Entre autres choses proposées par la commission (3), elle charge les agents de cette mission. La circulaire est du 8 novembre 1780 (4). Elle demande des éclaircissements avant le 1^{er} janvier 1785. Elle rappelle aussi que les

(1) *P.-V. de 1780* p. 959 et suivantes.

(2) Edit de 1571, déclaration de 1634, édit de 1686.

(3) Relativement aux unions de bénéfices rendues nécessaires pour améliorer le sort des congruistes sans nuire à celui des décimateurs voir plus haut p. 111 et 153, les démarches dont sont chargés les agents et les pièces que les évêques doivent leur envoyer dans ce but.

(4) *P.-V. de 1780*, p. 1155 et *Arch. Nat.* G⁸ 2617.

agents précédents, en envoyant un arrêt du Conseil du 18 juillet 1778, avaient demandé des renseignements sur les changements apportés par l'augmentation des portions congrues des vicaires, et qu'ils ont reçu des réponses trop peu nombreuses et insuffisantes. Elle ajoute que l'assemblée a décidé que les changements produits dans la matière imposable par suite des lettres patentes de 1778 seraient pris en considération quand les diocèses auraient fourni les états de ces variations et que les diocèses seraient autorisés à continuer leur département avec les changements faits en vertu de l'arrêt de 1778 et de la lettre des agents, jusqu'à ce que l'assemblée de 1785 y ait pourvu. En outre, les évêques sont priés d'informer leur bureau diocésain de ces dispositions. Au premier but de cette lettre, qui est de demander des éclaircissements, se joint donc celui de donner des instructions.

L'assemblée de 1782, à son tour, s'occupe de cette question. Après que les agents, dans leur rapport (1) ont, le 13 novembre, proposé aux députés de se faire « représenter et confirmer » la délibération de 1780, l'archevêque de Bordeaux rappelle, le 28 novembre (2), le rapport présenté deux ans auparavant et la délibération qui avait suivi. Il expose les moyens employés dans certaines provinces pour l'exécution du vœu de l'assemblée, les alarmes qui ont été conçues dans quelques autres; puis, comme un certain nombre de diocèses n'ont rien fait pour cette exécution, il propose de « faire écrire dans tous les diocèses pour rappeler et faire connaître de plus en plus les plans fournis par la dernière assemblée... et pour engager Mgrs les évêques à préparer les états et instructions qui leur ont déjà été demandés... pour être reportés avec leurs avis aux assemblées provinciales de 1785 et confiés aux députés ». L'assemblée adopte cette proposition.

Le 10 mai 1783 (3), les agents rappellent donc aux

(1) *P.-V. de 1782*, p. 154.

(2) *Id.*, p. 242 et suivantes.

(3) *Id.*, p. 459 et 460 et *Arch. Nat.* G⁸ 2618.

évêques l'objet de la première circulaire et exposent celui de la délibération de l'assemblée de 1782. Ils les prient de s'occuper de « ces états et éclaircissements ». Ils ajoutent : « quoique cette dernière assemblée désire que les instructions qu'elle demande soient portées à l'assemblée provinciale et de là à l'assemblée générale de 1785, nous pensons qu'elle n'a pas voulu contrarier les intentions de l'assemblée de 1780, qui souhaitait que vous voulussiez bien nous communiquer avant le 1^{er} janvier 1785 vos lumières et réflexions... » ; ceci afin de leur faciliter l'établissement du plan qu'ils devront soumettre à l'assemblée de 1785. (V. plus haut p. 92.)

Le *Recueil* de 1767 (1) précise la façon dont les lettres et circulaires doivent être écrites et adressées : celles qui sont envoyées aux cardinaux « doivent être écrites à la main et conçues dans le style usité pour les cardinaux » (2) ; toutes doivent être signées de la main des agents (3). Les paquets concernant le spirituel doivent être adressés à l'archevêque ou évêque et, en son absence, aux grands vicaires ; ceux qui concernent le temporel à l'archevêque ou évêque et, en son absence, au syndic diocésain (4).

Le *Recueil* précise aussi les personnes à qui ces lettres doivent être envoyées (5) : « Il est d'usage de ne point envoyer aux prélats qui ne sont pas du clergé de France les exemplaires qui ne concernent que le clergé de France, mais on leur adresse directement ce qui regarde le spirituel sans mettre ces mots : et en leur absence, etc... On adresse aussi directement et sans lettre

(1) *Recueil* de 1767, p. 271 et suivantes.

(2) Le cardinal de Luynes se plaignit en 1766 qu'on ne lui avait pas accordé à ce sujet le traitement qui lui était dû.

(3) En 1767, les agents firent imprimer leurs noms en forme de signature mais cette « nouveauté » a paru s'écarter de l'usage pratiqué jusqu'alors et on ne la renouvela pas.

(4) On ne met pas « en son absence... », à certains diocèses dont les prélats sont francs de port.

(5) *Recueil* de 1767, p. 273 et suivantes.

circulaire un exemplaire de tout ce qui s'imprime pour le clergé aux anciens évêques et aux évêques *in partibus* qui sont à Paris ou à la cour, et aux anciens agents... »

« Par délibération de l'assemblée de 1758 (1), continue-t-il, il est ordonné d'envoyer, avec une lettre de MM. les agents, les contrats passés entre le roi et le clergé, les délibérations, arrêts et lettres patentes au sujet des dons gratuits et les règlements concernant les décimes et les impositions du clergé aux chambres supérieures des décimes en les adressant à MM. les promoteurs généraux des Chambres » (2).

Quand les circulaires sont signées par les agents (3), elles sont envoyées, ainsi que les exemplaires à y joindre, au Bureau de la recette générale avec une note (dressée par le chef du Bureau de l'agence après qu'il a consulté les agents) indiquant les exceptions qu'il y a lieu de faire dans les envois (4).

SECTION II

CORRESPONDANCE

La correspondance des agents généraux avec les diocèses est, à la fin de l'ancien régime, fort étendue. De nombreux bénéficiers, des syndics, des évêques s'adressent à eux pour leur demander leurs lumières ou celles du conseil du clergé, et pour solliciter leur appui dans quelque démarche ou leur intervention dans un litige. En effet, souvent de simples curés sont ignorants de leurs droits et c'est aux agents qu'ils ont recours pour savoir quelle conduite tenir vis-à-vis de l'administration

-
- (1) L'art. XI, tit. VI du règlement de 1715 (*P.-V. de 1715*, p. 257), ordonne l'envoi des procès-verbaux d'assemblées.
 - (2) Cependant sur les plaintes de plusieurs promoteurs en 1766 au sujet des frais de port qui étaient à leurs charges, les agents ont pris le parti de joindre leur paquet à celui du syndic diocésain.
 - (3) Il doit y avoir 140 circulaires signées.
 - (4) Quand l'envoi n'est pas général, le courrier est chargé de le porter. Il a été ajouté dans le *Recueil* qu'en 1785, pour envoyer les mémoires sur les foi et hommages, le clergé passa avec la poste un contrat d'abonnement.

ou des habitants de leur paroisse. De plus, de nombreux ecclésiastiques (ou leurs représentants laïques), en s'adressant à eux, en espèrent un appui, une intervention dont leur situation même semble promettre l'efficacité. Sans doute les agents n'interviendront-ils qu'à bon escient. Il n'en reste pas moins qu'ils reçoivent de très nombreuses sollicitations.

Cette correspondance abondante présente des avantages : en restant en contact avec le bas-clergé, les agents peuvent mieux connaître ses besoins réels; la liaison des des diocèses avec un organisme central tel que l'agence g'nérale contribue à assurer l'unité du clergé de France; enfin les particuliers qui s'adressent aux agents trouvent en eux une aide efficace. Pour ces différentes raisons, il semble donc souhaitable d'étendre encore le recours ds bénéficiers aux agents généraux. Mais, d'autre part, ceux-ci sont souvent accablés de demandes insignifiantes auxquelles un organe intermédiaire, les syndics diocésains, par exemple, pourraient fort bien répondre.

Les agents de 1780 ont senti ce double besoin et ils présentent à l'assemblée de 1785 un projet intéressant sur lequel nous croyons devoir nous arrêter quelque peu. Ils en font l'exposé à la fin de leur rapport d'agence (1). Ils recherchent tout d'abord les causes des pertes trop fréquentes éprouvées par les ecclésiastiques dans des contestations : soit leur inexpérience ou celle de leurs défenseurs, inexpérience qui les entraîne dans des poursuites imprudentes de prétentions illégitimes, soit leur ignorance des principes qui leur fait abandonner des droits fondés et provoque leur découragement après une première condamnation injuste ; soit enfin l'emploi de formes défectueuses et le mauvais choix des moyens. Tous ces échecs se produisent parce que, « dans les affaires les plus importantes et plus étroitement liées aux grands intérêts du clergé », souvent les bénéficiers ne recourent pas aux agents, y recourent trop tard ou leur adressent des instructions insuffisantes,

(1) *Rapport de 1785*, p. 308 et suivantes.

se privant ainsi d'un secours précieux et préparant « l'affaiblissement et la décadence des principes qui protègent le corps entier ». Le remède proposé par nos agents consisterait, en rappelant les syndics diocésains « à leur destination première », à établir tout d'abord une correspondance entre ces syndics et les bénéficiers « qui mît les syndics à portée de connaître dans l'origine les affaires qui surviendraient aux ecclésiastiques » ; aidés des lumières des évêques et des bureaux diocésains, les syndics seconderaient les bénéficiers par leurs conseils et leurs démarches. Puis une correspondance régulière entre eux et les agents « comprendrait les détails essentiels des affaires survenues dans les diocèses qui auraient quelque rapport avec les intérêts du corps, de celles qui auraient été terminées à l'avantage ou au désavantage du clergé, de celles qui réclameraient les bons offices de vos agents ou les lumières de leur conseil, et ces détails seraient accompagnés de réflexions plus ou moins étendues sur les motifs des arrêts, sur les variations de la jurisprudence et sur les principes qui paraissent la déterminer le plus communément. »

Une lettre circulaire des agents aux évêques, et une autre aux syndics (1), toutes deux envoyées le 26 octobre 1783, pour leur proposer ce projet, prévoient le détail de l'organisation nouvelle. Les bénéficiers devront rendre compte au syndic des procès qu'ils entreprendront relativement à leurs bénéfices. Dans les affaires auxquelles le syndic croira que « le diocèse ou le clergé général peut ou doit prendre intérêt », un mémoire sera fait par lui sur les observations de la chambre diocésaine, et envoyé aux agents à une époque fixe, qui sera de trois mois en trois mois ; l'avis du conseil du clergé sur le mémoire sera ensuite communiqué aux bénéficiers. Enfin, cette correspondance n'empêcherait pas le recours direct aux agents « chaque fois qu'il serait nécessaire ou plus utile ».

L'exécution de ce plan, poursuivent les agents, serait

(1) *Rapport de 1785* p. j. p. DLXVI et DLXXVIII.

profitable à la fois aux particuliers par la réunion des secours qu'il leur assure, au corps du clergé par l'harmonie qu'il met dans la défense de ses intérêts, aux agents par une plus grande connaissance qu'il leur donne des atteintes portées aux privilèges du clergé ou des jugements qui les consacrent, aux assemblées enfin par l'instruction des affaires et l'exposé des changements de la jurisprudence qu'il leur apporte; et cette exécution a procuré, disent-ils, les plus grands avantages aux diocèses qui l'ont essayée. Cependant quelques autres (1) ont exprimé plusieurs craintes : tout d'abord que la surveillance des syndics ne déplût aux bénéficiers; or, il leur serait toujours loisible de « recourir directement aux agents ou de conduire leurs affaires par eux-mêmes ». Une autre crainte des diocèses était que les tribunaux ne prissent ombrage de cette organisation; mais, disent les agents, celle-ci ne multiplierait pas les interventions des syndics, qu'elle mettrait seulement en état de mieux connaître les cas où cette intervention serait nécessaire. Une troisième objection était la difficulté de trouver des syndics qui réunissent les qualités nécessaires, à quoi les agents répondent qu'ils pourraient toujours rendre des services et qu'ils sont d'ailleurs entourés de conseils. Enfin, les diocèses ont craint que les syndics ne succombassent sous le poids de leurs fonctions, fonctions cependant qu'aucun de ceux-ci n'a paru redouter, et pour lesquelles seulement une juste récompense serait nécessaire.

L'assemblée de 1785 (2) se range à l'avis des agents, selon lequel ce projet est conforme à l'esprit de la délibération de l'assemblée de Melun du 22 septembre 1579; et, adoptant les dispositions de la circulaire du 26 octobre 1783, elle délibère d'inviter les syndics diocésains « à écrire, un mois après la réception de la copie de la présente délibération, sous le bon plaisir et l'autorisation de l'évêque et de la chambre diocésaine, une lettre circu-

(1) Correspondance des agents généraux, *Arch. Nat.* G⁸ 219 à 261.

(2) *P.-V. de 1785*, p. 763.

laire aux bénéficiers de leurs diocèses pour les engager à faire part auxdits syndics... des procès... » ainsi que le projet le prévoit.

De plus, à la suite de l'exposé de leur projet, les agents rapportent (1), en la faisant leur, la suggestion de l'archevêque de Toulouse relative à l'établissement, dans chaque ville de Parlement, de syndics auxquels s'adresseraient les syndics diocésains et qui eux-mêmes transmettraient toutes les affaires importantes aux agents; ceux-ci seraient « instruits de tout ce qui leur importerait de savoir, principalement de tous les arrêts qui intéresseraient le clergé général », mais ils ne seraient « interrompus que pour des affaires importantes et au moment où il serait essentiel qu'elles leur fussent adressées » et ce projet remplirait encore plus exactement le vœu de l'assemblée de Melun, qui avait établi des syndics métropolitains. Les agents ajoutent que ces nouveaux syndics « suppléeraient... à ce qui... pourrait échapper à quelques syndics des diocèses »; que leur petit nombre serait la garantie de leur choix; qu'ils seraient fort utiles aux bénéficiers dans les causes d'appel et aux assemblées qui se plaignent de la rareté ou de l'insuffisance des instructions qu'on leur adresse; que d'ailleurs le recours direct aux agents serait toujours possible. Enfin, grâce à l'envoi fait par les agents aux syndics généraux non seulement des consultations qui intéresseraient les bénéficiers de leur ressort, mais encore de celles qui pourraient leur servir de règles dans des cas semblables, il se formerait dans chaque ville de Parlement un dépôt capable d'assurer l'uniformité des vues du clergé. De ce second projet, l'assemblée (2), sans rien décider, renvoie l'examen à la commission du temporel.

(1) *Rapport de 1785*, p. 316 et 317.

(2) *P.-V. de 1785*, p. 764.

CHAPITRE VI

RÔLE A L'ÉGARD DES ASSEMBLÉES DU CLERGÉ

D'une part, les agents généraux assurent la préparation des assemblées générales ordinaires ou extraordinaires. D'autre part, ils ont un rôle à remplir pendant la tenue de ces assemblées. Comme les nouveaux agents n'entrent en fonction qu'après leur réception par l'assemblée (1), ce n'est pas eux, mais ce sont leurs prédécesseurs sortants de charge qui préparent cette assemblée. Nous suivrons l'ordre dans lequel ces fonctions se présentent aux agents en étudiant d'abord leur rôle pendant l'assemblée qui les a reçus, rôle qui est sensiblement le même pendant la tenue des assemblées extraordinaires; puis leurs attributions dans la préparation de l'assemblée au cours de laquelle ils sortent de charge, attributions auxquelles sont également analogues celles qu'ils ont dans la préparation des assemblées extraordinaires. A propos des fonctions qu'ils remplissent pour préparer les assemblées générales, nous verrons celles qui leur incombent dans la convocation des assemblées provinciales. Nous aurons à étudier encore les devoirs qu'ils ont à remplir en qualité d'anciens agents et, en particulier, les charges de promoteur et de secrétaire qu'ils ont aussi lors des assemblées extraordinaires. Il conviendra enfin d'indiquer quelle est leur tâche auprès des assemblées particulières de prélats.

*
* *

Pendant la tenue des assemblées, le rôle des agents

(1) *Recueil de 1767*, p. 47.

est essentiellement protocolaire (1) : ils ont chargés, dit le *Recueil* de 1767 (2), de « l'ordre dans les cérémonies ».

Au cours même de la séance dans laquelle ils sont reçus, on leur confie le soin « de faire tout préparer pour la Messe solennelle du Saint Esprit (3) et d'y inviter les prélats qui sont à Paris » (4). Le *Recueil* (5) dit que ce dernier usage date de 1747. Il en est de même dans la seconde séance des assemblées extraordinaires (6). De plus (7), l'un d'eux qui, en 1780, est l'abbé de PÉRI-GORD (8) et en 1782 l'abbé de BOISGELIN (9), est chargé de demander à l'archevêque de Paris le *licet* pour cette messe. A l'autre agent est confiée la charge d'aller à Versailles pour s'enquérir « du jour auquel l'assemblée

(1) En dehors de la tenue des assemblées, le rôle protocolaire des agents a plus rarement l'occasion de s'exercer : ils veillent au cérémonial lors des Te Deum (une difficulté de préséance s'étant élevée en 1767, les agents adressèrent un placet au roi, mais l'affaire ne fut pas jugée définitivement). *Recueil* de 1767, p. 173 et 174; lors des services après décès célébrés pour les princes ou princesses (Ils protestèrent en 1764 parce qu'il avait été contrevenu à un règlement de 1728). *id.*, p. 200; et lors du sacre du roi. *id.*, p. 212; à cette occasion, c'est en leur personne que le clergé est invité à la réception que le roi donne comme grand maître de l'ordre du Saint-Esprit. Ils participent à la garde du corps des princes ou princesses. *id.*, p. 191 et assistent en général à leurs services anniversaires. *id.*, p. 204; ils assistent enfin aux sacres des évêques. *id.*, p. 165.

(2) *Id.*, préface.

(3) *Recueil* de 1767, p. 47. Ils donnent des ordres au brodeur, au tapissier, au circur et font avertir le maître des cérémonies. *Recueil* de 1767, p. 48 qui donne le texte du billet à lui adresser.

(4) *P.-V. de 1780*, p. 14. Lettre du 31 mai 1780. *Arch. Nat.* G⁸ 2617.

(5) *Recueil* de 1767, p. 48 qui donne le texte de la lettre et dit qu'on en fait tirer cent exemplaires dont les agents signent un nombre suffisant. Les agents font aussi imprimer des laissez-passer dont ils font la distribution; par l'intermédiaire du chef du bureau de l'agence, ils en donnent aux avocats, au receveur général et à ses commis. Ils écrivent en outre au capitaine, au lieutenant ou au sergent-major des Gardes Suisses en lui demandant pour la messe vingt-quatre hommes avec leur sergent pour maintenir l'ordre. (Lettres du 31 mai 1780. *Arch. Nat.* G⁸ 2617 et du 10 octobre 1782, *id.*, G⁸ 2618). Ils doivent enfin s'assurer, la veille, que tout est prêt pour la messe, soit de la part du maître des cérémonies, soit de la part des ouvriers, soit de celle des députés nommés pour officier.

(6) *P.-V. de 1782*, p. 12 et 13.

(7) *Recueil* de 1767, p. 48.

(8) *P.-V. de 1780*, p. 14.

(9) *P.-V. de 1782*, p. 13.

pourra saluer le roi et la reine » (1). Il est même d'usage, selon le *Recueil* (2), qu'il voie les dames d'honneur de la reine et de la dauphine pour les prévenir de l'audience. Il avertit aussi le premier gentilhomme de la chambre, le capitaine des gardes et le grand-maître de cérémonies (3) « afin que le clergé soit reçu avec les honneurs accoutumés » (4). En même temps, « il est d'usage, dit le *Recueil* (5), ... (qu'il) voye le ministre qui a le département du clergé pour lui demander des lettres d'Etat pour ceux des députés qui peuvent en avoir besoin ». C'est l'abbé de BOISGELIN qui, en 1780 (6), s'acquitte de ces devoirs et, en 1782 (7), c'est l'abbé de PÉRIGORD.

La séance suivante débute ainsi : l'agent qui en a été chargé dépose sur le bureau le *licet* pour la messe du Saint Esprit et pour le sermon (8). Les agents avertissent que tout est prêt pour la messe et, précédée par eux (9), l'assemblée se rend à l'église ; elle en sort dans le même ordre (10). L'agent chargé d'aller à Versailles

(1) P.-V. de 1780, p. 14. *Recueil* de 1767, p. 57 qui ajoute qu'avant 1760, les agents écrivaient au ministre quelque temps avant l'ouverture des séances pour savoir le jour de l'audience du roi et celui auquel les commissaires du roi viendraient à l'assemblée. Depuis 1760, c'est le président de l'assemblée qui concerta le tout avec le ministre. Si le roi est à l'armée ou ailleurs qu'à sa résidence habituelle, les assemblées font une députation particulière. (P.-V. de 1596, 1621, 1641, 1656, 1657). *Recueil*, p. 60 et 61.

(2) *Recueil* de 1767, p. 57 et 55.

(3) S'il n'a pu le voir, ils lui écrivent ; s'il est absent, ils adressent la lettre au maître des cérémonies. Quand le roi donne audience ailleurs qu'à Versailles, les agents préviennent encore le maréchal des logis de la maison du roi pour lui demander de « marquer un logement convenable » à chacun des députés.

(4) En 1748, la dauphine reçut l'assemblée non pas debout, mais assise. Les agents protestèrent en voyant là une atteinte aux prérogatives du clergé. Ils obtinrent du comte de Maurepas la promesse que le roi donnerait des ordres pour qu'à l'avenir il n'en soit plus ainsi.

(5) *Recueil* de 1767, p. 66. En 1765, les secrétaires du roi prétendirent que ces lettres étaient sujettes aux droits du sceau. Les agents écrivirent au vice-chancelier en disant que le P.-V. de 1685 établissait le privilège dont ils demandaient la confirmation. Ils reçurent une réponse affirmative du vice-chancelier. *Recueil* p. 67 et 68.

(6) P.-V. de 1780, p. 14.

(7) P.-V. de 1782, p. 13.

(8) P.-V. de 1780, p. 15. P.-V. de 1782, p. 15.

(9) P.-V. de 1780, p. 15. P.-V. de 1782, p. 15 et 16.

(10) P.-V. de 1780, p. 18. P.-V. de 1782, p. 19.

pour savoir le jour de l'audience royale rend alors compte de sa mission (1).

Quand les bureaux sont formés, les agents en font imprimer l'état de distribution (2). Lorsque l'archevêque de Paris est arrivé, ils avertissent l'assemblée (3). Ce sont eux aussi qui vont au-devant des commissaires royaux lorsque ceux-ci viennent faire connaître la demande du roi au sujet du don gratuit (4). (Dans ce but, les commissaires viennent deux fois pendant les assemblées ordinaires (5) et une fois pendant les assemblées extraordinaires.) (6). Lors de la délibération sur le don gratuit, les agents les conduisent à leur appartement où ils attendent la décision de l'assemblée (7). En 1780 (8) c'est l'abbé de BOISGELIN qui est chargé de leur porter copie de cette délibération. De même, les agents vont recevoir les Messieurs de l'Hôtel de Ville (9) qui viennent trois fois au cours des grandes assemblées, une fois au cours des petites, mais ne viennent pas aux assemblées extraordinaires (10).

L'un d'eux porte au roi (11) la lettre du président de l'assemblée par laquelle celui-ci lui fait part de la

(1) *P.-V. de 1780*, p. 15. *P.-V. de 1782*, p. 20.

(2) *Recueil de 1767*, p. 71.

(3) *P.-V. de 1780*, p. 658. *P.-V. de 1782*, p. 22. . .

(4) *Recueil de 1767*, p. 90 et 91, GUYOT, *op. cit.*, p. 248. *P.-V. de 1780*, p. 24 et 30. *P.-V. de 1782*, p. 39.

(5) Une première fois pour assurer le clergé de la protection du roi. Une seconde fois pour demander le don gratuit. *Recueil de 1767*, p. 89 et 90. *P.-V. de 1780*, id.

(6) Pour demander le don gratuit dit le *Recueil*, p. 90. Mais en 1782, la délibération sur le don gratuit est antérieure à leur arrivée et ils se bornent à assurer le clergé de l'estime du roi et à le remercier. *P.-V.* p. 40 et suivantes.

(7) *Recueil de 1767*, p. 91.

(8) *P.-V. de 1780*, p. 35.

(9) *Recueil de 1767*, p. 92 et 93. *P.-V. de 1780*, p. 43. Ils marchent après le greffier, immédiatement avant le prévôt des marchands.

(10) *Recueil*, id. Dans les grandes assemblées, la première fois ils présentent leurs respects; la seconde fois ils demandent le renouvellement du contrat pour les rentes de l'Hôtel de Ville, enfin la troisième fois, ils remercient. Ils ne font que la première de ces visites aux petites assemblée.

(11) Depuis 1723, l'agent qui en est chargé « a toujours été conduit dans le cabinet du roi, soit par les cardinaux ministres, soit par les premiers gentilshommes de la chambre... » *Recueil*, p. 98 et 99, p. 310.

concession du don gratuit (1) : c'est en 1780 l'abbé de PÉRIGORD (2) qui est chargé de ce rôle et en rend compte à la séance suivante (3). Ils distribuent aussi à l'assemblée le projet de délibération pour le paiement du même don gratuit (4). C'est encore l'un des agents généraux qui, en 1780, après avoir dit à l'assemblée que son confrère et lui ont reçu la réponse du roi aux cahiers de l'assemblée précédente et avoir demandé l'agrément de la compagnie, lit cette réponse ; cette lecture est faite par l'abbé de PÉRIGORD (5).

De même que les agents doivent tout préparer pour la messe du Saint-Esprit, de même ils doivent veiller aux préparatifs de l'église pour les saluts du Saint Sacrement qui ont lieu à la Fête-Dieu pendant les assemblées ordinaires, pour la procession qui a lieu aux grandes assemblées seulement (6) et pour la messe solennelle célébrée à la fête de Saint Augustin, lors également des grandes assemblées (7). Ils demandent à l'archevêque de Paris la permission nécessaire pour officier pontificalement aux saluts et à la procession (8) et celle qui est nécessaire aussi pour la solennité de la fête de Saint Augustin et le panégyrique (9). Ils invitent à la procession (10) et à la messe de Saint Augustin (11) les prélats qui sont à Paris et ne font pas partie de l'assemblée. Pour la procession ils écrivent aussi au lieutenant de police afin qu'il donne les ordres nécessaires et ils demandent quarante gardes (12) ; après avoir distribué les

(1) Cependant, en 1782, c'est à l'audience du roi que le premier président de l'assemblée expose l'offre du clergé. *P.-V. de 1782*, p. 31 et 37.

(2) *P.-V. de 1780*, p. 41.

(3) *Id.*, p. 41.

(4) *Id.*, p. 53.

(5) *Id.*, p. 439.

(6) *Recueil de 1767*, p. 74 et suivantes.

(7) *Id.*, p. 82 et suivantes.

(8) *Id.*, p. 74.

(9) *Id.*, p. 83.

(10) *Id.*, p. 74 et 75. *P.-V. de 1785*, p. 61, l'assemblée en charge les agents.

(11) *Recueil*, p. 82 et 83.

(12) *Id.*, p. 75 et 76. Ils donnent aussi l'ordre au suisse du clergé de prendre avec lui quatre autres suisses de la livrée du roi, tant pour la procession de la Fête-Dieu que pour la fête de Saint-Augustin. *Recueil*, p. 77 et 94.

cierges et flambeaux, ils prennent la tête de l'assemblée pour se rendre à l'église et précèdent, dans la procession elle-même, les députés du second ordre (1).

Le *Recueil* dit encore (2) que lorsque « l'état des frais communs de l'assemblée est approuvé et signé par elle, les agents mettent... leur arrêté » au bas des mémoires des ouvriers qui ont travaillé pour l'assemblée et le receveur général paie les quittances. En 1780 ces mémoires sont signés de l'abbé de PÉRIGORD (3). Pour la signature du contrat passé entre le roi et le clergé, l'un des agents a encore un rôle à jouer : après avoir pris jour avec le chancelier, il se rend chez lui en compagnie du président du bureau des moyens, et les notaires du clergé donnent lecture du projet de contrat (4). Enfin c'est encore un agent, — l'abbé de PÉRIGORD en 1780 (5) et en 1782 (6), — qui est chargé de savoir le jour de l'audience du roi pour la clôture de l'assemblée (7).

Si celle-ci donne audience à la Faculté de théologie (8), les agents vont recevoir à la porte de la salle le doyen et les docteurs qui l'accompagnent et ils les font entrer ; à la fin de l'audience, ils les reconduisent de même. Lorsqu'un député meurt pendant le cours d'une assemblée (9), ils envoient à tous les prélats qui n'en font pas partie, une invitation au service solennel qu'elle fait célébrer (outre la circulaire qu'ils adressent aux diocèses pour leur donner avis du décès, si le député est un prélat). S'il arrive qu'un service funèbre pour un prince ou une princesse soit célébré pendant une assem-

(1) *Recueil de 1767*, p. 78 et suivantes. *P.-V. de 1785*, p. 61 et 62.

(2) *Id.*, p. 105.

(3) Archives Nationales G⁸ 107.

(4) *Recueil de 1767*, p. 115.

(5) *P.-V. de 1780*, p. 898. Il rend compte de sa commission, p. 917.

(6) *P.-V. de 1782*, p. 224. Il en rend compte à la séance suivante, p. 238.

(7) Bien que le *Recueil de 1767*, p. 121, dise que pour cela ils écrivent au ministre quelque temps avant la séparation de l'assemblée, les procès-verbaux disent non pas qu'ils lui ont écrit mais qu'ils l'ont vu. En outre, le 7 octobre 1780, nos agents écrivent au grand maître des cérémonies pour le prévenir de l'audience et le prier de veiller à l'observation du cérémonial. Arch. Nat. G⁸ 2617.

(8) *Recueil de 1767*, p. 126 et 127.

(9) *Recueil de 1767*, p. 135 et suivantes.

blée, le *Recueil* (1) (prenant pour exemple ce qui s'était passé en 1715 et en 1766) dit que le grand maître des cérémonies apporte à l'assemblée la lettre du roi invitant le clergé. Puis les agents envoient aux prélats qui ne sont pas de l'assemblée mais sont à Paris ou à la cour une circulaire les invitant à assister au service (2). Ils agissent de même dans le cas de *Te Deum* (3) auxquels l'assemblée est invitée par le grand maître ou le maître des cérémonies. Dans le cas d'une prière de quarante heures pendant laquelle une messe est célébrée (4), ou dans celui du sacre d'un évêque (5), lorsque ces cérémonies ont lieu pendant la tenue de l'assemblée, c'est encore aux agents à faire préparer l'église, à demander la permission à l'archevêque de Paris et à inviter les prélats de la part de l'assemblée. Enfin si le roi est malade, ils vont chaque jour prendre de ses nouvelles (6).

Telles sont les fonctions que les agents généraux ont spécifiquement en cette qualité, pendant la tenue de l'assemblée qui les reçoit ou pendant celle des assemblées extraordinaires. Nous savons en outre qu'ils ont voix délibérative dans la province qui les a nommés et qu'ils font partie de tous les bureaux : ils prennent donc part aux travaux de ces assemblées avec les députés. D'ailleurs, il en est de même en ceci dans l'assemblée au cours de laquelle ils sortent de charge.

Au sujet des assemblées générales (7), les agents de 1780 sont chargés d'une mission toute spéciale :

(1) *Recueil* de 1767, p. 140 et suivantes et p. 148 et 149.

(2) Et transmettent l'invitation de l'archevêque de Paris à venir se reposer chez lui. En 1766, les agents firent en outre imprimer des laissez-passer, firent venir des suisses et postèrent une personne de confiance pour recevoir les billets.

(3) *Recueil*, p. 146 et 147.

(4) *Id.*, p. 150 et 151.

(5) *Id.*, p. 157 et suivantes. En 1756, les agents demandèrent aussi dix-huit suisses avec leur sergent qui reçurent les mêmes consignes qu'à la messe de Saint-Augustin. A la lettre des agents aux prélats était joint un billet imprimé les invitant aussi de la part de l'abbé de Broglie qui allait être sacré. Les cardinaux furent invités par lettre manuscrite.

(6) *CANS, op. cit.*, p. 132.

(7) De même qu'en ce qui concerne les archives et le bureau. Voir plus haut, p. 159, note 1.

ils doivent, selon une délibération du 18 août 1780 (1), « concerter avec le curé de Saint-Sulpice sur son projet de fournir au clergé un lieu pour la tenue de ses assemblées » et ils sont autorisés le 27 septembre (2) à lui prêter 150.000 livres et à veiller à l'exécution du plan par lui proposé à cet effet.

Le rôle des agents généraux dans la préparation de l'assemblée générale ordinaire au cours de laquelle ils sortent de charge et dans celle des assemblées extraordinaires est très important. Le *Recueil* de 1767 (3) dit que « huit à neuf mois avant l'ouverture des séances, le ministre qui a le département du clergé écrit à Messieurs les agents généraux en leur adressant la lettre du roi pour la convocation d'une assemblée générale. Quelquefois, Messieurs les agents sollicitent eux-mêmes la lettre du roi ainsi qu'il est indiqué par l'Art. XXVI du règlement de 1715 (4) ». Les agents répondent au ministre pour lui accuser réception de sa lettre et de celle du roi et l'assurer qu'ils ne manqueront pas d'avertir les archevêques.

Leur rôle maintenant est en effet de provoquer la réunion des assemblées provinciales. Pour cela, ils « font imprimer en suite l'une de l'autre la lettre du roi et celle du ministre et en adressent des exemplaires avec une lettre circulaire à MM. les archevêques pour les inviter à convoquer promptement leurs assemblées provinciales afin que ceux qui seront députés pour l'assemblée générale puissent préparer les mémoires de ce qu'ils auront à y proposer et se rendre à Paris le jour désigné... Depuis 1742, continue le *Recueil* (5), il est d'usage d'adresser la lettre de convocation à

(1) *P.-V. de 1780*, p. 526.

(2) *Id.*, p. 884.

(3) *Recueil de 1767*, p. 4 et 5.

(4) *P.-V. de 1715*, p. 260.

(5) *Recueil de 1767*, p. 5 et 6.

MM. les archevêques seulement. MM. les agents joignent à leur lettre circulaire autant d'exemplaires de la lettre du roi que chaque métropolitain a de suffragants, afin que le métropolitain puisse faire tenir à chacun... la lettre du roi qui (lui) est destinée, en lui indiquant la tenue de l'assemblée provinciale... (1). Nous avons retrouvé les circulaires envoyées par les abbés de BOISGELIN et de PÉRIGORD pour convoquer les assemblées provinciales qui ont précédé l'assemblée générale extraordinaire de 1782 et celles qui ont précédé l'assemblée générale de 1785. La première de ces circulaires est du 26 juin 1782 (2) et la seconde est du 21 août 1784 (3). Les agents mentionnent l'envoi de la lettre du roi et demandent que les archevêques leur communiquent, aussitôt après la séparation de l'assemblée provinciale, le nom des députés à l'assemblée générale; ils rappellent les conditions pour être élu et insistent, ainsi que l'assemblée de 1780 les en avait chargés (4), sur la nécessité pour les députés d'avoir une procuration en bonne et due forme, selon le modèle adopté par l'assemblée de 1700 et non par un acte en forme de délibération.

La date de l'assemblée générale approchant, les agents en assurent la préparation plus immédiate. Il s'agit tout d'abord du choix des prédicateurs. Pour cela « il est d'usage que MM. les agents, trois ou quatre mois avant l'ouverture de l'assemblée, concertent avec le prélat qui doit la présider sur le choix d'un prédicateur pour la messe solennelle du Saint Esprit. Lorsque ce choix est fait, MM. les agents écrivent au prélat qui doit faire le discours afin qu'il ait le temps de se pré-

(1) Si l'archevêque est absent, la circulaire est adressée aux vicaires généraux. On fait imprimer 200 exemplaires de la lettre du roi et 100 de celle des agents (excepté en 1760 où on en fit tirer plus de 400 exemplaires pour être distribués aux notaires et aux receveurs provinciaux). *Recueil, id.*, p. 6 et 7.

(2) *Arch. Nat.*, G^s 2618.

(3) *Id.*, G^s 121 et 2619.

(4) *P.-V. de 1780*, p. 10.

parer » (1). A propos de ce choix, le *Recueil* dit que depuis 1579 et bien que le règlement de 1715 n'en parle pas, l'usage est de nommer un député (2). Ils doivent aussi, quelque temps avant l'assemblée, se concerter avec le président de l'assemblée « sur le choix d'un prédicateur pour le jour de la fête de saint Augustin. Depuis 1725, ce n'est pas un prélat, mais un ecclésiastique non député qui est chargé du discours » (3).

Puis ils doivent s'occuper de faire mettre en état le couvent des Grands Augustins (4). Dans ce but, six semaines ou deux mois avant la tenue de l'assemblée, ils font avertir l'architecte de se trouver tel jour, à telle heure, au couvent « pour fixer les ouvrages à faire... ». Puis, d'après cette visite, ils convoquent les ouvriers du clergé afin de leur donner leurs ordres. Le *Recueil* spécifie qu'il faut recommander aux ouvriers de ne rien fournir sans l'ordre des agents. C'est à ceux-ci également qu'il appartient, sous le bon plaisir du président, de choisir les clercs de la chapelle que le chef du bureau de l'agence convoque de leur part. Enfin, ils doivent nommer les écrivains qui instruiront les domestiques.

Il reste aux agents généraux, lors de l'ouverture de l'assemblée, à procéder à l'examen des procurations de tous les députés et à celui des lettres d'ordination des députés du second ordre (5). Le *Recueil* de 1767 (6) donne encore à cet égard des détails intéressants : « pour avoir le temps de faire les extraits des procurations, MM. les agents les demandent à MM. les députés à mesure qu'ils arrivent. Tout étant disposé et en bon état, MM. les agents font imprimer les deux circulaires ci-après ». L'une est adressée aux prélats, l'autre aux

(1) *Recueil* de 1767, p. 8. Il reproduit p. 8 et 9 des lettres de 1742 et 1744 qui peuvent, dit-il, servir de modèles.

(2) *Recueil*, p. 10. Excepté, dit-il, en 1660, où il ne paraît pas qu'il y ait eu de messe solennelle du Saint-Esprit ni en 1711 où il y eut une messe mais pas de sermon.

(3) *Recueil* p. 11. Il cite comme modèle une lettre de 1755.

(4) *Recueil*, p. 12 et suivantes qui donne de très nombreux détails à ce sujet.

(5) Ceux qui ont été députés dans des assemblées précédentes sont dispensés de justifier de leurs lettres d'ordination. *Recueil*, p. 39.

(6) *Recueil*, p. 32 et 33.

députés du second ordre (1); elles les convoquent pour la première séance (2) et spécifient qu'ils apportent leurs lettres de procuration et d'ordination (3).

A cette première séance (4), l'un des agents fait la lecture de la lettre du roi pour la convocation de l'assemblée. C'est l'abbé de BOISGELIN qui remplit ce rôle à l'assemblée de 1782 (5) et l'abbé de PÉRIGORD à celle de 1785 (6). Puis les procurations et les lettres d'ordination sont remises entre leurs mains (7). Ils en rendent compte à la séance suivante pour laquelle il doit, dit le *Recueil*, y avoir au moins un jour d'intervalle (8). « A l'égard des procurations, l'examen doit s'en faire avec attention » (9). Aucune clause insolite ne doit y être insérée, selon le règlement de 1715 auquel le *Recueil* se rapporte quant aux conditions exigées des députés. Des procurations, et aussi des actes de nomination des nouveaux agents dans le cas des assemblées générales, ils font des extraits (10), qui sont lus à l'assemblée (11). Si une procuration est irrégulière, le rôle des agents se borne à en mettre au courant l'assemblée qui statue elle-même (12).

- (1) Sauf à ceux pour la nomination desquels il y a opposition ou dont la validité de la procuration est contestée; ils ne peuvent venir à l'assemblée qu'après le jugement de l'opposition ou de la contestation. (Règlement de 1715, art. VI, titre III. *P.-V. de 1715*, p. 242).
- (2) Il arrive quelquefois qu'une assemblée s'interrompe pendant quelque temps et reprenne ensuite ses séances. En 1766 un billet fut envoyé qui indiqua la reprise des séances.
- (3) Celles de 1782 sont datées du 6 octobre. *Arch. Nat.* G⁸ 2618. Celles de 1785 sont datées du 19 mai. *Id.*, G⁸ 2620.
- (4) *Recueil*, p. 39 et suivantes.
- (5) *P.-V. de 1782*, p. 2.
- (6) *P.-V. de 1785*, p. 2.
- (7) *P.-V. de 1782*, p. 4 et *P.-V. de 1785*, p. 4.
- (8) *Recueil*, n. 39. Entre les deux séances, le *Recueil de 1767*, n. 41 et 42 dit que les agents doivent écrire au lieutenant de police pour demander d'éloigner les carrosses de louage et d'envoyer un exempt et des gardes. Ils doivent aussi demander au capitaine des Cent-Suisses d'envoyer deux de ses hommes. *Recueil*, n. 43. (Lettres des 6 et 12 octobre 1782. *Arch. Nat.* G⁸ 2618 et du 19 mai 1785, *id.*, G⁸ 2620).
- (9) *Recueil*, p. 40.
- (10) Ces extraits contiennent le nom de la province, la date de la procuration, le nom du notaire, les noms et qualités des députés. *Recueil*, p. 40, et *P.-V. des assemblées*.
- (11) *P.-V. de 1782*, p. 5 et suivantes et *P.-V. de 1785*, p. 5 et suivantes.
- (12) *P.-V. de 1785*, p. 13 pour la procuration de la province de Paris.



Dans les assemblées ordinaires la lecture des procurations marque la fin du rôle des agents généraux. Dès que leurs successeurs sont reçus, ils deviennent « anciens agents ». Nous savons qu'à ce titre ils font partie des bureaux et reçoivent voix délibérative. De plus, ils sont nommés promoteur et secrétaire (1). Avant qu'ils ne deviennent agents sortants, cette charge leur incombe aussi pendant la tenue des assemblées extraordinaires. Les *Mémoires du Clergé* disent (2) cependant que l'assemblée de 1605 « paraît avoir réglé que les agents généraux ne pourront être promoteurs ni secrétaires des assemblées tant générales que particulières » (c'est-à-dire de prélats). Mais ils ajoutent : « L'on a cru que cette assemblée a décidé, soit qu'ils entrent dans l'agence, soit qu'ils en sortent, qu'ils ne pourront prétendre de droit être promoteurs ni secrétaires, laissant à la liberté de l'assemblée de les élire pour remplir ces places » ; et ils disent qu'il est d'usage de les nommer à ces postes dans les assemblées ordinaires et qu'en outre il en est presque toujours ainsi dans les assemblées extraordinaires (3). Le clergé est donc libre de le faire ou de ne pas le faire, ainsi que le font remarquer les procès-verbaux des assemblées, mais, en fait, il les nomme toujours, non pas dans l'assemblée où ils entrent en fonctions (4), comme le disent les *Mémoires du Clergé*, mais dans celle où ils sortent de charge ou dans les assemblées extraordinaires. En 1782,

(1) Aux petites assemblées il n'y a qu'un promoteur et un secrétaire. Aux grandes assemblées, il y a deux promoteurs et deux secrétaires. Les autres promoteur et secrétaire sont pris parmi les députés du second ordre. *P.V. des Assemblées*.

(2) *Mémoires du Clergé*, T. VIII, p. 2386.

(3) *Mémoires du Clergé*, *id.*, p. 2387. Ils citent page 2388 les exemples des assemblées de 1586 et 1682 où des agents ne furent ni secrétaires ni promoteurs. Mais il en fut différemment, disent-ils, en 1593, 1701, 1702, 1707, 1711. L'art. II tit. IV du règlement de 1715 (*P.-V. de 1715* p. 253) dit aussi que les agents peuvent être élus secrétaires ou promoteurs.

(4) Le promoteur de 1780 est l'abbé de Jarente et le secrétaire, l'abbé de La Rochefoucauld.

l'abbé de PÉRIGORD est promoteur et l'abbé de BOISGELIN secrétaire (1), et c'est l'inverse en 1785 (2).

M. CANS (3) dit du promoteur que, celui-ci ayant été choisi par l'assemblée de Melun pour « proposer et promouvoir les affaires », son rôle consiste en effet à les proposer (il est d'ailleurs obligé d'exposer les requêtes qui lui ont été remises), à « avertir l'assemblée des demandes d'audience, recevoir les clerks du second ordre et les laïques qui se présentent à l'assemblée, tirer un état des commissions et avertir l'assemblée de celles qui n'ont pas été exécutées... Il peut assister à toutes les conférences qui ont lieu chez le chancelier à propos du contrat et des vœux présentés par le clergé ». Mais M. CANS ajoute que ces fonctions sont très réduites, à l'époque de Louis XIV, par le pouvoir du président et qu'elles se bornent à énoncer un ordre du jour. M. LEPOINTE dit aussi (4) que sous le règne de Louis XV le rôle du promoteur est assez effacé, bien que celui-ci doive être entendu et doive requérir la délibération dans les affaires importantes.

Il en est de même à l'époque qui nous occupe et les affaires que le promoteur, en tant que tel, a à exposer sont peu nombreuses. « Dans les affaires qui regardent le clergé général directement, dit le *Recueil* de 1767 (5), M. le promoteur ou MM. les promoteurs donnent des conclusions » selon les art. III et IV, tit. IV, du règlement de 1715 (6). Nous constatons que c'est l'abbé de PÉRIGORD en 1782 (7) qui fait un réquisitoire sur la

(1) *P.-V. de 1782*, p. 11.

(2) *P.-V. de 1785*, p. 16.

(3) CANS, *op. cit.*, p. 86.

(4) LEPOINTE, *op. cit.*, p. 37.

(5) *Recueil de 1767*, p. 70.

(6) *P.-V. de 1715*, p. 253. Selon l'art. III, « les promoteurs feront le rapport de toutes les affaires qui seront portées dans les assemblées générales après en avoir pris néanmoins la permission du président... et ils pourront prendre telles conclusions qu'ils jugeront avantageuses au clergé. » L'art. IV dit : « Les promoteurs ne recevront aucune requête ou mémoire contre l'honneur d'aucun de la Compagnie qui ne soit signé d'une personne connue, et ils le communiqueront au président avant que d'en parler à l'assemblée. »

(7) *P.-V. de 1782*, p. 26.

demande du don gratuit et qu'il en est de même de l'abbé de BOISGELIN en 1785 (1). De plus, celui-ci fait un réquisitoire (2) sur la procuration de la province de Paris concernant la députation de l'évêque coadjuteur d'Orléans, nommé concurremment avec l'évêque d'Orléans son oncle. Il demande (3) à l'assemblée d'accueillir la requête du receveur général, qui sollicite qu'on lui donne son neveu pour adjoint et survivancier pendant la durée de son contrat. Il fait aussi un réquisitoire sur les portions congrues (4) ; enfin, il requiert à l'assemblée d'accepter le renvoi fait à elle, par un arrêt du Conseil des Finances du 11 août 1785, d'une cause concernant l'exécution de délibérations des assemblées de 1670 et 1675 (5). Par rapport au grand nombre d'affaires qui prennent place dans le rapport d'agence, celles-ci sont évidemment peu nombreuses.

Quant au rôle de secrétaire, M. CANS (6) dit qu'il est resté plus effectif. « Il consiste, dit-il, à appeler les provinces au vote, à lire les lettres reçues par l'assemblée (7) et à contresigner celles qu'elle envoie (8), surtout à rédiger le procès-verbal en se conformant aux règles qui fixent la manière de délibérer et de voter. » M. LEPOINTE (9) mentionne les mêmes fonctions pour

(1) *P.-V. de 1785*, p. 79.

(2) *P.-V. de 1785*, p. 16.

(3) *P.-V. de 1785*, p. 84. Le receveur général est M. Bollioud de St-Jullien et son neveu M. de Quinson.

(4) *P.-V. de 1785*, p. 331.

(5) *P.-V. de 1785*, p. 527.

Le clergé de Basse-Navarre ci-devant adjoint pour le temporel au diocèse d'Oléron, avait demandé en 1773 au Bureau des décimes de ce diocèse la restitution d'une somme qu'il prétendait avoir payée au-delà de ses impositions. L'arrêt du Conseil était intervenu sur la demande en cassation d'un jugement de la Chambre supérieure ecclésiastique de Bordeaux.

(6) CANS, *op. cit.*, p. 87.

(7) Lettre du roi, lue par l'abbé de Périgord, *P.-V. de 1785*, p. 75. Lettres du roi lues par l'abbé de Boisgelin, *P.-V. de 1782*, p. 40 et 42.

(8) C'est aussi ce que dit le *Recueil de 1767*, p. 130, des lettres du roi et aussi le *P.-V. de 1785*, p. 71. De même des lettres aux archevêques et évêques. *Recueil de 1767*, p. 131.

(9) LEPOINTE, *op. cit.*, p. 37 et 38.

la période qui l'intéresse. Le *Recueil* de 1767 (1), qui dit que le procès-verbal « est dressé par le ou les secrétaires de l'assemblée suivant l'Art. XXII, tit. III du règlement de 1715 » (2), donne les précisions suivantes : la minute est mise sous les yeux de la « commission pour la revision du procès-verbal » ; lorsqu'elle a été révisée, on procède à l'expédition. « Le procès-verbal ainsi rédigé et révisé est lu en pleine assemblée par le secrétaire et chaque séance est signé par le prélat président », qui doit aussi, de même que le ou les secrétaires, signer les actes insérés dans les séances. C'est encore l'agent ou l'ancien agent secrétaire qui lit le serment (3) et les règlements concernant les assemblées (4), et qui distribue les exemplaires de la délibération pour le don gratuit aux notaires (5) chargés de recevoir les fonds qui seront offerts pour la constitution des rentes. Telles sont les fonctions que les agents généraux exercent comme promoteur et secrétaire (6).

Enfin, leur rôle d'anciens agents comporte la lecture de leur « rapport d'agence ». L'assemblée de Melun (7) puis celle de 1595 (8) avaient dit que les agents sortants seraient tenus de « se trouver aux prochaines assemblées générales du clergé qui se feront durant leur dite charge ou après icelle expirée pour y rendre compte et raison d'icelle ». L'assemblée de 1625 (9) s'exprime dans des termes presque analogues et celle de 1635 (10) dit de même qu'ils « seront tenus de faire

(1) *Recueil* de 1767, p. 108 et 109.

(2) *P.-V. de 1715*, p. 245 et 246. Il dit : « Les arrêtés, délibérations et ordonnances prises ou rendues dans chaque séance, seront rédigées par le secrétaire, il en sera fait lecture et le procès-verbal sera signé dans la séance suivante ».

(3) *P.-V. de 1782*, p. 19 et *P.-V. de 1785*, p. 16.

(4) *P.-V. de 1782*, p. 44.

(5) *Recueil* de 1767, p. 100. Les notaires se rendent aux Grands-Augustins au jour par lui indiqué et sur invitation par écrit faite en son nom par le notaire du clergé.

(6) L'abbé de Boisgelin en 1782 et l'abbé de Périgord en 1785 font plusieurs rapports mais nous croyons que ce n'est pas en tant que secrétaires qu'ils agissent mais comme agent et ancien agent.

(7) *Mémoires du Clergé*, p. 2334 et *Préface des Rapports*, p. III.

(8) *Mémoires du Clergé*, p. 14.

(9) *Mémoires du Clergé*, p. 50.

(10) *Précis des Rapports*, Préface, p. III.

un rapport si fidèle et exact que la compagnie puisse en avoir une parfaite connaissance ». Le *Recueil* de 1767 (1) qui se rapporte à l'art. XXVII, tit. VI, du règlement de 1715 (2), le *Répertoire* de GUYOT (3) et la préface du *Précis des rapports* (4) rappellent cette obligation.

Le *Précis* (5) dit en outre que les premiers rapports datent de 1585; ils étaient alors très succincts. Les procès-verbaux de 1595, 1645, 1650, 1655 disent aussi que des rapports furent présentés à ces assemblées. Mais c'est seulement à partir de celle de 1660 que commence « la suite effective des rapports » (6). Le *Recueil* (7) mentionne comme premier rapport imprimé celui de 1700.

GUYOT (8) prétend que les rapports sont ordinairement divisés en trois parties : « la première pour les affaires temporelles, les décimes, les subventions extraordinaires ; la seconde pour les privilèges du clergé ; la troisième pour la juridiction ecclésiastique ». Le *Précis*, lui, dit qu'ils sont divisés en deux parties : « la première est destinée aux matières purement spirituelles et de juridiction (9), la seconde partie a pour objet le temporel » (10).

(1) *Recueil* de 1767, p. 277 et 278.

(2) *P.-V. de 1715*, p. 260. Cet article précise que les agents doivent commencer la lecture de leur rapport dans les premières séances de l'assemblée.

(3) GUYOT, *op. cit.*, p. 248.

(4) *Précis des rapports*, préface, p. III.

(5) *Id.*, p. III et IV.

(6) Jusqu'à 1705, ils étaient insérés dans le procès-verbal des assemblées. Depuis cette date, ils sont imprimés séparément. C'est l'assemblée de 1775 qui décida d'en faire un précis par ordre de matières. *Précis des rapports*, p. IV.

(7) *Recueil* de 1767, p. 277.

(8) GUYOT, *op. cit.*, p. 248.

(9) Savoir : « 1° la foi catholique et la doctrine de l'église ; 2° le clergé en général et les divers ministres de l'église ; 3° le culte divin ; 4° la juridiction ecclésiastique ; 5° les bénéfices et matières bénéficiales en y joignant la direction et administration des biens dépendant des bénéfices par les économes sequestres pendant la vacance ». *Précis*, p. V.

(10) Dans une première classe sont les biens dont l'administration intéresse tous les diocèses; dans une seconde les biens et revenus administrés par les bénéficiers et par les corps et communautés ecclésiastiques; dans une troisième les biens des hôpitaux, fabriques et confréries. *Id.* p. V.

C'est, à peu de chose près, l'ordre indiqué par le *Précis* que suit le rapport présenté à l'assemblée de 1785 par les abbés de PÉRIGORD et de BOISGELIN : il rappelle tout d'abord, ainsi que le disent les agents dans le passage qui en est, en quelque sorte, l'introduction (1), « les vœux des assemblées de 1780 et de 1782, les projets de lois et déclarations qu'elles ont suivis ou formés » et il expose les démarches faites par eux et les résultats obtenus. « Nous vous proposerons ensuite, continuent-ils, les objets que les dernières assemblées n'ont pas trouvé assez préparés et qu'elles ont cru, par leur extrême importance et leurs grandes difficultés, devoir s'emparer de vos premiers moments ». Les affaires qui suivent sont alors classées en « juridiction et matières bénéficiales » et « biens temporels, immunités et administration des décimes ». Le rapport se termine par l'exposé de projets que les agents soumettent à l'assemblée. Ils ajoutent d'ailleurs que ce plan n'est pas différent de celui de leurs prédécesseurs. C'est de cet ordre que nous nous sommes inspirée pour classer les différentes affaires auxquelles ils ont apporté leur soin.

Les agents ne doivent rendre compte de leur charge par un rapport que dans l'assemblée au cours de laquelle ils terminent leur agence et non dans les assemblées extraordinaires. L'abbé de PÉRIGORD dit expressément, lors de celle de 1782 (2), que tel est l'usage, soit que cet usage « vienne de ce que les assemblées intermédiaires, étant de peu de durée, sont principalement consacrées à l'objet qui les a fait convoquer, soit, dit-il aux députés réunis, que dans le court intervalle qui sépare les assemblées intermédiaires des assemblées ordinaires votre situation n'ait pas éprouvé des changements remarquables... » Et il ajoute qu'il ne croit pas

(1) *Rapport de 1785*, p. 4.

(2) *P.-V. de 1782*, p. 119 et suiv. Il ajoute que tel est aussi l'exemple d'un agent à l'assemblée de 1772. A celle de 1766 un agent fit un rapport particulier parce qu'il en était forcé par des circonstances spéciales. L'assemblée de 1766, quoique séparée de celle de 1765 par un intervalle de sept mois, n'en fut que la continuation.

cependant déroger à cet usage, en rendant compte de quelques-unes des « affaires principales qui intéressent votre ordre tout entier ».

*
* * *

En ce qui concerne les fonctions des agents généraux dans la convocation des assemblées particulières de prélats qui se tiennent soit pour recevoir un nouvel agent, soit pour décider d'une question importante pour le clergé de France (1), le *Recueil* de 1767 (2), reproduisant l'art. XX, tit. VI, du règlement de 1715 (3), dit ceci : « Les agents, après en avoir reçu l'ordre du plus ancien archevêque ou évêque, pourront inviter les prélats qui se trouvent à Paris, à la suite de la cour ou ailleurs hors le temps des assemblées, de s'assembler pour les affaires qui concerneront le bien et l'honneur du clergé » (4). Bien qu'il suive de là, dit le *Recueil*, que le clergé pensait alors qu'il n'y avait pas besoin de permission du roi, il fait observer que des procès-verbaux parlent de l'agrément de ce dernier (5). Il a été ajouté au *Recueil* de 1767 qu'en 1782 l'archevêque de Paris invita lui-même les évêques à s'assembler chez lui. L'abbé de PÉRIGORD lui écrivit le 6 juin pour lui

(1) Il peut s'agir d'autoriser les agents à se porter partie principale ou intervenante devant le Conseil, comme nous l'avons vu plus haut p. 48 ou à régler une affaire particulièrement importante. En 1760, les agents, en exécution d'une délibération de l'assemblée générale, prennent l'avis des prélats sur un projet d'arrêt, dans une contestation entre le clergé général du diocèse de Poitiers et l'abbaye de Fontevault sur le paiement des impositions du clergé. *Archives Nationales*, G⁸ 95.

(2) *Recueil* de 1767, p. 161 et 162.

(3) *P.-V. de 1715*, p. 259.

(4) Les *Mémoires du Clergé*, T. VIII, p. 737, s'expriment dans des termes analogues. Ils ajoutent qu'après des difficultés entre les évêques et les agents, l'assemblée de 1650 décida que dans ce cas les agents devaient exécuter les ordres de l'archevêque, étant néanmoins loisible aux agents d'avertir les prélats « en d'autres rencontres, pour s'assembler selon les occurrences des affaires qu'ils jugeront à propos pour le bien ou honneur du Clergé ».

(5) Plusieurs procès-verbaux parlent de l'ordre ou de l'agrément du roi (assemblées dont le but n'est pas la réception d'un agent général). *Arch. Nat.*, G⁸ 95.

« faire connaître l'usage qui se pratique pour la convocation de ces sortes d'assemblées... » et pour qu'il le chargeât, ainsi que son collègue, de cette tâche. En conséquence, les agents écrivirent aux prélats pour les inviter à s'assembler.

Pendant la tenue de ces assemblées (1), s'il y a lieu de lire une lettre reçue d'un ministre, un mémoire, un projet de lettre adressée au roi ou un mandement, ce sont les agents qui donnent lecture de ces pièces. Il ne faut pas oublier non plus le rôle de l'agent en exercice lors de la réception d'un nouvel agent. Enfin, les agents participent au vote de l'assemblée, signent, ainsi que les prélats, le procès-verbal et les lettres; et si une seconde convocation doit être envoyée pour inviter les prélats à se réunir de nouveau (par exemple après l'établissement d'un projet par une commission), c'est encore aux agents à l'envoyer.

(1) *Procès-verbaux d'assemblées. Arch. Nat., G^e 95.*

CONCLUSION

Nous sommes maintenant à même de répondre aux questions que nous nous étions posées au début de ce travail; l'examen des différents dossiers que nous avons dépouillés permet aussi de porter un jugement d'ensemble sur les fonctions remplies par les agents généraux du clergé, sur les caractères et les résultats de leur action.

On pouvait se demander si les procédés suivis pour nommer les agents généraux donnaient de sérieuses garanties d'un heureux choix; on pouvait également se poser la question de savoir si les droits qui leur étaient conférés leur donnaient la possibilité de jouer un rôle efficace.

L'exclusion du bas clergé dans la nomination des agents (comme dans la députation aux assemblées) était certainement regrettable. L'ordre se privait ainsi d'éléments qui pouvaient être intelligents, appliqués et capables et surtout il ne voyait pas combien il contribuait à creuser entre le haut et le bas clergé un fossé de plus en plus large.

On aurait pu craindre que la prédominance de l'influence royale dans ces nominations eût pour conséquence d'entraver la liberté des agents à l'égard du souverain, de ses ministres et de ses représentants. Ce reproche ne serait d'ailleurs pas propre aux agents généraux, mais pourrait également être fait aux députés, par conséquent aux assemblées du clergé. Ce défaut, grave chez les membres d'assemblées destinées à prendre des décisions à l'égard du roi, avait des conséquences

moins regrettables en ce qui concerne les agents. Pendant toute la période que nous avons étudiée, ils n'ont pas hésité à défendre les droits du clergé même à l'encontre du gouvernement et ils ont exercé vis-à-vis de lui leur devoir et leur droit de conseil aussi bien quand il s'agissait de défendre des droits individuels que lorsqu'il importait d'attirer l'attention du roi et de ses ministres sur les intérêts permanents et généraux du clergé de France.

Les attributions des agents étaient larges, mais ils savaient que leur action engageait le nom, les intérêts et l'honneur du clergé tout entier. Aussi veillaient-ils à n'intervenir qu'à bon escient, avec mesure et, pour ainsi dire, avec diplomatie. L'organisation temporelle du clergé de France, sa rigoureuse centralisation, ses assemblées périodiques supposaient la présence, le travail et le zèle incessant d'un organisme permanent. Les agents étaient la cheville ouvrière de toute cette organisation. En apparence ils étaient les exécuteurs des décisions des assemblées, mais leur action ne se bornait pas à ce rôle modeste. Il ne suffisait pas de faire aboutir les vœux formés par les assemblées. Il s'agissait également de défendre les immunités financières, de maintenir le capital, les revenus et le temporel du clergé et même de veiller à la sauvegarde des intérêts spirituels immenses dont l'Eglise est dépositaire.

Sans doute, beaucoup d'actes revêtus de leur signature n'étaient-ils pas leur œuvre personnelle et étaient-ils préparés par le bureau de l'agence ou par le conseil du clergé. Ne trouvons-nous pas là la preuve évidente de l'élargissement de leurs attributions au cours du dix-huitième siècle? Les affaires qui réclamaient leur concours étaient devenues sans cesse plus nombreuses. Certaines les obligeaient à recourir à l'aide de spécialistes, les avocats du clergé. D'autres étaient plus minimes, il

était alors normal d'en confier la solution aux subalternes du bureau. Le rôle essentiel des agents était de coordonner l'action de ces différents rouages, de veiller à ce qu'aucune requête ne restât en souffrance, à ce qu'aucun droit du clergé ne fût impunément violé.

Les agents n'étaient donc pas seulement des administrateurs, ils étaient tout autant les défenseurs des droits ecclésiastiques. A cet égard, il est particulièrement intéressant de souligner avec quelle facilité de simples curés pouvaient agir par recours direct auprès d'eux. Ils étaient les intermédiaires nécessaires entre le bas clergé et les différentes autorités auprès desquelles de petits bénéficiers n'auraient pu avoir accès. Ils étaient également les négociateurs auxquels on s'adressait chaque fois qu'il s'agissait de défendre un intérêt ecclésiastique auprès du Conseil, des ministres ou du roi. La multiplicité et la diversité infinie des personnes, des organismes et des corps avec lesquels ils se trouvaient sans cesse en contact était l'une des caractéristiques les plus frappantes de leurs attributions et de leur action. Etre agent du clergé à la fin du dix-huitième siècle supposait de réelles qualités d'esprit : souplesse, tact, savoir-faire, relations personnelles ou familiales dans les milieux les plus divers, connaissance de la cour, des ministères et des intrigues, culture générale, méthode et esprit de synthèse. De tels talents auraient pu faire considérer la charge d'agent comme le couronnement d'une carrière administrative. Il n'en était rien. Ces agents étaient en général jeunes, actifs, souvent aussi pleins d'ambition.

La plupart d'entre eux étaient, une fois leur charge terminée, élevés à l'épiscopat. En effet, ceux qui réussissaient dans les fonctions délicates et recherchées d'agent général pouvaient, certes, apporter par là même la preuve de leur capacité et de leur aptitude aux plus hautes dignités de l'Eglise. Mais ce rôle exigeait surtout

des qualités qui n'étaient pas strictement ecclésiastiques. Que viennent des jours troublés, que s'effondre toute la structure sociale et politique de l'ancien régime, l'on verra que les fonctions d'agent du clergé auront peut-être été pour l'un d'entre eux, l'abbé de PÉRIGORD, l'école à laquelle il a appris à connaître le jeu des hommes et des partis, les possibilités et les roueries de l'administration, la force et la faiblesse de la diplomatie. En effet, pour être agent du clergé, il était utile de posséder les qualités, les connaissances et l'esprit de l'homme d'Etat.

Vu : le 13 Mars 1939

Le Président de la thèse :

OLIVIER-MARTIN.

Vu :

Le Doyen :

G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

I. - SOURCES

I. - MANUSCRITS.

Recueil concernant l'agence générale du clergé, 1767, Arch. Nat. G⁸ 792 A.

Procès-verbaux d'assemblées provinciales, Arch. Nat. G⁸ 95.

Procès-verbaux d'assemblées particulières de prélats, Arch. Nat. G⁸ 95.

Comptes des assemblées générales du clergé de France, tenues en 1780, 1782 et 1785-1786, Arch. Nat. G⁸ 107.

Correspondance des agents généraux du clergé de France :

a) lettres reçues (XVIII^e siècle), Arch. Nat. G⁸ 619 à 670, 566, 757, 770, 771, 775, 776, 779.

b) lettres envoyées, id., Arch. Nat. G⁸ 671 à 686 et 619, 670, 747, 757, 771, 775, 776, 779 (minutes); G⁸ 2557 à 2626 (registres). (Celles envoyées de 1780 à 1785 se trouvent dans les registres G⁸ 2617 à 2620).

Quittances des pensions des nouveaux convertis (XVII^e et XVIII^e siècles), Arch. Nat. G⁸ 220 à 248.

Quittances du receveur général du clergé, (1780 à 1785). Arch. Nat. G⁸ 756.

Procès-verbaux de cérémonies, (sacres de rois, services funèbres, Te Deum). Arch. Nat. G⁸ 95.

II. - IMPRIMÉS.

Recueil des actes, titres et mémoires du clergé de France, VIII. Paris, édition de 1769. (Bibl. Nat. Ld⁸ 12 A).

HÉRICOURT. - *Les loix ecclésiastiques de France*, Paris édition de 1771 (B. N. E 210).

- GUYOT. - *Répertoire de jurisprudence*, I. Paris 1784 (B. N. F. 19562).
- Précis des rapports de l'agence du clergé de France*, Paris, 1786 (B. N. Ld⁵ 25).
- Procès-Verbaux des assemblées générales ordinaires du clergé de France*, (B. N. Série Ld⁵). En particulier P. V. de 1775 (Ld⁵ 578), P. V. de 1780 (Ld⁵ 582) et P. V. de 1785-1786 (Ld⁵ 598).
- Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du clergé de France de 1782*, (Ld⁵ 584).
- Règlement de 1715 au P. V. de l'assemblée générale de 1715*. Paris, 1723, p. 235 à 265 (B. N. Ld⁵ 428).
- Rapport de l'agence, contenant les principales affaires du clergé depuis 1780 jusqu'en 1785* par M. l'abbé de Périgord et M. l'abbé de Boisgelin, anciens agents généraux du clergé. Paris 1788. (B. N. Ld⁵ 593).
- JOURDAN, ISAMBERT et DECRUSY. - *Recueil général des anciennes lois françaises*, XXVI, XXVII et XXVIII. Paris, 1826-1827.
- Liste des députés aux assemblées générales du clergé de France*. (B. N. Ld⁵ 36 pièce).
- Collection des circulaires de l'agence générale du clergé de France*. (B. N. Ld⁵ 41 à 50).
- La France ecclésiastique*, (années 1768-1779-1780-1781-1782). Paris (B. N. Lc²⁵ 225).
- Almanach royal*, (années 1780 à 1789).

II. - OUVRAGES

- L. SERBAT. - *Les assemblées du clergé en France : origines, organisation, développement (1561-1615)*. Paris, 1906.
- Abbé I. BOURLON. - *Les assemblées du clergé sous l'ancien régime*, Paris 1907.
- A. CANS. - *L'organisation financière du clergé de France, à l'époque de Louis XIV*, Paris 1910.
- G. LEPOINTE. - *L'organisation et la politique financières du clergé de France sous le règne de Louis XV*. Thèse droit, Paris 1923.
- Abbé E. MÉRIC. - *Le clergé sous l'ancien régime*, Paris 1890.
- Abbé A. SICARD. - *L'ancien clergé de France*, Paris 1893-1903 3 vol.

- Abbé A. SICARD. - *Le clergé de France pendant la révolution*, Paris 1912-1927, 2 vol.
- A. MAURY. - *Les assemblées du clergé en France à la fin du XVII^e et au XVIII^e siècles*, *Revue des Deux-Mondes* 1879-1880.
- G. GOYAU. - *Histoire religieuse dans l'histoire de la nation française de G. HANOTAUX*. VI Paris, 1922.
- M. MARION. - *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris 1923.
- P. MAUTOUCHET. - *De ultimo generali conventu cleri gallicani anno MDCCCLXXXVIII habito*, Thèse, Paris 1900.
- TALLEYRAND. - *Mémoires*, I, Paris 1891.
- G. LACOUR-GAYET. - *Talleyrand*, I, Paris 1928.
- Précis de la vie de M. l'évêque d'Autun*, (libelle) s l n d.
- Extrait du cahier des délibérations du clergé assemblé à Autun.*
- Motion de M. l'évêque d'Autun sur les biens ecclésiastiques du 10 octobre 1789*, Versailles, sec. ed. Paris 1823.
- G. LENOTRE. - *La maison des Carmes*, Paris 1933.
- L. AUDIAT. - *Deux victimes des septembriseurs*, Lille, Paris 1897.
- P. CARON. - *Les massacres de septembre*. Paris 1935.
- F. B. ROZIER. - *Oraison funèbre de Mgr. L. S. de Jarente de la Bruyère* prononcée à Orléans le 28 Mai 1789 - Orléans s. d.
- CARD. de BAUSSET. - *Notice historique sur le cardinal de Boisgelin*. Paris 1804.
- L. LALANNE. - *Dictionnaire historique de France*, (2^e édit.) Paris 1877.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIERE PARTIE

SITUATION DES AGENTS GÉNÉRAUX DU CLERGÉ.....	9
CHAPITRE PREMIER — NOMINATION ET RÉCEPTION	11
Section I. — Conditions de nomination	11
Section II. — Procédé de nomination	19
Section III. — Réception	31
CHAPITRE II. — RÉTRIBUTION ET PRÉROGATIVES	37
Section I. — Rétribution	37
Section II. — Prérrogatives.....	45
CHAPITRE III. — LES AGENTS EN FONCTION PENDANT LES ANNÉES 1780 à 1785.....	57

DEUXIÈME PARTIE

ROLE DES AGENTS GÉNÉRAUX DU CLERGÉ

INTRODUCTION	67
CHAPITRE PREMIER. — INTERVENTION AUPRÈS DU GOUVERNEMENT ROYAL POUR LA SAUVEGARDE DES INTÉRÊTS GÉNÉRAUX DU CLERGÉ	75
CHAPITRE II. — DÉFENSE DES CAUSES INDIVIDUELLES EN MATIÈRE DE JURIDICTION ET DE BÉNÉFICES.....	97
Section I. — Défense de la juridiction ecclésiastique	97
Section II. — Défense en matière bénéficiale.....	110

CHAPITRE III. — DÉFENSE DES CAUSES INDIVIDUELLES EN MATIÈRE DE TEMPOREL.....	119
Section I. — Dîme et portion congrue.....	119
Section II. — Problèmes patrimoniaux et féodaux...	127
Section III. — Questions fiscales.....	136
CHAPITRE IV. — FONCTIONS D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE	149
Section I. — Administration financière.....	149
Section II. — Direction de l'administration permanente centrale : Bureau de l'Agence Générale, Archives du Clergé, Conseil du Clergé.....	156
CHAPITRE V. — ENVOI DE CIRCULAIRES AUX DIOCÈSES ET AUX PRÉLATS ET CORRESPONDANCE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL...	169
Section I. — Circulaires.....	170
Section II. — Correspondance	189
CHAPITRE VI. — ROLE A L'ÉGARD DES ASSEMBLÉES DU CLERGÉ	195
CONCLUSION	215
BIBLIOGRAPHIE	219

ERRATA

Prière de lire :

- Page 11 ligne 12, de SAINT-SIVIÉ
P. 14 note 8 l. 6, *art. VIII* et IX
P. 15 n. 1, p. 46
P. 21 n. 6, p. 6 et 9
P. 22 n. 1 l. 17, p. 142 et 143
P. 34 l. 15, ou *au* vice-chancelier
P. 35 l. 3, *des* prélats
P. 40 n. 7 l. 4, 1665
P. 46 n. 2, *PV* de 1785 p. 15
P. 49 n. 6 l. 1, après l'ouverture de la parenthèse ajouter : *et*
P. 53 n. 1, supprimer : *et suivantes*
P. 54 n. 5 l. 1, deux *sortes de* causes
P. 55 l. 13, *des* bénéfices
P. 70 l. 14, et à faire réformer
P. 99 l. 18, ne peut *leur* être
P. 115 n. 1 l. 2, *déclarations* de 1657 et de 1666, *édit* de 1695
P. 129 n. 6 l. 2, *intendant*
P. 135 n. 1 l. 2, *disant*
P. 141 n. 3, CCCLXXVIII
P. 147 l. 12, avec — l. 26, *interventions*.
P. 153 l. 29, supprimer les guillemets entre *agents* et *un état*
P. 155 n. 1, p. 76
P. 164 n. 2 l. 3, *lettres*
P. 169 n. 3 l. 5 à supprimer.
— n. 5 à ajouter : (5) *id* p. 49
P. 174 l. 21, ajouter des guillemets : « à mettre...
P. 175 n. 1, supprimer : p. 458
P. 181 l. 12, sacre du roi (4)
— n. 45, lire (5)
— n. 5, lire (6)
P. 199 n. 2, p. 40
— n. 12 l. 4, p. 77 et 84
P. 200 n. 7 l. 4, *ont*
P. 202 l. 16, ajouter : *tit. VI*

